

LA NOTION D'INCENDIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue publiquement le 20 mars 1961

PAR

JOËLE FOSSEREAU

MEMBRES DU JURY :

Président : M. H. MAZEAUD, Professeur

Suffragants { M. A. BESSON, Professeur
 { M. A. TUNC, Professeur

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS

20, rue Soufflot, 20

PARIS

1962



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA NOTION D'INCENDIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue publiquement le 20 mars 1961

PAR

JOËLE FOSSEREAU

MEMBRES DU JURY :

Président : M. H. MAZEAUD, Professeur

Suffragants { M. A. BESSON, Professeur
M. A. TUNC, Professeur

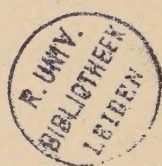
LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS

20, Rue Soufflot (V^e)

PARIS

1962



*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.*

INTRODUCTION

1. — « Plus que toute autre science appliquée, le droit fourmille d'artifices qui simplifient et déforment la réalité pour mieux la saisir et pour la manipuler plus facilement » (1).

N'est-ce pas un artifice, en effet, que de définir en droit la « notion d'incendie » ? et ne peut-on penser de prime abord qu'un phénomène purement matériel et des plus apparents n'a besoin d'autre définition que celle du langage commun ? Existerait-il une notion « juridique » de l'incendie, variant selon les conséquences attribuées à ce fléau sur le plan du droit ? Serions-nous alors en présence d'un exemple frappant de déformation, peut-être inutile de la réalité matérielle par la science juridique ?

Ces questions qui dominent le présent sujet, nous mènent à le traiter avant tout comme une sorte d'expérience, tant du point de vue méthodologique, que du point de vue juridique.

En droit, comme en toute discipline, il ne suffit pas d'énoncer une définition, il la faut d'abord préparer, puis justifier : il sera donc nécessaire d'en examiner le particularisme, la structure, enfin, l'utilité.

(1) Aurel DAVID, *Structure de la personne humaine*, thèse, Paris, 1953.

Préliminaires

§ 1. — PARTICULARISME.

2. — Pourquoi s'attacher à l'incendie plutôt qu'à l'explosion, l'inondation ou d'autres phénomènes de ce genre ?

3. — C'est, tout d'abord, à cause de l'actualité du problème : au cours de ces dernières années, en effet, l'on a pu constater une recrudescence anormale des incendies : les statistiques révèlent que toutes les quarante-cinq minutes une personne meurt dans un incendie et que toutes les trente-huit minutes un incendie se déclare dans une ville. Les causes de ce singulier développement doivent sans nul doute être recherchées en grande partie dans le progrès technique qui, bien que créant parallèlement de nouveaux moyens de lutte contre l'incendie, en augmente néanmoins les risques et les diversifie avec l'apparition d'industries comme l'exploitation de l'énergie nucléaire, de l'énergie solaire, etc... Progrès technique poussant parfois des industriels sans scrupules à incendier leurs usines, incapables de soutenir la concurrence sans une reconstruction totale adaptée aux techniques modernes.

4. — Puis, c'est à cause du particularisme de l'incendie, en tant que source de responsabilité qui a pu justifier l'autonomie de sa législation.

Qu'est-ce que l'incendie ? L'une des formes du feu. Mais le feu, l'un des trois éléments traditionnels, avec la terre et l'eau, est considéré comme un bienfait et l'incendie comme un fléau.

Cependant, les hommes n'ont à l'origine connu le feu que par les incendies allumés par la foudre, comme le suggère Lucrèce dans ses récits ; c'est alors le fléau qu'ils ont transformé en bienfait. A toute époque, l'incendie a donc frappé les sens et l'imagination comme une sorte de puissance malfaisante. C'est avant tout à l'importance et à l'ancienneté de la crainte qu'il inspire, que l'incendie doit son particularisme.

5. — Mais c'est également à d'autres caractères qui lui sont propres : la diversité de ses origines par exemple : l'incendie peut naître, en effet, de la plus minime imprudence, comme de la force majeure, de la malveillance ou, la plupart du temps, d'une cause inconnue. Il est le plus souvent lié à d'autres événements, tels l'explosion, dont il est difficile, autant que nécessaire, de le distinguer, et qui nous aideront à cerner sa définition. Sa fréquence, la rapidité de sa propagation, la difficulté à le combattre, sont autant de particularités qui justifient encore son inquiétante renommée.

6. — Son individualisation apparaît en outre du point de vue pénal. Contravention s'il est involontaire, l'incendie peut devenir crime s'il est volontaire. Crime de caractère hybride, dirigé contre la propriété aussi bien que contre la personne. Ses mobiles sont des plus divers : la vengeance, le camouflage d'un autre crime, la pyromanie, l'ivresse, l'intimidation, l'appât d'un bénéfice (incendie de sa propre chose assurée).

Il se caractérise encore par sa lâcheté : la preuve en est difficile, le danger indéterminé, les dégâts illimités ; Faure l'a mis en relief dans son exposé au Corps législatif :

« Le crime d'incendie comme celui d'empoisonnement, dit-il, est l'acte qui caractérise la plus atroce lâcheté. Il n'en est pas de plus effrayant par la facilité des moyens, soit à cause de la rapidité des progrès, soit enfin par l'impossibilité de se tenir continuellement en garde contre le monstre capable d'un si grand forfait... Il expose même la vie des personnes qui se trouvent dans le lieu incendié et qui peuvent n'avoir pas le temps d'échapper aux flammes, ou, si ce sont des récoltes qu'il incendie, ce feu peut se communiquer d'un champ à l'autre et plonger un canton tout entier dans un état de détresse absolue ». Et de conclure sans ambages : « Un crime aussi exécrationnel mérite la mort ».

§ 2. — EVOLUTION.

7. — L'incendie enfin possède, si l'on peut dire, son histoire. D'abord en temps que phénomène matériel, en tant qu'événement, tout comme les guerres qu'il accompagne parfois, ses dates sont marquées dans les siècles : incendie de Rome par Néron en 64 ; dans une époque moins reculée, incendie de Londres en 1666, Copenhague en 1728 et 1807, Constantinople en 1782, 1784, 1859, Moscou en 1812, New-York en 1735, Paris enfin sous la Commune en 1871...

8. — Conséquence de tout ce qui vient d'être dit, l'incendie a sa législation propre, en France comme dans de nombreux autres pays, et peut-être n'est-il pas inutile d'en retracer l'évolution. Son autonomie, ses hésitations, montrent tout l'intérêt de définir la « notion d'incendie », et la préparent, en même temps qu'elles nous amènent au problème essentiel du maintien ou de la suppression actuelle d'une telle individualisation de l'incendie.

9. — Le premier réflexe, instinct de conservation, fut de prendre des mesures de protection et, sous ce jour, la question ressort du droit administratif et du droit public.

Dans la Rome primitive, suivant le rapport de Paul, la Cité et les particuliers créèrent des corps de pompiers qu'Auguste organisa ensuite en sept cohortes réparties dans les quatorze régions de la ville sous l'autorité d'un Préfet (2). Il est probable que cette mesure s'étendit aux provinces et que la Gaule en bénéficia. Les empereurs, à plusieurs reprises, réglementèrent en outre la construction des maisons à étages, parce qu'en cas d'incendie, les habitants ont plus de mal à s'enfuir (3).

Au Moyen-Age, ces institutions ayant été délaissées, les incendies causèrent des ravages encore plus effroyables, dévorant couramment une ville entière. Les seuls moyens pour en arrêter les progrès étaient, encore au XVII^e siècle, d'y porter le Saint Sacrement et d'y jeter le Corporal.

Plus tard, la police multiplia les précautions. Ainsi, une ordonnance de 1670 enjoignit aux maçons, charpentiers et couvreurs, de venir au secours des maisons incendiées. En octobre 1699, les pompes à incendie furent officiellement établies, un directeur général des pompes chargé de les entretenir avec soixante hommes nommés gardes des pompes. Dernière étape, un décret du 18 septembre 1811 institua définitivement un corps des « Sapeurs-Pompiers », qui fournit des postes aux différents quartiers de Paris.

Aujourd'hui, encore, les textes administratifs réglementant la prévention de l'incendie, notamment dans les lieux publics, les industries, les transports, se révèlent si divers et si nombreux qu'il serait fastidieux d'en vouloir faire le bilan.

10. — L'évolution retracée sous cet angle administratif et réglementaire, devait nécessairement s'accompagner d'un même développement des sanctions pénales : c'est le deuxième aspect de cette législation.

(2) Dig. I.15.I. et 3.

(3) Tacite, ann. XV. 43.

En droit pénal, malgré les apparences, les faits présentent moins de sûreté. On lit communément que la rigueur a toujours prédominé, dans la répression de l'incendie; cela ne nous semble pas très exact. La sévérité de la législation n'a pas toujours été de pair avec la gravité de l'incendie. Deux points restent cependant certains : primo, le Code pénal français édicte avec minutie les peines les plus strictes pour l'incendie et secundo, les sanctions qui assortissent les règlements de prévention furent toujours particulièrement rigides, depuis le « mandement au Préfet des Vigiles de faire fouetter les locataires négligents », jusqu'aux modernes amendes et emprisonnements.

Mais, pour le reste, les documents dont on dispose paraissent moins formels. Il n'est pas vrai que les incendiaires aient toujours été punis avec la plus grande rigueur : indulgence et sévérité ont parfois alterné.

Ainsi, les peuples anciens, nomades dont la fortune était surtout mobilière, n'ont pas considéré l'incendie comme une infraction bien dangereuse; les lois de Moïse édictaient une réparation pécuniaire, les lois des Barbares condamnaient à un *whergeld*.

En Grèce, dans un discours de Démosthène sur la compétence, le crime d'incendie figure dans l'énumération des crimes punis de mort.

A Rome, que se passait-il ? Les textes sont incomplets ou contradictoires. L'allusion la plus ancienne au châtimement des incendiaires est sans doute un passage du commentaire de Gaius sur les XII Tables : « *qui aedes acervumque frumenti; juxta domum positum combuserit, vinctus verberatus igni necari jubetur; si modo sciens prudensque id commiserit, si vero casu est negletientia, aut noxiam sarcire jubetur aut si minus idarreus sit, levius castigatur. Appelatione autem aedium omnes species oedificii continentur* ». Il est probable, mais non certain, qu'on punissait à cette époque le crime d'incendie de la « peine du feu ».

Des notions plus précises apparaissent avec les « *leges de vi* » qui réprimèrent le feu mis par une bande séditieuse, ou par un individu seul faisant usage de violence. La loi Plautia, première en date (premières années du VII^e siècle), fut aggravée par plusieurs autres et notamment la « *lex Pomponia de vi* » (701 U.C.), rendue à la suite de l'incendie de la Curie : elle prononçait la peine de « *l'aquae et ignis interdictio* ». Plusieurs lois par la suite, vinrent encore augmenter ou abaisser, suivant les cas, les peines édictées contre la « *vis privata* », punissant par exemple les coupables de la vente du tiers de leurs biens, et de l'incapacité d'être investis de certaines charges.

Quant au crime ordinaire, il semble qu'il ait été frappé des mêmes peines, car la loi « *Cornelia de sicariis* » envisage cette incrimination d'une manière globale. La peine de « *l'aquae et ignis interdictio* » persévéra jusque dans les dernières années de la République et fut alors remplacée par la « *deportatio* », sorte de mort civile, qui resta la peine des incendiaires occupant un rang élevé, alors que les gens de condition inférieure furent punis de mort.

Les peines étaient moins graves contre les auteurs d'incendie à la campagne et les auteurs d'incendies par imprudence dont Ulpien écrit qu'ils ne sont poursuivis qu'au cas de « *lata et incanta negligentia vel lascivia* » (4), chose assez remarquable, semble-t-il.

Cependant, la loi *Aquilia* pouvait être invoquée dans tous les cas pour réparation du préjudice.

L'ancien droit germanique ne s'est pas montré très sévère à l'égard des incendiaires qu'il obligeait seulement à réparer le dommage suivant un système de composition variant avec les lois et à payer une amende également variable. La loi salique ne semble prévoir que l'incendie commis la nuit; peut-être de jour était-il considéré comme un fait ou une déclaration de guerre (5). Puis des textes montrèrent par la suite plus de rigueur, telle la célèbre ordonnance de Charles-Quint, la Caroline, qui punit, sans distinction, de la « peine du feu ».

L'ancien droit français comporte assez peu de dispositions pénales à ce sujet, mais la pratique de l'arbitraire des peines les rendait assez inutiles. Les incendies dans les villes et les forêts, les incendies d'églises étaient punis plus sévèrement. Les Etablissements de Saint Louis prononçaient la peine de mort, et le droit canonique punissait de l'obligation de faire pénitence selon un délai variable. Une ordonnance de 1785 prescrivait enfin de rouer les auteurs de menaces d'incendie et de les brûler vifs s'ils les avaient réalisés.

Plus tard, parmi les nombreux auteurs qui s'occupèrent de la question, Muyart de Vouglans (6) alla jusqu'à construire une gradation des différents incendies d'après le rôle de l'agent incendiaire.

Mais il faut arriver au Code pénal de 1791 pour rencontrer une réglementation précise des peines de l'incendie. Dans notre code actuel, l'incendie, crime ou contravention, la menace d'incendie même, sont réprimés avec une minutie et une sévérité qui

(4) *De Officiis proconsulis*, Coll. XII, 5. 2.

(5) Thèse GRENIER, De l'incendie au point de vue pénal, Paris, 1901.

(6) Muyart de VOUGLANS, Lois criminelles, p. 190, Traité des crimes, p. 539.

dénotent, une fois de plus, l'autonomie de cette question et mettent en jeu la définition de ce fait matériel.

11. — Le dernier aspect, mais non le moins important, de ce bref tableau est celui du droit civil.

L'incendie entraîne à sa suite des dommages matériels et corporels qui peuvent se révéler quasi-illimités. C'est là un trait frappant, qui influa de tout temps sur l'esprit des juges, législateurs et praticiens, provoqua parfois une panique injustifiée (comme au lendemain de l'arrêt dit des « résines » du 16 novembre 1920) (7) et donna lieu, en tout cas, à une jurisprudence et une réglementation souvent incohérentes, parfois contradictoires, toujours difficiles à interpréter, actuellement vétustes et critiquables à notre avis.

Exista-t-il à Rome une présomption de faute contre l'habitant dont la maison avait pris feu ? La question est fort discutable car nous ne possédons que deux textes vraiment importants :

— le premier au titre « *de officio praelecti vigiliis* », loi 3,

§ 1^{er} du Digeste : « *et quia plerumque incendia culpa fiunt inhabitantium : aut fustibus castigat eos, qui negligentius ignem habuerunt, aut severa interlocutione comminatus, fustium castigationem remittit* ». Emprunté à un opuscule de droit public, il n'est, semble-t-il qu'une remarque incidente s'appliquant en général aux incendies et non point une véritable règle de droit civil.

Le second est extrait d'un recueil de consultations juridiques d'Alfenus : l'acheteur d'une maison incendiée avant livraison fait valoir que l'incendie de la maison suppose toujours la faute de qui l'habite : « *Si vendita insula combusta esset, cum incendium sine causa fieri non possit, quid juris sit ?...* » (8). La perte sera pour le propriétaire, si le vendeur n'a pas été mauvais gardien.

Par ailleurs, dans un commentaire d'Ulpien sur l'Edit, au sujet de l'incendie en tant que délit civil, aucune présomption de faute n'est mentionnée par l'auteur ni par les compilateurs officiels du Bas-Empire.

Incertitude donc sur le droit romain, diversité plus tard dans l'ancien droit où les principes ont d'abord varié suivant les régions, la coutume de Bretagne ne donnant une action au voisin lésé que s'il y avait intention de nuire, celle de Bayonne, s'il y avait simple faute (conception qui se généralisa par la suite). Au milieu du XVIII^e siècle, la controverse s'éleva sur le point de savoir à qui

(7) D. 1920.I.169, note Savatier. S. 1922.I.97, note Hugueney.

(8) Dig. 18.VI.2.

incombait le fardeau de la preuve en cas d'incertitude sur l'origine du feu. Alors on interpréta, hardiment sans doute, l'adage « *incendia plerumque fiunt culpa inhabitantium* » comme une présomption. Bourjon déclara que « le propriétaire de la maison dans laquelle le feu a commencé est tenu de réparer tout le dommage que l'incendie a causé à ses voisins, il est garant de son fait, de celui des personnes qu'il a introduites dans sa maison, au sujet d'un tel accident; l'exacte justice, l'ordre public, l'exigent ainsi, quoique cela soit très rigoureux dans son effet. De là il suit que si la maison voisine a été consumée, il doit la reconstruire à ses frais; c'est la conséquence et la suite de la garantie qu'il doit; « si cela est rigoureux, le contraire serait injuste ». C'est bien ce duel entre le rigoureux et l'injuste, entre la protection de la victime et la ruine d'un auteur présumé qui régit tout le problème de l'incendie. Ainsi, l'ancien droit obligea le propriétaire ou le locataire d'une maison où naissait l'incendie à réparer le préjudice subi par les voisins, sans qu'il fût nécessaire de prouver aucune faute. Un arrêt de la Chambre des Enquêtes du 22 août 1743, infirmant une sentence du baillage de Saint-Dizier, avait assimilé, de plus, au recours du voisin celui du bailleur.

Quelle fut l'attitude des rédacteurs du code à l'égard de l'incendie ? Envisageant la gravité de ce fléau et la nécessité de protéger « le propriétaire », ils firent aux locataires une situation difficile et dérogoire dans les articles 1733 et 1734. Mais ils ne réglementèrent pas le recours des voisins. On peut se demander pourquoi, pour quelles raisons aussi, ils ont écarté sans discussion le projet de l'article 22 du Titre III du Livre III ainsi conçu : « Celui qui jouit, soit comme propriétaire, soit comme locataire, d'un appartement dans lequel prend le feu qui se communique aux maisons voisines, est responsable du dommage que souffrent ces maisons, à moins qu'il ne prouve que l'incendie a pour cause un fait qui lui est étranger ainsi qu'il est dit pour le locataire respectivement au propriétaire au titre du louage ». En présence de cette lacune, on considéra d'abord pendant longtemps la preuve de la faute comme indispensable pour obtenir des dommages-intérêts. Sans faute, point d'obligations, écrivait Labbé sous un arrêt de la Cour de Cassation du 19 juillet 1870 (9) et ainsi que le signale M. le Professeur Besson (10) « la nouvelle interprétation de l'article 1384, § 1^{er}, qui n'a paru qu'à la fin du XIX^e siècle, semble avoir été sans influence sur la matière ». L'article 1384

(9) S. 1871.I.9.

(10) Le recours des voisins en cas d'incendie et la loi du 7 novembre 1922 (rev. crit. légis. et jur., 1927, p. 303).

ne s'appliquait d'ailleurs encore qu'aux meubles et aux choses ayant un vice propre : seule, la combustion spontanée devait en somme entrer dans son champ d'application. C'est alors qu'intervint l'arrêt du 16 novembre 1920.

On l'interpréta comme devant étendre l'application de l'article 1384 aux immeubles, ce qui inquiéta les compagnies d'assurances et provoqua le vote sans discussion de la loi du 7 novembre 1922 introduisant une exception à la responsabilité du fait des choses pour le cas unique et « en principe » bien délimité de l'incendie.

C'est à ce moment que, pour la première fois, devait se poser véritablement le problème de la « Notion d'incendie » et si cette question avait déjà vu le jour en matière d'assurance, c'est cependant avec la loi de 1922 qu'elle atteint toute son acuité.

12. — Que nous apporte le schéma de cette réglementation de l'incendie ?

Sans doute le sentiment d'une curieuse évolution, heurtée, inégale, pleine de retours en arrière et certes très imparfaite. Etrange réglementation, en effet, qui introduisit une présomption de faute dans l'ancien droit (fait exceptionnel s'il en fut), qui garda un complet silence en matière délictuelle dans le Code civil (alors que la responsabilité du locataire était par contraste écrasante), qui marqua un retard notable pour l'application de l'article 1384, puis un retour, explicable sans doute mais injustifié, à la nécessité de la faute en 1922, en même temps que s'instaurait en 1946 une exonération presque totale de responsabilité pour le fermier dont on doit démontrer la faute grave. Pendant ce temps, parallèlement, en assurance, on cherchait à individualiser la notion d'incendie au fur et à mesure des cas qui se présentaient, en définissant « commencement d'incendie », « accidents de ménage », « explosions »... sans d'ailleurs parvenir à cerner exactement le terme même « d'incendie ».

C'est toujours une idée de protection qui domine le statut de l'incendie : prévention réglementaire et pénale, garantie du risque par l'assurance, sauvegarde de la victime par des présomptions de responsabilité ou, à l'inverse, protection de l'auteur présumé par la nécessité de prouver sa faute. Prévention, garantie, répression, sont les lignes de force de cette législation. L'incendie est à la fois une source de responsabilité civile et pénale, et une cause d'exonération.

13. — Ayant ainsi un aperçu de ce qui donne à l'incendie son individualité, à savoir : ses caractéristiques naturelles, d'une part, et le statut juridique qui lui fut attribué d'autre part, on entre-

voit alors le but fixé. Suivant qu'on étend ou restreint la définition de l'incendie, l'on étendra, ou restreindra, corrélativement, l'interprétation de ses règles juridiques. C'est bien là un exemple frappant de la méthode juridique : l'individualisme apparent d'un phénomène matériel entraîne d'abord la nécessité d'un statut juridique à lui propre; un tel statut, à son tour, amène irrémédiablement à définir le phénomène lui-même. Le droit se rapproche ici des sciences exactes : c'est par les règles juridiques, leur application jurisprudentielle, leur interprétation doctrinale, qu'on parviendra peut-être à « disséquer » le fait matériel d'incendie pour le définir; les sciences exactes ne sont-elles pas précisément et fondamentalement faites de définitions ? Selon Taine, « une science parfaite n'est qu'une langue bien faite ». C'est donc des règles juridiques de l'incendie qu'on doit tirer sa définition sur le plan du droit; concorde-t-elle avec sa définition originelle et naturelle ? ou bien le droit plierait-il ici encore la réalité matérielle à ses buts propres ? Tel est le problème qu'il faudrait résoudre du point de vue méthodologique.

Poursuivant par ailleurs cette marche de l'esprit, après avoir tenté de faire ressortir une notion d'incendie du statut juridique, on constatera combien ce statut même est critiquable, et l'on se demandera dès lors si l'autonomie juridique de l'incendie reste souhaitable. On aura ainsi examiné successivement : l'intérêt de la notion d'incendie en droit positif actuel, le statut juridique de l'incendie et la notion qu'on en peut tirer, la critique de sa réglementation et de son particularisme; par conséquent, l'utilité finale qui devrait, selon nous, rester attachée à une telle définition.

Pour ce faire, il faut d'abord analyser la méthode juridique à employer; alors on s'apercevra de son imperfection et le problème se posera de savoir si, en l'état actuel des choses, une amélioration de cette méthode ne pourrait être éventuellement envisagée. Il n'est pas impossible, en effet, comme le remarque M. le Professeur R. Savatier, « que les progrès de l'analyse soient encore servis par l'avance des autres techniques de l'homme et de la société », mais bien entendu, « pour être satisfaisante, l'influence exercée sur le droit par le progrès des techniques doit le perfectionner, sans porter atteinte à son essence ».

En résumé, notre but est d'étudier d'abord la notion d'incendie et son utilité, c'est-à-dire le droit positif, puis sa critique et les solutions possibles.

(11) R. SAVATIER, *Les métamorphoses économiques et sociales du droit privé d'aujourd'hui*, t. II, 1959, p. 52.

Etant donné l'évolution technique, l'apparition ou l'accroissement de phénomènes proches de l'incendie, la difficulté de trouver la définition même, l'illogisme ou l'inutilité de certaines dispositions légales en la matière, et les contradictions de la jurisprudence, *l'autonomie accordée à l'incendie en droit français nous semble devoir aller en s'atténuant* sur le plan juridique, sinon le droit marquerait sur la science et la technique un retard bien inutile et de plus en plus gênant.

§ 3. — INTÉRÊTS ACTUELS DE LA DÉFINITION.

14. — Ayant mis en lumière le particularisme de l'incendie et retracé son histoire, il reste encore à préciser les intérêts actuels de sa définition dans les différentes branches du droit positif moderne.

15. — *En droit civil*, trois séries de dispositions sont consacrées à l'incendie en tant que source de responsabilité :

1) au titre du louage, et dès la parution du code, les articles 1733 et 1734 réglaient la responsabilité du ou des locataires à l'égard du propriétaire en cas d'incendie : responsabilité sévère, différente de celle encourue pour les autres dégradations à l'immeuble; il faut donc distinguer l'incendie d'autres dégradations et destructions.

2) Insérée dans l'article 1384, au chapitre de la responsabilité délictuelle cette fois, la loi du 7 novembre 1922 isole le fait d'incendie et apporte, pour lui seul, une dérogation indulgente à la règle générale de la responsabilité du fait des choses, en renversant la charge de la preuve. C'est ici que la définition revêt le plus d'importance, car la loi s'exprime en ces termes : « toutefois, celui qui détient, à un titre quelconque, tout ou partie de l'immeuble ou des biens mobiliers dans lesquels un incendie a pris naissance, ne sera responsable, vis-à-vis des tiers, des dommages causés par cet incendie que s'il est prouvé qu'il doit être attribué à sa faute ou à la faute des personnes dont il est responsable ». Il faudra donc déterminer :

- ce qu'est un incendie,
- à partir de quand il y a incendie,
- où est né l'incendie,
- et s'il est bien la cause du dommage.

3) L'article 854 du Code rural (article 41 du statut du fermage, modifié par l'article 20 de la loi du 13 avril 1946) édicte également une responsabilité spéciale ou, plus exactement peut-être, une sorte d'exonération de responsabilité du fermier ou métayer en cas d'in-

cendie. La jurisprudence, désirant d'ailleurs restreindre le plus possible le champ d'application de cet article, a clairement exclu de son domaine l'explosion (12). Cette séparation rigoureuse entre incendie et explosion rend, là encore, nécessaire une définition non moins rigoureuse de chacun des phénomènes.

Telles sont donc les règles traitant de l'incendie à titre principal. Qu'il s'agisse d'aggravation ou d'allègement de la responsabilité, il faudra donc définir l'incendie, source de cette responsabilité.

En outre, d'autres articles du code citent, comme on a pu le voir, l'incendie à titre d'exemple comme cause d'exonération de responsabilité ou, en matière d'usufruit (article 624), ou encore au sujet de la preuve (article 1348) et du contrat de dépôt (article 1949). Là non plus, il ne sera pas inutile, quoique moins important, de définir cette notion.

16. — On retrouve au même titre la nécessité d'une telle définition dans *le droit des assurances*; nécessité mise en valeur par l'existence même de « l'Assurance-Incendie ». C'est en effet la notion d'incendie qui déterminera le champ d'application de la police et la catégorie de garantie qui interviendra. Il faudra distinguer l'incendie de l'explosion et du bris de machines, il faudra aussi définir le feu de cheminée, le surchauffement, l'accident de ménage...

Un autre problème restait posé (le récent décret sur l'assurance automobile obligatoire mit d'ailleurs fin à la discussion sur certains points) : comment déterminer la compétence entre les compagnies d'assurances « accidents » et les compagnies d'assurances « incendie » au cas où l'incendie se trouve étroitement lié à un autre accident ? Il fallait savoir à partir de quand on pouvait dire que l'incendie était né; il fallait isoler ce phénomène.

En fin de compte, c'est sans doute en matière d'assurances que la définition de l'incendie a, et doit garder, à notre sens, le plus d'utilité.

17. — Plus rarement, peut-être, s'est posée la question *en droit maritime*, mais l'intérêt d'une définition existe et les sommes en jeu sont considérables. La responsabilité dans les transports sous connaissements est régie par la loi du 2 avril 1936, qui introduisit en droit français la convention internationale de Bruxelles du 25 août 1924, laissant toutefois subsister quelques différences avec cette dernière. La convention internationale de 1924 déclare le

(12) Cass. soc., 4 juin 1959, Gaz. Pal. 1959.2.63 et Rev. trim. dr. civ., 1959, p. 752, commentaires de M. CARBONNIER.

transporteur responsable, s'il n'a pas mis le navire en état de navigabilité avec due diligence. S'il a fait due diligence au départ, il est exonéré par l'article 4, de ce qu'on appelle « les cas exceptés » (cas fortuits que le chargeur prend sur lui), au nombre desquels figure l'incendie.

Dans la loi française de 1936, l'incendie n'étant pas cité dans les cas exceptés, le transporteur doit démontrer que cet incendie a lui-même pour cause un cas fortuit. Il importera donc au premier chef, là encore, de définir ce phénomène. En effet, il se peut que, du moment qu'il y a incendie, le fardeau de la preuve soit automatiquement renversé, alors que s'il y a simple corrosion des marchandises ou toute autre réaction, il faudra démontrer l'existence d'un cas excepté à l'origine du phénomène; or on peut hésiter sur la nature de certains phénomènes chimiques ressemblant au feu et pouvant se produire dans une cargaison.

18. — Enfin, *en droit pénal*, l'intérêt de la définition, quoique différent, est encore primordial. L'incendie est d'abord puni en tant que contravention par l'al. 4 de l'article R 38, puis en tant que crime par l'article 434, enfin, au titre d'homicide, coups et blessures involontaires, par l'article 320 I.

On peut se demander si l'expression de « mise à feu » correspond exactement à celle d'incendie; là aussi, l'on doit distinguer l'incendie puni en tant que crime par l'article 434 du Code pénal, de l'explosion punie par l'article 435. Enfin, ce sont les différentes phases de l'incendie qui délimitent les actes préparatoires, le commencement d'exécution, la consommation du crime et permettent de fixer la tentative et le moment où peut intervenir le désistement volontaire.

19. — Ainsi, la notion d'incendie conditionne l'application de règles spéciales ou générales dans de nombreux domaines du droit privé. Mais on peut remarquer aussi que sa définition joue dans toutes les branches du droit quand une responsabilité ou même une règle de compétence est en jeu. *En droit administratif* par exemple, il y a intérêt à savoir à partir de quand naît un incendie : les règles peuvent différer suivant qu'il naît dans un bâtiment administratif et se propage ensuite; suivant que l'immeuble fait partie du domaine privé ou d'un ouvrage public (13). La même question se posera plus généralement en matière de compétence : en effet, rechercher où l'incendie est né, revient aussi à déterminer à partir

(13) La loi du 7 novembre 1922 n'est en effet pas applicable en droit administratif : si l'incendie naît dans un ouvrage public, ou est un dommage de Travaux Publics, la responsabilité est de plein droit : C.E., 4 octobre 1957, Gaz. Pal., 1957.II.393.

de quand on peut dire : « il y a incendie » ; ce qui aboutit finalement à définir la « notion d'incendie » elle-même.

C'est pourquoi actuellement, en droit français, il faut établir une définition aussi précise que possible de l'incendie, définition qui devrait être unique et si l'on peut dire « passe-partout », sous réserve de certaines nuances.

§ 4. — COMPLEXITÉ.

20. — S'il paraît de prime abord relativement simple de définir l'incendie, la question est cependant complexe dans la réalité. Recherchons les raisons de cette complexité, puis les intérêts actuels de la notion, ensuite l'absence ou l'insuffisance de la plupart des définitions présentées, ainsi peut-être que l'impossibilité d'en trouver une, suffisamment précise et complète ; il restera enfin, à analyser brièvement le procédé que nous emploierons pour cerner cette notion et que l'on pourrait qualifier de « méthode par approximations successives ».

21. — Pour juger de la complication du problème et justifier en même temps le titre de l'ouvrage, examinons d'abord le mot de « notion », puis celui d'« incendie » et son acception juridique, sans pour autant résoudre encore la question de savoir s'il faut parler de « notion d'incendie » ou préciser « notion juridique d'incendie ».

22. — Le mot « notion » implique déjà en soi certaines subtilités : la notion c'est à la fois l'idée, le concept, la définition. Elle se rapproche évidemment beaucoup de la définition, tout en étant plus vague et subjective ; c'est d'ailleurs à dessein qu'on emploie le terme de notion pour l'incendie, car on ne peut avoir la prétention d'en obtenir une définition véritable. Condillac n'a-t-il pas souligné que « les définitions sont peu propres à donner une notion exacte des choses un peu composées ».

Mais ce qui fait la difficulté de la définition, c'est essentiellement sa subjectivité. En effet, « la notion n'est pas une perception, elle ne résulte pas simplement de l'action de l'objet sur les sens, elle suppose encore une opération de l'esprit sur cette action » (14) ; en dehors de nous-mêmes, nous ne concevons pas de critère de vérité. La traduction verbale qu'on donne d'un phénomène comme l'incendie le représente-t-elle vraiment ? Nous n'en savons rien. Mais peu importe à la technique du droit qui verra seulement l'utilité d'une telle définition pour la société.

(14) BONNET, Ess. anal. âme, chap. XV.

Autre difficulté, la simplification rudimentaire qui résulte non plus seulement de la relativité, mais de la rigidité de la syntaxe. Comme l'a écrit M. le Professeur H. Lévy-Bruhl dans son livre « Aspects sociologiques du droit » : « un vocabulaire est une collection d'abstractions, le sens des mots y est découpé en tranches; dans la vie les mots sont pleins d'idées complexes, ce sont des gestes ».

Il est aussi très difficile de séparer la conception qu'on a d'une chose de l'expression matérielle qu'on lui devra donner. Le mot, c'est un signe attaché à demeure, énonçant les propriétés invariables d'une chose.

Que doit alors faire le juriste ?

Fixer le sens des mots qu'il emploie,
leur donner une portée spécifique,
un « cachet juridique », selon l'expression de Géný.

Mais une « définition juridique » sera plus que toute autre indéfiniment perfectible.

S'il est maintenant établi que les définitions juridiques se trouvent à mi-chemin entre les définitions géométriques (dont l'objet est une construction *a priori* de l'esprit) et les définitions empiriques (déduites *a posteriori* des choses elles-mêmes et n'ayant de valeur que suivant leur conformité approximative à celles-ci), il semble bien que la définition de l'incendie soit plus proche de la définition empirique.

Mais, si l'on divise, comme on a pu le faire, en droit public, les notions juridiques en notions « formelles » et « conceptuelles », il est impossible de classer la notion de l'incendie dans l'une ou l'autre catégorie, car elle participe des deux à la fois.

Peut-on dire qu'il y ait une définition « juridique » à un fait matériel pur et simple, du moment qu'on lui attache des conséquences sur le plan du droit ? Toute chose aurait alors une définition juridique, puisque tout intervient dans le droit, et doit y être pris en considération un jour ou l'autre.

La définition apparaîtra en bref comme l'énoncé, la récapitulation des attributs essentiels de l'incendie. De cette proposition ressortent trois éléments qui sont en même temps trois écueils :

— l'« énoncé », c'est la traduction verbale, sémantique; c'est donc l'écueil de la relativité des mots et de la rigidité de la syntaxe, le hiatus entre la pensée et son expression;

— les « attributs » : c'est la décomposition schématique et par là même imparfaite de la réalité;

— la « récapitulation » : c'est la synthèse et le choix qu'on doit en même temps opérer; il ne faut garder que les attributs essentiels, caractéristiques (ne pas tomber dans l'excès de simplification ni multiplier non plus les détails).

Toute l'opération devant s'effectuer dans l'optique du droit, il faut placer au premier plan les conséquences juridiques de l'incendie pour en tirer ensuite les caractères.

Sémantique et définitions paraissent alors en droit français un moyen primordial de développement de la science juridique. Non seulement elles servent de base au raisonnement, mais la recherche d'une définition peut aussi amener à modifier les règles de droit, c'est ce qu'on vérifiera par la suite.

23. — Si le mot de notion implique en soi certaines difficultés, le mot d'« incendie » est lui-même susceptible de s'entendre de différentes manières.

— D'un point de vue purement scientifique (en physique ou en chimie par exemple), on analysera seulement l'élément de base de l'incendie qu'est le « feu », puis on le définira; notion la plus simple et de laquelle nous partirons; mais définition déjà malaisée si l'on sait que des travaux sont en cours au « Laboratoire du feu » (15) pour déterminer la nature exacte de la flamme (16); définition enfin qui, de la théorie du phlogistique jusqu'aux théories les plus modernes a souvent préoccupé les savants.

— Du langage des sciences exactes, le plus simple, le plus clair et le plus précis, passons à la langue courante. On y trouve à la fois une certaine imprécision et un élément nouveau, subjectif. L'incendie devient ici une notion élaborée du feu : c'est le feu par rapport à l'homme dans ce qu'il peut avoir de nuisible pour lui. On y introduit donc des éléments subjectifs, sources de variabilité, tels que : l'étendue, la propagation, le danger, le préjudice; c'est la notion d'incendie des dictionnaires (feu très grand, très étendu, surtout celui qui consume des édifices, des forêts, un vaste amas de matières). Le mot incendie, de « in candere » est d'ailleurs un latinisme qui eut de la peine à s'établir : ceux qui se vantaient de bien écrire n'auraient pas voulu user de ce mot qu'ils remplaçaient toujours par « embrasement ».

Après le langage courant, arrivons à la langue juridique. L'incendie est un fait juridique, un fait matériel qui a des conséquences sur le plan du droit. De nombreux éléments perturbateurs

(15) V. *infra*, n° 46 : la S.T.E.L.F., station d'essai du Laboratoire du feu.

(16) L'étude de la flamme a d'ailleurs des utilités très variées : non seulement pour la propulsion des fusées par exemple, mais aussi pour la recherche de procédés totalement nouveaux d'extinction de l'incendie.

interviennent. La notion paraît nuancée, multiple peut-être et c'est pourquoi, avant d'envisager cette définition même, plusieurs précisions doivent être apportées sous l'angle juridique en ce qui concerne : « le fait de la chose », le droit pénal, le contrôle de la Cour de cassation, enfin la force majeure. Problèmes d'aspect disparate, mais qu'il faut éliminer dès le début car ils concernent tous la « qualification juridique » de l'incendie.

§ 5. — PROBLÈMES POSÉS.

24. — Comment entrevoir la notion d'incendie du point de vue de la *responsabilité du « fait des choses »* ? Plusieurs conceptions sont possibles.

Peut-on dire que l'incendie soit le « fait d'une chose » ? Il est certain que « lorsqu'une chose prend feu, elle échappe activement au contrôle de son gardien, aussi bien que lorsqu'elle tombe sous l'effet de la pesanteur, ou lorsqu'elle explose sous l'effet de la dilatation des gaz » (17). Il n'y a jamais eu de difficulté pour l'explosion à laquelle on applique le principe de l'article 1384-1.

Précisons toutefois qu'il s'agit du « fait de la chose incendiée ». Il ne fait pas de doute que des fûts de résine, des citernes d'essence, des balles de coton transformant une étincelle en incendie, accomplissent un fait propre, même si à l'origine on trouve toujours un fait de l'homme. En vain objecterait-on, comme l'ont fait certains pourvois, que la chose incendiée (brais ou copeaux par exemple) est « l'aliment » et non la « cause » de l'incendie. En effet, la cause de l'incendie, comme celle des dommages occasionnés par le fait des choses, comporte toujours un fait de l'homme à l'origine, et si l'on se réfère au cas de combustion spontanée, cause et aliment du feu se confondent.

Mais il faut parler du fait de la « chose incendiée » et non de « l'incendie en soi ». L'incendie en soi, considéré comme force autonome par une des tendances jurisprudentielles antérieures à la loi du 7 novembre 1922, ne peut exister que dans la conception juridique. Au sens matériel du mot, il ne peut y avoir d'incendie sans chose incendiée. Pour qu'il y ait feu, il faut qu'il existe quelque chose à brûler. En droit, on ne peut considérer l'incendie comme une force autonome que quand il revêt la qualification de « force majeure », quand il s'agit en particulier de communication d'incendie.

(17) H. et L. MAZEAUD et A. TUNC, *Traité de responsabilité civile*, t. 2, n° 1334.

Evitons aussi la confusion, qui consiste à dire que le feu n'est pas une « chose dont on a la garde » et expliquer ainsi l'exception apportée par la loi de 1922 à la responsabilité du fait des choses. Cette confusion, des plaideurs l'ont souvent faite lors des procès. Un exemple frappant peut en être donné : il s'agit du droit canadien qui ressemble au droit français sur ce point : le demandeur assignait le défendeur en responsabilité du fait d'incendie (18). La défense soutenait que « le feu n'était pas sa chose » au sens de la responsabilité du fait des choses dont on a la garde. L'un des magistrats dévoila la confusion en signalant que « s'il n'y a aucun doute que le gaz, la vapeur, l'électricité... sont au sens de l'article 1054, des choses dont on peut être tenu pour responsable si l'on manque au devoir de garde que la loi impose... le cas de propagation du feu à un héritage voisin n'est pas un cas de garde envisagé par l'article 1054... *uniquement* pour la raison que le législateur a expressément dérogé à la règle de cette garde lorsqu'il a édicté l'article 1630 » (l'article 1630 décide que « la présomption n'a pas lieu en faveur du propriétaire d'un héritage voisin qui souffre d'un incendie qui a pris naissance dans la propriété occupée par un autre »). On ne peut donc justifier la loi de 1922 par un retour à la conception de l'incendie « force autonome ». On a dit : cette loi implique qu'il ne peut y avoir fait d'une chose incendiée, car l'article 1384 ne s'applique justement en ce cas, que si la chose elle-même n'est pas incendiée (si les étincelles d'un foyer normal provoquent un incendie en dehors de ce foyer sans l'enflammer, ou si le dommage est causé par un événement autre que l'incendie). Cela est faux ; la loi de 1922 ne peut être expliquée comme une « interprétation » de l'article 1384, c'est une véritable « exception » à cet article, motivée uniquement par des considérations subjectives ; c'est une loi de circonstances.

Ces distinctions entraînent à préciser en résumé les différentes façons dont on peut envisager l'incendie en droit civil :

1) *l'incendie stricto sensu*, immatériel en quelque sorte, considéré comme une force autonome, indépendant de ce qu'il ravage : et c'est l'incendie force majeure, la communication d'incendie en particulier, ou l'incendie cité dans les articles 1348 et 1949 du Code civil.

2) A une autre extrémité, *le feu* considéré comme le gaz, l'électricité, etc... dans un foyer normal, et dont on a en principe la garde.

(18) Revue trimestrielle de droit civil, 1954, p. 733.

3) Enfin, la *chose incendiée* (véritable notion d'incendie de la loi de 1922) qui cause un dommage, mais échappe par une exception légale à l'article 1834, § 1^{er}.

25. — Sur le plan du *droit pénal*, on se heurte encore à une difficulté qui nécessite une délimitation du sujet: si l'incendie en droit civil peut revêtir parfois des qualifications juridiques (telle la force majeure par exemple), en droit pénal on doit nécessairement le qualifier dès qu'il se présente, afin de lui appliquer les différentes peines prévues par le code.

Aussi la notion d'incendie peut-elle être sujette à deux interprétations: soit que l'on considère l'incendie au sens large, le crime d'incendie par exemple, soit que l'on envisage le « fait même d'incendier », au sens matériel.

Le crime d'incendie comprend schématiquement quatre éléments: comme tout acte délictueux, deux éléments fondamentaux, l'un matériel (le fait de mettre le feu), l'autre intentionnel. Mais le crime d'incendie en droit français comporte en outre deux autres facteurs qui lui sont propres: 1^o la nature de la chose incendiée; 2^o la circonstance que l'objet appartient ou non à l'auteur; ce dernier point mérite d'ailleurs explication, car le fait pour un propriétaire de détruire par le feu un objet qui lui appartient est en principe un acte de libre disposition, fait en vertu du « *jus abutendi* », le feu n'étant alors qu'un instrument spécial employé pour arriver à ce but d'anéantissement. Cependant, reste-t-on maître absolu de sa chose quand elle est assurée? Peut-être pas; et quand sa destruction peut causer préjudice à autrui? Certes non. Il peut alors y avoir contravention ou crime; la loi pénale a, en effet, pour but, non de sanctionner le fait de destruction par le feu d'un objet quelconque, mais de protéger la propriété et la sécurité des personnes contre les dommages causés par cette destruction.

La gravité du danger, comme l'étendue des dommages et la variété des mobiles individualisent l'incendie au sens large dans chaque espèce, c'est pourquoi il n'y a pas « une » mais plusieurs dispositions législatives en cette matière.

Les deux éléments spéciaux de l'incendie varient et distinguent les hypothèses les unes des autres; un seul élément reste commun à tous les cas d'incendie, c'est celui là seul que nous étudierons: le « fait matériel d'incendie », la notion d'incendie au sens restreint.

Cette distinction peut d'ailleurs être mise en relief par les décisions sur l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil en cas d'incendie. La jurisprudence s'est, pendant un certain temps,

fondée en effet sur une distinction entre la « culpabilité » et la « matérialité » du fait d'incendie; elle estimait que la négation de la culpabilité dont peut bénéficier devant la juridiction criminelle un inculpé, n'entraîne pas nécessairement, par application du principe de la chose jugée, la négation de la matérialité des faits. En outre, cette autorité de la chose jugée revêt une importance de premier plan du fait de l'article 12 de la loi du 13 juillet 1930 sur le contrat d'assurance, article qui exclut la garantie en cas de faute intentionnelle; la jurisprudence dominante donne à l'assureur le droit de se libérer en démontrant la faute dolosive dans certains cas même, après décision d'acquiescement au pénal. Mais le juge civil ne peut bien sûr méconnaître ou se mettre en contradiction avec ce qui fut jugé quant à l'existence du fait matériel d'incendie, sa qualification, ni la participation du prévenu.

C'est en conséquence le fait matériel seul que nous devons examiner, fait qui reste toujours le même tout en ayant des conséquences juridiques différentes. Un arrêt de la Cour de Cassation du 19 mars 1923 (19) a d'ailleurs souligné que « lorsqu'à la suite d'une explosion (ou d'un incendie) ayant entraîné à la fois des dommages aux personnes et aux biens, intervient une décision d'acquiescement de la juridiction répressive à l'égard du propriétaire de l'immeuble où l'explosion a éclaté, cette décision n'ayant eu à envisager les faits que dans leurs rapports de cause à effet avec la qualification d'homicide et blessures involontaires, ne s'impose pas à la juridiction de droit commun saisie des mêmes faits dans leurs relations avec les dommages qui en ont résulté ».

Par conséquent, la distinction du fait matériel, qui seul nous occupe, et du fait criminel revêt une importance de premier plan, et la jurisprudence récente, ajoutant une précision nouvelle à cette distinction entre matérialité et culpabilité (qui n'était pas exempte de toute critique), exige qu'il n'y ait pas eu entre le fait matériel et le fait criminel une indivisibilité telle que la juridiction civile ne puisse retenir l'existence d'une faute sans se mettre en contradiction avec la décision pénale (20). L'action civile de l'assureur, pour éviter cette contradiction, devra donc, le plus souvent, se fonder sur le fait que l'assuré a aggravé le risque ou s'est comporté « comme un complice en facilitant les progrès de l'incendie par une préparation bien organisée » (21). Il s'agira donc simplement des obligations contractuelles de la police.

(19) Gaz. Pal. 1923.I.555.

(20) Rouen, 13 avril 1920, Journ. ass., p.^v 219.

(21) Req., 3 juillet 1933, Rec. pér. ass., 1934, p. 437.

Le fait matériel de mettre le feu pose d'ailleurs à lui seul un certain nombre de problèmes et l'on devra déterminer en particulier les degrés de sa réalisation, la tentative, les actes préparatoires.

26. — Puisqu'il s'agit de définir un fait matériel pur et simple, tant du point de vue pénal que civil, il n'est pas question d'une véritable *qualification juridique* et la Cour de Cassation ne devrait pas avoir, en principe, à en connaître. C'est le troisième point qu'il faut éclaircir avant de pénétrer au cœur même du sujet. C'est aussi un rappel de la distinction du fait et du droit qui recoupe le problème général déjà effleuré de la déformation de la réalité matérielle par la science juridique.

Trouvera-t-on des arrêts de la Cour suprême définissant la notion d'incendie et contrôlant la qualification des juges du fond ? Certes oui. Pourtant, définir l'incendie, n'est-ce pas constater uniquement un phénomène matériel, domaine souverain des juges du fait ?

La solution de cette apparente contradiction se trouve dans l'évolution du pouvoir de contrôle de la Cour de cassation. D'après l'ouvrage de M. Marty (22) dont on s'inspirera dans les lignes suivantes, il serait vain de chercher dans les arrêts l'énoncé ou l'application d'un système cohérent de solution. Cependant, on a pu observer diverses tendances, plus ou moins extensives, de ce pouvoir de contrôle.

On a d'abord essayé de distinguer les notions « légales » et « alégales ». L'incendie serait alors sans nul doute une notion « alégale », que la loi n'a pas défini expressément, parce que c'est une notion courante qui ne relève pas exclusivement du droit : n'importe qui sait en effet ce qu'est l'incendie ; les qualités alégales sont les qualités des sensations d'une part, et d'autre part, toutes celles qui en sont immédiatement voisines, qui ne supposent pas une culture juridique, même rudimentaire, chez ceux qui les appliquent aux faits. De ceci il découle que le juge du fond est souverain quand il observe les faits : or il ne peut qu'observer le fait d'incendie, tout comme il constate l'existence d'alluvion ou le fait qu'un chemin est public, que deux marques de fabrique ne se peuvent confondre, etc... Quand il les qualifie légalement, il relève alors du contrôle de la juridiction suprême, et quand il y a hésitation sur le point de savoir si la qualification est légale, ou alégale, il semble que la Cour de cassation doive encore exercer ce contrôle.

Il faut bien reconnaître que la distinction entre notions légales et alégales ne correspond pas à grand chose : si la loi utilise une

(22) MARTY, La distinction du fait et du droit, thèse, Paris, 1929.

notion, elle est forcée de lui donner un sens et peut être même « un cachet juridique ». Ainsi, la définition de « l'animal domestique » a été élaborée par la Cour de cassation : « Attendu en droit que sous la dénomination générale d'animaux domestiques, l'article 454 du Code pénal comprend les êtres animés qui vivent, s'élèvent, sont nourris et se reproduisent sous le toit de l'homme et par ses soins » (23). Pour l'incendie, la Cour suprême peut élaborer de même une définition. Pourtant, qui ne pense savoir ce qu'est un « animal » ou ce qu'est le « feu » ? Seulement, un animal « domestique », un « incendie » représentent des notions élaborées à partir de ces deux éléments de base et nécessitent la découverte d'un critère ; c'est là qu'intervient la Cour de cassation.

Mais on peut dire enfin, et c'est une autre opinion doctrinale, que la loi ne définit aucune notion, ce qui rend la tâche plus délicate. Elle détermine seulement les caractères élémentaires des choses ; dans le cas où elle s'essaie à une définition il s'agira seulement d'un travail d'approche. De même quand un arrêt définit l'incendie comme « un feu accidentel se propageant hors d'un foyer normal », il reste toujours à définir la notion d'accident, de feu et de foyer normal et ainsi de suite à l'infini.

Faut-il alors distinguer, comme ont pu le faire d'autres auteurs, entre l'appréciation « juridique » et l'appréciation « non juridique » (morale, consciencieuse ou matérielle), qui ne serait pas soumise à contrôle ? L'incendie pourtant n'est guère susceptible d'une autre appréciation que l'appréciation matérielle. Or la Cour de cassation le qualifie.

Faudrait-il aussi faire une différence entre les notions qui, même non définies par la loi, sont néanmoins capables d'être définies d'une façon générale et soumises au contrôle de la Cour, et les notions qui ne sont pas définissables *a priori* d'une façon précise ? En ce cas, on ne saurait dans quelle catégorie ranger l'incendie.

A la vérité, quelle que soit la notion à définir, quelle que soit la juridiction qui la définit, l'opération revient toujours à la même analyse (24) : en droit, définir un fait, c'est le qualifier, lui donner un nom légal, c'est-à-dire qui, à la différence du nom vulgaire se bornant à le distinguer des autres faits, emporte des conséquences juridiques. Quand on définit juridiquement un fait, c'est toujours pour lui appliquer une règle légale, ce qui suppose trois phases à l'opération :

(23) Cass. crim., 14 mars 1861, S. 1861.I.1012.

(24) CHAUVERON, thèse, Paris, 1908, Du pouvoir de contrôle de la Cour de cassation sur la qualification criminelle.

- constater le fait,
- énoncer la règle,
- faire coïncider les deux,

c'est cela qui est la qualification et c'est pour cela que la définition est nécessaire. Or cette opération a toujours le même mécanisme, quelle que soit la notion considérée. Il faut toujours, à un moment donné, passer du concret à l'abstrait, c'est-à-dire passer des faits particuliers du procès à la définition générale.

Aussi peut-on dire en fin de compte, que tout problème de qualification est susceptible du contrôle de la Cour suprême, ce qui explique que l'incendie entre dans sa compétence.

La loi appuie d'ailleurs ses solutions sur des notions d'origine et de nature très diverses, et peu importe. Du moment que la loi emploie un mot, la Cour de cassation doit faire respecter sa signification même usuelle et empêcher qu'on la dénature.

Telle est, sans nul doute, la tendance actuelle de la juridiction suprême. Telle la retrouve-t-on en matière d'incendie où la Cour de cassation n'hésite pas à donner sa définition matérielle et à différencier cette notion de celle de feu et d'explosion, allant même jusqu'à des considérations scientifiques ou techniques et déclarant par exemple au sujet d'un phénomène qu'il s'agit « des phases d'un seul et même incendie et non de plusieurs incendies successifs et distincts » (25).

Evidemment, une juste mesure et une certaine prudence s'imposent au contrôle de la Cour sur toute qualification ; ce contrôle doit s'exercer avant tout dans un but unificateur de la jurisprudence afin de ne pas faire croître indéfiniment le nombre des pourvois.

On doit néanmoins en conclure, selon M. Marty, qu'il n'y a pas en droit de notions qui doivent être considérées comme définitivement imprécises et totalement rebelles à toute organisation juridique de telle façon qu'on puisse éliminer *a priori* en ce qui les concerne tout contrôle de la Cour de cassation quand elles sont utilisées dans la qualification.

Le droit pourrait d'ailleurs se résumer en index : il doit sans cesse évoluer vers la précision bien qu'il n'y ait pas de science où les règles aient si fréquemment varié, mais ces variations s'expliquent, sans que la réalité du droit même en soit atteinte. Il n'y a pas de notion juridique immuable, la loi de l'évolution, selon Josserand, régit souverainement le monde juridique comme le monde matériel.

(25) Civ., 14 mars 1958, Bull. Cass., 1958.2., p. 133.

Aussi, pourra-t-on se demander si la notion juridique d'incendie et l'autonomie de ce phénomène en droit ne sont que provisoires.

27. — Il ne reste alors plus qu'un dernier point à éclaircir, celui de la qualification de *l'incendie* « *force majeure* ».

L'incendie est souvent assimilé à la force majeure ou au cas fortuit. (Nous n'entrerons pas dans la discussion sur l'assimilation de la force majeure au cas fortuit). L'incendie en soi n'est ni l'un ni l'autre. Il peut en effet procéder du fait de l'homme, comme du hasard ou des forces naturelles. A la différence d'un certain nombre de phénomènes ou d'événements tels la grêle, la tempête, l'inondation, l'incendie n'est pas exclusif de toute participation humaine. Le plus souvent on peut même dire qu'il y a une faute initiale, si l'on met à part les incendies causés par la foudre ou les cataclysmes. On retrouve la règle romaine « *Incendia plerumque fiunt culpa inhabitantium* ».

Il ne suffit pas au débiteur d'un corps certain de prouver la réalité d'un incendie pour être libéré : il lui faut isoler cet événement en tant que résultat de sa cause ; une preuve supplémentaire est donc à faire, preuve directe de la cause de l'incendie ou de la conduite diligente ; par là même l'incendie d'origine inconnue (et c'est souvent le cas) ne libère pas forcément le débiteur.

Cependant, s'il est bien établi maintenant que l'incendie lui-même n'est pas une force majeure, ce principe prête longtemps à discussions. D'après certains auteurs comme Proudhon (26), l'incendie aurait constitué par lui-même un cas fortuit. Pourquoi ? C'est qu'au premier abord en effet, plusieurs articles du Code civil placent l'incendie dans cette catégorie à côté des naufrages, pillages, inondations, etc... Ainsi l'article 624 assimile l'incendie à tout autre accident ; de même l'article 1348 autorise la preuve par témoin pour le contrat de dépôt quelle qu'en soit la valeur quand ce contrat a été passé lors d'« incendie, ruine, tumulte ou naufrage » ; enfin, l'article 1949 définissant le dépôt nécessaire, met encore l'incendie au même rang que la ruine, le naufrage et le pillage qui seraient en eux-mêmes des cas de force majeure d'après ces auteurs.

Il a été facile de répondre à ces arguments de texte : 1° l'article 624 sur l'usufruit n'envisage l'incendie et autres événements qu'au point de vue des conséquences que peut entraîner la perte de l'objet, mais il ne traite pas directement d'une question de responsabilité ; 2° les articles 1348 et 1949 n'énumèrent ces événe-

(26) PROUDHON, Traité de l'usufruit, de l'usage et de l'habitation, t. III, n° 1540-1.

ments que parce qu'ils ont un trait commun : la difficulté du déposant à choisir en toute tranquillité son cocontractant. Par conséquent, l'assimilation faite par ces textes ne concerne que certains effets de ces divers événements et non point la détermination des caractères de la force majeure.

A ces arguments de texte, Proudhon en ajoutait d'autres : il disait en effet qu'exiger du débiteur une preuve plus complète que celle du fait de l'incendie était contraire aux règles ordinaires de la preuve :

le débiteur ayant établi le fait de l'incendie, il faut appliquer l'adage « *actore non probante, absolvitur reus* ».

Voilà qui ressemble fort à une pétition de principe et la charge de la preuve ne se trouve pas renversée, la démonstration faite par l'auteur étant elle-même incomplète.

Proudhon cependant déclare : l'homme est présumé n'être pas coupable, sauf dispositions expresses de la loi.

Mais demander au débiteur la preuve que l'incendie ne lui est pas imputable, cela ne veut nullement dire qu'on le présume en faute.

L'auteur ajoute encore : « On ne peut administrer la preuve d'un fait négatif. Or, obliger le débiteur à prouver qu'il n'a pas commis de faute, c'est exiger de lui une chose le plus souvent impossible ».

Nouvelle pétition de principe, car une semblable exigence n'a rien de contraire aux règles du Code.

Enfin Proudhon s'est appuyé sur les articles 1806, 1807 et 1808 au titre du bail à cheptel qui consacrent la nécessité de prouver la faute.

Aucun de ces arguments n'a résisté à la critique.

En effet, nul événement, nul phénomène n'est « en soi » un cas fortuit : tout dépend des circonstances. Une inondation même, peut parfois être prévue.

Il existe en outre un texte au moins du Code, qui suppose que l'incendie n'est pas toujours un cas fortuit, et qui, sinon, n'aurait aucun sens ; c'est l'article 1733 qui rend le locataire responsable en cas d'incendie sauf preuve de la force majeure.

Aujourd'hui, doctrine et jurisprudence unanimes décident que l'incendie n'est pas en soi une force majeure et font notamment application de ce principe à tous les débiteurs de corps certain. Citons pour clore la discussion l'opinion de Colmet de Santerre (27) : « Prouver l'incendie, ce n'est pas prouver le cas fortuit,

(27) COLMET de SANTERRE, Cours anal., Code civ., t. VII, n° 179 bis II.

car tout dépend de la cause de l'incendie ; cet événement est par lui-même un fait d'origine douteuse, incertaine et la logique des principes conduit à exiger de celui à qui incombe la preuve d'un cas fortuit, la démonstration non seulement de l'incendie, mais de sa cause. Sans cela sa preuve n'est faite qu'à moitié ».

§ 6. — ÉLÉMENTS DE BASE.

28. — Jusqu'alors, au sujet de l'incendie, les définitions avancées furent souvent jugées insuffisantes par leurs auteurs mêmes, ce qui peut faire surgir un doute : existe-t-il vraiment une définition « juridique » de l'incendie ?

29. — Aucun des textes qui mentionnent l'incendie ne le définit à notre connaissance. Tout au plus pourrait-on discerner quelques éléments dans la loi du 13 juillet 1930 sur les assurances, l'article 40 du titre II, section II, stipule en effet : « L'assureur contre l'incendie répond de tous dommages causés par conflagration, embrasement ou simple combustion. Toutefois, il ne répond pas, sauf conventions contraires, de ceux occasionnés par la seule action de la chaleur ou par le contact direct ou immédiat du feu ou d'une substance incandescente s'il n'y a eu ni incendie ni commencement d'incendie susceptible de dégénérer en incendie véritable ». Il s'agit là plutôt d'une simple énumération. « Sous une grande abondance d'expressions la loi dit que l'assureur répond des dommages causés par le feu lorsque celui-ci devient un incendie... mais ne répond pas des dommages causés par le feu ne pouvant être qualifié d'incendie » (28). Il reste toujours à trouver le critérium et la démarcation entre le feu et l'incendie. La définition est négative, incomplète, inexacte même et les termes se contredisent, prêtant parfois à confusion :

— l'expression « incendie véritable » impliquerait qu'il existe des incendies vrais et des incendies faux (29).

— Le terme de commencement d'incendie qui n'est pas non plus défini, désigne une phase (la première) de l'incendie.

— Assimiler la conflagration à l'incendie mérite certaine discussion, car la conflagration peut tout aussi bien se rapprocher de la déflagration et de l'explosion (couverte dès lors par la garantie « explosions »).

(28) TRASBOT, Commentaire de la loi du 13 juillet 1930, D. 1931.IV.25.

(29) J. DESCHAMPS, La garantie de l'assureur incendie, les notions d'incendie, d'explosion et d'accident, Rev. gén. ass. terr., 1951, p. 5.

— Enfin la simple combustion ne devait pas être citée : ce n'est pas un incendie et la plupart du temps l'assureur n'en répond pas.

30. — Devant cette carence de définition légale, à quelles sources se référer ?

Aux travaux préparatoires des lois ? Aux recherches doctrinales ? Aux documents de la pratique ? A la jurisprudence ?

31. — En ce qui concerne les travaux préparatoires ; ceux du Code civil ne nous apprennent rien ; ceux de la loi de 1930 sont trop succincts et se bornent à dire : « la délimitation de l'assurance contre l'incendie telle qu'elle résulte des articles 40 à 41, est consacrée par un usage constant... ». Ceux de la loi du 7 novembre 1922 sur le recours des voisins sont également brefs, la loi ayant été votée d'urgence et sans discussion ; on y découvre d'ailleurs des oppositions entre le rapport présenté à la Chambre et le rapport présenté au Sénat ; enfin tout au plus ne donnent-ils qu'une définition négative.

L'utilité des travaux préparatoires en général semble d'ailleurs très relative pour l'interprétation des lois. La loi devrait en principe se suffire à elle-même ; les Anglais y voient d'ailleurs « un organisme autonome détaché de la volonté de ses auteurs dès son vote ». Il est difficile de découvrir la volonté de la loi, comme l'écrivit Henri Capitant (30), « dans les discussions d'assemblées composées d'un grand nombre de personnes où toutes les opinions sont exprimées, où les orateurs affirment des idées sans avoir suffisamment étudié et approfondi l'esprit et l'économie des projets. La dualité des chambres, la diversité des avis énoncés, les contradictions dont fourmille la discussion, enlèvent toute autorité aux opinions qui sont exposées quant à l'interprétation du texte qui en sortira... L'interprétation des lois deviendrait plus simple, plus forte si l'on faisait abstraction complète des travaux préparatoires ». On peut regretter que la rédaction des textes actuels exige de plus en plus souvent une référence à leurs travaux préparatoires pour leur application.

32. — La doctrine s'est en majorité quelque peu désintéressée de la définition et son attention fut plutôt attirée vers la critique des règles concernant l'incendie. Les auteurs se trouvent d'ailleurs souvent en désaccord sur la définition même. Nombreux sont ceux qui estiment « qu'il s'agit uniquement d'une ques-

(30) D.H. 1935, chr., p. 77.

tion de fait » (31). Nombreux aussi, ceux qui n'examinent la notion que sous un angle juridique et déclarent leur définition valable seulement pour la loi de 1922, ou les assurances par exemple. M. Jacques Deschamps lui-même (32), qui, à notre connaissance, est seul à avoir consacré une étude spéciale à la « notion d'incendie », borne sa définition au contrat d'assurances et ne se dissimule pas les critiques auxquelles elle peut donner lieu, après avoir comparé le point de vue des techniciens du feu et celui des juristes : « Nous n'ignorons pas, dit-il, combien il peut être présomptueux de donner la définition d'un phénomène aussi complexe que l'incendie. Et comme toute définition, celle-ci risque de donner matière à des critiques justifiées ».

(Nous nous permettrons de reprendre cette dernière citation pour notre compte).

33. — Quant aux documents de la pratique, on en trouve de deux sortes :

1) Les rapports d'experts, très techniques, donnent parfois les causes de l'incendie et son point de départ, décrivent le phénomène, sa propagation et ses dégâts, proposent parfois une définition du feu, mais rarement de l'incendie ; la difficulté reste de faire cadrer le travail des techniciens avec celui des juristes.

2) Les polices d'assurances ne font que se référer à l'article 40 de la loi du 13 juillet 1930, ajoutant seulement quelques clauses spéciales pour exclure, ou garantir au contraire expressément, certaines causes d'incendie ou certains dommages. Ni la police type de 1913 ni celle de 1947 ne sont explicites ; la dernière rédaction de 1959, apporte quelques nouveautés. Des essais de précision ont été tentés dans les polices type étrangères et dans la police type d'Alsace et de Lorraine qui révèle une tentative de distinction entre le feu et l'incendie (article VIII).

34. — La jurisprudence enfin reste l'élément de base fondamental, bien que les décisions sur la notion elle-même soient peu nombreuses : dans la plupart des litiges l'incendie est un fait acquis, on discute seulement ses conséquences juridiques. Les décisions sont plus fréquentes pour l'application de la loi de 1922 et des polices d'assurances, quelques arrêts concernent le droit pénal ; il n'existe pas à notre connaissance et jusqu'alors de jurisprudence concernant la notion « à titre principal » pour l'application des autres règles juridiques sur l'incendie.

(31) TRASBOT, *op. cit.*, n° 29.

(32) DESCHAMPS, *op. cit.*, n° 29.

§ 7. — METHODOLOGIE

35. — Tels sont donc les matériaux de construction avec lesquels nous essaierons de bâtir une définition.

36. — La carence actuelle de définition qui se retrouve d'ailleurs dans la plupart des droits étrangers, est due à l'apparence de facilité et d'évidence même du problème, quand on l'examine superficiellement (ce qui le fit dédaigner fréquemment) ; puis, à l'inverse, à la difficulté d'expliquer le phénomène dès qu'on le pénètre et qu'il se combine à d'autres éléments ; enfin à la subjectivité de celui qui l'observe et qui empêche la découverte d'une définition objective.

N'y aurait-il pas néanmoins une méthode apte à serrer de plus près une définition, ou tout au moins une notion, en rapprochant les formes de raisonnement scientifique et juridique ? C'est ce rapprochement qui peut être mis en valeur par l'analyse de la méthode employée pour rechercher la notion d'incendie.

« Dis-moi comment on te cherche, je te dirai qui tu es » écrivait G. Bachelard dans le *Nouvel Esprit Scientifique*.

37. — Une remarque préliminaire s'impose, qui est en même temps une prise de position : nous pensons que ce serait faire preuve de ce qu'on a pu appeler « l'existentialisme juridique » (33) que de se contenter des cas d'espèces et de se refuser en la matière à toute définition générale. Comme le remarqua Paul Valéry d'ailleurs : « L'esprit français tend à se défier et à s'écarter de toute conception qui ne lui laisse pas espérer qu'elle se réduira finalement à une formule nette et sans équivoque ». Le droit français, comme toute science, ne doit pas se contenter de l'individuel et du concret, sinon il s'en tiendrait au stade de l'empirisme qui ne peut plus être de mise actuellement, même si cet idéal de simplicité et d'unité ne s'atteint qu'aux dépens de la réalité variée, complexe et vivante.

38. — Si l'on examine la méthode juridique pour l'élaboration des définitions, il semble qu'un parallèle s'impose avec les procédés de définition scientifique. Sans doute « les Tribunaux forment-ils leur jurisprudence par touches successives, au hasard des espèces et avec le souci de ne pas s'interdire à l'avenir des distinctions justifiées par des différences dans les éléments de fait » (34) ; sans doute aussi peut-on provoquer à volonté des expérien-

(33) B. CHENOT, *Etudes et doc.*, C.E., 1950.

(34) P. ESMEIN, *Rev. trim. dr. civ.*, 1952, p. 17.

ces scientifiques dans des conditions voulues, toutes choses qu'on ne peut faire en droit ; sans doute encore, le droit comporte-t-il certains facteurs humains, capricieux, incertains et la vérité juridique ne correspond-elle pas toujours à l'« *adaequatio rei et intellectus scholastique* », ce qui fit dire à Geny (35) : « quoique nous fassions, nous ne saurions attendre que la méthode du droit... arrive jamais à égaler en précisions et en sûreté la méthode des sciences mathématiques voire même celle des sciences de la nature physique ». Tout ceci n'a été que trop répété, mais n'exclut pas néanmoins la recherche d'une méthode plus scientifique, appliquée au droit, issue de la comparaison entre les deux modes de pensée.

Quels sont en effet les procédés d'élaboration juridique ? Que fait le droit placé en face de la réalité physique ? Il la découpe schématiquement, comme font les sciences, puis réadapte en une synthèse les éléments ainsi épars, oscillant entre les deux pôles du « donné » et du « construit » (36),

Comme toute science encore, il rapproche les situations de fait pour en tirer des lignes communes et aboutir aux définitions élaborées par une suite d'affinements successifs. N'en est-il pas de même dans les sciences de la nature ?

Les méthodes de définition juridique ne sont-elles pas par essence analogues (sinon identiques) aux méthodes de définition scientifiques ?

En droit, les définitions se font en effet de différentes manières :

— par le « genre prochain et la différence spécifique » (exemple : la vente, article 1582).

— par « décret » du législateur (article 388, 716...) tout comme en mathématique, c'est-à-dire par convention.

— par « reste » (article 606 § 3, 1010 § 2) ; en mathématique on dira ainsi que la ligne courbe n'est ni droite ni brisée.

— par « limite » : en mathématique on dira que la circonférence est la limite du périmètre d'un polygone régulier dont on double indéfiniment le nombre des côtés. En droit, des auteurs ont pu dire par exemple, que la stipulation pour autrui est à la limite une gestion d'affaires ; définition souvent dangereuse.

— On définit aussi par « énumération », ce qui ne semble pas excellent. (37).

(35) et (36) GÉNY, Science et Technique, t. III.

(37) Thèse DELAROUÉ, Paris, 1901, Esquisse de la méthode du droit.

Et l'on arrive à cette conclusion que les « mêmes procédés représentant les mêmes démarches de l'intelligence se rencontrent dans toute science quelconque, plus généralement en toute activité humaine qui cherche à interpréter le monde en vue d'en développer le progrès ». Sans doute, le droit n'est-il pas une science exacte, il est en tout cas une technique ; selon la parole de Ihering, le droit existe pour se réaliser, ce qui ne se réalise point n'est pas du droit.

39. — Alors, pour traiter de la notion d'incendie, il faut, utilisant la méthode des sciences expérimentales, extraire des différentes expériences dont on dispose (les espèces en jurisprudence) ainsi que des règles ou lois établies, des « lignes de force », communes, ce qu'on appelle en langage scientifique, des « relations répétables » ou des « propriétés permanentes », en tenant compte d'une « variable » qui est l'élément subjectif d'appréciation du juge, et d'autre part des contingences issues des circonstances particulières à chaque espèce, puisqu'en droit comme en science, un même phénomène observé ne se répète jamais identiquement et les conditions d'une expérience ne sont jamais deux fois les mêmes. Les « dénominateurs communs » ainsi extraits seront des critères de fait et non de droit. Il faudra alors rechercher la portée de ces facteurs les uns par rapport aux autres et chacun par rapport au tout. Il s'agira « d'approximations successives », à partir de cet élément de base qu'est le feu.

De même qu'en science, il faudrait non seulement se contenter des observations (jurisprudentielles ici) préexistantes, mais aussi établir de nouvelles expériences dans des conditions différentes, c'est-à-dire, imaginer toutes les situations possibles en face desquelles on peut risquer de se trouver et qui poseraient un problème de qualification du phénomène d'incendie ; opération peu aisée, car ces situations semblent en nombre indéfini et nous n'aurions la prétention de les envisager toutes. On obtiendra une notion plus qu'une définition.

40. — En conclusion, se posera le problème suivant :

Puisque nous ne pouvons avoir d'une chose une notion parfaite, et ceci notamment parce que nous ne pouvons humainement envisager de façon globale et « simultanée » tous les critères et toutes les situations possibles, ne pourrait-on, par une autre technique, par une mécanisation peut être (et nous pensons à l'électronique), obtenir une méthode juridique « supplémentaire » d'information, d'expertise et de raisonnement, précise, rapide et qui réaliserait pour les juristes une grande économie dans le travail

de base, en même temps qu'elle supprimerait les éléments subjectifs d'appréciation, dans les cas où ils se révèlent plus gênants qu'utiles ? Sans doute, obtiendrait-on des notions plus nettes, objectives, et s'appliquant automatiquement aux faits, tout au moins pour des phénomènes matériels comme l'incendie. C'est toujours la question d'une liaison entre la technique et le droit, d'une adaptation de la science juridique à la réalité physique.

41. — On passera donc progressivement au cours de cette étude du point de vue technique au point de vue juridique :

— Le Titre 1^{er} sera consacré aux notions technique et juridique sur le feu,

— Le Titre II à l'élaboration de la notion juridique d'incendie à partir du feu,

— Le Titre III étant réservé à l'examen des conséquences juridiques et de l'utilité d'une telle notion.

TITRE PREMIER

LE FEU

42. — Après quelques notions sur le feu, ses causes et origines, on étudiera la définition technique du feu : le feu étant non seulement une combustion, mais encore une combustion « vive » ; il faudra le distinguer d'autres phénomènes, (explosion, radioactivité).

Puis, on arrivera au feu, tel qu'il est envisagé par le droit : notion juridique, élaborée, complexe. On l'analysera, notamment sous les différentes formes que le feu revêt dans les dommages électriques, accidents de ménage et feux de cheminée ; ce qui conduira progressivement à la notion d'incendie ; enfin, il restera à préciser différents phénomènes, relatifs au point de départ du feu, tels : la combustion spontanée, l'inflammation des poussières, la déflagration.

CHAPITRE PREMIER

DEFINITIONS TECHNIQUES

Section 1

DÉFINITIONS GÉNÉRALES.

43. — Nous partirons donc du feu, élément de base de l'incendie. S'il n'y a pas d'incendie sans feu, à l'inverse il peut y avoir — et c'est heureux ! — du feu sans incendie : un feu brûlant dans un foyer normal. Les pages qui suivent seront consacrées principalement au point de vue technique, intéressant surtout l'expertise et l'assurance.

Il faut donc préciser la nature du feu problème débattu depuis longtemps, le feu ayant toujours revêtu dans les esprits une importance primordiale.

Ce fut d'abord la période des mythes sur l'origine du feu (1), puis l'époque de la célèbre « théorie du phlogistique », fluide particulier qu'on supposait inhérent à tout corps et qui produisait la combustion en abandonnant ce corps ; c'était, jusqu'à Lavoisier, une des grandes puissances de la nature. Stahl envisageait même le phlogistique comme la cause unique des propriétés des corps. Ce principe expliquait la nature de l'agent calorique et des phénomènes auxquels il donne lieu. Ainsi s'expliquaient le feu et l'incendie ; le calorique existait sous deux formes : l'état libre et

(1) FRAZER, Mythes sur l'origine du feu.

l'état de combinaison. Le calorique combiné, ou phlogistique, était dans tous les corps combustibles et « la combustion n'était autre chose que le passage de ce feu de l'état combiné à l'état libre où il devient appréciable à nos sens. Il est aisé de comprendre alors que les substances les plus inflammables étaient les plus riches en phlogistique » (Encycl. Chim.). Cette théorie est tout à fait contraire à celle qu'on admet de nos jours, puisque, lorsque par calcination ou autre réaction, on oxyde un métal, on fait au contraire une opération de synthèse (combinaison du métal avec l'oxygène).

Actuellement, la structure du feu a été découverte : c'est une combustion vive, mais certains problèmes subsistent, comme celui de la nature des flammes.

44. — L'origine des feux, les causes d'incendie, relativement complexes, vont d'abord nous aider à une meilleure compréhension de la notion elle-même et de son intérêt. Aussi, avant d'examiner la notion de feu et d'incendie, est-il nécessaire d'en analyser rapidement — les origines — les causes — et la fréquence.

45. — Les incendies, quoiqu'on en dise, sont encore, à l'heure actuelle bien trop fréquents. On les observe plus souvent à la ville qu'à la campagne, ce qui s'explique facilement étant donné l'agglomération des sources d'incendie et des industries. Or l'accroissement continu des villes et de l'industrialisation, les difficultés qu'on rencontre souvent à la campagne pour éteindre le feu, l'introduction de nombreux appareils électriques ou à gaz dans les foyers domestiques, font que, malgré le développement parallèle des moyens de prévention et de protection, les incendies demeurent toujours de redoutables fléaux.

En 1957 : 260.000 incendies ont été signalés en France (2). Un seul exemple : celui de la Corse : un incendie né le 13 septembre 1957 ne fut maîtrisé que le 17 ; il ravagea 60.000 hectares ; la même année le feu provoquait un milliard de pertes environ pour l'ensemble de l'île (3). En 1956, en France, on est au-dessous de la vérité en évaluant les dégâts à 50 milliards (anciens francs). En effet, d'une part, tous les incendies ne sont pas signalés, d'autre part, les pertes indirectes énormes sont difficiles à évaluer.

46. — En bref, les dégâts occasionnés chaque année en France par l'incendie sont évalués à plusieurs dizaines de milliards. Aussi

(2) Statistique du Ministère de l'Intérieur publiée par le Centre National de Prévention et de Protection.

(3) Argus de l'Assurance, 22 septembre 1957.

s'est-on toujours préoccupé de prévenir et minimiser ces dommages. Là encore, technique et droit ont dû collaborer. Du point de vue juridique, une infinie variété de lois, décrets, règlements de prévention et protection sont intervenus, qu'il est impossible d'étudier ici en détails et dont on se bornera à citer quelques exemples, tels : le décret du 15 juillet 1949 fixant les conditions d'essais et la classification des matériaux de construction par rapport à la protection contre l'incendie des locaux recevant du public, modifié par le décret du 21 juillet 1951, ou l'arrêté du 31 décembre 1946 sur la périodicité des vérifications des installations électriques, les décrets réglementant l'usage des extincteurs, les décrets sur les établissements classés, les explosifs, etc... Chaque année interviennent plusieurs textes de ce genre...

Du point de vue technique, jusqu'en 1928, les recherches sur le feu, ses causes, la prévention et l'extinction demeuraient dispersées. C'est alors que fut créé en 1928, le premier laboratoire du feu à Bellevue ; mais, peu à peu, le cadre de ce genre d'essai devint trop étroit. Après consultation des organismes compétents, les sociétés d'assurances décidèrent, sur l'initiative de l'Assemblée plénière des sociétés d'assurance contre l'incendie, la construction d'une nouvelle station d'essai à Champs-sur-Marne. Les capitaux furent souscrits par les Compagnies d'assurances groupées à cet effet en une Société immobilière.

La S.T.E.L.F. (station d'essai laboratoire du feu), fut inaugurée le 17 octobre 1957. Sont associés dans son exploitation le Centre National de Prévention et de Protection et le Centre National de la Recherche Scientifique. L'activité de ce laboratoire est double — c'est d'une part la recherche pure et appliquée, d'autre part l'expérimentation du matériel proposé par les constructeurs.

Mais, bien entendu, pour prévenir l'incendie, il importe d'abord d'en connaître les causes.

47. — Comment le feu peut-il éclore la plupart du temps ? Ses causes ont été classées sommairement, bien qu'un grand nombre restent toujours indéterminées (4).

L'incendie est une menace constante ; en effet que faut-il pour provoquer le feu ? Des matières susceptibles de brûler, plus, une cause d'élévation anormale de température. Or, dans un grand nombre des domaines de l'activité humaine, ces deux conditions se trouvent réunies pour ainsi dire à l'état latent ; leur conjonction est une éventualité qui peut à chaque instant se produire.

(4) A. CHEVALIER, Les principales causes d'incendie et leurs remèdes, 1944.

Les causes d'incendie, du point de vue de la responsabilité, sont de trois sortes :

- 1° une faute intentionnelle ;
- 2° une faute involontaire ;
- 3° un cas fortuit.

La faute est très fréquente, la force majeure beaucoup plus rare (c'est principalement la foudre).

1) *Les causes psychologiques* sont d'abord : l'imprudence, le désordre ou le défaut de surveillance. Dans la région parisienne, d'après les publications de la Préfecture de Police, il ressort que 75 % des sinistres environ sont dus à l'imprudence ou à la maladresse, 25 % en partie à des vices de construction. La malveillance ou la folie constituent également une source importante d'incendie, bien que le nombre des incendies volontaires ait nettement diminué en valeur absolue et en valeur relative par rapport à autrefois (5).

2) *Les causes techniques* se subdivisent en plusieurs catégories :

En premier lieu, les causes chimiques : l'industrie emploie des corps chimiques de nature très diverse ; le feu peut naître de leur contact (charbon, gaz, essence, produits nitrés, produits chimiques hasardeux quand ils sont en contact avec l'eau ou l'air humide, certaines huiles pouvant s'enflammer spontanément, etc...).

Les causes mécaniques : l'énergie mécanique peut se transformer en chaleur suivant la loi de Joule ; les machines occasionnent une perte d'énergie mécanique par frottement et les échauffements peuvent enflammer des corps voisins combustibles (copeaux d'acier portés au rouge) ; les étincelles, les courroies de transmission glissant des poulies et, s'échauffant, peuvent provoquer le feu également.

Les causes biologiques trop souvent méconnues : micro-organismes, bactéries, jouent un rôle dans la combustion ; la chaleur produite par la fermentation ou la décomposition des substances organiques ne pouvant s'échapper, peut provoquer la combustion spontanée, si des matières ont été entassées sans aération.

A cela s'ajoutent ce qu'on pourrait appeler les causes de « transmission ou de propagation » ; les appels d'air qui aggravent un feu (carreaux cassés dans une pièce), les vices de construction, les contiguïtés et communications si importantes pour la tarification en assurance : également les causes de propagation dues à

(5) PICAUD, Etude sur les incendiaires, thèse, Paris, 1957.

l'atmosphère, (inflammation de poussières), dues à l'éclairage, au chauffage, etc...

Enfin, une place à part doit être faite à l'électricité statique et dynamique et à la foudre. Comment l'électrивité peut-elle provoquer le feu ? (6). Principalement par les étincelles électriques ; cependant toutes ne mettent pas le feu. Ainsi les effluves qu'on observe autour des machines électro-statiques, ou le long de certaines courroies dans les ateliers très secs, ne peuvent en général engendrer le feu ; il faut en effet à l'étincelle un minimum d'énergie potentielle, qu'elle ne peut acquérir qu'avec de la capacité ; mais une bouteille de Leyde, chargée avec ces mêmes effluves qui s'échappent des machines électrostatiques en activité, enflamme très bien, avec cette même électricité accumulée, le gaz ou l'essence, précisément parce que cette électricité est emmagasinée dans le condensateur ; l'étincelle se manifeste alors sous une forme bruyante avec un bruit sec, tandis que l'effluve est à peine visible et agit sans bruit appréciable.

L'arc électrique entre deux conducteurs de courant (baptisé parfois à tort court-circuit) (7), met encore plus facilement le feu.

Enfin, l'échauffement des conducteurs, par suite de la résistance offerte au passage d'un courant de trop forte intensité, provoque aussi l'incendie.

Telles sont les principales sources susceptibles de causer le feu et par suite l'incendie. Après en avoir examiné les origines, il faut analyser la notion de feu (c'est une combustion, et une combustion vive), puis distinguer le feu de phénomènes voisins, l'explosion et les phénomènes atomiques.

Section 2

LE FEU EST UNE COMBUSTION.

48. — On présente souvent les mots « Feu » et « Combustion » comme synonymes ; la réalité est plus complexe. Comme toujours, il faut étudier ce qu'on entend par combustion dans le langage courant, puis dans le langage de la chimie.

Dans la langue ordinaire, la combustion, c'est l'action de brûler ; ce mot s'applique en général à l'action du feu consumant un

(6) A. SOULIER, L'Electricité et les risques d'incendie, Semaine nationale de la Sécurité, Travaux, 1947.

(7) Le court-circuit est une connexion volontaire ou accidentelle de deux points d'un circuit ayant une impédance très faible par rapport à celle du reste du circuit. Par conséquent les vrais courts-circuits font inévitablement sauter les plombs écartant tout danger d'incendie.

corps avec production de flammes, de chaleur et de fumées. Il s'applique donc également à l'ensemble des phénomènes qui se manifestent quand un corps s'unit à l'oxygène. On désigne encore improprement sous le nom de combustion des réactions accompagnées de chaleur et de lumière, mais auxquelles l'oxygène demeure étranger : c'est par exemple la combinaison de l'antimoine et de l'arsenic en présence du chlore qui deviennent incandescents : on dit qu'ils « brûlent » dans le chlore.

49. — En fait, pour obtenir une définition correcte du feu, utilisable par le droit, c'est à la notion scientifique qu'il faut se référer, sinon l'on irait déjà vers l'incertitude, dès le point de départ ; or, (en assurance par exemple) la notion de feu doit être initialement dégagée avec précision.

Scientifiquement parlant, la combustion est le résultat de la combinaison de l'oxygène avec le carbone et l'hydrogène entrant dans la composition de presque tous les corps dits combustibles. C'est donc, du point de vue chimique, une « oxydation » qui s'accompagne toujours d'un dégagement de chaleur plus ou moins intense ; c'est dans ce sens qu'il faut entendre la combustion en science et en droit.

50. — Deux conséquences en résultent, qui différencient le feu des autres phénomènes :

— première conséquence : la combustion est obligatoirement un phénomène « chimique » et non physique ; il s'agit en effet d'une combinaison et non d'un mélange c'est ici la première différence entre le feu, phénomène chimique et l'explosion, phénomène le plus souvent physique ou mécanique.

— deuxième conséquence : la combustion requiert obligatoirement la présence de l'oxygène, c'est là le plus important, car en fait il n'existe pas de différence essentielle entre une combustion et une autre combinaison. C'est Lavoisier, le premier, qui donna le nom général de « combustion » aux combinaisons dans lesquelles intervient l'oxygène. Ceci va nous permettre de distinguer le feu d'autres phénomènes résultant de réactions chimiques différentes : la corrosion par exemple. Ainsi, des marchandises, au cours d'un transport, peuvent être amenées à réagir les unes sur les autres, sans pour cela qu'il y ait combustion : il est arrivé notamment que sur un navire une cargaison de sacs de chlorure de chaux dont les fûts avaient été corrodés soient entrés en contact avec l'air humide et du chlorure d'ammonium transporté en même temps qu'eux ; une réaction se produisit avec dégagement de vapeurs

de chlore : il ne s'agissait pas de combustion, même si plus tard des foyers d'incendie sont apparus.

Enfin, la combustion s'accompagne toujours d'un dégagement de chaleur ; c'est aussi ce qui produira certains accidents comme le surchauffement.

Ainsi se présente le phénomène de combustion nécessaire pour qu'il y ait feu. On observe déjà une difficulté à isoler cette combustion d'autres réactions, car, d'une part il arrive souvent que le feu prenne à la suite de n'importe quelle réaction, d'autre part, il est fréquent qu'une explosion ait pour cause une combustion.

51. — Il faut donc une combustion pour qu'il y ait feu, mais une combustion de quel genre ?

La rouille est une combustion, puisqu'il y a combinaison de l'oxygène avec le fer, pourtant ce n'est pas le feu. C'est que la combustion peut revêtir plusieurs formes : elle se présente comme une oxydation s'accompagnant d'un dégagement de chaleur « plus ou moins intense » ; elle peut donc être : « lente », « vive » ou « spontanée ».

La combustion lente se désigne plus particulièrement sous le nom d'oxydation : l'affinité d'un corps combustible pour l'oxygène a pour résultat la transformation de ce corps en un nouveau produit qui est un oxyde (pour la rouille, l'oxyde de fer). Cette transformation s'accompagne d'un dégagement de chaleur, généralement inappréciable mais pouvant à la longue devenir dangereux. La combustion lente ne constitue donc pas en soi le feu. Dès lors la simple fermentation, la rouille... ne sont pas garanties en principe par la police d'assurance contre l'incendie (on retrouve ici la mauvaise rédaction de l'article 40 de la loi du 13 juillet 1930 qui parle de simple combustion) ; elles ne peuvent mettre en jeu la loi du 7 novembre 1922.

Mais, de même qu'un foyer normal peut devenir un incendie, de même qu'un surchauffement peut se transformer en feu de cheminée, de même, une combustion lente peut devenir du feu. Là encore il s'agit de nuances, de degrés : on retrouve toujours la difficulté d'« isoler » le phénomène du feu.

52. — A partir de quel moment la combustion lente devient-elle combustion vive ? Quand y aura-t-il feu à proprement parler ? La distinction peut se révéler délicate ; chacun connaît l'expérience classique relatée dans tout manuel de chimie :

on introduit un morceau de phosphore dans l'air d'une éprouvette placée sur une cuve à eau ; quelques heures après on observe que le niveau de l'eau s'est élevé dans l'éprouvette ; il arrive un

moment où ce niveau reste fixe : le phosphore a donc absorbé « lentement » l'oxygène et laissé l'azote : il s'est en somme combiné à l'oxygène, comme dans toute combustion vive. Où réside la différence ? Dans le fait que le phénomène (bien qu'il y ait eu phosphorescence dans l'obscurité) est apparu moins brillant, parce que beaucoup plus lent, et la chaleur dispersée n'a pas été sensible, car elle s'est échappée au fur et à mesure.

Cependant, il n'existe pas de différence essentielle, à part cela, entre combustion lente et combustion vive. Sans doute peut-il y avoir combustion vive sans une combustion lente initiale, mais on peut dire que toute combustion lente contient en germe une combustion vive et que toute combustion vive contient en germe un incendie éventuel.

Il faut alors examiner le passage de la combustion lente à la combustion vive; plus tard seulement nous verrons alors le passage de la combustion vive à l'incendie. Nous envisagerons chaque fois ces phénomènes sous les deux angles scientifiques et juridiques.

Section 3

LE FEU EST UNE COMBUSTION « VIVE ».

53. — Le feu se présente donc comme un phénomène de combustion vive, parfois même de combustion spontanée. Comment naît la combustion vive ? (8). Elle a pour cause l'élévation brusque de la température, provoquée par le contact d'une flamme ou d'un corps en ignition (plus le corps en combustion est volatil, plus il y a production de flammes). En outre, les combustions lentes provoquent elles-mêmes en général une élévation de température. Si donc la chaleur produite ne peut se dissiper dans l'air ambiant, quand le point d'inflammation est atteint, la combustion devient vive. Il est de même possible que d'autres corps s'enflamment sans causes apparentes et loin de tout foyer, c'est le phénomène dit de combustion spontanée.

54. — C'est par ses conditions d'apparition qu'on définira la *combustion vive* comme : *une réaction chimique de deux corps dont l'un est dit comburant et l'autre est dit combustible, dans des conditions telles que la réaction une fois amorcée continue en dégageant une notable quantité de chaleur* (9).

(8) A. ODILLON, Dictionnaire du Feu.

(9) Définition donnée par le Centre National de la Protection Civile.

55. — On peut résumer comme suit les conditions nécessaires pour qu'il y ait combustion vive et par conséquent feu :

56. — La combustion vive, donc le feu, nécessite en premier lieu la présence d'un comburant et c'est l'oxygène, agent actif de toute combustion. Le feu qui se déclare dans les milieux riches en oxygène prend une violence terrible, se propageant à des matières pratiquement incombustibles, tel le fer ; l'oxygène abaisse considérablement la température d'inflammation des corps et recule les limites inférieure et supérieure d'inflammabilité. Si l'on songe que l'oxygène entre (très approximativement) pour $1/5$ dans la composition de l'air, on peut avoir une idée de la facilité avec laquelle le feu peut prendre ; également si l'on sait qu'un corps combustible est celui qui est susceptible d'engendrer avec l'oxygène une réaction chimique avec dégagement de chaleur et qu'à vrai dire presque tous les corps sont combustibles.

Parmi les matières combustibles, le Ministère de l'Intérieur distingue les matières ininflammables, difficilement inflammables, moyennement inflammables et facilement inflammables (10).

57. — En second lieu, il faut pour la naissance d'une combustion vive, une certaine « proportion » entre le corps combustible et l'oxygène (proportion qui varie d'ailleurs suivant les corps en présence). Si cette proportion n'est pas atteinte :

ou bien il ne se produit rien,

ou bien il se produit une simple fermentation, carbonisation ou combustion lente,

ou bien il se produit une explosion, car dans certaines proportions un mélange est explosible, dans d'autres il devient inflammable, si bien que l'on pourra dire, comme on le verra par la suite, que *l'application de la loi du 7 novembre 1922 dépend d'une proportion dans un mélange.*

58. — En troisième lieu, il faudra que le corps combustible soit porté à un certain degré thermique qui doit alimenter le début de la réaction : c'est ce qu'on peut appeler le « point d'inflammation ». Seul le dégagement de chaleur en fonction du temps déterminera les conditions initiales du feu.

(10) Décret du 15 juillet 1949 fixant les conditions d'essai et la classification des matériaux de construction par rapport à la protection contre l'incendie des locaux publics.

59. — En dernier lieu, mis à part les cas de combustion spontanée relativement rares par rapport aux autres causes d'incendie, il faut, comme signal de départ, la production d'une flamme, d'une étincelle ou plus simplement l'apparition d'un point en ignition. L'exemple type en est donné par le cas, malheureusement trop fréquent, de la ménagère nettoyant à l'essence des vêtements dans une pièce dont elle a omis d'ouvrir les fenêtres : quelqu'un entre et tourne le commutateur électrique, l'étincelle produite provoque aussitôt soit le feu, soit l'explosion suivant la proportion des vapeurs d'essence dans la pièce à ce moment (il y a là une question de seconde).

60. — Pour en terminer avec les éléments nécessaires à la naissance d'une combustion vive, il faut maintenant préciser les termes d'« inflammabilité » et de « combustibilité » souvent employés au hasard (11). Un matériau, au cours d'un incendie, peut se comporter de différentes façons : ou bien il ne brûle pas ; ou bien il brûle, avec ou sans flamme, plus ou moins rapidement ; ou bien il émet des gaz et des fumées ; il peut constituer aussi un écran du point de vue thermique ; enfin il peut être le siège de phénomènes purement mécaniques, changement de volume, de forme, de section, de résistance. L'inflammabilité est alors la possibilité pour un corps de brûler avec flamme ; cependant, un matériau pris isolément peut se consumer sans flamme au cours d'un incendie : il sera bien sûr couvert par la garantie de l'assurance incendie ; mais il ne faut pas confondre les dégâts causés par le feu avec le feu lui-même. En outre, le caractère d'inflammabilité d'un matériau dépend essentiellement de la façon dont ce matériau se présente. Le phénomène d'inflammabilité est par ailleurs d'ordre gazeux : le corps soumis à l'action de la chaleur distille une certaine quantité de gaz et quand une partie de ces gaz s'enflamme au contact du matériau, il y a inflammation.

61. — Nous avons vu que, suivant la proportion dans le mélange des corps combustibles et comburants, il peut y avoir incendie mais aussi bien explosion et ce phénomène pourra prendre éventuellement le nom de déflagration. Il importe alors de distinguer avec plus de netteté la combustion vive et l'explosion, ce qui aidera à serrer de plus près la définition technique du feu et servira à délimiter le champ d'application des règles spéciales à l'incendie.

(11) Commandant MARUELLE, Manuel de la Sécurité contre l'incendie.

Section 4

L'EXPLOSION.

62. — L'explosion est, sans nul doute, le phénomène qu'on rapproche le plus souvent du feu pour mieux l'en distinguer en même temps ; jusqu'où va son autonomie ? C'est la question qu'on peut actuellement se poser. Explosion et incendie sont assurés par les mêmes compagnies d'assurances, mais l'explosion n'est qu'une garantie accessoire et non présumée dans la police ; son tarif (récemment modifié) diffère également du tarif incendie. L'explosion est soumise au droit commun de la responsabilité civile, alors que l'incendie possède une réglementation exceptionnelle. Du point de vue pénal enfin, des articles différents concernent l'incendie d'une part et le dépôt d'explosifs ou l'attentat par explosifs d'autre part ; actuellement, étant donné la fréquence des sinistres dus à l'emploi généralisé des appareils à gaz dans les foyers domestiques et dans les industries, l'explosion est une menace de plus en plus grave et pourrait devenir une source de dommages aussi importants que ceux provoqués par l'incendie. L'explosion cependant était un phénomène assez rare autrefois, c'est pourquoi l'on ne s'en est jamais préoccupé juridiquement. Analysons cependant les définitions possibles de l'explosion, ses causes, les différentes sortes d'explosions, les classifications, les difficultés à isoler l'explosion de certains phénomènes proches, les ressemblances enfin entre le feu et l'explosion.

63. — Le 15 février 1944, le Groupement technique incendie des compagnies d'assurances a donné de l'explosion la définition suivante, insérée depuis dans les polices d'assurances :

« c'est la manifestation subite et violente de la pression de gaz ou de vapeurs, que ceux-ci aient existé avant l'explosion ou que leur formation y ait été concomitante ». On peut retenir de cette définition trois termes qui déterminent les caractères de l'explosion.

— Le caractère essentiel de l'explosion est d'être une manifestation de « surpression » dont les causes sont schématiquement de deux sortes : soit mécaniques : des gaz ou vapeurs sont comprimés en vase clos, la pression trop forte pour la résistance des parois les fait éclater (explosion d'oxygène, air comprimé, appareils à vapeur...), — soit chimiques : l'explosion se produit à la suite de la combustion quasi instantanée de certains matériaux, ou déflagration (explosion de gaz combustible, d'explosifs).

— Le deuxième caractère de l'explosion est son instantanéité : « c'est une manifestation subite de la surpression » ; il est bien évident que le phénomène de surpression en lui-même peut être progressif, mais l'explosion, c'est-à-dire la rupture et la décompression, est rapide et brutale, ainsi que l'onde de choc qui l'accompagne (vitesse de propagation de l'ordre de mille à mille cinq cents mètres à la seconde).

— Le troisième caractère : la « violence », peut évidemment se passer de commentaire.

64. — Une autre définition (12) a été donnée de l'explosion : « c'est un phénomène à effet mécanique de commotion, violent et soudain, qui a, soit une cause purement mécanique (expansion d'une force comprimée), soit une cause chimique (décomposition instantanée des éléments d'un corps combiné) ».

65. — On a pu dire enfin, mais avec moins de précision, que c'était une commotion produite par le déploiement brusque et instantané d'une grande force, ou par l'expansion d'une substance solide ou liquide passant subitement à l'état gazeux.

66. — En réalité, les explosions peuvent être de nature fort diverses, mais elles offrent toutes un trait spécifique : c'est la formation à l'endroit de l'explosion d'une masse gazeuse à très haute pression et en général à très haute température (13). « C'est cette masse gazeuse qui, par sa pression et sa détente, bouscule, disloque, arrache ou pulvérise les obstacles » (P. Painlevé).

67. — Plusieurs classifications des explosions existent : on peut d'abord énumérer les explosions telles qu'elles entrent dans le cadre des polices d'assurances (garanties dites : « toutes explosions »).

« Sans dérogation à l'article III des conditions générales, la garantie de la compagnie s'étendra aux dommages matériels autres que ceux d'incendie causés aux objets assurés par... »

— l'explosion des appareils à vapeur et de chauffage central y compris les coups d'eau dans les machines à vapeur mais à l'exclusion des crevasses et fissures dues notamment au gel, à l'usure et au coup de feu.

— l'explosion de toutes matières ou substances pouvant survenir chez l'assuré ou dans le voisinage.

(12) J. DESCHAMPS, *Rev. gén. ass. terr.*, 1951, p. 5, *op. cit.*, n° 29.

(13) Dictionnaire du feu, A. ODILLON, *op. cit.*, n° 53.

— l'explosion de la dynamite et autres explosifs analogues qui, à l'insu de l'assuré seraient introduits dans les risques garantis ou placés aux alentours mais à l'exclusion des cas de guerre, invasions, émeutes et des explosions se produisant dans une fabrique ou un dépôt d'explosifs ».

68. — On peut également classer les explosions ainsi (14) :

1° Les explosions où les corps gazeux se trouvent sous pression dans un récipient préalablement à l'explosion ; cette catégorie englobant les accidents dus à une résistance mécanique insuffisante, sans aucune réaction chimique.

2° Les explosions pour lesquelles des vapeurs qui les produisent se forment aux dépens d'un liquide porté à température suffisante : l'explosion d'une chaudière à vapeur.

3° Les gaz qui provoquent l'explosion dans cette dernière catégorie proviennent d'une réaction chimique entre corps gazeux ou liquides dégageant de la chaleur, ou découlent de la décomposition d'un corps solide : ce sont principalement les détonations des corps explosifs. *Les explosifs* sont en effet des corps capables de se transformer chimiquement avec dégagement extrêmement brutal d'une grande quantité de gaz à haute température. On les divise d'ailleurs en deux groupes, les uns se décomposent en gaz à vitesse modérée et la décomposition est alors appelée *déflagration*, les autres se décomposent instantanément avec production d'une onde explosive, c'est une *détonation*.

69. — Les causes mêmes des explosions sont fort variées : c'est l'accumulation des poussières organiques (farines, sucres...) ou métalliques (aluminium, magnésium...).

C'est aussi l'accumulation de gaz ou vapeurs provenant de l'évaporation de liquides inflammables.

C'est enfin la présence d'une source de chaleur à proximité des causes précédentes : étincelle, échauffement mécanique, choc ou frottement de pièces métalliques.

70. — Des caractères de l'explosion, l'on peut tirer son autonomie et ses différences par rapport au feu :

1) L'explosion est avant tout un choc, elle se caractérise par sa spontanéité et sa brutalité ; le feu est un phénomène moins rapide et qui a le caractère « successif » d'une réaction en chaîne : ainsi parle-t-on de communication du feu, ce qui implique un fac-

(14) BLANDIN, Les éléments des risques d'incendie et d'explosion et leur prévention.

teur temporel autant que spatial, mais on ne parle pas de communication d'explosion.

2) L'explosion s'accompagne toujours d'un bruit violent ou détonation qui n'existe pas pour le feu.

3) Les effets de l'explosion sont avant tout physiques, mécaniques et non point chimiques comme les effets de la combustion vive.

4) L'explosion pure et simple se caractérise par l'absence de flamme et de fumée, ce n'est pas en effet une combustion.

Il est enfin possible après coup, en présence des dommages, de déterminer s'il y eut feu ou explosion, par certains procédés, tel celui-ci :

si, dans une maison, les murs et vitres ont été soufflés vers l'extérieur, il s'agit du feu. Si au contraire ils ont été soufflés vers l'intérieur, il s'agit d'explosion, car celle-ci est toujours accompagnée d'une onde en retour qui seule détruit les murs, l'onde à l'aller n'ayant pas eu le temps de le faire.

71. — Cependant, ces caractères, ces distinctions paraissent plus claires, dans la théorie que dans la pratique et ceci pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, aucune définition de l'explosion ne paraît satisfaisante, la preuve en est que les assureurs ont hésité à englober sous ce terme certains phénomènes. Ainsi, l'explosion et les « coups d'eau » des appareils à vapeur sont couverts par la garantie explosion : le coup d'eau peut se produire dans une machine à vapeur en effet quand, par suite du refroidissement une partie de la vapeur se condense. Si l'eau ainsi formée pénètre dans le cylindre, elle risque d'être refoulée par le piston et de provoquer l'éclatement de l'appareil en raison de l'incompressibilité des liquides. En revanche, d'après les assureurs, les « ondes de choc » produites par les avions à réaction franchissant le mur du son, ondes qui font notamment éclater les vitres des maisons voisines des aérodromes, ne sont pas des explosions (les compagnies d'assurances pour la plupart garantissent maintenant ce risque par une clause *supplémentaire* de leurs contrats).

72. — Ensuite, il existe une liaison certaine entre les phénomènes de combustion vive et d'explosion. En effet :

— les causes du feu et de l'explosion sont à peu de chose près les mêmes : en général, quand il y a danger d'explosion, il y a aussi danger d'incendie ;

- l'explosion peut provoquer le feu et inversement ;
- l'explosion naissant parfois d'une combustion se présente à la fois comme un phénomène mécanique et chimique ;
- comme pour la combustion, il faut le plus souvent une étincelle pour amorcer l'explosion ;
- les gaz et vapeurs donnent avec l'air ou l'oxygène, dans certaines limites, des mélanges susceptibles d'explosion ; au-dessus et au-dessous de ces limites très sensibles, il peut y avoir feu ;
- le phénomène de déflagration enfin, est à la fois une combustion vive et une explosion.

73. — Ainsi les frontières entre combustion vive et explosion paraissent bien fragiles et l'on a pu aller jusqu'à dire simplement : l'explosion est une transformation d'énergie infiniment rapide au sein d'un système en équilibre physique ou chimique, transformation qui naît et se propage sans intervention d'énergie extérieure. Il n'y a bien souvent qu'une différence de vitesse entre les deux phénomènes.

74. — Enfin, une autre difficulté surgit : l'explosion d'origine mécanique se distingue mal du bris de machine dans certains cas et la question intéresse les contrats d'assurances. Les manifestations extérieures étant identiques, il faudra déterminer les causes initiales du phénomène : s'il y a eu effet de survitesse ou de force centrifuge, il s'agit de bris de machine, non couvert par la garantie normale « incendie ». Il a été par exemple décidé que n'étaient pas garantis, par une police, visant, accessoirement à l'incendie, l'explosion de moteurs et récipients à vapeur, la destruction d'un groupe turbo-alternateur, ayant pour cause génératrice la survitesse dont il était animé lors du sinistre ; un tel risque relevant de l'assurance « bris de machines » (15).

« Attendu, dit l'arrêt, qu'il s'agit dès lors, non d'une explosion, mais d'une dislocation mécanique due aux effets de la force centrifuge ». C'est l'une des très rares décisions définissant la notion d'explosion à propos d'une police d'assurance.

Pareillement dans les moteurs à explosions où les phénomènes de compression sont volontairement liés à une combustion, il sera difficile de distinguer une explosion accidentelle d'un bris de machine, de même qu'il sera délicat de faire une différence entre l'explosion normale et l'explosion anormale, tout comme il est difficile de différencier un feu normal d'un feu anormal.

(15) Paris, 2 juin 1948, Rev. gén. ass. terr., 1948, p. 249.

75. — En conclusion, combustion vive et explosion arrivent souvent à se confondre, c'est pourquoi il est parfois impossible de déterminer le champ d'application de la législation spéciale à l'incendie. En résumé, l'expression de « transformation d'énergie » employée dans certaines définitions de l'explosion est suffisamment vaste pour englober un bon nombre de phénomènes ; mais il en est un, d'une importance primordiale actuellement, que nous avons jugé préférable d'isoler sous le nom de « risque atomique ».

Section 5.

LE RISQUE ATOMIQUE.

76. — *Il ne faut pas oublier que le risque atomique n'est pas seulement un risque de radioactivité, mais aussi un risque d'incendie et d'explosion.*

Feu, explosion, fission de l'atome, ont en effet des points communs et les uns accompagnent fréquemment les autres : ne parle-t-on pas couramment d'« explosion atomique » ? A l'époque moderne, le risque atomique prend le pas sur l'incendie et l'explosion, et cette question sera envisagée principalement sous l'angle de l'assurance. Il est donc utile, avant de déterminer la notion d'incendie, d'isoler le risque atomique du point de vue technique, de le définir par rapport au feu, d'examiner s'il n'existe pas dans le domaine atomique une réaction de combustion vive, d'étudier enfin la place du feu et les dangers d'incendie dans l'exploitation de l'énergie nucléaire.

77. — Quelle peut être la notion technique du feu dans le cadre de l'énergie nucléaire ? Sans vouloir affronter des explications sur la structure de la matière et la radioactivité qui sont hors de notre compétence, il est néanmoins nécessaire de rappeler avant d'aborder le sujet quelques notions élémentaires dans le domaine de cette industrie.

78. — En l'état actuel des connaissances, on peut dire que l'énergie atomique est une énergie potentielle existant à l'état latent dans la matière ; on arrive à en libérer une fraction en la transformant en chaleur, mais cette transformation de l'énergie s'accompagne d'une émission de diverses sortes de rayonnements ou radiations ionisantes (rayons alpha : projection de noyaux d'hélium, particules chargées d'électricité positive — rayon beta : électrons, chargés d'électricité négative — rayons gamma : rayonnement élec-

tro-magnétique qui ne porte aucune charge électrique et se déplace à la vitesse de la lumière).

Ces radiations ionisantes se révèlent particulièrement nocives ; une radiation atteignant un corps quelconque déplace un électron d'un atome de ce corps et perd donc une fraction de son énergie ; certains corps, dits radio-actifs, composés d'atomes instables, émettent d'eux-mêmes des radiations ionisantes sans recevoir de particules provenant de l'extérieur.

Les dangers de l'énergie nucléaire sont donc essentiellement les conséquences directes ou indirectes d'explosions, de dégagement de chaleur provenant de transmutation ou accélération d'atomes et de particules, et d'autre part les effets des radiations.

79. — Trois phénomènes revêtent alors une importance particulière (16) :

1° Le point de « criticalité », c'est-à-dire le fait que, pour certains éléments d'un poids atomique élevé, la fission du noyau se déclenche automatiquement dans certaines conditions sous forme de réactions en chaîne divergentes ;

2° La contamination par substances radio-actives ;

3° La toxicité et la « *tendance à l'ignition spontanée* » de certains éléments : c'est ce dernier point qui nous intéressera.

Il faut en outre classer les risques d'après les activités scientifiques ou économiques :

— les risques de la production d'énergie nucléaire sont des risques de criticalité surtout (dans les industries produisant, traitant les combustibles nucléaires, les utilisant dans les réacteurs).

— les établissements possédant des appareils servant à accélérer les particules (cyclotron par exemple) ou fabriquant des isotopes radio-actifs (universités, hôpitaux...) présentent de gros risques de contamination.

— les industries des radio-isotopes (dangers relatifs présentés par les déchets radio-actifs).

— les produits de fission, qui peuvent dans certains cas provoquer des explosions.

80. — Il faut donc isoler (très schématiquement) la fission du noyau atomique, qui nous intéresse au premier chef pour les risques de feu, de la radio-activité.

(16) BESLER, Appréciation du risque atomique et son assurance (Observateur du 29 juin 1959).

81. — Remarquons en premier lieu que toute transmutation du noyau de l'atome, objet même de l'industrie nucléaire, est un phénomène d'ordre physique et non chimique. Par conséquent, fission et fusion (17) ne peuvent être assimilées en elles-mêmes à une combustion vive. Aussi, le mot de « combustible nucléaire » ne doit-il pas faire illusion.

Mais il existe néanmoins des possibilités d'incendie et d'explosion, notamment dans les réacteurs nucléaires. Nous essaierons de décrire ces risques d'abord d'un point de vue technique ; plus tard nous tenterons de les faire entrer dans le cadre de l'assurance (18).

82. — Tous les réacteurs, actuellement en fonctionnement, utilisent le phénomène de fission qu'ils font subir aux métaux ayant la propriété de fournir de l'énergie thermique par fission de leur noyau et qui sont les combustibles nucléaires. Dans le « cœur du réacteur » (c'est-à-dire sa partie active), le combustible se présente, soit sous la forme d'éléments généralement identiques séparés les uns des autres par différentes matières solides, liquides ou gazeuses (réacteurs hétérogènes), soit à l'état de solution ou de suspension colloïdale (réacteurs homogènes). Pour protéger le combustible nucléaire contre la corrosion (il ne s'agit pas encore de combustion vive) et pour empêcher que certains produits de fission viennent contaminer les autres parties du cœur du réacteur, on insère le combustible dans un gainage étanche (acier inoxydable, zirconium...). En outre, pour que dans un réacteur, la réaction se poursuive, il faut que, sur les deux ou trois neutrons émis par une fission, l'un au moins produise une fission nouvelle ; les neutrons disponibles produisent d'autant plus de fission que leur vitesse est moindre et pour les ralentir il faut leur opposer des matières dont les noyaux ont à peu près la même masse qu'eux ; les neutrons frappant alors les noyaux du milieu ralentisseur, appelé aussi « modérateur », cèdent une partie de leur énergie à ces noyaux, de sorte que leur vitesse diminue rapidement après un certain nombre de chocs successifs. On utilise comme modérateurs l'eau lourde et le graphite en particulier. Enfin l'énergie de fission se dégageant sous forme de chaleur, il faut refroidir le cœur du

(17) La *fission* est l'éclatement d'un noyau d'atome lourd (uranium ou plutonium) en deux ou plusieurs fragments, déterminés par un bombardement de neutrons et libérant une énorme quantité d'énergie (200 méga électrons volts par noyau). La *fusion* est l'union de plusieurs atomes légers à très hautes températures, donnant des atomes plus lourds et un grand dégagement d'énergie encore (hydrogène et lithium dans la bombe à hydrogène).

(18) « Etude de la tarification des risques inhérents à l'utilisation de réacteurs nucléaires ».

réacteur sinon la température augmenterait jusqu'à provoquer la fusion des métaux y compris le combustible nucléaire. Le cœur du réacteur doit donc être refroidi par la circulation d'un fluide gazeux (air, CO_2 , azote, hélium) ou liquide (eau légère, eau lourde...).

Ce schéma certes trop succinct et sans nul doute sujet à critiques, était destiné à préparer l'étude des dangers que présentent les réacteurs (dégagement d'énergie et de chaleur) et servira principalement à mettre en valeur les sources possibles d'une combustion vive.

83. — Quels sont les risques généraux des réacteurs nucléaires ?

— Il peut se produire une augmentation rapide de la réactivité (due au retrait trop rapide ou à la défectuosité des barres de contrôle, à l'introduction rapide d'un élément combustible, au retrait d'un élément absorbant). La réaction peut s'emballer, la température du cœur s'élever rapidement, amener la fusion des combustibles nucléaires et l'oxydation des gainages, si le cœur est refroidi par l'air notamment, d'où la *possibilité d'une combustion vive*.

— D'autre part, les gaines protégeant le combustible se dégradent parfois, libérant des produits de fission, d'où le danger de radio-activité.

— De même, la défectuosité du gainage ou le mauvais fonctionnement du système de refroidissement, peuvent libérer aussi une radio-activité dangereuse.

— En outre, si de l'avis unanime des experts, les réacteurs ne sauraient faire explosion comme une bombe atomique, les réacteurs fonctionnant à haute pression présentent cependant le *risque d'explosion* de tous les appareils sous pression, risque aggravé, d'abord parce que la résistance des matériaux du réacteur peut diminuer sous l'effet des radiations auxquelles il est soumis, et ensuite parce que cette explosion projette des substances radio-actives.

— Enfin la contamination radio-active peut se produire lors du stockage et de la manipulation des éléments radio-actifs.

84. — Quant au feu à proprement parler et d'après ce qui vient d'être précisé, il peut prendre initialement dans plusieurs cas.

Les dangers d'incendie varient d'abord suivant les réacteurs : les réacteurs dits de « puissance » sont toujours dans un état d'équilibre identique et présentent moins de risques que les réacteurs « expérimentaux » soumis par hypothèse à des arrêts, des sauts de puissance et autres expériences. Enfin, le feu peut avoir son point

de départ dans les nombreuses installations électriques et les appareils de contrôle qui entourent les réacteurs. Mais il peut prendre aussi dans le combustible nucléaire lui-même :

1) L'uranium métallique utilisé comme combustible nucléaire peut s'enflammer vers 600 degrés.

2) Les barres d'uranium destinées à être placées dans le réacteur sont étirées pour être mises à la dimension exacte. Si, une fois étirées, elles n'ont pas été assez recuites, il subsiste une tension interne avec dégagement de chaleur qui provoquera une inflammation, éventuellement un incendie.

3) La gaine d'aluminium ou de magnésium, qui entoure ces barres d'uranium, est susceptible par échauffement de prendre feu au contact de l'air de refroidissement.

En bref, si les matériaux utilisés pour la construction des réacteurs et des bâtiments qui les abritent, sont en général incombustibles, il arrive néanmoins que *le combustible nucléaire et les matériaux de gainage prennent feu.*

Par conséquent, les dangers de l'énergie nucléaire se présentent sous trois formes :

L'explosion (éclatement possible bien que peu probable du réacteur).

Le feu (déjà plus fréquent).

La radio-activité (qui aggrave les deux premiers risques mais n'est pas en soi un phénomène de combustion).

Ces dangers dépendent principalement des facteurs suivants (19) :

La puissance maximum du réacteur en énergie calorifique, l'installation de ce réacteur, la nature de sa source énergétique (20), la nature du modérateur, du liquide refroidisseur, des contrôles automatiques ou non, enfin de l'autorégulation.

85. — Un problème se pose alors, et des plus inquiétants : ces risques existent certes, mais des sinistres se sont-il déjà réalisés et de quelle envergure ?

En ce qui concerne la radio-activité, il est bien évident d'une part qu'elle existe en permanence et que nous sommes bombardés sans arrêt par des radiations de fond ; d'autre part que les utilisateurs de radio-isotopes en ont subi malheureusement trop souvent

(19) Mac KINNEY, « Report of the panel on the impact of the peaceful uses of atomic energy ».

(20) Le risque est aggravé par l'uranium et diminué quand on emploie les oxydes d'uranium.

les ravages, et que des tiers, même étrangers à toute manipulation, ont parfois été atteints.

Quant aux explosions, elles sont plus rares, on peut toutefois en citer deux exemples : la première explosion s'est produite le 12 décembre 1952 dans la pile de Chalk (au Canada) qui s'est emballée à la suite d'un accident mécanique, après avoir été mise à l'arrêt, une fois que le courant d'eau refroidisseur eut été coupé ; des barres d'uranium s'échauffèrent, fondirent et une explosion projeta dans l'atmosphère une grande quantité de gaz radio-actifs. On dut attendre six mois avant d'entreprendre le nettoyage du réacteur. Le deuxième incident est dû à un projet connu sous le nom « d'expérience Borax I » aux U.S.A. Il eut lieu à la station nationale d'essai du réacteur, tandis qu'on étudiait ce qui devait se passer si un réacteur s'emballait. L'emballement volontaire de ce réacteur expérimental détruisit son noyau. Tout l'uranium fut pulvérisé et projeté au dehors, mais à moins de cent mètres. En fait, si une pile est convenablement abritée, ce genre de sinistre doit être relativement limité.

En ce qui concerne le dernier risque, qui nous intéresse plus particulièrement, à savoir *le feu*, il s'est principalement produit dans le stockage et la manutention des barres d'uranium mal recuites. Mais il est évidemment impossible d'avoir un recensement exact de tous les accidents et incendies éventuellement survenus dans l'énergie nucléaire.

86. — On a fait état ici des seuls réacteurs fixes ; il est à présumer que, dans un avenir plus ou moins proche, des véhicules pourront être « couramment » actionnés par l'énergie nucléaire et assimilés à des réacteurs mobiles, nouvelle source de dangers.

En conclusion, la gravité de ce risque, son extension croissante, justifient la place à part qui lui a été faite, destinée à le situer dans le cadre de phénomènes comme l'incendie et l'explosion ; l'étude de la combustion vive dans l'industrie atomique a une fois de plus démontré par ailleurs la complexité de tous ces phénomènes et permis d'*isoler de la notion de feu celle de radio-activité*.

87. — Ayant ainsi déterminé les causes, les conditions d'apparition, les caractéristiques de la combustion vive et sa définition, après avoir tenté d'isoler ce phénomène parmi tant d'autres, on arrive à cerner la notion de combustion vive, qui représente très exactement la définition technique du feu. Il était en effet nécessaire d'avoir un critère de base aussi solide et objectif que possible, à partir duquel on pût construire la notion de feu dans le langage juridique, puis celle d'incendie même.

Si les techniciens et experts ont déjà bien du mal, comme on vient de le voir, à délimiter le phénomène de combustion vive, les juristes trouveront encore plus de difficulté à délimiter la notion de feu.

Du point de vue technique, cette difficulté réside dans le fait que *la combustion vive est un phénomène « dynamique » il faut donc la saisir au passage en quelque sorte entre la combustion lente, par exemple, et l'explosion.* Il en est de même du point de vue juridique où l'on passe aussi de la combustion lente à la combustion vive, puis de la combustion vive à la notion juridique du feu, et de là à la notion d'incendie.

88. — En droit, deux nouvelles causes de complexité viennent s'ajouter, à notre avis, à la définition, car il faut alors se placer sur un plan plus subtil et moins objectif.

— La première cause de complexité réside dans le fait que le juriste doit utiliser la notion de feu conçue dans la langue courante, c'est-à-dire en une syntaxe à la fois rigide et nuancée par d'autres termes qui viennent modifier la définition du feu (ignition, incandescence, flamme...), en même temps que s'y joignent des éléments subjectifs d'appréciation.

— La deuxième cause de complication est le fait que le juriste doit se placer dans l'optique du droit pour définir le feu par rapport aux cas d'espèces susceptibles de se présenter et en considération des règles juridiques qui doivent s'y appliquer.

Par conséquent, il s'agit maintenant de savoir à partir de quand on considère, en droit, qu'il y a feu.

Ce problème ne se confond pas avec la recherche de cette notion de base qu'est la combustion vive ; nous le retrouverons plus tard pour l'incendie ; il faudra dès lors savoir à partir de quand il y a incendie et à partir de quand l'incendie peut être considéré comme la cause d'un dommage.

CHAPITRE II

NOTION JURIDIQUE DE FEU.

89. — La notion juridique du feu doit osciller entre deux extrêmes.

A un extrême, il n'y a pas encore feu au sens juridique du mot, à l'autre extrême, il n'y a plus feu au sens normal, il y a incendie.

Il faut donc examiner à partir de quand on dira qu'il y a feu dans l'optique du droit et des assurances, en analysant les variations et les éléments nouveaux qui peuvent pénétrer dans la notion, puis en étudiant certains phénomènes instantanés dont on peut se demander s'ils doivent entrer dans la définition du feu.

Section 1.

ANALYSE DE LA NOTION JURIDIQUE DE FEU.

90. — Des éléments subjectifs et linguistiques viennent d'abord s'ajouter à la définition. En effet, le feu va revêtir un caractère d'apparence, il doit être perceptible par les sens ; on dira qu'il y a flamme, chaleur, fumée. Et sans doute dans la langue courante, le mot « feu » s'accompagne-t-il généralement de la notion de flammes : on dit souvent « pas d'incendie sans feu et pas de feu sans flammes ». C'est ainsi qu'on pourrait à la rigueur concevoir la distinction entre la combustion vive et le feu, en tout cas, entre les expressions « du feu » et « un feu ». En effet, il peut y avoir un

point en ignition, un phénomène d'incandescence, alors nous dirons qu'il y a combustion vive, nous dirons qu'il y a « du feu » mais non point « un feu » : par exemple, une cendre de cigarette, un tison, contiennent du feu ainsi qu'un foyer de pipe, mais on ne peut dire que ces divers objets constituent « des feux » en eux-mêmes.

En outre, on peut distinguer différentes sortes de feux d'après leurs causes et leurs ravages, suivant qu'ils atteignent des biens ou des personnes : on parlera de feu sur les personnes, on parlera aussi de feu de cheminée, de feu de bois, de feu électrique, etc...

91. — Enfin, on distingue plusieurs composantes et formes d'action du feu, plusieurs périodes aussi.

— C'est en premier lieu en bas de l'échelle, le *surchauffement*, préalable parfois au feu de cheminée, ou à la brûlure d'un vêtement par un fer électrique : l'un des facteurs du feu est donc la chaleur.

— Un degré au-dessus, on observe l'*incandescence*, c'est par exemple un point en ignition, c'est enfin une étincelle. Les *étincelles* sont caractérisées par leur « rapidité d'action », nous les classerons en deux catégories :

1° Des étincelles que nous appellerons « étincelles de choc » ; elles provoquent un feu ; ainsi, l'étincelle d'un commutateur enflammant des vapeurs d'essence répandues dans une pièce (1), ou l'étincelle causée par le choc d'un soulrier clouté contre un rail et causant l'inflammation des vapeurs de soufre (2) ; aucun feu n'existait à l'origine.

2° Les étincelles que nous nommerons « étincelles de propagation », car elles sont elles-mêmes issues d'un feu préexistant et ne font que le communiquer : ce sont les étincelles provenant d'un foyer normal (locomotive par exemple) il n'y aura « un feu » que lors du contact de cette étincelle avec un objet susceptible de brûler, mais il arrive heureusement le plus souvent que ces étincelles meurent sitôt après leur naissance faute de combustible.

— Enfin, au degré supérieur, apparaissent les *flammèches* comparables aux étincelles et se rapprochant déjà des flammes par leur importance.

Quant aux *flammes*, elles sont produites par la combustion des gaz dégagés par la décomposition du corps qui brûle et dont les particules solides se trouvent portées à l'état incandescent sous

(1) C. Douai, 5 juillet 1956, Rev. gén. ass. terr., 1956, p. 365.

(2) *Idem*, Req., 19 mars 1928, D.H. 1928.353 (chute de sacs de soufre sur une bascule métallique mobile ; glissement de la bascule sur le sol provoquant une étincelle et l'incendie).

l'influence de la chaleur. La production d'une flamme est donc un phénomène particulier au corps qui, en brûlant, se *décompose en gaz*, mais elle est le facteur dominant de la propagation du feu.

92. — Tels sont en somme les éléments, les phases d'un feu. Ainsi ne se préoccupe-t-on pas en droit, du « feu » mais « des feux ». Il existe par ailleurs des combustions vives qui ne sont pas toujours qualifiables d'incendie mais, qui constituent parfois un feu ou « du feu » et que l'on doit faire entrer dans le cadre du droit et de l'assurance. Il reste alors à faire application de cette analyse du feu, en étudiant divers phénomènes pris en considération par le droit; il s'agit parfois de feu et non d'incendie, ce sont :

les dommages électriques,

les accidents de ménage,

les feux de cheminée.

§ 1. — *Les dommages électriques.*

93. — Les accidents provoqués par l'électricité sont extrêmement fréquents, on a pu le constater en étudiant les causes d'incendie. Le législateur s'en est d'ailleurs préoccupé à plusieurs reprises en vue de protéger les travailleurs. Les dommages corporels, qui se présentent aussi souvent que les dégâts matériels, sont dus, en général, à une imprudence de la victime ou d'un ouvrier, alors que les dégâts matériels sont dus principalement à un vice de construction ou à la foudre (3).

94. — Le sinistre peut résulter de la production d'étincelles ou de l'amorçage d'arc électrique par suite de la rupture des fils sous tension, ou du contact d'un fil et d'une toiture métallique, d'installations intérieures mal isolées, de la dérivation anormale d'un courant à haute tension sur des lignes à basse tension, de la détérioration de transformateurs...

Mais ces dommages n'atteignent pas toujours l'importance d'un incendie et ne sont pas forcément qualifiables de feu, nous les classerons par conséquent en deux catégories pouvant d'ailleurs interférer.

95. — 1° Ce sont d'abord les *dommages électriques* « stricto sensu » revêtant des formes très diverses, accompagnés parfois, mais

(3) BEINEIX, Les dommages électriques, thèse, Paris, 1937 : « La responsabilité civile en matière d'accidents et de dommages provoqués par le courant électrique ».

non toujours, d'étincelles : ces dommages se limitent souvent aux effets d'une surtension, d'une surintensité, d'un mélange de phase sur les appareils électriques ou de la mise hors de service des installations électriques. Ou bien il peut se produire des phénomènes d'électrolyse qui ne sont pas une combustion vive et l'on constate souvent les méfaits des courants dits « vagabonds » : il s'agit de l'électricité provenant des rails de chemins de fer par lesquels s'effectue le retour du courant ; il arrive alors qu'une fraction du courant quitte ces rails, mal isolés sur une partie du parcours, pour suivre une voie de résistance moins grande ; ces courants altèrent les corps qu'ils rencontrent (conduites d'eau, conducteurs électriques) et provoquent souvent des fuites et des explosions.

En outre, l'électricité engendre des phénomènes d'influence ou d'induction provoquant des ondes parasites.

Par ailleurs, les phénomènes d'électrocution provoquant des dommages corporels, se rapprochent du feu. Ce sont des phénomènes résultant du passage de l'électricité à travers le corps ; or l'électricité, sans être du feu en soi, cause cependant des brûlures, peut engendrer des syncopes, la « mort apparente » et jusqu'à la mort réelle. La quantité d'électricité étant fonction de la tension et de la résistance, la dose capable de produire l'électrocution peut être atteinte avec n'importe quelle tension si la résistance est appropriée.

En résumé, cette première catégorie de dommages électriques ne peut être assimilée à un feu malgré la présence d'étincelles et de brûlures dans certains cas. On n'appliquera donc pas la législation sur l'incendie ; de même l'assureur incendie ne garantira pas ces dommages à titre principal dans la police.

Enfin, doivent être mis à part les dégâts dus à la foudre, la foudre étant une décharge électrique pouvant causer un dommage qui n'est pas toujours susceptible de dégénérer en incendie. Les polices d'assurances peuvent garantir en risques accessoires « les dommages matériels autres que ceux d'incendie causés par la chute directe de la foudre dûment constatée frappant les biens et les objets assurés » : il n'y a donc pas incendie ; mais il doit y avoir fulguration directe.

Si la foudre est source d'incendie, elle entre dans la deuxième catégorie.

96. — 2° En effet, deuxième catégorie de dommages : l'électricité peut causer un « incendie » ; en ce cas, cet incendie entre dans le cadre des garanties normales de la police incendie à titre

principal. D'autre part, du point de vue pénal, il a été décidé (4) que l'incendie provoqué par l'électricité ne peut échapper à la loi pénale sur l'incendie : « Attendu, précise l'arrêt, que les prévenus ont plaidé que l'électricité n'est ni un feu ni une lumière mais plutôt un fluide dont la nature échappe à notre connaissance, mais attendu que l'électricité est à la fois génératrice de chaleur, de lumière, de feu et de force, qu'un court-circuit... produit un incendie apparent et certain de feu, flammes, étincelles, ou incandescence. Attendu que, malgré le silence du Code pénal, la Cour de cassation n'a pas hésité à appliquer le texte de l'article 458 aux incendies provoqués par les flammèches des locomotives ou les étincelles des moteurs à pétrole ». (Il s'agissait d'un ouvrier électricien qui avait provoqué par imprudence un incendie dû à un court-circuit). En effet on ne voit pas pourquoi, l'électricité quand elle cause un incendie n'entrerait pas dans l'application de l'article 458 du Code pénal (abrogé par l'ordonnance du 4 octobre 1945 et remplacé par l'article 483.IV qui a transformé le délit en contravention et devenu l'article R 38 4° du nouveau code pénal) ; sinon, l'on ferait échapper aux prévisions de ce texte les incendies provoqués par l'électricité qui sont pourtant les plus graves. Il avait été cependant décidé, avant cet arrêt (5), que l'article 458 du Code pénal n'était pas applicable à ce genre d'incendie, sous prétexte que l'électricité était une forme d'énergie ne pouvant être identifiée au feu et à la lumière, et que seuls les techniciens pouvaient repérer dans chaque cas les précautions à prendre avec le courant.

D'autre part, l'incendie causé par l'électricité n'est pas forcément soumis à l'application des règles spéciales à l'incendie. Il se peut, en effet, que le feu prenne « directement » dans une toiture appartenant à autrui et non dans le fil électrique (de la société d'électricité ou de l'E.D.F.) : on soumettra alors la société productrice de courant à l'application de l'article 1384, § I, et non à la loi de 1922, car le feu n'a pas pris naissance chez elle.

§ 2. — *Les accidents dits de ménage.*

97. — Ces accidents mettent en relief les distinctions entre les expressions « du feu » et « un feu ». Qu'est-ce qu'un « accident de ménage ? ». Les conditions générales de la police d'assurances type de 1947 ne sont pas très explicites à ce sujet ; celles de 1913 reprises en 1959 donnent quelques détails en excluant « les brûlures aux linges, vêtements, tapis, provenant d'un excès de chaleur,

(4) Dijon, 7 mars 1941, S. 1942.III.

(5) Trib. Rochefort-sur-Mer, 15 janvier 1936, S. 1937.2.88.

sans embrasement, ou d'un accident de fumeur, les dégradations dues au contact ou à l'approche d'un appareil de chauffage ou d'éclairage, la destruction totale ou partielle d'objets tombés ou jetés par mégarde dans un foyer ».

L'accident de ménage peut se définir encore (art. 40 de la loi du 13 juillet 1930) comme l'accident « occasionné par la seule action de la chaleur ou par le contact direct ou immédiat du feu ou d'une substance incandescente, s'il n'y a eu ni incendie, ni commencement d'incendie susceptible de dégénérer en incendie véritable ». La définition, comme toujours, est négative et l'on ne peut guère donner des accidents de ménage que des exemples ; ainsi, ce sera la chute de cendres d'une cigarette sur un vêtement ou un tapis, une allumette ou un tison provoquant un trou sans produire d'embrasement, une brûlure à une robe par contact avec le charbon incandescent d'une grille de cheminée. Ont été aussi classés par la jurisprudence dans cette catégorie : un excès de chaleur entraînant un bris de glace, le fait qu'une perle soit tombée par mégarde dans une cheminée (6) ; tous ces accidents sont provoqués par le feu, mais ils ne constituent pas « un feu en eux-mêmes ».

99. — Les accidents de ménage sont exclus de la garantie ordinaire des polices d'assurances. Pourquoi ? C'est qu'on présume que l'assuré recherche dans l'assurance « la protection de son patrimoine contre les effets d'un incendie qui pourrait en faire disparaître la substance, ou tout au moins en diminuer sensiblement la valeur, et non une indemnisation des brûlures que les assureurs désignent sous le nom d'« accidents de ménage » et qui se produisent « inévitablement » dans tous les intérieurs » (7).

La prime ordinaire est en effet fixée en fonction d'un risque (incendie) de caractère beaucoup plus aléatoire que le risque « accidents de ménage », dont la couverture pourrait être assimilée à une assurance « entretien ».

En outre, on a pu craindre des abus dans ce domaine : ira-t-on jusqu'à garantir le rôti qu'une ménagère inattentive a laissé brûler ?

100. — La jurisprudence sur les « accidents de ménage » est moins fréquente maintenant qu'on ne pourrait le croire et la définition de tels sinistres revêt moins d'importance actuellement, car, si l'article 40 de la loi du 13 juillet 1930 a pris le soin de les

(6) Trib. Seine, 8 février 1889, S. 1889.2.175.

(7) Cours Ecole Nationale d'Assurances (« Incendie ») : cours « C ».

exclure expressément, de nombreuses compagnies consentent cependant à les garantir moyennant une faible surprime (à l'exclusion des accidents de fumeur trop nombreux).

Les décisions les plus fréquentes sont antérieures à la loi du 13 juillet 1930. On peut alors distinguer deux périodes dans la jurisprudence.

— La première période précédant la loi de 1930, est elle-même caractérisée par une dualité de décisions :

Les unes, en faveur des compagnies d'assurances, soustraient à la garantie des polices incendie ces « accidents de feu » ; la Cour de Paris le 31 janvier 1882 (8) estima que l'assurance ne couvrirait pas les accidents causés par un excès de chaleur, résultant de ce que les appareils de chauffage ou d'éclairage ont été mal réglés, alors que le feu ne s'était communiqué à aucune partie du mobilier ; le tribunal de la Seine, le 30 janvier 1885 (9) jugeait dans le même sens au sujet de la destruction d'une perle qu'on avait laissé tomber par mégarde dans le foyer d'une cheminée ; il déclarait encore le 13 janvier 1888 (10) que l'assureur incendie ne doit aucune indemnité pour une glace brisée par la chaleur d'un poêle. On peut encore citer de très nombreuses décisions en ce sens intervenues dans des espèces analogues (11).

Cependant, d'autres juridictions, à la même époque, décident au contraire que ces accidents entrent dans le cadre de la police incendie : pour qu'il y ait incendie du point de vue de l'assurance, il n'est pas nécessaire, dit-on alors, qu'il y ait combustion ou embrasement susceptible de se propager, il suffit que le feu ait été mis accidentellement en contact avec l'objet assuré et par suite de ce contact ait exercé son action destructrice (Paris, 25 octobre 1895 et 27 novembre 1896 (12) au sujet de la perte d'une boucle d'oreille tombée accidentellement dans une cheminée). D'après cette jurisprudence, tout accident, si peu important qu'il soit, était couvert du moment qu'il était causé par l'action directe du feu : « Attendu que, si dans le langage ordinaire, le mot incendie suppose un

(8) S. 1882.I.160.

(9) Journal des assur., 1885, p. 30.

(10) Journal des assur., 1888, p. 249.

(11) Trib. Toulouse, 12 mars 1883, Jour. des Ass., p. 1. Tribunal de paix de Paris, 8 mars 1895 (Jour. ass., 1895, p. 221). Tribunal de commerce de la Seine, 26 septembre 1896 (Jour. ass., 1897, p. 72) au sujet de la rupture et de la chute d'un bec de gaz brûlant sur un morceau de soierie se trouvant à un étalage ; Tribunal de paix de Paris, 22 décembre 1899 (Journ. des ass., 1900, p. 55) à propos des cendres d'une cigarette.

(12) S. 1897.2.245.

embrasement considérable, il s'applique en matière d'assurance à tout accident, si peu important qu'il soit, causé par l'action directe du feu (13).

C'était aller assez loin dans ce domaine et donner au terme d'incendie en assurance une extension injustifiable et illimitée : il est en effet indispensable de distinguer l'incendie et les accidents causés par le feu. C'est en outre une application de la différence entre les expressions « du feu » et « un feu ». Les accidents de ménage ne constituent jamais « un feu », mais comportent souvent « du feu » en eux-mêmes. Enfin, les compagnies d'assurance incendie ne doivent pas être considérées comme des compagnies d'assurance contre tous les accidents dus au feu.

101. — Aussi la loi du 13 juillet 1930 et les polices d'assurances ont-elles écarté la garantie automatique de ce risque. Mais il fallait alors désormais une limite supérieure en quelque sorte, à l'accident de ménage et le problème posé à la jurisprudence changea. C'est la deuxième période de cette jurisprudence. L'article 40 ajoute en effet : « ... s'il n'y a eu ni incendie ni commencement d'incendie susceptible de dégénérer en incendie véritable ». Quand cesse l'accident de ménage non garanti ? Quand y a-t-il commencement d'incendie garanti ? C'est une question qu'on retrouvera en abordant la « notion d'incendie » elle-même et pour laquelle les auteurs ne sont pas toujours d'accord. Certains considèrent qu'il y a incendie quand un feu enflamme des *biens quelconques hors de son foyer normal*, la seule production de flammes hors de ce foyer suffisant à constituer le commencement d'incendie ; d'autres estiment qu'il faut en outre que les témoins aient eu la crainte de ne pouvoir arrêter le développement du feu.

102. — Nous nous bornerons pour le moment à la constatation suivante : si le bien assuré n'est pas la proie des flammes, il y a accident de ménage ; s'il y a flamme ou embrasement, si peu important soit-il, il y a commencement d'incendie ou tout au moins feu, inclus dans la notion d'incendie en matière d'assurances (même s'il ne peut, faute d'aliment, dégénérer en incendie).

103. — En assurance, la notion juridique de feu entre en ligne de compte, au même titre que celle d'incendie ; on peut en outre le vérifier par l'étude d'un autre phénomène particulier qu'on appelle un « feu » et qu'on assimile à « l'incendie » c'est le *feu de cheminée*.

(13) Trib. Seine, 8 février 1889, S. 1889.2.175.

§ 3. — *Le feu de cheminée.*

104. — Le feu de cheminée entre dans le cadre de l'assurance et de la responsabilité locative. C'est un phénomène intéressant à étudier, car il est mal connu et ne fut examiné que par quelques rares spécialistes. Pourtant, « les feux de cheminée sont une cause de soucis pour les propriétaires et gérants d'immeubles de rapport, non pas tant par les pertes matérielles qu'ils entraînent et qui sont généralement couvertes par l'assurance, que par les conflits désagréables qu'ils suscitent avec les locataires : expertises, voire judiciaires, privation de jouissance... » (14). Pour les compagnies c'est la cause de nombreux sinistres (à Paris et dans la région parisienne, pour une compagnie importante, on compte annuellement de 800 à 900 feux de cheminées ; 35.000 feux de cheminées sont déclarés en France par an et les pertes dépassent un milliard d'anciens francs).

Avant de définir le feu de cheminée, il le faut situer parmi les différents dégâts pouvant survenir à un conduit de fumée. On a eu souvent tendance à confondre avec le feu de cheminée certains phénomènes qui s'en rapprochent ; les conséquences juridiques de cette confusion sont importantes : en effet, c'est au feu de cheminée seul, qu'on appliquera la garantie incendie et les règles spéciales à l'incendie (art. 1733).

105. — Il existe d'abord des dommages qui, n'étant pas des feux de cheminées, ne sont pas pris en charge par les compagnies ; ce sont des accidents sans feu : tels les dommages de surchauffement produits par le simple fait d'un feu trop intense dans le foyer pour la résistance des poteries (les poteries ordinaires craquent au-delà de 250 degrés, les conduits industriels doivent être construits en briques pour mieux résister). Mais le surchauffement et le feu de cheminée ne se constatent souvent qu'après coup ; or le locataire en cas de surchauffement sera responsable en vertu de l'article 1732 (preuve de l'absence de faute) et il ne sera pas garanti par l'assurance incendie ; s'il y a feu de cheminée, au contraire, il sera couvert par l'assurance, et responsable en vertu de l'article 1733 (sauf à prouver la cause étrangère). Quels critères appliquer dès lors ? On a pu en indiquer quelques-uns qui ne sont d'ailleurs pas dénués d'arbitraire (15) :

Les fissures du feu de cheminée sont souvent continues, en coup de sabre, les plâtres durs, et généralement les dommages sont plus

(14) J. DESCHAMPS, *Le feu de cheminée*, Actualité juridique, 12 juin 1956.

(15) LHERITIER et GUILLEMOT, *Manuel de l'Expertise Incendie*.

importants dans les parties supérieures du conduit ; les fissures de surchauffement sont décrochées, faïencées et avec des dégâts d'autant plus importants qu'ils sont plus rapprochés du foyer qui les a causés ; celles du feu de cheminée sont blanches à l'intérieur dans toute l'épaisseur de l'enduit, celles du surchauffement grises ou noires suivant l'ancienneté.

Une nouvelle difficulté intervient ; la vétusté et les dommages de tassement présentent souvent le même aspect que les dommages dus au feu de cheminée, ce qui est une source d'erreurs fréquente. Il se peut aussi que les conduits soient fissurés à l'origine, ou bien encore, que des dommages d'humidité se produisent : il n'y a pas forcément feu de cheminée ; il en est de même pour les dommages de bistre, qu'il faut d'ailleurs distinguer de la suie et du calcin (16).

Le dommage de bistre n'est pas un feu de cheminée et n'entre pas dans l'application de l'article 1733. De plus il n'est pas couvert par les polices d'assurances.

Il existe également d'autres dommages, qui peuvent être garantis, mais n'entrent pas dans la définition du feu de cheminée : ce sont les dégâts causés par les explosions, fréquentes actuellement en raison de la nature des combustibles employés.

106. — Enfin, quant au feu de cheminée lui-même, c'est une inflammation des poussières et calcins déposés le long des parois intérieures des conduits de fumée, qui peut se produire avant ou après le ramonage. Les feux de cheminée se manifestent en général extérieurement par une fumée anormale, un fort ronflement, et une odeur de suie brûlée. Ils peuvent requérir l'intervention des pompiers, mais il y a également des débuts de feu de cheminées, comme il peut se produire des commencements d'incendie, qui s'arrêtent d'eux-mêmes. Le feu de cheminée est considéré juridiquement comme un incendie. On peut d'ailleurs discuter cette qualification, car on l'appelle un « feu » et s'il peut dégénérer en incendie cela n'arrive pas forcément ; il existe donc plusieurs différences entre le feu de cheminée et l'incendie en général. A notre avis les critères d'autonomie sont les suivants :

(16) *Le bistre* est une matière goudronneuse résultant de la distillation des combustibles et pouvant imprégner la poterie en la rendant poreuse quand le tirage est trop lent ; c'est un produit composé de vapeur d'eau, d'acides et alcools, de goudrons légers, il n'est plus combustible et résiste au ramonage. *La suie* est le produit d'une combustion incomplète, elle se compose de carbone pur, cendres et poussières ; elle part au ramonage et n'est pas combustible, mais les poussières peuvent le devenir. *Le calcin*, produit de distillation également, se compose d'éléments combustibles, résiste au ramonage et prend feu au cours du feu de cheminée.

Le feu de cheminée ne se constate bien souvent *qu'après coup*, on ne s'en aperçoit pas toujours sur le moment, alors que l'*incendie* est suffisamment dangereux et *visible* pour qu'on s'en inquiète de suite (s'il y a des témoins).

D'autre part, le feu de cheminée ne produit en principe de dégâts qu'aux conduits de cheminées ; il n'y aura donc incendie véritable que si le feu brûle et cause des ravages quand les flammes s'étendent hors du conduit.

107. — Il reste encore deux points à envisager pour faire entrer le feu dans le cadre du droit en général :

1° En droit pénal nous verrons que « la mise à feu » suffit parfois pour l'application de la loi. Cependant, appliquant les distinctions entre étincelle, flamme, feu, etc... on constatera aussi qu'il n'y a pas encore feu quand l'incendiaire tient l'allumette à la main, le feu apparaîtra seulement, au sens juridique, quand cette allumette entrera en contact avec le matériau à brûler.

108. — 2° Il faut enfin envisager le feu juridiquement sous l'angle du risque atomique. On a vu, d'un point de vue technique, que le risque de feu existait dans l'industrie nucléaire. Il faut alors faire entrer la définition technique du feu dans le cadre théorique de l'assurance-incendie. Quelles sont les relations éventuelles entre cette assurance et les dégâts causés par l'énergie atomique ? (17).

Du point de vue de l'assurance incendie, ce risque se manifeste sous quatre formes :

— sous forme de chaleur dégagée par l'emballlement du réacteur : il peut y avoir feu et incendie.

— sous forme de combustion lente.

— sous forme de contamination indirecte de l'objet assuré, ensuite d'un incendie ordinaire (notamment quand des matériaux radio-actifs ont été libérés de leur enveloppe de protection).

— sous forme de contamination par radiation directe de l'objet assuré.

Le premier et le troisième cas devraient entrer normalement dans la notion de feu telle que l'entendent les assureurs. La combustion lente et la contamination directe n'étant pas des feux du point de vue technique, ne le sont pas non plus en termes juridiques, et ne doivent pas en principe entrer dans le cadre de l'assurance incendie et des lois spéciales à l'incendie.

(17) PARETTE VIGNERON, Rev. gén. ass. terr., 1957, p. 121.

Bien entendu, il serait cependant loisible aux assureurs de garantir ces dégâts, et cela est d'ailleurs prévu par la police-type élaborée à la suite de l'adhésion des assureurs au Pool atomique ; mais toutes ces questions ne sont qu'à l'état de projet. Là encore le feu perd son autonomie, plus que partout ailleurs, du fait de son étroite combinaison avec d'autres phénomènes et il est peu probable que dans l'avenir les règles spéciales à l'incendie puissent s'y appliquer, étant donné la gravité et l'extension du risque.

D'ailleurs, les polices actuelles excluent, en général globalement et sans préciser s'il s'agit ou non de feu, « les dommages résultant des effets directs ou indirects d'explosions, de dégagement de chaleur, d'irradiation provenant de transmutation de noyaux d'atomes ou de la radio-activité ainsi que les effets de radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules ».

109. — Telles sont donc les différentes formes sous lesquelles le feu est entendu, du point de vue juridique. Il fallait les étudier avant de définir la notion d'incendie même. On a donc examiné les dommages électriques soumis, tantôt à la législation sur l'incendie, tantôt au droit commun, les accidents de ménage provoqués par le feu mais ne constituant pas un incendie eux-mêmes, le feu de cheminée, moyen-terme, si l'on peut dire, entre le feu et l'incendie, la mise à feu prise en considération par le droit pénal, enfin le feu dans le risque atomique et par rapport à l'assurance incendie.

110. — Mais il existe en outre quelques phénomènes particuliers, comme la combustion spontanée, les coups de poussières, la déflagration, intermédiaires entre l'explosion et le feu. Le problème se pose à leur sujet de savoir si juridiquement on doit les assimiler au feu et à partir de quand. C'est l'étude du feu *dans le temps* que nous retrouverons d'ailleurs pour l'incendie.

Section 2.

ETUDE SUR LE POINT DE DÉPART DU FEU.

111. — Quel est le point de départ juridique du feu ? Y a-t-il différentes phases dans le feu ?

§ 1. — *La combustion spontanée.*

112. — On a vu qu'il existait plusieurs sortes de combustions : la combustion lente et la combustion vive, cette dernière seule pouvant être considérée comme du feu. (La frontière entre les

deux combustions est d'ailleurs fragile). Il existe encore une troisième sorte de combustion : la *combustion spontanée*. C'est une combustion vive issue parfois d'une combustion lente. Il est en effet des cas où les corps se présentent sous une forme très divisée ou poreuse et offrent à l'oxygène de grandes surfaces d'action ; l'oxydation est alors très rapide. Si les corps sont entassés, la chaleur ne peut se dégager, la température atteint alors le *point d'inflammation* et ces corps prennent feu. Or la fermentation ou la combustion lente sont exclues des garanties de l'assurance incendie, alors que la combustion spontanée est couverte et soumise en outre aux règles spéciales à l'incendie : c'est en effet un incendie sans causes extérieures, un cas typique de « fait actif de la chose ». Les difficultés inhérentes à la notion juridique de ce feu sont de deux sortes.

113. — 1° Quand la combustion spontanée est issue d'une combustion lente, c'est d'abord la difficulté qu'auront les assureurs à discriminer après coup les dégâts causés par la fermentation (non assurée), et ceux causés par la combustion spontanée. Les dégâts causés par le feu sont en principe relativement peu importants puisque par hypothèse le feu n'a pu s'attaquer qu'à des matériaux déjà altérés et décomposés par la fermentation (18).

114. — 2° Une autre difficulté consiste à déterminer le point de départ du feu. Il se peut en effet que « le feu couve » pendant un certain temps, sans qu'on s'en aperçoive. Du point de vue technique, il suffirait de calculer suivant les données de chaque espèce, le point d'inflammation et d'établir à partir de quand le degré de température nécessaire en fonction de la masse entassée, est atteint. Il est évident qu'on ne peut le connaître dans la pratique ; aussi le feu considéré du point de vue juridique, accusera-t-il un certain retard sur le feu considéré du point de vue technique ; en effet il y aura feu quand celui-ci aura été apparent (il est impossible de le constater autrement). C'est donc l'apparition des flammes qui déterminera son point de départ.

115. — Un autre phénomène caractéristique prête également à discussion, c'est : l'*inflammation spontanée des poussières*, qui peut être parfois le point de départ d'un feu ou d'un incendie.

§ 2. — *L'inflammation spontanée des poussières.*

116. — L'inflammation spontanée des poussières et le « coup de poussières » doivent-ils être assimilés au feu ou à l'explosion ? On

(18) Amiens, 14 mai 1898, jour. ass., 1899, p. 39.

parle, en effet, parfois, d'explosion des poussières. A partir de quand dira-t-on qu'il y a feu ? Question difficile s'il en est, car il n'existe pas de règle générale en ce domaine ; tout dépend des circonstances de fait. Le feu véritable, peut naître, soit de suite, soit bien après cette inflammation. De plus, peut-on dire que l'inflammation soit un feu ? Sans doute peut-il paraître vain d'opérer une distinction entre inflammation et feu ; il semble pourtant que le feu soit le *résultat apparent et éventuellement durable de l'inflammation*. Il faut donc introduire ici le facteur « temps » ; l'inflammation n'est qu'un phénomène ultra rapide, présentant, par cette spontanéité même, une grande analogie avec l'explosion. Si l'inflammation spontanée des poussières n'est qu'éphémère et n'engendre pas d'incendie, on ne peut donc la soumettre à la législation propre à ce phénomène. Il en est de même pour un autre phénomène de nature douteuse qu'il reste à faire entrer dans le cadre juridique : c'est la *déflagration*.

§ 3. — La déflagration.

117. — La déflagration est aussi définie comme l'inflammation rapide de la substance explosible, la réaction brutale d'un corps sur un autre ou sa décomposition. Ce n'est en général que la *première phase* d'une catégorie particulière d'explosions, les explosions issues d'un phénomène chimique. Là encore il peut y avoir combustion vive, il n'y a pas forcément « feu ». La déflagration ne sera un feu que dans les cas où elle prendra la forme d'une explosion de flammes consumant tout, ou d'une combustion très active, en présence d'une masse de corps combustibles, avec projection d'étincelles en tous sens.

MM. Richard et Maucorps. (19) ont toutefois soutenu que l'explosion d'un produit détonant est un fait d'incendie. L'erreur est justement de croire qu'il suffit qu'un accident ait la combustion vive comme cause initiale, pour que cet accident soit un incendie.

118. — En dernier ressort, il semble intéressant de donner un exemple récapitulatif, montrant la différence entre le feu et d'autres phénomènes, et expliquant *le point de départ* du feu. Cet exemple sera tiré d'un rapport d'expertise, prouvant qu'il est parfois possible de déterminer après coup si une explosion a été précédée ou non d'un début d'incendie.

(19) RICHARD et MAUCORPS, Traité de la responsabilité civile en matière d'incendie, 1883.

Une explosion était survenue dans le sous-sol d'une pharmacie, endommageant un immeuble et, faisant plusieurs victimes. Un expert fut commis aux fins de déterminer les causes du sinistre et dire si l'explosion survenue était due ou non à un incendie préalable. Ce technicien avant de conclure à un incendie initial et sans d'ailleurs en découvrir les causes, donna d'abord certaines précisions, qui nous seront utiles pour comparer le point de vue de la technique et celui du droit.

L'expert définit l'incendie comme :

« toute flamme, quelle qu'en soit la cause, l'origine et le véhicule, dont la propagation et les conséquences peuvent provoquer un préjudice » (mélange bizarre de technique et de droit assimilant une flamme à un incendie et mettant cependant en valeur la notion de préjudice), et l'expert ajoute : « ...une inflammation ou déflagration d'un mélange combustible, et une explosion ou détonation de ce mélange, ne sont, l'une et l'autre, qu'un même phénomène chimique. Seuls diffèrent : 1° *la vitesse avec laquelle se propage la combustion* (quelques Dm/sec. pour la déflagration, 1.000 à 2.000 m/sec. pour l'explosion, d'où la différence des effets produits) ; 2° *les limites du rapport carburant-comburant* dans lesquelles s'effectuent ces réactions (ce sont les limites d'inflammation dans le cas de la déflagration, et d'explosion dans le deuxième cas), les limites d'inflammabilité étant en général plus larges que les limites de détonation ou d'explosion ; 3° *le mécanisme intime de leur propagation* : (transmission par conductibilité thermique dans le premier cas, par échauffement résultant d'une compression adiabatique dans le second).

Inflammation et explosion peuvent d'ailleurs être causées par les mêmes agents — le temps qui précède la dégénérescence de la déflagration en explosion est plus ou moins long. L'explosion peut se produire une fraction de seconde après le départ de la flamme, comme elle peut avoir lieu plusieurs secondes, voire des minutes, après le début de la propagation de la flamme.

Mais l'explosion peut aussi être amorcée autrement que par une flamme (éclatement d'un détonateur, arrivée d'un projectile à vitesse supersonique).

Dans l'espèce visée, il existait à l'endroit du bâtiment où s'était produit le sinistre un mélange d'air et de vapeurs d'éther répandues sur le sol.

Or, cette inflammation s'est nécessairement produite étant donné : 1° la quantité d'éther retrouvée après le sinistre et les limites d'inflammabilité du mélange ; 2° la nature du sol de la

cave : de la terre battue poreuse, favorisant donc le maintien d'une concentration susceptible de propager une onde de déflagration ; 3° l'absence de tous autres facteurs d'amorçage possible ; 4° le bourdonnement sourd entendu par des témoins, plusieurs secondes avant l'explosion et qui ne pouvait être dû qu'à la propagation de la flamme, et aux turbulences que créent les gaz brûlés et chauds ; 5° le fait que les victimes aient été « brûlées » (l'explosion seule les aurait simplement commotionnées).

CONCLUSION.

119. — De cette étude générale sur le feu, il est apparu que les points de vue technique et juridique ne se recourent pas exactement.

Techniquement parlant, le feu n'est qu'une combustion vive ; c'est, pour nous, un matériau de base. Quand on veut faire entrer cette notion de combustion dans le cadre juridique, on lui donne le nom de feu ; on la divise en plusieurs composantes et variantes : incandescence, étincelle, flamme..., et on attribue au feu différentes appellations : dommage électrique, feu de cheminée, accident de ménage... Alors se produit *un hiatus entre la science, la technique et le droit* ; il existe une notion « juridique » de feu (on observe d'ailleurs souvent ce hiatus dans les rapports d'expertises) : pour les chimistes ou physiciens, souvent, on ne doit pas faire de différence entre combustion lente, ou vive, car il s'agit toujours de la même réaction de combinaison entre l'oxygène et un autre corps. Mais en droit, le feu revêt un aspect complexe, divers, élaboré. Par exemple, en assurance : l'assureur ne garantit pas la combustion en soi (malgré la rédaction imparfaite de certains textes) ; sans cela jusqu'où irait-on ? Il garantit le feu au sens juridique, c'est-à-dire la combustion « vive » seule, sous certaines formes.

120. — En résumé, la notion « juridique » de feu est déterminée par différents facteurs dont la plupart sont purement subjectifs. Ce sont :

l'apparence (on n'applique une règle de droit qu'à une chose qu'on a effectivement constatée),

l'étendue spatiale (une minuscule étincelle n'est pas un feu bien que ce soit une combustion vive),

la durée (distinction entre l'inflammation et le feu lui-même).

Ces trois facteurs mettent en lumière le défaut de similitude entre la notion « juridique » et la notion « scientifique » de feu. Ici apparaît bien la différence de vues entre une science désinté-

ressée et une technique comme le droit : en droit le feu ne nous intéresse qu'en tant qu'il *nous touche* et nous cause des dommages.

121. — Il est d'autant plus utile d'isoler, du point de vue juridique, la notion de feu de la notion d'incendie, qu'elles ont été fréquemment confondues (certains textes emploient indifféremment l'un ou l'autre).

122. — De la notion de feu, nous passons alors à la notion d'incendie, et la frontière est souvent bien fragile entre les deux. On verra que le langage juridique est parfois mal adapté à la réalité physique. Pourquoi ? A notre avis, parce qu'un même mot, le mot « incendie » a un sens très différent suivant la qualité, ou même la tendance simplement, de celui qui l'emploie.

Le feu intéresse toutes sortes de domaines dans lesquels il est considéré de points de vues différents.

La science pure (physiciens, chimistes).

La technique (ceux qui créent et contrôlent le feu : ingénieurs dans l'industrie, et ceux qui le combattent sapeurs-pompiers).

L'assurance (qui garantit les conséquences du feu).

L'expertise (qui l'évalue).

Le Droit.

Pour les uns, l'incendie et le feu sont un même phénomène : une combustion, une oxydation. La synthèse de l'eau est elle-même une oxydation.

Pour les autres, l'incendie, comme le feu, est une combustion vive.

Pour d'autres encore, le feu n'est un incendie que lorsqu'il est dangereux.

Enfin, les juristes précisent : le feu n'intéresse le droit que lorsqu'il crée une responsabilité (ou exonère de la responsabilité).

Nous devons donc, pour définir l'incendie, tenter d'accorder ces points de vue différents, en créant des *critères* logiques qui ne choquent pas la science et satisfassent le Droit.

TITRE II

L'INCENDIE

123. — La langue française plus précise ici que la langue anglaise, qui ne dispose que du mot « Fire », fait une distinction entre les termes de *feu* et d'*incendie*. « Si l'action du feu est nécessaire pour qu'il y ait incendie, l'incendie ne comprend pas tous dommages causés par le feu ni même toutes détériorations ou destructions par le feu » (1). La loi de 1922 ne s'applique pas à toutes les communications du feu à la propriété voisine, mais seulement à celles qui se sont faites par l'*extension* d'un incendie, déclare M. Schumann, rapporteur de cette loi. Textes, auteurs, jurisprudence, ont consacré cette distinction, tel un arrêt de la Cour de Poitiers du 19 février 1930 (2) : « En général l'*incendie* est engendré par le *feu*, mais cette circonstance propice à l'équivoque et à la confusion justifie précisément la nécessité, en raison même de l'intérêt que leurs conséquences comportent, d'établir les distinctions qui les caractérisent respectivement... Que spécialement il en découle que les causes du feu ne doivent pas être confondues avec celles de l'incendie », et l'arrêt de tirer de cette distinction la conséquence peut-être critiquable : « que malgré leur étroite corrélation, ces causes pourront être facilement divisées et fournir des sources distinctes de responsabilité ».

Le feu est l'acte originaire, l'incendie en est une forme, un résultat ; c'est une notion plus subjective, élaborée à partir du feu, mais manquant de précision.

(1) PICARD et BESSON, Traité des assurances terrestres, t. III, p. 10.

(2) S. 1930.2.51.

124. — Seul élément de recherche dont on dispose, la jurisprudence se révèle parfois contradictoire. Elle s'est d'ailleurs peu préoccupée de la « définition » de l'incendie. Les critères adoptés, les composantes de ce phénomène varient souvent d'un arrêt à l'autre. Le problème est donc d'en dégager *les constantes*, et de former un *dénominateur commun*. Or, dans les définitions tentées jusqu'alors, les unes utilisent un critère que d'autres rejettent et inversement. Il faudra donc opérer un choix : on passera dès lors en revue les différents critères invoqués. On les résumera au nombre de quatre et on leur donnera la dénomination de :

Critère de *grandeur*, de *danger*, de *destruction*, d'*anormalité*. Ces critères se subdivisent eux-mêmes, revêtent des nuances, s'interfèrent souvent et la plupart du temps se cumulent, les uns ayant plus d'importance que les autres.

On retrouvera par ailleurs, une question déjà examinée pour le feu, celle du *fait antérieur* et, plus précisément pour l'incendie, du *lien de causalité* ; question qui en recouvre à son tour une autre : celle des phases de l'incendie (on l'étudiera dans un deuxième chapitre).

CHAPITRE PREMIER

LES CRITERES DE L'INCENDIE

Section 1.

LE CRITÈRE DE GRANDEUR.

125. — Le premier critère qui saute aux yeux, et par là même peut se révéler trompeur, est un critère de grandeur. C'est celui du langage courant, dont nous partirons, suivant toujours la même méthode, pour aboutir par « *approximations successives* » à des critères plus juridiques.

Quand on parle d'un incendie, on envisage toujours quelque chose de « grand » : c'est la conception du Larousse (« feu qui se développe sur une étendue considérable »), du Littré (« feu très grand, très étendu, surtout celui qui consume les édifices, des forêts, un vaste amas de matières »). C'est aussi, à l'origine, la conception de certains auteurs. Quelques décisions de jurisprudence se sont d'abord contentées de reproduire la définition des dictionnaires, sans autres précisions (3). Conception primaire, en tout cas subjective.

Que recèle ce concept en soi ? Quelle est son utilité pratique pour la définition de l'incendie ? Quelles critiques peut-on lui adresser ?

(3) Trib. Seine, 8 février 1889, S. 1889.2.175.

126. — Avant d'aborder ces discussions, remarquons l'inutilité de certaines précisions de vocabulaire qu'on a voulu apporter (ne serait-ce que dans l'article 40 de la loi du 13 juillet 1930) et qui se révèlent en réalité des redondances : conflagration ou embrasement n'apportent rien de plus à la définition.

§ 1. — *Analyse du critère.*

127. — Le critère de grandeur implique à lui seul plusieurs éléments : grandeur signifie en effet *importance*, *étendue*, *extension*. On dira par exemple que « c'est bien l'incendie qui, par sa seule *extension*, cause des dommages... ». Ou encore, l'on parlera de « l'embrasement d'un bien, tel qu'il menace de *s'étendre* ». Et c'est aussi l'*intensité* : MM. Richard et Maucorps emploient l'expression : « d'un embrasement appréciable dans sa durée et son intensité ».

128. — Il s'agit donc, en premier lieu, d'un critère spatial : dans l'esprit des auteurs et de la jurisprudence, c'est un feu qui, d'une part, doit s'étendre sur une certaine surface et, d'autre part, consumer un certain nombre de choses ; ainsi apparaît la notion d'importance du sinistre et l'on voit tout l'intérêt de la disposition matérielle des lieux. Ce critère de l'*importance* de la surface consumée était bien visé à l'origine par les rédacteurs de la loi du 7 novembre 1922 qui, tout d'abord, ont été effrayés par l'*importance* de l'incendie. De plus, ils ont très nettement pris en considération l'incendie de choses représentant une « grande surface » ou une « certaine importance ». MM. Ruffier et Duquaire avaient d'abord pensé aux *bâtiments*, puis l'on demanda l'extension de la loi « *aux forêts* » (il s'agit toujours de grands espaces) et enfin seulement, aux *meubles* en général.

Il est également certain que les rédacteurs du Code civil ont eu en vue l'importance de l'incendie, puisqu'ils traitent principalement de l'incendie des immeubles, biens susceptibles, par hypothèse, de brûler sur une grande surface (art. 1733 et 1734).

129. — Une deuxième composante vient s'ajouter implicitement à ce critère : c'est le facteur du *temps*, de la *durée* ; de spatial, le critère devient *temporel* : MM. Richard et Maucorps parlent d'« un feu appréciable dans sa durée », nous retrouvons, entre autres, la distinction entre inflammation et feu, mais à un échelon supérieur.

La jurisprudence a même pris soin de préciser : « en tenant pour certain qu'une substance explosible (agent de la catastrophe)

n'a pas détonné à l'instant même où la combustion se produisait ; on ne saurait prétendre sérieusement que le trait de temps écoulé entre l'inflammation et l'explosion puisse être considéré comme un incendie » (4).

Il faut au feu le temps d'agir, de se communiquer. Quand un obus explose, il n'y a pas incendie dans cette explosion, pas plus qu'il n'y a incendie dans le canon d'un fusil au moment où le tireur fait partir la cartouche.

L'incendie est en effet une réaction en *chaîne* ; la première combustion vive doit développer une chaleur telle que, soit par contact direct, dit « convexion », soit par dégagement de gaz inflammable, soit surtout par *radiation*, les objets voisins seront eux-mêmes portés à une température suffisante pour devenir combustibles, prendre feu, dégager des radiations et ainsi de suite » (5). Là où il n'existe aucune possibilité de réaction en chaîne, il n'existe aucune possibilité d'incendie.

130. — Le caractère de *progressivité* dépend lui-même de plusieurs éléments.

L'incendie étant un feu qui doit grandir (se développer, progresser), il faut d'abord la présence d'objets voisins. La progression, alors, ne dépend plus que de trois facteurs.

La quantité de matériaux combustibles.

La *qualité* du matériau combustible, qualité considérée du point de vue combustibilité, facilité et rapidité d'inflammation (comparaison entre la combustion d'une balle de laine et celle d'un même poids d'essence).

La *durée* du feu : il faut que le combustible ait le temps de s'enflammer (une feuille de papier passée rapidement dans la flamme d'une bougie sera à peine jaunie, alors que si sa station dans la flamme *dure* un certain temps, elle brûlera complètement).

La *qualité de l'amorce* du phénomène (l'intensité de l'étincelle initiale par exemple).

La transformation d'un feu en incendie peut en outre tenir à une cause extérieure (appel d'air) augmentant soudain la proportion d'oxygène et activant par là-même la combustion.

Enfin, le critère de grandeur peut être précisé par un terme déjà rencontré, celui de « *dynamisme* ».

(4) Aix, 7 mars 1942, D.C. 1943.137.

(5) J. DESCHAMPS, Rev. gén. ass. terr., 1951, p. 5, *op. cit.*

Il faut, en effet, un feu *actif* avec possibilité *d'expansion*. L'incendie est une réaction en chaîne et c'est en somme la forme d'action la plus grave du feu. Le critère d'expansion serait, pour certains auteurs, fondamental.

§ 2. — *Appréciation du critère de grandeur.*

131. — Ce critère n'est évidemment pas exempt de critiques, et quelques auteurs le rejettent expressément.

Suivant la manière dont on l'envisage, il peut prêter à confusion : on peut y voir seulement l'importance du sinistre. Or, en matière d'assurance, ce critère n'a pas toujours à intervenir, le plus petit dégât, s'il y a embrasement, doit en général être couvert ; de plus, si l'on y voit l'importance des matériaux combustibles qui se trouvent alentour et la possibilité d'expansion, on dira que l'automobile, isolée sur une route déserte, et qui brûle sans que le feu puisse se communiquer à rien d'autre, n'est pas la proie d'un incendie, ce qui serait faux de l'avis unanime. Autre critique enfin, et sans doute la plus importante : ce critère manque totalement de précision : il est *relatif* et *subjectif*. A partir de quand dira-t-on que l'embrasement est un incendie ? Cela peut varier suivant les circonstances ; il n'y a aucune limite fixe.

132. — Reste-t-il alors quelque utilité à ce critère et peut-il jouer dans la pratique ? Oui, à notre avis, dans les cas les plus simples : l'on ne dira pas qu'il y a incendie si un morceau de bois isolé brûle dans une cour, mais on dira qu'il y a incendie si un important tas de bois prend feu dans une forêt.

En résumé, il est impossible de ramener l'incendie à la seule mesure de grandeur pour le définir ; le critère de grandeur peut servir, mais il est insuffisant et n'a aucun caractère juridique. Par exemple : on peut faire brûler volontairement un vaste amas de mauvaises herbes, sans qu'il y ait incendie pour autant.

Enfin, l'élément de *grandeur* se résolvant en partie, comme nous l'avons vu, dans la possibilité de propagation, il est donc susceptible d'entrer dans le cadre d'un autre critère, celui de danger, auquel nous arrivons maintenant.

Un exemple aussi récent que célèbre prouve d'ailleurs que ce critère de propagation ne caractérise pas toujours l'incendie : *l'incendie du puits de Gassi-Touil*, en effet, a consisté en une flamme, immense certes et presque impossible à éteindre, mais qui pourtant ne devait pas se propager en surface.

D'après la définition proposée par M. Trasbot et reprise par un jugement du tribunal civil de Lyon du 25 juillet 1946 (6), l'incendie serait « un feu dont les témoins ont la crainte raisonnable de ne pouvoir arrêter le développement et les ravages ».

De cette proposition, on retiendra plusieurs expressions.

— Le mot *crainte*, qui forme notre deuxième critère.

— Le mot *raisonnable*, qui montre à lui seul toute la subjectivité et la relativité de ce critère.

— Le verbe *arrêter*, qui nous amènera bientôt à préciser la notion de *commencement* d'incendie.

— Le terme *développement*, qui reprend très exactement la possibilité d'expansion et précise le critère de grandeur.

— Les *ravages*, qui caractériseront notre troisième critère du point de vue de la responsabilité.

Section 2.

LE CRITÈRE DE DANGER.

133. — La notion de danger est d'instinct prise en considération quand on prononce le mot d'incendie. Dans la langue courante, l'incendie est un « fléau » par son importance, la gravité de ses dégâts et la « crainte » qu'il inspire.

§ 1. — Le critère de danger en droit pénal.

134. — Le critère de danger peut-il distinguer l'incendie du feu ? C'est en droit pénal que la question se pose avec le plus d'acuité ; c'est là qu'apparaît d'ailleurs le plus nettement la combinaison entre les critères de grandeur, d'expansion et de danger. Il faut donc étudier ici, globalement, les différentes conceptions de l'élément matériel du *crime* d'incendie. Parce que le crime d'incendie est dangereux, il est réprimé par la loi pénale, et souvent, plus il est dangereux, plus sévère est la loi.

135. — En droit pénal, la question se présente sous la forme suivante : à partir de quand le crime d'incendie est-il consommé ? Comment caractériser la tentative, distinguer les actes préparatoires et le commencement d'exécution ? Quand y a-t-il incendie par communication ? La loi emploie en effet les mots : « le fait de mettre le feu » (art. 434 du Code pénal). Il semble donc qu'elle

(6) Rev. gén. ass. terr., 1947, p. 66.

fasse abstraction du résultat, que l'auteur est la plupart du temps incapable de prévoir. Or on sait qu'il existe deux catégories d'infractions, et leur régime diffère en certains points.

1° Celles qui consistent en l'accomplissement d'un acte déterminé, abstraction faite du résultat obtenu (délits formels) ;

2° Celles que la loi pénale ne frappe que si le résultat est atteint, le crime n'étant consommé qu'à ce prix (délits matériels).

Dans quelle classe faire entrer le crime d'incendie ? La solution dépend du critère adopté pour l'élément matériel de l'incendie. Si le seul fait de mettre le feu suffit, c'est la première catégorie et les notions de feu et d'incendie se confondent. S'il faut un incendie pour que le crime soit consommé, c'est la deuxième catégorie et l'on devra rechercher un critère.

D'autre part, il est difficile de fixer une limite nette entre la tentative et le délit consommé pour déterminer le désistement volontaire. On peut, en effet, se demander s'il n'existe pas, en cas d'incendie, une phase qui se situerait après l'instant où l'agent a terminé sa tâche, et pendant laquelle le crime pourtant ne serait pas encore consommé.

136. — Différents systèmes ont été proposés pour répondre à ces questions; plusieurs critères ont été inventés.

Selon un premier système le crime d'incendie serait consommé sitôt que le feu a pris aux matériaux incendiaires : en fait il y a consommation dès que le feu est mis à un objet quelconque. C'est bien ce qui semble résulter en effet des termes mêmes de l'article 434 pour chacune des incriminations prévues : « qui-conque aura mis volontairement *le feu* », disent les alinéas 1, 2, 3 et 5, « celui qui en mettant le feu... », alinéas 4, 6, 7. La loi ne se sert pas du mot « incendie ».

D'après Chauveau et Hélie (7) « le crime d'incendie est légalement consommé dès que l'agent met le feu à l'un des objets énumérés par la loi, il n'est pas nécessaire que l'objet ait été détruit, que l'incendie même ait éclaté, le seul fait de mettre le feu suffit pour consommer le crime quel que soit le résultat ».

Il y aurait donc crime, dès que l'auteur a fait tout ce qu'il se proposait de faire ; dès qu'il a, par exemple, jeté une allumette ou un tison embrasé sur des matières combustibles, établi volontairement un court-circuit, ou disposé des matières chimiques qui doivent par réaction provoquer une combustion vive.

(7) CHAUXEAU ET HÉLIE, Théorie du Code pénal, n° 2524.

Mais les « actes préparatoires » et le « commencement d'exécution » sont souvent aussi difficiles à déterminer que la consommation du crime lui-même. Si l'incendie est préparé au lieu où il devra être allumé, que se passera-t-il ? On cite en général l'exemple du commerçant, proche de la faillite, qui fait le projet d'incendier son magasin pour toucher l'indemnité d'assurance. Il dispose les matériaux combustibles en divers endroits, enlève tout ce qu'il désire sauver et attend la sortie de ses employés pour mettre le feu ; une dénonciation survient. Il peut ici y avoir doute sur le commencement d'exécution. Cependant ce commencement d'exécution est plus net dans un autre exemple : une femme, désirant brûler sa maison habitée par des locataires, avait pratiqué une ouverture dans la cheminée du four pour y introduire un fagot de paille dont une extrémité pénétrait dans la cheminée et l'autre était réunie aux chaumes de la couverture, afin que le feu prît dès que quelqu'un aurait chauffé le four. La Cour de cassation, le 20 juillet 1861 (8) estima que « l'individu qui a tout préparé et disposé pour qu'au moment donné le feu prenne nécessairement, soit de lui-même, soit par le concours innocent d'une main étrangère, n'est pas moins coupable que celui qui allume personnellement et directement le feu ».

137. — Dans un deuxième système l'incendie serait consommé dès que le feu s'est communiqué, des matériaux combustibles à l'objet lui-même. Ce système pose une distinction entre les matériaux qui servent à préparer l'incendie, et l'objet, proprement dit, du crime. Toutefois, des précisions doivent être apportées à cette distinction qui se révèle parfois dangereuse et inutile. Il sera souvent impossible de différencier les matériaux de l'objet ; plusieurs auteurs ont déclaré que la caractéristique des matériaux est d'être apportés sur les lieux de l'incendie, si bien (résultat inconcevable) qu'un même tas de paille sera considéré comme « l'objet » lui-même, ou comme « matériau », selon qu'il était déjà sur les lieux du crime, ou que l'auteur l'y a apporté. Les Anglo-Saxons ont d'ailleurs compliqué les choses en introduisant une peine spéciale pour le cas où le feu s'est arrêté à ce qu'ils appellent les objets « intermédiaires ».

Aussi dans ce deuxième système, tout réside en la distinction entre l'incendie ordinaire *allumé directement* et l'« incendie *par communication* ».

(8) D. 1861.I.405.

(On rejettera l'opinion de certains auteurs d'après lesquels l'allumette ou le tison dont se sert le coupable seraient des matériaux incendiaires distincts !)

On arrive alors à cette conclusion que le deuxième système concerne essentiellement l'incendie par communication, crime spécial dans le Code pénal français. L'alinéa 9 de l'article 434 stipule : « celui qui aura *communiqué* l'incendie à des objets énumérés dans les précédents paragraphes, en mettant volontairement le feu à des objets quelconques appartenant soit à lui-même, soit à autrui, et de manière à communiquer ledit incendie, sera puni de la même peine que s'il avait directement mis le feu à l'un desdits objets. »

L'incendie par communication présente donc quatre éléments constitutifs :

1° L'action de mettre le feu à des objets quelconques ;

2° Le fait que ces objets aient été placés de manière à communiquer le feu à l'une des choses énumérées dans les alinéas précédents ;

3° Le fait que le feu ait été réellement communiqué à ces choses ;

4° L'intention criminelle.

C'est la communication seule qui nous intéresse ici. La meilleure preuve qu'il existe bien une différence entre l'incendie pur et simple, et l'incendie par communication, est qu'en cas d'incendie par communication, deux crimes peuvent être réalisés : l'incendie de l'objet par lequel on veut communiquer le feu ; l'incendie de l'objet auquel il doit être communiqué finalement. L'exemple classique est celui du paysan qui brûle sa grange assurée, pour incendier une maison contiguë. Il peut être puni pour « incendie volontaire de sa propre chose » causant préjudice à l'assurance, et il peut être puni également et différemment pour « incendie par communication d'une maison habitée », exemple typique d'un cumul idéal d'infraction.

Un fait unique est poursuivi sous deux qualifications.

À partir de quand peut-on dire que la communication est réalisée ? La doctrine reconnaît presque unanimement que *l'objet doit avoir été atteint par les flammes* ; mais le moment exact de cette communication demeure néanmoins difficile à déterminer : suffit-il qu'une flamme ait effleuré l'objet ? Faut-il que cet objet ait subi un dommage ? Il nous semble que la réponse dépend uniquement des circonstances.

138. — Le troisième système fait intervenir le *critère d'expansion et d'importance* : il faut, pour que l'incendie soit consommé, que se produise un véritable « embrasement ». Les auteurs belges précisent qu'il ne doit plus être au pouvoir de l'incendiaire de se rendre maître du feu (9). Là on retrouve le caractère relatif de ce critère. Pourquoi retarder inutilement le moment de la consommation du crime ? Pourquoi choisir au hasard une phase qui n'est ni le commencement, ni la fin du résultat et qui ne dépend en rien de l'auteur mais du feu seul. Des juristes allemands ont estimé que l'apparition d'une flamme suffisait (on retombe alors dans la définition du feu lui-même). En ce cas la définition du feu suffit du point de vue pénal.

139. — Pourtant un quatrième système a été proposé qui, cette fois, met en valeur le critère que nous avons maintenant à étudier : « *la notion de danger* ». Certains auteurs tels que Wöringen en Allemagne, Garraud en France, pensent que, pour la consommation du crime, il faut qu'un résultat ait été obtenu et ce résultat c'est l'apparition du danger.

Le Droit romain avait principalement en vue la mise en péril des biens et des droits, résultant, non pas du dommage même, mais du simple danger (loi 9 *De Incendio*).

Dès qu'il y a danger, il y a aussi violation des droits et par conséquent un résultat produit ; le minimum de résultat exigible, sera l'apparition du danger, c'est elle qui fixera le moment où le crime est consommé.

On peut dire que le danger apparaît quand l'auteur ne peut plus éteindre le feu tout seul (et on revient au critère précédent), ou bien dès que la propagation du feu semble désormais naturelle et nécessaire (selon Wöringen et Osenbruggen) ; jusqu'à ce moment le crime n'est pas complet et le désistement de l'agent portera encore efficacité.

140. — Ce critère, lui non plus, n'est exempt de critiques dans aucune de ses interprétations. A quel moment précis l'agent n'est-il plus maître du feu ? A quel instant exact le feu se développe-t-il tout seul ? Quand situer l'apparition du danger ?

L'arbitraire règne dans cette appréciation et l'arbitraire doit être banni le plus souvent possible du droit pénal. Dans le crime d'incendie, on peut aller jusqu'à dire que le danger naît, non seulement avec la mise à feu, mais encore avec l'intention même de l'auteur, la présence d'un incendiaire, où qu'il soit, est source de

(9) PRINS, Science pénale, p. 245, note

danger en elle-même. La *menace d'incendie* est d'ailleurs réprimée. Le « danger » semble donc, plus encore que le premier critère de grandeur, essentiellement abstrait et subjectif : le danger compromet la sûreté, l'existence d'une personne ou d'une chose ; mais l'être ou l'objet n'en reste pas moins absolument intact ; le danger est en outre susceptible de degrés. De plus, si, comme Wörling, on admet l'apparition du danger dès que la propagation du feu semble nécessaire et naturelle (ce qui recoupe le premier critère), on élève alors en quelque sorte le feu au rang de « coupable » et l'on donne aux sciences naturelles un rôle auquel elles n'ont aucun droit (10).

Cette notion de danger fait intervenir des circonstances extérieures et rabaisse en quelque sorte le rôle et la responsabilité de l'agent. Aussi, certains auteurs concluent et nous nous y rallions : « au fond, ces formules ne s'éloignent peut être pas sensiblement les unes des autres. L'incendie est réalisé lorsqu'un *embrasement* s'est produit et il devient alors dangereux parce que celui qui l'a allumé n'est plus maître d'arrêter le fléau... La loi punit l'incendie et l'incendie suppose nécessairement que le feu a pris un certain *développement* » (11).

Celui qui, ayant allumé un foyer, une mèche, l'éteint tout de suite après, n'a pas commis le crime d'incendie. Un arrêt a d'ailleurs consacré cette opinion (12) : des détenus avaient pratiqué une excavation dans la maçonnerie formant le seuil d'une porte extérieure de la tour d'une prison. Ils y avaient disposé des éclats de bois qu'ils avaient enflammés, mais avaient ensuite éteint le foyer ; il y avait bien commencement d'exécution, mais ce n'était pas une tentative punissable. A l'inverse, celui qui a mis le feu à des matériaux, alors que ce feu s'est éteint de suite « indépendamment de la volonté de l'agent », a commis le crime d'incendie.

141. — En résumé, à notre sens, on ne peut, du point de vue pénal, attacher au critère de danger l'importance que lui ont donné certains auteurs. Ce critère peut être utile, lorsqu'il s'ajoute aux autres pour les préciser, mais il ne peut, à lui seul, situer la consommation du crime d'incendie.

En droit pénal, ce critère peut en outre posséder une autre utilité, du moins de l'avis de certains (principalement une part de la doctrine allemande) : il peut servir à *classer le crime d'in-*

(10) GAUTIER, Etude sur le crime d'incendie, thèse, Genève, 1884.

(11) GARÇON, Code pénal annoté, article 434, éd. 1959.

(12) Crim., 21 août 1845, D. 1845.IV.502.

cendie dans le système pénal. Puisque la place d'une infraction dans le système pénal dérive de ses éléments constitutifs, quantité d'opinions furent émises au sujet de cette classification. Il semble qu'aucune ne donne satisfaction totale.

L'école allemande est partie du principe que certains actes ont pour la collectivité des conséquences dont on ne peut toujours prévoir la gravité et elle a vu dans ce danger (auquel on ajoute alors le caractère d'« indéterminé ») un élément caractéristique d'une classe spéciale de crimes dits de « *péril commun* », sorte de subdivision des crimes contre la sécurité publique, mais dont l'incendie ferait partie (Code genevois).

Mais, si le danger est, comme on l'a vu, une composante du crime d'incendie, il ne revêt néanmoins pas un caractère assez spécifique pour servir de base à une classification des infractions. En effet : le danger étant variable, si l'on en fait le fondement *unique* de la peine, il faudra alors faire varier la peine avec l'étendue de ce danger ; or, proportionner la peine uniquement à la gravité du danger, c'est tenir un trop grand compte de l'élément objectif, des circonstances extérieures, de la matérialité du délit, et rejeter au deuxième plan la culpabilité de l'auteur. De plus, un grand nombre de délits seraient rangés dans cette catégorie, sans pourtant présenter entre eux aucune autre analogie (tels l'émeute, le brigandage, la fabrication de fausse monnaie).

Aussi, les rédacteurs du Code pénal allemand, ayant écarté le critère de danger, ont-ils trouvé dans la nature de l'élément employé, une base de classification plus solide. C'est le *procédé*, le feu, agent destructeur, avec sa force de propagation irrésistible, qui est typique dans ce crime. L'incendie se rapproche, dès lors, d'autres délits ayant le caractère de fléau, comme l'inondation et l'explosion. Ces trois infractions constitueront dans le Code allemand la catégorie des crimes « *commis avec l'aide des forces de la nature* ».

On retrouve ici l'utilité d'une définition du feu. On retrouve aussi le critère d'expansion. De plus, on découvre le caractère *destructeur*, qui constituera notre troisième critère, en fonction des intérêts lésés ; c'est la base de la classification française.

§ 2. — *Le critère de danger en droit civil.*

142. — Avant d'aborder, avec ce troisième critère, la place du crime d'incendie dans le système pénal français, il faut se demander si la notion de danger, utile certes mais accessoire, en droit

pénal, peut jouer un rôle pour définir l'incendie *en droit civil et en assurance*.

La notion proposée par M. Trasbot, et reprise par certains jugements, était fondée sur « la *crainte* de ne pouvoir arrêter le feu ». Définition à la fois trop indulgente dans certains cas et trop sévère en d'autres cas, pour les assurés (13) : elle pourrait permettre, d'une part, la prise en charge de certains accidents ménagers n'ayant rien à voir avec un incendie ; mais, d'autre part, elle pourrait aussi permettre à la compagnie de se décharger de véritables dommages d'incendie, non susceptibles de propagation parce que l'expression « crainte raisonnable » ne veut pas dire grand chose. Le mot de « raisonnable » montre assez sa relativité ; en outre, des témoins ne sont pas toujours présents et l'on ne constate fréquemment l'incendie, qu'après coup. Il faudrait en ce cas modifier l'expression et dire que des témoins « auraient eu » la crainte raisonnable de ne pouvoir l'arrêter ; il semble alors qu'on entre dans le domaine de la fiction. Et puis, est-ce sur l'apparition ou sur l'intensité du danger, qu'il faudrait se fonder pour différencier le feu et l'incendie ?

Une étincelle en soi est toujours dangereuse ; un feu normal est aussi dangereux, car on peut s'y brûler, pourtant il ne s'agit pas là d'incendie. De plus il est des feux dont on est sûr de pouvoir arrêter les dégâts, ou dont on n'a rien à craindre, car ils sont isolés (par exemple une motocyclette brûlant sur une route absolument déserte). Pourtant ce sont des incendies.

143. — En conclusion, le critère de danger, tant du point de vue civil que du point de vue pénal, n'a d'autre rôle à jouer que celui d'appoint dans les cas douteux, mais ne peut servir seul de base, lui non plus, à une définition de l'incendie, et peut même parfois la fausser.

C'est alors au critère de destruction qu'on arrive.

Section 3.

LE CRITÈRE DE DESTRUCTION.

144. — Ici l'on aborde un critère plus juridique. L'incendie étant essentiellement une source de *responsabilité* pénale et civile, il faut la présence d'un préjudice (même éventuel en droit pénal, mais réalisé en droit civil). Ce préjudice consiste en la destruction d'un objet, par le feu. Le critère a pu être envisagé, en droit pénal,

(13) DESCHAMPS, Rev. gén. ass. terr., 1951, *op. cit.*

pour la *classification* de l'incendie, et en droit civil, pour sa *définition*.

§ 1. — *Le critère en droit pénal.*

145. — C'est le critère de destruction, de lésion d'un intérêt, qui sert de base au classement de l'incendie dans notre système pénal. L'incendie volontaire est situé, en effet, au titre II du Code pénal, dans le chapitre II « Crimes et délits contre les propriétés », à la section 3, intitulée « destructions, dégradations, dommages » (l'incendie involontaire prend place dans les contraventions de la 4^e classe ou les homicides et blessures involontaires).

Pour qu'il y ait incendie, il faut une destruction, ou tout au moins l'éventualité d'une destruction, car la responsabilité pénale est encourue indépendamment de la réalisation du préjudice.

Destruction de la « propriété », dit le Code pénal français. En effet, il range l'incendie, à titre principal, dans les crimes contre la propriété, ceci est d'ailleurs confirmé par un passage de l'exposé des motifs au corps législatif (14) : « le Code, après s'être occupé des attentats à la propriété qui ont pour objet de s'enrichir au dépens d'autrui, soit par la fraude, soit par la violence, s'occupe de ceux qui n'ont pour but que de satisfaire la vengeance ou la haine et qui dès lors dérivent uniquement de la méchanceté. Au premier rang de ces attentats est le crime d'incendie ».

Evidemment, l'atteinte éventuelle à la sécurité des personnes, pourrait aussi faire classer ce crime dans la catégorie de ceux dirigés contre les personnes ; cependant, ce n'est en général pas un être humain qui est visé directement par l'incendie : le feu est un moyen de tuer trop aléatoire.

146. — Toutefois, cette classification du droit français n'est pas sans arbitraire. « Le fait seul d'une atteinte à une vie, le plus sacré des biens, crée un abîme entre l'incendie et les crimes contre la propriété comme le vol » (15). De plus il y a là une énorme différence de mobiles : toutes les autres infractions, placées dans ce chapitre, supposent un désir de gain ou d'appropriation. Or l'incendiaire détruit la substance même de la propriété et ne peut avoir (sauf pour l'incendie de sa propre chose) un espoir de gain.

En outre, la gravité de la peine d'incendie pourrait alors automatiquement croître avec l'ampleur du dommage à la propriété. Pourtant, nul ne saurait prétendre qu'il est plus grave d'incendier une forêt, que de faire brûler une maison habitée.

(14) LOCRÉ, 30.XIII.35.

(15) GAUTIER, *Étude sur le crime d'incendie*, thèse, Genève, 1884.

De plus, l'incendie constituant un dommage à la propriété, n'importe quel objet incendié, si infime soit-il, serait susceptible de provoquer l'application des règles juridiques et pénales de l'incendie, ce qui est absurde !

147. — *En conclusion*, quelque arbitraire que soit notre classification en droit français, nous sommes bien obligés de nous y tenir, car il semble difficile d'en trouver une parfaite. Il est superflu entre autres, de distinguer dans les crimes contre la propriété : ceux dont le « but est de se l'approprier », et ceux dont le « but est de la détruire » (classification des codes du canton de Vaux et du Valais).

Le critère de destruction reste donc primordial en droit pénal ; mais il revêt également un grand intérêt en droit civil.

§ 2. — *En droit civil.*

148. — Du point de vue de la responsabilité civile, l'incendie est essentiellement un feu destructeur. C'est par rapport aux ravages qu'il cause qu'on doit l'apprécier ; il faut que les dégâts soient « *appréciables* ». Et ici, l'on recoupe la notion d'importance. Selon plusieurs auteurs, il faut que le feu ait « une action destructrice d'une certaine importance » (16) et c'est le critère adopté en général par la jurisprudence.

Là encore, on constate la subjectivité et la relativité.

C'est par rapport à l'homme qu'on appréciera l'incendie.

149. — Quelques *précisions* sont utiles. La notion de ravage et destruction ne recoupe pas complètement celle de préjudice. On pourrait dire alors que l'incendie est un feu qui cause un préjudice.

— Or le préjudice n'est pas obligatoirement proportionnel à la destruction : la destruction peut être minime et les pertes indirectes énormes.

— Il faut à ce sujet distinguer le droit pénal du droit civil. Le premier exigeant seulement la possibilité (voire la simple menace) de destruction, le second requérant la réalisation de cette destruction (le préjudice certain, même futur, étant une des conditions de la responsabilité civile).

— Il faut d'autre part, pour qu'il y ait destruction, que ladite destruction soit appréciable. Le mot ravage semble alors plus juste. On précise parfois « action destructrice d'une certaine importance ».

(16) H. et L. MAZEAUD et A. TUNC, *Traité de responsabilité*, t. II, n° 1358.

— Enfin, c'est là l'essentiel : une destruction n'est pas forcément dommageable. Dans une fournaçhe, le feu détruit les mauvaises herbes, mais il n'y a là ni incendie, ni dégât, ni dommage.

150. — *En résumé :*

Pour que, du point de vue du droit civil, il y ait incendie, il faut que le feu crée une *destruction dommageable*, capable d'engendrer une responsabilité, ou de mettre en œuvre une garantie, ou de constituer une force majeure.

Cette définition, si éloignée de celle du dictionnaire, démontre l'utilité d'étudier une « *notion juridique d'incendie* ».

151. — Ces trois critères, successivement analysés, sont résumés dans un arrêt de la Cour de Poitiers du 19 février 1930 (17) : « Attendu que la notion d'incendie a un sens précis et parfaitement défini » (la proposition nous semble quelque peu optimiste), « qu'il désigne un feu très grand, très étendu, celui qui consume des édifices, des forêts, un vaste amas de matières, c'est-à-dire qui atteint une forme et des proportions qui en font un fléau capable de brûler, détruire, dévaster, causer de véritables désastres ». On retrouve les notions d'*importance*, d'*expansion*, de *danger*. Il est d'ailleurs curieux de remarquer combien la définition d'incendie engendre souvent la paraphrase. Nombreuses sont les décisions qui, après avoir annoncé la clarté de l'expression « incendie », éprouvent néanmoins le besoin de la compléter par une accumulation de synonymes plus ou moins heureux, en tout cas frappants ; nombreux aussi, d'ailleurs, les auteurs qui se contentent de dire que cette définition n'est qu'une question d'espèce.

De ces trois critères, il résulte donc, que l'incendie est un feu dommageable « pour l'homme ». Or, pour qu'un feu cause un dommage il faut qu'il soit « *anormal* » et que celui qui en subit l'action ne l'ait pas voulu.

Normalement, le feu doit toujours être maîtrisé dans sa perpétuelle tentative d'expansion, sinon, il devient un incendie.

On est alors en présence du dernier critère, le plus important, celui que nous appellerons : critère d'anormalité.

(17) S. 1930.259.

Section 4.

LE CRITÈRE D'ANORMALITÉ.

§ 1. — *Notions générales.*

152. — L'incendie est un feu anormal. Ce critère, adopté par la majorité de la doctrine, appliqué dans le plus grand nombre de décisions, est cependant apparu le dernier : on s'est en effet d'abord contenté, de la définition courante de l'incendie.

C'est avec la loi du 7 novembre 1922 qu'on a vu naître l'expression « *feu anormal* », ou « *hors d'un foyer normal* ». On remarque d'ailleurs, que la définition prend généralement une forme négative. Par exemple, on dira : « il n'y a *pas* d'incendie dans le foyer d'une locomotive » (cette expression est, en effet, principalement employée à propos des accidents causés par les escarbilles ou flammèches de locomotives ou de batteuses).

Ce critère est d'ailleurs issu du précédent : pour qu'il y ait incendie, il faut que le feu accomplisse une action dévastatrice. Or, le feu n'accomplit pas d'action dévastatrice lorsqu'il est *dans* le foyer de la locomotive (18).

Il n'y a pas d'incendie dans le foyer d'un gazogène, mais, ce foyer peut devenir anormal et alors le camion prendra feu (19).

C'est l'article 1384, § 1, qu'on appliquera à un foyer normal ; par exemple, une chaudière allumée n'est pas un objet en proie à un incendie, mais bien un appareil remplissant sa destination normale. La loi de 1922 suppose à l'origine du dommage un « feu destructeur et anormal embrasant le bien de l'auteur ».

La jurisprudence, innombrable à ce sujet, est à peu près invariable. On retrouve toujours les expressions « feu, foyer, normal, anormal, destructeur, accidentel... » (20).

Selon la remarque faite par M. Schumann, lors de son rapport sur la loi de 1922, ne sont pas visés les cas où le feu a été provoqué chez le voisin, non par l'extension d'un incendie, mais par les étincelles ou flammèches échappées directement d'un foyer normal.

Le feu est en conformité avec l'usage auquel est destiné le foyer.

Mais l'anormalité est un terme imprécis à lui seul.

(18) Alger, 8 mars 1926, Gaz. Pal., 26.2.57.

(19) Trib. Chinon, 18 février 1948, Gaz. Pal., 1949.I.52. Bordeaux, 25 juin 1947, Gaz. Pal., 1946.12.99. Amiens, 14 novembre 1951, D. 1952.90.

(20) Trib. Melun, 17 juin 1930, Gaz. Pal., 1930.II.189. Soc., 4 janvier 1945, Rev. trim. dr. civ., 1945, p. 114, v. également Cass. civ., 2^e sect. civ., 21 juin 1962, Gaz. Pal., 6 novembre 1962.

153. — Ce critère d'anormalité a une signification étendue, et sans doute aussi critiquable : d'abord parce qu'on peut objecter (21) que « le feu allumé dans une locomotive est anormal », du moment que des flammes s'en échappent, un foyer normal ne devant laisser échapper aucune matière enflammée. La distinction entre « foyer normal et foyer anormal » peut paraître arbitraire en ce qu'elle met parfois en jeu le critère de la volonté de l'homme. Elle a cependant un rôle à jouer en matière d'assurance et en droit civil.

Comme on l'a fait remarquer, il existe des matières qui sont offertes « volontairement » à la combustion, l'homme en ayant besoin pour fournir : chaleur, lumière, force motrice...

Là encore il faut apporter des précisions car on peut créer volontairement non seulement un feu, mais un incendie. On dira donc, qu'un feu normal est celui qui a été provoqué volontairement par sa « victime » éventuelle. En général, il brûle dans un foyer au sens strict, mais pas toujours (fournache). En assurance, seront alors exclus de la garantie, les dommages subis par destruction directe dans un foyer normal.

— Le combustible est exclu de la « couverture », quand il brûle dans un foyer normal ; il y entre, au contraire, quand il brûle hors de son foyer normal (par exemple, le charbon entreposé sur le quai d'une gare où l'on ne désirait certes pas qu'il fût consumé).

— Les dommages que subit le foyer lui-même (les parois entre autres) ne sont pas garantis s'ils sont issus du feu normal, et s'il s'agit des matières combustibles ordinaires ; inversement, ils seront garantis s'ils sont issus de matériaux étrangers, déposés sur les parois (goudron dans le feu de cheminée).

(On retrouve la difficulté d'isoler la notion de feu de cheminée qui ne comporte d'ailleurs pas tous les critères de l'incendie. A partir de quand, là encore, le feu est-il anormal ? Il est bien délicat de l'apprécier : ne peut-on dire que le feu devient anormal dès qu'un surchauffement apparaît ?).

— Enfin quand un corps étranger tombe dans un foyer normal (perle tombée dans une cheminée), il n'y a pas incendie et cet accident n'est pas garanti.

154. — Les termes de feu ou foyer normal peuvent néanmoins prêter à confusion et certains auteurs observent qu'il importe peu

(21) Trib. Melun, 17 juin 1930, Gaz. Pal., 1930.2.189.

« que le feu ait été allumé volontairement ou involontairement ; c'est aux *ravages* qu'il causent qu'il faut s'attacher » (22).

Quels sont, en effet, les *reproches* qu'on peut adresser au critère d'anormalité ?

En premier lieu, c'est un critère en lui-même *incertain* : un feu n'est anormal que par rapport à quelque chose ou à quelqu'un, et l'appréciation est toujours difficile.

En deuxième lieu, l'élément de « *volonté* », d'intention, contenu implicitement dans le critère, prête aussi à discussion : on peut « vouloir » un feu anormal (crime d'incendie par exemple).

Enfin, selon certains auteurs et quelques décisions, le critère d'anormalité lui-même peut être remplacé par le qualificatif d'*accidentel* (23). Distinguer l'incendie du feu, en distinguant l'anormal du normal, ne semble pas encore résoudre le problème de la définition, mais seulement le repousser d'un cran, puisqu'il faut alors définir l'anormalité. Cette définition est importante et l'on a pu dire : « l'incendie, c'est le sinistre *caractérisé par sa nature anormale* et son effet dévastateur (24) (note sous Nîmes, 25 mars 1925, Rec. Ass. 108).

Il reste donc à analyser le critère, à le préciser et à le nuancer ; puis, toujours selon la même méthode à le décomposer en ses éléments premiers.

155. — Pour la définition de l'incendie, le critère d'anormalité à notre avis comprend schématiquement quatre notions principales.

La notion d'*anormalité*, celle d'*accident* (il faudra les distinguer), puis la notion de *feu* et celle de *foyer* (on emploiera l'une ou l'autre suivant les cas).

156. — C'est au premier chef la notion d'*accident* qui apparaît : quelques décisions et certains auteurs remplacent en effet le terme « anormal » par celui d'« accidentel ». L'accident est, en soi, un fait anormal, mais avec des caractères plus précis et une signification plus étroite. Précisons que nous entendons ici les mots « accident » et « accidentel », dans leur sens courant et générique, et non en termes « d'assurance » où l'on oppose justement l'accident à l'incendie.

La définition de l'accident, comme celle de l'incendie ou du sinistre, n'a jamais été donnée clairement par la loi. M. Savatier

(22) H. et L. MAZEAUD et A. TUNC, Traité de responsabilité, t. II, n° 1357.

(23) Note sous Nîmes, 25 mars 1925, Rec. ass., 1925, p. 108.

(24) Paris, 8 janvier 1932, D. 1932.2.69.

en donne l'interprétation suivante : « l'accident est le phénomène imprévu qui, en rompant le déroulement des causes et des effets, provoque par surprise un dommage » (25).

Plusieurs éléments entrent dans cette notion, reste à savoir si ces éléments peuvent servir pour la définition de l'incendie :

1) — dans la notion d'accident, le critère primordial est celui de temps ;

2) — ce critère de temps est nuancé par la soudaineté et l'effet de surprise de l'événement ;

3) — ce qui entraîne l'idée de hasard : l'accident est un événement fortuit, et ce critère revêtira la plus grande importance pour la définition de l'incendie, considéré comme force majeure ;

4) — par ailleurs, l'accident étant un événement qu'on n'avait pas prévu, l'on retrouve une fois de plus le critère de l'intention (à l'arrière plan toutefois) ;

5) — enfin, l'accident est, dit-on, un événement généralement fâcheux ; ici l'on reconnaît la prédominance de l'idée de ravages que l'incendie doit causer.

Ainsi la notion « d'accidentel » paraît très proche de celle d'anormal mais plus étroite et plus précise ; elle met en valeur le facteur *temps* et l'*imprévision* ; quant au mot anormal lui-même, il nécessite alors de nombreuses précisions et requiert surtout des points de comparaison ; c'est pourquoi, probablement, certains auteurs préfèrent employer le mot « accidentel » plus évocateur que le mot « anormal ».

Nous croyons cependant qu'on peut employer l'un ou l'autre, suivant les cas : ainsi il vaudra mieux parler de feu « anormal » (par rapport à la victime), quand l'incendie naît à partir d'un foyer normal (26) dans lequel le feu devient par la suite anormal (une locomotive qui est embrasée). Au contraire il serait parfois trop sommaire de se borner au qualificatif d'anormal, quand le feu naît en quelque sorte « ex nihilo », par exemple spontanément (*combustion spontanée*) ; nous dirons alors qu'il y a feu « accidentel », car le mot accident se suffit à lui-même : un accident naît alors qu'il n'existait rien avant lui, tandis qu'une chose n'est anormale que par rapport à une chose normale ; un feu ne peut que « devenir » anormal par rapport au caractère normal qu'il possédait avant cela.

Tout ceci n'est évidemment que nuances de vocabulaire que la jurisprudence semble avoir délaissées jusqu'alors. Il est rare que

(25) R. SAVATIER, Du droit civil au Droit public, p. 152.

(26) Cass. Soc., 4 janvier 1845, Rev. trim. dr. civ., 1945, p. 114.

plus d'un « attendu » soit consacré à la définition de l'incendie aussi invariable qu'imprécise. Ce n'est que par le raisonnement et la syntaxe qu'on peut arriver à quelque précision. Toutefois, c'est le terme « d'anormal » qu'on trouve dans la quasi-unanimité des décisions. (V. jurisprudence citée dans la bibliographie.)

157. — Le terme d'« anormalité », très vague en lui-même, peut être source de confusions ; pourtant, c'est sans doute un des termes les plus usités en droit ; on pourrait même aller jusqu'à dire en extrapolant (principalement en matière de responsabilité), qu'il est le critère même du droit : le but du droit de la responsabilité, est de régir les situations anormales. C'est pour faire régner la normalité, pour réparer l'anormal, qu'on applique les règles juridiques : « anormal » est parfois synonyme d'« injuste » ; là réside toute la relativité, et la subjectivité. On dira qu'une situation est normale ou non, par rapport aux autres situations et à l'homme en général. C'est aussi pourquoi le droit se préoccupe plus de l'incendie que du feu, parce que l'incendie en soi est un fait anormal, qui cause des dommages, situation également anormale et qu'il faut réparer. Il n'est d'ailleurs qu'à remarquer la *fréquence du qualificatif* « anormal » en droit et l'usage abusif qu'on en fait parfois, pour vérifier ce qui vient d'être dit (27) ; il suffit de citer quelques exemples, parmi tant d'autres :

— la jurisprudence, pour l'application de l'article 1384, § 1, a d'abord cherché à préciser le critère du rôle actif ou passif de la chose, en adoptant comme directive la recherche du comportement normal ou anormal de la chose. Ce n'était qu'une orientation, « car une chose peut occuper une place normale et cependant jouer un rôle actif dans la réalisation du dommage ; du moins en général n'en est-il pas ainsi » (28).

— en ce qui concerne « l'abus des droits », au sujet des troubles de voisinage, la jurisprudence, quand elle alloue une indemnité, exige que l'auteur du dommage ait causé aux voisins un trouble qui dépasse la mesure des obligations ordinaires de voisinage, c'est-à-dire un trouble « anormal », apprécié d'après sa gravité, sa permanence, les circonstances, la personne de la victime. Il y a donc là un critère qu'il faut préciser par de nombreux éléments d'appréciation.

— on utilise aussi ce critère pour apprécier une faute et l'on prend comme point de comparaison la conduite « anormale » que doit avoir un individu. « Le critérium de normalité consiste à

(27) V. aussi l'importance de « l'anormal » dans la théorie des preuves.

(28) H. MAZEAUD, Cours droit civil, 2^e année licence, 1955-56.

à prendre comme mesure type, non pas un effort moyen, mais l'effort de la moyenne des individus. Or il est à espérer que la moyenne des individus font honneur à leurs engagements tant qu'il en subsiste la possibilité... qu'y a-t-il d'extraordinaire à demander à un individu de réaliser ce qui est possible ? L'extraordinaire ne commencerait qu'à exiger l'impossible » (29).

— Enfin, en droit public (droit administratif, par exemple), le critère a encore plus de poids, mais demeure toujours soumis à l'appréciation des juges : on y traite de « la responsabilité du fait des activités *anormalement dangereuses* (30) ; également, en cas de responsabilité du fait des lois, quand elle existe, on requiert un préjudice « spécial et anormal ».

Tout ceci est exempt de clarté et « l'anormalité » n'est bien souvent qu'une échappatoire pour la jurisprudence. Employé tout seul, le mot « anormal » ne veut rien dire. L'appréciation de l'anormalité est relative et subjective.

§ 2. — *Analyse du critère.*

158. — Il faut donc faire une *analyse détaillée critère* et deux questions se posent : à partir de quand un feu normal devient-il anormal ? Par rapport à qui et à quoi peut-il être considéré comme tel ?

Le critère d'anormalité, à notre sens, comprend deux sortes d'éléments :

— un élément, le plus vaste, qu'on pourrait appeler par référence au vocabulaire des économistes : la « conjoncture », c'est-à-dire l'ensemble des circonstances de fait formant la situation dans laquelle un incendie éclate : cette conjoncture comporterait alors quatre sortes d'anomalies, quatre composantes ou points de comparaison, si l'on préfère : l'anomalie *ratione materiae* (si l'on peut se permettre l'expression) c'est-à-dire par rapport à l'objet ; l'anomalie *ratione loci* : quant à l'endroit où est né l'incendie (foyer) ; l'anomalie *ratione temporis* : quant au moment où a pris le feu ; enfin l'anomalie quant à l'intensité de la combustion. Autant d'anomalies qui se recoupent d'ailleurs et qui séparément ne se suffisent en général pas à elles-mêmes.

— en outre le critère d'anormalité comprend un autre élément plus subjectif, mais parfois utile : celui de la « destination » qui

(29) RADOUANT, Du cas fortuit et de la force majeure, thèse, Paris, 1920.

(30) WALINE, Traité de droit administratif, 1959, p. 744.

fait intervenir la volonté et l'intention, et qu'on retrouve dans la plupart des autres facteurs (31).

Reprenons ces différents facteurs :

Il est en effet indispensable de détailler ce critère, car on constate souvent dans les décisions de jurisprudence des hésitations et un certain manque de précision. L'une d'elle, par exemple, on l'a vu, avait admis que le foyer d'une batteuse d'où s'échappaient des étincelles était un foyer anormal en soi. Ceci paraît critiquable pour deux raisons :

1) L'étincelle n'est pas un feu en soi (comme on l'a vu dans l'étude du feu) ;

2) le problème posé à la juridiction était tout autre, car, en réalité, il s'agissait d'un manque de précaution, de protection (c'était donc une question de faute, de fait direct de l'homme) (32).

159. — I. *L'anomalie par rapport à l'objet qui brûle.*

Il est anormal que certains objets ou matériaux brûlent :

1) à cause de leur nature même : s'il est normal de consumer ce que le langage courant appelle un combustible, il est anormal de brûler une toile de maître, des objets précieux, des vêtements...

2) à cause de leur destination : il est en effet normal de brûler de mauvaises herbes, mais il devient anormal de brûler ces mêmes herbes si elles sont destinées à la litière des animaux.

160. — II. *L'anomalie quant au foyer.*

Et là nous entendons le mot foyer dans son sens large ; il recoupe alors le critère de lieu.

Comme pour l'objet qui est consumé, nous envisagerons le foyer sous deux aspects : sa nature et sa destination.

1) Sa nature : le foyer d'une fonderie, par exemple, prévu pour la fusion du fer à 1.500°, est fabriqué dans un matériau qui n'en supporte que mille : ce foyer est anormal par rapport au feu qu'il doit contenir.

2) Sa destination ; une chaudière est un foyer normalement destiné à brûler du charbon. Un *entrepôt* dans lequel le charbon prend feu est un foyer anormal.

(31) Bordeaux, 28 février 1927, Gaz. Pal., 1927.1.621 (feu allumé dans le foyer d'une locomotive, « conformément à la destination de la chose »), Melun, 17 juin 1930, G.P. 1930.2.189.

(32) Trib. Melun, 17 juin 1930, Gaz. Pal. 1930.2.189.

161. — III. *L'anomalie quant à l'intensité.*

Il est une troisième anomalie qui s'ajoute aux précédentes et dont elles dépendent parfois : c'est l'anomalie quant à l'intensité du feu.

Reprenons le cas d'un four destiné normalement à un feu ne dépassant jamais 800° ; ses parois, par prudence, sont faites d'un matériau résistant à 1.000°. Supposons que pour une cause extérieure (brusque arrivée d'air) le feu atteigne 1.500° ; là, le foyer est toujours normal, mais c'est « l'intensité du feu » qui est devenue anormale ; les flammes peuvent détruire le foyer, le feu peut se propager hors du foyer. (Distinction entre le surchauffement et l'incendie.)

Ces distinctions dans les anomalies permettront aux experts et aux juges de déterminer les responsabilités.

162. — IV. *L'anomalie quant au temps.*

Il convient de préciser tout d'abord que l'on n'entend pas ici le mot « temps » dans le sens de durée (comme on l'avait entendu plus haut). En effet, le danger que présente un feu et l'ampleur des dommages qu'il cause ne sont pas forcément proportionnels à sa durée. La foudre, qui est l'expression la plus rapide du feu (la plus courte en durée), peut causer des dommages énormes, alors qu'un feu de très longue durée (combustion de laine) est en général moins dangereux et moins dommageable, parce qu'il est plus facile à combattre et que les secours ont le temps d'arriver. On entendra ici, le temps dans le sens de « moment », « instant », c'est-à-dire que l'on considèrera le feu par rapport à sa situation chronologique.

L'influence de ce facteur peut être décisive ; il recoupe le facteur de destination, et de préjudice.

Prenons la situation suivante :

Un champ isolé, clos d'un mur, ne contient que des broussailles ; le propriétaire voulant en faire un terrain de culture décide de brûler ces herbes. Sur ces entrefaites, un metteur en scène (trouvant le champ propice à un décor) le loue pour quelques jours.

Si le feu prend, même accidentellement « après » la prise de vue, ce sera un simple feu au sens de la responsabilité civile.

S'il prend « avant » la prise de vue, il deviendra un incendie, car « à ce moment-là », il cause un dommage.

Or, la nature du combustible est la même,

la quantité également,

l'intensité du feu n'a pas varié,

le danger non plus,
le foyer (le lieu) est le même,
seule, la destination est différente « à ce moment-là », et le préjudice apparaîtra ou non, suivant ce facteur temps.

163. — Enfin, dans chacun de ces critères d'anomalie, on a fréquemment retrouvé le facteur de « destination » (33) souvent mis en lumière par la jurisprudence. C'est un facteur très subjectif en lui-même ; il ne peut que s'intégrer aux autres, mais non pas servir à lui seul pour une définition.

§ 3. — *Appréciation du critère d'anormalité.*

164. — Le critère d'anormalité est indispensable à une définition de l'incendie ; mais il n'est pas suffisant.

Tout d'abord, certains cas peuvent échapper à ce critère : en effet, des foyers, bien que normaux, sont dangereux par eux-mêmes, car il est impossible de leur attribuer une limite définie et de savoir quand ils deviennent anormaux (convertisseurs d'aciérie).

De même, des foyers normaux deviennent dommageables quand on s'y brûle.

En outre, il existe des feux anormaux provoquant des dommages importants, mais qui ne sont pas dangereux et ne sont pas des incendies. Un feu peut être anormal par *insuffisance d'intensité* et causer un dommage (une réaction chimique nécessite une température de 1.000° pendant une heure ; pour une raison quelconque, le feu n'a atteint que 600°. La réaction ne se produit pas, mais le matériau à traiter est *détruit*. On ne peut parler d'incendie ; pourtant le feu est anormal, destructeur et il cause un préjudice).

— On ajoutera donc au mot « anormal » le mot « dangereux », et le critère d'expansion.

Il est nécessaire de faire intervenir aussi les termes « dommage » et « appréciable » qui recourent le critère de grandeur.

165. — Ayant ainsi précisé le mot « anormal » on peut aboutir à la *notion* suivante :

L'INCENDIE EST UN FEU ANORMAL, DESTRUCTEUR ET DANGEREUX, CAUSANT DES DOMMAGES D'IMPORTANCE APPRECIABLE.

Nous ne saurions nous dissimuler l'imperfection d'une formule qui ne peut tenir compte de *tous* les cas susceptibles de se présenter.

(33) Roanne, 6 mai 1934, Rev. gén. ass. terr., 1934, p. 778.

Cependant, il était utile de chercher une définition dont les termes soient nécessaires et si possible suffisants, pour servir de base.

Certes, on peut reprocher à cette notion (au mot « appréciable » en particulier), sa subjectivité. Pourtant il ne nous semble ni possible, ni même souhaitable de lui retirer toute souplesse, en lui imposant une rigueur mathématique absolue, en en faisant une définition « par décret ».

Et puisque, à l'égard de l'incendie, l'homme peut être : victime, expert, juge ou coupable..., il ne faut pas enlever au problème tout ce qu'il a d'humain.

Il faut toutefois tenter de le simplifier, dans le travail de base, afin que le juriste n'intervienne que lorsque tous les éléments utiles, si divers et complexes, seront enregistrés, classés et choisis objectivement, scientifiquement.

166. — Cette notion d'incendie diffère-t-elle « *fondamentale* » suivant les conséquences juridiques qui lui sont attribuées ou s'agit-il seulement de nuances ? Doit-elle garder son autonomie actuelle en droit (accompagnée d'une législation spéciale peut-être critiquable) ? Pourrait-on en parfaire l'énoncé par une méthode scientifique ? Autant de questions qu'il reste à résoudre.

Auparavant, après avoir examiné la notion d'incendie « statique » si l'on peut dire, comme élément de base, il faut faire entrer cette notion dans le droit, comme nous l'avons fait pour la combustion vive.

Sous quelle forme et à quelles conditions, la notion d'incendie peut-elle entraîner l'application des règles spéciales à l'incendie ? C'est déjà la question de l'*autonomie de l'incendie par rapport aux autres phénomènes* en droit.

Quelles règles appliquer quand l'incendie se combine à l'explosion, à l'accident ? C'est le problème de « l'événement antérieur » : quand l'incendie est précédé d'une explosion, ou quand l'explosion est précédée d'un incendie, on hésitera pour appliquer les règles de l'un ou de l'autre.

Tel est l'objet du deuxième chapitre que nous intitulerons commodément « *l'événement antérieur* », c'est-à-dire le fait initial (incendie ou explosion par exemple), qui précède un autre phénomène (explosion ou incendie), celui-là ayant causé directement « les dommages » en général.

C'est donc l'autonomie du « fait antérieur » qu'il faut examiner.

CHAPITRE II

L'ÉVÉNEMENT INITIAL

167. — Il est d'abord un cas où la question de la combinaison de l'incendie avec un autre phénomène ne se pose pratiquement pas : c'est celui de la combustion spontanée, encore qu'il soit parfois délicat d'en déterminer le point de départ.

Mais la plupart du temps, quand l'incendie se combine à l'explosion (ou à tout autre accident), le déroulement des faits est complexe, souvent rapide ; leur constatation ne s'opère parfois qu'après coup ; l'incendie lui-même comporte souvent plusieurs phases... il est difficile de l'isoler et l'on se demande quelles règles jouent : celles de l'incendie, celles de l'autre phénomène ou les deux à la fois ?

L'écueil principal est le fait qu'à l'origine de l'incendie, l'on peut, presque toujours, découvrir un « événement antérieur » : faudra-t-il l'isoler ? ou bien, obtiendra-t-on en définitive une notion plus large de l'incendie, en considérant simplement que celui-ci comporte plusieurs phases ?

La question présente évidemment un intérêt juridique considérable, d'autant plus que les sommes en cause sont en général importantes et que les règles actuelles de l'incendie ont un caractère particulier ; mais, sauf peut-être en matière d'assurance, où le problème a été tranché en partie par le décret récent sur l'assurance automobile obligatoire, la discussion subsiste ; la jurisprudence est souvent contradictoire ; il faut donc établir quelques principes élémentaires de solution.

Allant, comme toujours, du plus simple au plus complexe, on étudiera la question dans les assurances, où elle se présente d'ailleurs sous un jour particulier ; puis, pour le risque locatif ; enfin pour le recours des voisins, au sujet duquel on fera une étude globale, car c'est là que le problème revêt le plus d'ampleur.

Section 1.

LE FAIT ANTÉRIEUR EN ASSURANCE.

168. — C'est le premier point à éliminer, car il vient d'être en partie résolu par les décrets sur l'assurance automobile obligatoire, comme on l'a signalé.

La question se pose sous deux angles :

— du point de vue de l'assurance *directe* de la chose ;

— du point de vue de l'assurance de *responsabilité*, pour laquelle on suivra les règles déterminées (au sujet de cette responsabilité même) par les tribunaux.

Les intérêts aussi sont grands.

169. — 1^o Il se peut, en premier lieu, que l'incendie soit mêlé à une *explosion*. L'explosion peut ne pas être garantie, ou l'être pour un capital insuffisant, auquel cas l'assuré aura toujours intérêt à dire qu'il y a eu incendie initial.

Pour l'assurance directe, le principe est le suivant :

— l'assureur garantira tout dommage d'incendie quelle qu'en soit la cause. On s'attache à la nature des dommages et non à leur cause en ce cas. La différence est importante avec l'application des règles de droit civil.

— D'autre part, il garantira également toutes les conséquences d'un incendie. Alors, pour que la garantie incendie ne joue pas, il faudrait qu'il y ait uniquement explosion et dommages d'explosion.

Citons pour exemple une espèce tranchée par le tribunal civil de Lyon, le 28 avril 1926 (1) :

De l'essence avait coulé dans une cuve à vin vide ; un ouvrier y descendit pour la souffrer, il alluma son briquet : l'essence enflammée explosa ; le tribunal décida qu'il y avait seulement explosion.

(1) Rec. per. ass., 1926, p. 135.

S'il y avait eu incendie suivi d'explosion, la garantie incendie aurait pu jouer même en l'absence d'une clause « toutes explosions », car l'assureur garantit l'incendie et les dommages d'incendie qui sont la suite d'une explosion.

170. — 2° Il se peut, en deuxième lieu, que l'incendie soit concomitant à un *accident*, d'automobile principalement (les automobiles prenant feu assez fréquemment). Quelle garantie devra jouer ? Celle de l'assureur-incendie ou de l'assureur-accident ?

Avant le décret sur l'assurance obligatoire, la question était assez épineuse, et une série de litiges s'élevaient à la frontière de ces deux assurances. L'accident étant « un événement subit et extérieur » (2), l'incendie pouvait à la rigueur être assimilé à un accident. Le problème se présentait encore sous deux aspects : pour l'assurance directe et pour les dommages aux tiers (pour ces derniers, le décret a résolu la question).

— Il arrive parfois qu'une voiture subisse « directement » des dommages d'incendie causés par un accident.

Par exemple, une auto s'écrase contre un arbre, le choc provoquant aussitôt un incendie qui détruit totalement le véhicule. On peut alors dire que l'assureur-incendie n'a rien à rembourser, car la voiture n'avait plus lors du sinistre (c'est-à-dire lorsqu'elle a pris feu) de valeur appréciable, étant donné l'accident préalable.

— C'est en cas d'*accidents aux tiers* que les litiges étaient les plus fréquents, litiges concernant la responsabilité par conséquent.

La Cour de cassation (req. 20 novembre 1939 [3]) eut à se prononcer sur le sujet : un camion chargé de fûts d'essence s'était jeté contre un immeuble qui s'écroula et fut détruit par un incendie, les fûts d'essence ayant pris feu avec le camion. La police excluait les « dommages résultant de l'incendie *communiqué* par le véhicule » et la compagnie soutenait que, l'explosion du moteur et l'incendie du chargement ayant nécessairement précédé l'incendie de l'immeuble, le feu avait été communiqué par le camion. La Cour a jugé en ces termes : « Attendu que l'arrêt constate... que la cause de l'accident a été le *choc* du camion contre l'immeuble, que c'est ce choc qui a provoqué l'incendie, que par conséquent, celui-ci n'a pas été communiqué par le

(2) DESCHAMPS, Rev. gén. ass. terr., 1951, p. 5, *op. cit.*

(3) Rev. gén. ass. terr., 1940, p. 196.

camion... La Cour d'appel, en déclarant que la compagnie couvrait un tel risque, a légalement justifié sa décision. » L'assureur accidenté était donc tenu à garantie, car la cause de l'accident était le choc du camion contre l'immeuble et c'est ce choc qui avait déterminé l'incendie : on ne pouvait donc dire, d'après la Cour, que l'incendie avait été « communiqué » par l'auto.

Cette décision prête, semble-t-il, à critique : elle joue quelque peu sur les mots ; en réalité le choc a provoqué l'incendie, mais c'est bien l'incendie qui s'est communiqué à l'immeuble. Tout repose sur l'interprétation du contrat et sur les mots : « incendie communiqué par la voiture ». Mais il faudrait alors distinguer (selon le commentateur de l'arrêt) l'incendie communiqué par une voiture qui a pris feu et l'incendie qui résulte d'une collision ou d'un choc.

171. — Enfin, une *nouvelle cause de complexité* s'introduisait quand l'incendie, endommageant les biens des voisins, avait son point de départ dans une simple étincelle ou une flammèche échappée de l'objet assuré (on retrouvera le problème sous un autre angle pour l'application de la loi du 7 novembre 1922). On pouvait dire qu'il y avait là un fait accidentel, car il n'existait pas d'incendie à l'origine.

La Cour de Paris a statué deux fois contradictoirement sur ce point.

Dans un des deux cas, il s'agissait de braises d'un gazogène projetées au cours d'une opération de vidange. Le camion n'avait pas pris feu, mais les braises avaient provoqué un incendie. La Cour, estimant « que l'opération de vidange se rattachait étroitement à l'usage du camion... et que... le sinistre provenait bien du carburant », déclara qu'il n'y avait pas là un simple fait accidentel (4).

En revanche, le 14 décembre 1934 (5), dans une espèce concernant la projection, par une automobile, de gaz en ignition, sur des matériaux combustibles provoquant un début d'incendie, elle avait estimé « que s'il est vrai qu'il ne peut être question en la cause d'un incendie tel qu'il est prévu par les compagnies d'assurances incendie, on se trouve à l'évidence en présence d'un fait accidentel provoqué par une auto... ».

Il semble que cette deuxième solution était plus logique, et nous nous rangeons à l'avis de M. Deschamps (6) qui pense qu'on

(4) Paris, 28 mai 1948, Rev. gén. ass. terr., 1948, p. 334.

(5) Rev. gén. ass. terr., 1936, p. 80.

(6) DESCHAMPS, *op. cit.*, Rev. gén. ass. terr., 1951, p. 5.

pouvait en effet « réserver le terme communication d'incendie à la communication d'un incendie *déjà né* ; une étincelle ou la braise échappée d'un tracteur *provoquant* un incendie mais ne communiquant pas un incendie » (cette étincelle de propagation « communique le feu » qu'elle recèle, et « provoque l'incendie » qui n'existait pas auparavant). C'étaient donc bien des faits accidentels.

En réalité, tout dépendait de la rédaction des polices.

172. — *En résumé*, les solutions admises par la jurisprudence antérieure aux décrets du 7 janvier 1959 et du 26 mars 1959 sur l'assurance automobile obligatoire, se présentaient schématiquement comme suit :

1° En cas d'accident suivi d'incendie : les conséquences matérielles du sinistre étaient en général considérées comme résultant de l'accident pour la garantie.

2° S'il n'y avait pas d'accident, mais seulement un incendie, la garantie n'avait pas à jouer.

3° Si, sans accident, ni incendie, il y avait simplement mise à feu par l'objet assuré : malgré la division de la jurisprudence, on aurait pu considérer qu'il y avait là un fait accidentel et faire jouer la garantie accident.

173. — Maintenant ces problèmes semblent définitivement tranchés (en ce qui concerne la combinaison de l'accident et de l'incendie) par les décrets sur l'assurance automobile obligatoire.

En effet, l'obligation d'assurance s'applique à la réparation des dommages corporels et matériels, d'après l'article 4 du décret de 1959, résultant, à l'occasion de la circulation :

1° « Des accidents, incendies ou explosions causés par : le véhicule, les accessoires et produits servant à son utilisation, les objets et substances qu'il transporte ».

Les assureurs-accident sont donc réputés assurer l'incendie causé par les véhicules, (La seule source de difficulté résultant peut-être dans les mots « à l'occasion de la circulation ».)

Ceci, sous réserve d'une garantie conjointe des assureurs incendie « agréés », dans certaines conditions (ce qui pourra engendrer quelques complications).

Toutefois le problème de la délimitation « accident » - « incendie » subsiste dans tous les cas où il ne s'agit pas d'un accident « d'automobile » : par exemple pour les accidents survenus lors de l'exécution d'un contrat d'entreprise, alors que seule la res-

ponsabilité-accident de l'entrepreneur est couverte en principe par la police.

Telles sont les difficultés et les solutions apportées, en assurance, au problème de la combinaison de l'incendie avec d'autres phénomènes.

Section 2.

L'ÉVÉNEMENT ANTÉRIEUR DANS LE RISQUE LOCATIF.

174. — Dans ce domaine, régi par les articles 1733 et 1734 en matière d'incendie, la question revêt également une certaine importance car, en cas d'explosion, le preneur est responsable sauf à prouver l'absence de faute (ce qui lui est relativement facile) mais en cas d'incendie, les articles 1733 et 1734 l'obligent à démontrer la force majeure (ce qui lui est très difficile).

Trois situations peuvent se présenter (nous raisonnerons sur la combinaison de l'incendie avec l'explosion qui est la plus plausible), bien qu'à notre connaissance la jurisprudence ne présente guère d'exemples de ce problème pour la responsabilité du locataire à l'égard du bailleur.

175. — Le dommage, dans un premier cas, qu'il soit incendie ou explosion, ou les deux à la fois, peut être causé par une personne dont le locataire est responsable selon les termes de l'article 1735 (« le preneur est tenu des dégradations et des pertes qui arrivent par le fait des personnes de sa maison ou de ses sous-locataires ») ; cette disposition ne faisant aucune distinction, peu importe qu'il y ait incendie suivi d'explosion ou l'inverse : le locataire est responsable de toutes façons dans les mêmes conditions.

176. — Dans un deuxième cas, il peut se produire une explosion (ou un dégât d'eau) provoqué par un incendie ; le fait initial étant l'incendie, c'est l'article 1733 qu'il faut appliquer (7). Le locataire ne pourra se dégager qu'en prouvant la cause étrangère, car, étant responsable de l'incendie, il est responsable dans les mêmes termes des suites de cet incendie.

177. — Dans un dernier cas, à l'inverse, l'explosion peut avoir précédé l'incendie ; on admet alors en général (8) que l'article 1733 n'étant pas explicite à ce sujet, s'applique aux dommages d'incen-

(7) Bordeaux, 18 août 1868, S. 1869.2.174.

(8) DESCHAMPS, La responsabilité du locataire et l'assurance du risque locatif.

die et l'article 1732 aux dommages d'explosion. Solution peut-être critiquable, car une ventilation entre ces dommages est souvent difficile à opérer après coup, solution aussi qui n'aurait pas à intervenir si l'on traitait de semblable manière toutes les destructions de l'immeuble : incendie, explosion, dégât d'eaux... (nous reviendrons sur ce problème dans la dernière partie et verrons que l'autonomie de la notion d'incendie doit s'effacer dans ce domaine comme dans les autres).

178. — Enfin, en ce qui concerne le statut du fermage, on a vu (9) que l'article 854 du Code rural s'appliquait uniquement à l'incendie, à l'exclusion de tout autre phénomène, tel l'explosion. Dans son commentaire sous l'arrêt de la Chambre sociale, M. le Professeur Carbonnier ajoutait qu'en « tous cas, si l'on suit la Section sociale dans son système de rigoureuse séparation entre l'explosion et l'incendie, on ne doit pas aller jusqu'à conclure que l'intervention d'une explosion dans la chaîne des événements élimine infailliblement l'application de l'article 854 ». En effet, par un arrêt récent (10), la Cour de cassation s'est prononcée pour l'application de l'article 854, au cas où un incendie a eu pour origine une explosion.

179. — Toutes ces solutions relativement simples vont se compliquer à l'extrême, quand on abordera l'étude du recours des voisins, car la loi de 1922 comporte à ce sujet des termes précis : c'est pour l'application de cette loi que la question présente le plus grand intérêt et que la jurisprudence est la plus abondante.

Section 3.

L'ÉVÉNEMENT ANTÉRIEUR DANS LA LOI DU 7 NOVEMBRE 1922.

180. — Sous cet angle le débat est plus vif et la question reste entière étant donné le silence de la loi, les contradictions de la jurisprudence et le désaccord des auteurs.

Là encore, le problème se décompose en deux.

1° Il s'agit d'abord de déterminer ce *qu'est le fait antérieur*, sous quelles formes il est susceptible de se présenter ; ensuite, on verra dans quelles conditions l'on en tiendra compte, en examinant :

(9) Cass. Soc., 4 juin 1959, Rev. trim. dr. civ., p. 752, *supra*, n° 15.

(10) Civ., 16 juin 60, Gaz. Pal., 1960.2.252 (explosion d'une bouteille de gaz butane).

2° *Le lien de causalité* : il se peut en effet que le phénomène qui accompagne l'incendie soit si difficile à isoler qu'on puisse simplement le considérer comme une phase de l'incendie.

La question se présente ainsi :

si l'on applique la loi de 1922, l'auteur pourra facilement être exonéré de toute responsabilité puisqu'il faut démontrer sa faute, chose très difficile.

Si l'on applique les règles générales de responsabilité délictuelle (l'article 1384, § 1), l'auteur sera automatiquement responsable, puisqu'il est très difficile de démontrer en ce cas la cause étrangère.

Or, quand il y a recours des voisins, c'est que l'incendie a revêtu déjà une certaine importance et les dommages-intérêts devront être considérables.

§ I. — *Les caractères du fait initial.*

181. — La jurisprudence a parfois essayé de détacher l'incendie de certains phénomènes qui le précèdent ou l'accompagnent. Ce problème a déjà été aperçu à propos de la définition juridique du feu et de la déflagration.

Ici, quelques arrêts de principe sont intervenus, qui serviront de base.

182. — Pour isoler le fait antérieur (incendie ou explosion) la jurisprudence se fonde sur deux traits essentiels :

1° La durée du phénomène : en effet, une explosion, si elle ne dure pas un temps appréciable (du moins perceptible) avant de provoquer le feu, est alors considérée comme une simple phase de l'incendie : par exemple, la légère explosion ou détonation qui se produit au départ quand une bouteille de gaz butane prend feu.

A l'inverse, s'il se produit une inflammation rapide provoquant immédiatement une explosion, l'on peut dire que, matériellement, cette inflammation n'a pas eu le temps de devenir un feu, encore moins un incendie, et qu'elle n'est que l'acte de déclenchement de l'explosion, les deux phénomènes s'étant produits pour ainsi dire *simultanément*.

Deux décisions mettront en valeur ce premier élément de durée :

— un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 14 novembre 1924 (11).

(11) D.H., 1925.176.

L'explosion, dit le tribunal, « n'a eu lieu que très peu de temps avant le début de l'incendie ». Il y a lieu à l'application de la loi sur l'incendie du 7 novembre 1922.

— Au contraire, une inflammation de mélinite n'ayant provoqué une explosion que vingt minutes après, la Cour de cassation se prononça pour l'application de la loi de 1922. Ici, le phénomène antérieur était bien détachable : il y avait donc *incendie à l'origine* (12).

2° La jurisprudence tient compte en second lieu : de l'étendue, de l'importance, de la gravité du phénomène (on retrouve les mêmes critères que pour la notion d'incendie elle-même). On pourrait sans cela toujours dire qu'il y a un fait antérieur à l'incendie et ne jamais appliquer la loi de 1922.

Ainsi, une faible explosion, incapable en soi de causer de grands dégâts, ne sera pas détachée de l'incendie qui la suit. A l'inverse, la flamme qui peut apparaître isolément avant de provoquer une explosion ne peut être considérée comme un incendie précédant l'explosion et entraînant l'application de la loi du 7 novembre 1922.

183. — Le jugement du tribunal de Lyon du 28 avril 1926, déjà rencontré (13), récapitule très exactement ces différents éléments :

« Pour que l'on puisse dire qu'il y a eu incendie suivi d'explosion, il faut que les deux éléments soient nettement distincts, non concomitants, mais vraiment successifs... il est tout à fait inexact, sous prétexte que les manifestations de chaleur et de lumière précèdent d'une seconde les effets dynamiques d'expansion qui ne peuvent pas ne pas les accompagner, de décomposer un phénomène unique... il n'y a pas là deux événements distincts, un incendie et une explosion, mais deux manifestations simultanées ou si l'on préfère *deux temps d'un même phénomène* : la déflagration de la masse explosive... »

Le fait antérieur doit être d'une durée et d'une importance appréciable pour revêtir son autonomie et entrer en ligne de compte pour l'application des règles juridiques (14).

(12) Cass. civ., 23 mars 1926, D. 1926.I.129.

(13) Rec. per. ass., 1926, p. 135.

(14) En ce sens que « dans tous les cas où l'incendie est intimement lié à l'événement qui l'a provoqué », il n'y a pas deux faits distincts, mais un seul : l'incendie. V. Civ., 2° civ., 12 juillet 1955, D. 1955.j.685 et commentaire de MM. H. et L. MAZEAUD, Rev. trim. dr. civ., 1960, p. 307 sur un jugement du tribunal de la Seine du 4 juin 1959.

184. — Cette jurisprudence sur l'autonomie du fait antérieur met aussi en évidence ce qu'on appelle « *le commencement d'incendie* » (que vise l'article 40 de la loi sur le contrat d'assurance, comme on l'a indiqué).

L'expression « commencement d'incendie » a-t-elle une signification précise ?

La décision la plus typique à cet égard est celle de la Chambre des Requêtes du 1^{er} février 1944 (15), au sujet du célèbre sinistre de Miramas.

Le sinistre avait consisté en trois séries d'explosions dans un terrain de munitions ; or, d'après l'arrêt d'appel, la première explosion avait été précédée d'un commencement d'incendie. Les explosions s'étaient propagées à de nombreux wagons accumulés sur les voies de triage de la gare de Miramas, causant de lourdes avaries et détruisant des immeubles voisins.

Les termes du rapport des experts étaient les suivants : « les fumées blanches (apparus à l'origine de la catastrophe) indiquent une décomposition des explosifs sans combustion, alors que l'apparition des flammes d'une couleur orangée révèle la présence de vapeurs nitreuses communes à toutes les déflagrations d'explosifs nitrés ».

Le jugement de première instance et par suite le pourvoi en cassation en déduisaient que « les phénomènes qui ont précédé la détonation soudaine ne sont donc pas... un incendie véritable dû à des causes extérieures, et cause lui-même de l'explosion, mais bien les premières manifestations de la décomposition d'un explosif ». On se serait donc trouvé en présence, non d'un incendie, mais des phases successives d'une explosion : l'émission de flammes et de fumées qui avait précédé l'explosion de quelques instants ne serait pas un incendie.

La Cour de cassation n'a pas suivi cette thèse : elle a vu dans l'inflammation précédant l'explosion « un commencement d'incendie », présentant les caractères suffisants pour constituer un fait antérieur à l'explosion et donner lieu à l'application de la loi de 1922.

Le commencement d'incendie dans cette conception serait donc intermédiaire entre l'incendie véritable et l'inflammation : l'explosion n'avait éclaté que 30 secondes plus tard.

15) S. 1944.I.126, note Leballe sous Aix, 7 mars et 10 novembre 1942, Lyon, 1^{er} mars 1940, trib. com. Seine, 27 juillet 1943, D.C. 1943.j.137.

— Voici donc une première conception du commencement d'incendie : c'est un feu dégénéré en explosion (ou en tout autre phénomène), et considéré comme fait antérieur.

— Une deuxième conception existe également, en assurance : c'est « le commencement d'incendie susceptible de dégénérer en incendie véritable ». Et le commencement d'incendie se rapproche cette fois de l'incendie plus que de l'inflammation. Ce n'est au fond qu'un incendie véritable. Dès lors qu'un bien est la proie des flammes, a-t-on pu dire (16), il y a incendie, même si le feu ne peut se propager davantage faute d'aliments (par exemple le rideau d'une fenêtre qui s'enflamme sans que le feu puisse se communiquer à d'autres biens). Mais, le jugement précité du tribunal civil de Lyon avait déclaré qu'il fallait entendre par commencement d'incendie garanti par l'assurance, « un feu dont les témoins ont la crainte raisonnable de ne pouvoir arrêter le développement ». En l'espèce, un pardessus posé sur une chaise près d'un poêle était entré en contact avec ce poêle et avait pris feu. On avait craint que le feu se propageât à d'autres vêtements posés autour de ce poêle. La deuxième conception du commencement d'incendie est celle d'un incendie avorté.

185. — Bien qu'assez vague et très relative, la notion de commencement d'incendie peut donc recouvrir deux sortes de phénomènes : un incendie *dégénéré rapidement* en explosion, ou un incendie *éteint rapidement*. Tout ceci n'étant qu'une question de mesure. Mais dans les deux cas il y a embrasement et l'on applique la législation spéciale à l'incendie et la garantie de « l'assurance incendie ».

Ainsi le problème du fait antérieur, tout comme la définition de l'incendie, n'est qu'une question de mesure et d'appréciation. L'autonomie du phénomène initial est, elle-même, susceptible de variation ; il sera donc toujours facile, suivant qu'on veut restreindre ou au contraire étendre l'application de la loi de 1922, de dire que le phénomène initial est autonome ou non : ce qui montre déjà l'imperfection de la loi, et a amené d'ailleurs une modification dans la jurisprudence.

On verra dans le paragraphe 2 que l'autonomie du fait antérieur n'est utile, à notre sens, que si ce fait antérieur est une combustion vive : la question se ramène alors à la définition de l'incendie.

(16) Note sous trib. civ. Lyon, 25 juillet 1946, Rev. gén. ass. terr., 1947, p. 66.

Le deuxième aspect du problème est celui de la causalité qui complète l'étude qu'on vient de faire.

§ 2. — *Le problème de la causalité.*

186. — Que veut dire la loi de 1922 quand elle exige que le dommage au tiers ait été « *causé par l'incendie* » né chez l'auteur ? Ce problème se subdivise en deux : 1° il y a combinaison de l'incendie avec l'explosion ; 2° il n'y a pas incendie à l'origine chez l'auteur, mais il y a incendie chez la victime (c'est le problème des étincelles et flammèches de locomotives et batteuses).

187. — 1) La *première question* peut être résolue de différentes manières. S'il y a eu à la fois incendie et explosion appliquera-t-on la loi de 1922 ou l'article 1384, § 1 ? Plusieurs solutions sont offertes ; on peut :

— ou bien tenir compte uniquement de la cause directe du dommage, par exemple un incendie provoqué par une explosion cause des dégâts : c'est l'incendie qui est la source directe du préjudice ; on appliquera la loi de 1922.

— ou bien au contraire on peut se fonder uniquement sur la cause originaire, la cause première du dommage : si l'explosion a précédé et provoqué l'incendie on appliquera l'article 1384, § 1, et inversement.

— ou bien, enfin, on peut sérier les dommages suivant leur cause : on soumettra à la loi de 1922 les dommages causés par l'incendie et à l'article 1384, § 1, à ceux issus de l'explosion (une telle ventilation est difficile à opérer). C'était la solution proposée par M. Savatier en cas de doute sur le point de savoir quel était le fait antérieur : l'incendie ou l'explosion (17).

188. — *Quelle est la position de la jurisprudence ?*

La majorité des décisions appliquent la loi de 1922 quand les dommages ont pour cause « *initiale* » l'incendie qui a pris naissance chez l'auteur responsable ; la façon dont l'incendie s'est manifestée par la suite, la manière dont il a occasionné les dégâts (par explosion par exemple), importent peu. Par conséquent, seule la cause première est prise en considération : si l'incendie est suivi d'une explosion, c'est que le feu peut avoir rencontré une matière explosible sur son chemin. Cette explosion est envisagée comme une des différentes manières de propagation de l'incendie (18).

(17) R. SAVATIER, *Traité de responsabilité*, 2^e édition, t. I, n° 400.

(18) Note Besson sous Dijon, 3 février 1931, J.C.P. 1931.2.879.

Inversement, si c'est l'explosion qui a provoqué l'incendie, la jurisprudence est alors divisée :

— une première tendance met en œuvre le corollaire de la situation précédente : l'incendie n'apparaît en somme que comme le résultat de l'explosion, une de ses conséquences ou de ses formes d'action. Et cette tendance se rallie encore à la cause première du dommage.

Mais une deuxième tendance de la jurisprudence plus récente soumet à l'application de la loi de 1922 l'incendie provoqué par une explosion (19). Il s'agit par exemple d'une lampe à souder explosant puis mettant le feu ; il s'agit aussi de l'explosion d'un réservoir à essence destiné à une installation d'éclairage et qui fut suivie d'incendie...

Plus récemment, un arrêt de la Cour de Douai du 5 juin 1956 confirmant un jugement du tribunal de Lille (20), intervient dans une espèce assez particulière.

Une ménagère nettoyait des vêtements à l'essence dans une cuisine, son mari entra, tourna le commutateur électrique, l'étincelle qui en jaillit provoqua explosion puis incendie des vapeurs d'essence : la Cour appliqua la loi de 1922.

Evidemment, dans presque toutes les décisions consultées, ou bien l'explosion était de faible importance, et l'on peut dire que ce fait antérieur n'avait pas une autonomie suffisante pour entraîner l'application de sa législation propre ; ou bien l'explosion et l'incendie étaient simultanés, et c'est ce qu'on relève dans la dernière espèce : l'étincelle provoque « par concomitance », à la fois l'explosion et l'inflammation des vapeurs.

Néanmoins, l'on peut retenir de ce dernier arrêt le motif suivant : « que pour qu'il y ait lieu à application de ce texte (la loi de 1922), il suffit que le dommage ait été causé par la communication de l'incendie survenu dans la propriété voisine, sans qu'il y ait lieu de rechercher son origine, en particulier s'il provient d'une explosion s'étant produite dans cette propriété ».

Par conséquent, d'après cette deuxième tendance, qui est d'ailleurs la plus récente, il n'y a pas à tenir compte d'une cause première ou non : *du moment qu'il y a incendie chez l'auteur présumé, la loi de 1922 doit recevoir application*. Peu importe le déroulement des faits.

(19) V. cependant Trib. Seine, 4 juin 1959, Gaz. Pal., 1960.I.35 et les commentaires de MM. H. et L. MAZEAUD, Rev. trim. dr. civ., 1960, p. 307.

(20) Rev. gén. ass. terr., 1956, p. 365.

189. — Doit-on approuver cette simplification dans l'orientation actuelle des tribunaux ? En même temps que cette extension de la loi de 1922 ? En faveur de la nouvelle interprétation, l'on dira, qu'à l'origine d'un incendie, il existe toujours un fait antérieur : par exemple un court-circuit (et certaines juridictions l'ont isolé comme fait antérieur (21). Alors, on peut aller très loin dans ce domaine, et refuser dans tous les cas l'application de la loi de 1922. Un arrêt de la Cour de cassation du 12 juillet 1955 (22) n'a-t-il pas été jusqu'à dire, qu'en l'espèce, les dégâts devaient être attribués, non à l'incendie qui a pris chez le responsable, mais au feu allumé dans le fourneau et entretenu avec une intensité telle qu'il avait embrasé les poutres.

Après tout, la loi de 1922 soustrait à l'application de l'article 1384, § 1, le gardien des biens « dans lesquels un incendie a pris naissance », sans se soucier de la cause de cet incendie et sans exiger un phénomène de combustion spontanée.

190. — 2) Le deuxième aspect de la question auquel on arrive maintenant se présente le plus souvent dans les espèces où l'incendie a pour cause la projection de flammèches ou d'étincelles, et lorsqu'il y a un foyer normal à l'origine. Le problème se complique donc quelque peu.

D'après la loi du 7 novembre 1922, il faut que l'incendie ait pris naissance chez l'auteur ; par conséquent, si les étincelles ou les flammèches mettent directement le feu à la propriété du voisin, c'est l'article 1384, § 1, et non la loi de 1922 qui s'appliquera.

La jurisprudence, en majorité, estime qu'il n'y a aucune distinction à faire, selon que les flammèches échappées du foyer normal ont mis directement le feu à la propriété d'autrui (par exemple sous l'action du vent), ou qu'elles ont mis d'abord le feu aux biens du gardien de la chose dans laquelle se trouvait le foyer (dans ce que la S.N.C.F. appelle la *zone d'incendie*) et que l'incendie s'est ensuite communiqué à l'immeuble voisin, car, dit-elle, c'est bien un foyer normal qui est la *cause initiale* du dommage (23).

Ainsi, un garagiste est responsable en vertu de l'article 1384, § 1, quand l'incendie qui s'est déclaré chez lui et communiqué à l'immeuble voisin, provenait du foyer de son gazogène (24).

(21) Trib. Seine, 12 juin 25, D.H. 1925.547.

(22) Bull. Cass., 1955.2, p. 249, n° 402.

(23) *Contra*, Paris, 5 juin 1962, Gaz. Pal., 28 décembre 1962.

(24) Trib. Chinon, 18 février 1948, Gaz. Pal., 1949.I.53 sous note.

Quelques décisions ont toutefois précisé, que si le foyer *lui-même* s'embrasait avant de communiquer le feu, il y avait lieu d'appliquer la loi du 7 novembre 1922, un incendie étant bien cette fois la cause originaire du dommage (25).

191. — Il est bien difficile de conclure sur le fait antérieur et le lien de causalité à partir d'un tel fourmillement de décisions, souvent contradictoires dans des hypothèses aussi variées.

192. — Il faut pour cela dresser d'abord le bilan des différentes solutions et justifications apportées ; puis, examiner de quels éléments et principes directeurs on dispose. Il nous paraît plus simple et plus clair de présenter sous forme de tableau (voir pages suivantes) les situations en présence, les solutions et leur justification ; puis, d'en faire la critique et proposer différents principes pour résoudre la question.

(25) Nîmes, 25 mars 1925, Rec. ass., 1925.189, Verdum, 11 mars 1936, Gaz. Pal., 1936.2.39.

**TABLEAU COMPARATIF DE LA JURISPRUDENCE
SUR LA NOTION D'INCENDIE**

L'origine, le fait antérieur	Manifestation chez l'auteur	Effets chez la victime	SOLUTIONS	
			Possibles	Adoptées principalement par :
I. Explosion	Explosion	Dégâts d'explosion	Art. 1384 I	Unanimité de la doctrine et jurisprudence.
II. Combustion spontanée	Incendie	Incendie communiqué	Loi de 1922	d°
III. Explosion	Explosion avec projection de débris enflammés	Incendie provoqué	Art. 1384 I	Req., 14 février 1928, D.H. 28. P.149.
IV. Explosion Court-circuit	Incendie Incendie	Incendie communiqué d°	Art. 1384 I d°	Seine, 12 juin 1925, D.H. 1925, p. 547.
V. Explosion	Incendie	Incendie communiqué	Loi de 1922	Cass. civ., 5 mai 1926, G.P. 26. II.118. Dijon, 3 février 1931, J.C.P. II.879. Douai, 5 juin 1956, Rev. Gén. Ass. Terr., p. 365. Paris, 26 mars 1954, Gaz. Pal., 54.I.390. Cass. civ., 20 décembre 57, Bull. cass., 57.II.
VI. Incendie	Explosion	Explosion	Loi de 1922	Civ., 23 mars 1926, Gaz. Pal., 1926.I.722.
VII. Incendie	Explosion	Explosion	Art. 1384 I	devrait s'appliquer d'après M. le Professeur Besson (note sous Dijon, 3 février 1931, J.C.P. 1931.II.879.
VIII. Une flamme, une inflammation rapide	Explosion immédiate	Explosion	Art. 1384 I	Trib. Lyon, 28 avril 1926, Rec. Per. Ass., 1926, p. 135.
IX. Foyer normal loc-batteuse chaudière poêle	Projection d'étincelles enflammées	Incendie provoqué	Art. 1384 I	St-Nazaire, 25 mai 1924, Gaz. trib., 25.II.209. Alger, 8 mars 1926, Gaz. Pal. 26.2.57. Rennes, 19 avril 26, Rec. Ass., 1926.I.124. Digne, 14 mai 1947, J.C.P. 1947.3082. Cass. civ., 21 juin 1962. Gaz. Pal. 6 novembre 62.
X. Un foyer normal	provoque un incendie par projection d'étincelles	Incendie communiqué	Art. 1384 I	Bordeaux, 13 janvier 1926, S. 27.II.61. Amiens, 14 novembre 1951, D.H. 1952.90. Civ., 14 mars 1958 (Bull. cass., II.133, n° 202). Cass. Res., 1 ^{er} décembre 42, Gaz. Pal. 43.I.48. Civ., 20 janvier 48, Gaz. Pal. 48.I.144.
XI. Un foyer normal	s'embrase	et communique l'incendie	Art. 1384 I	Grenoble, 4 mars 1925, D.H. 1925, p. 375.
XII. Un foyer normal	s'embrase	d°	Loi de 1922	Verdun, 11 mars 1936, Gaz. Pal., 1936.II.39.

Leur justification :

I. Aucune discussion possible.

II. Aucune discussion possible.

- III. 1) Il n'y a pas eu « incendie » chez l'auteur.
2) La cause première des dommages est l'explosion (comparer avec les escarbilles issues d'un foyer normal).
3) Les travaux préparatoires de la loi de 1922 sont formels en ce sens.
-

- IV. 1) L'explosion est le fait antérieur autonome cause initiale.
2) L'incendie n'est qu'une manière d'agir de l'explosion.
3) Il n'y a aucune raison de faire une différence avec le cas précédent.
4) La loi de 1922 doit s'interpréter restrictivement.
-

- V. 1) L'incendie a pris naissance chez l'auteur.
2) L'incendie est la cause directe des dommages.
3) La loi n'exige pas que l'incendie soit la cause initiale.
4) Dans la pratique il y a toujours un fait antérieur à l'incendie ; peu importe qu'il soit autonome ou non.
5) L'incendie a bien été « communiqué ».
-

- VI. 1) L'incendie a bien pris naissance chez l'auteur.
2) C'est la cause initiale du dommage, peu importe la manière dont il s'agit.
-

- VII. 1) Car la cause directe des dommages n'est pas l'incendie.
2) L'explosion peut toujours être considérée comme conséquence normale de l'incendie, celui-ci ne fait que la provoquer comme un choc quelconque.
3) La loi de 1922 doit être interprétée restrictivement.
-

- VIII. 1) Il n'y a pas incendie.
2) Le fait antérieur n'est qu'une phase de l'explosion.
-
-

- IX. 1) Il n'y a pas incendie chez l'auteur.
2) Les travaux préparatoires de la loi de 1922 excluent cette hypothèse.
-

- X. 1) Il n'y a pas de raison de faire une différence avec le cas précédent.
2) Il faut tenir compte de la « cause initiale » des dommages.
-

XI. Mêmes raisons que pour le cas précédent.

XII. On peut dire à l'inverse que la cause initiale est l'incendie.

193. — Quels sont les corollaires et l'interprétation à donner de ce tableau synoptique ? (26).

194. — 1) *Interprétation — contradictions — orientation de la jurisprudence :*

— La jurisprudence comporte déjà une première contradiction dans sa tendance même, et son orientation. En effet : quand il s'agit d'un incendie combiné à un autre événement (explosion, court-circuit...), elle étend de plus en plus l'application de la loi de 1922 sans tenir compte de l'autonomie du phénomène qui précède l'incendie.

Au contraire, en présence d'un incendie causé initialement par un foyer anormal, elle restreint considérablement le domaine de la loi, allant même jusqu'à ne jamais l'appliquer, sous prétexte qu'à l'origine il existe un foyer normal, quand bien même ce foyer aurait déjà provoqué un incendie dans le bien du présumé responsable. On peut presque toujours découvrir à l'origine un feu normal : si un incendie a été provoqué par le tabac contenu dans le foyer d'une pipe, il y a bien à l'origine un foyer normal...

— Les solutions dominantes actuelles contiennent encore des contradictions plus graves, en effet :

La majorité des décisions soumettent à la loi de 1922 les dégâts causés par une explosion provoquée par un incendie, s'attachant ainsi à la cause originaire du dommage. En revanche, quand l'incendie a été causé par une explosion, la jurisprudence actuelle applique, là encore, la loi de 1922, s'attachant donc cette fois à la cause directe et non plus initiale du dommage. Mais, c'est de nouveau à la cause première qu'elle revient, si l'incendie, provoqué déjà chez le défendeur, est issu d'un foyer normal.

Doit-on espérer un revirement ? Tout au moins une unification dans cette jurisprudence ? Pour y répondre, il faut rechercher d'abord quels peuvent être les principes de solutions.

195. — 2) *Eléments de solutions.*

Quels sont les principes sur lesquels se fonde la jurisprudence ? Quels sont ceux que nous retiendrons ?

196. — La doctrine et la jurisprudence, pour donner une base à l'application de l'article 1384, § 1, font, dans certains cas, appel au caractère d'exception de la loi de 1922.

(26) V. les décisions à partir desquelles le tableau a été construit, bibliographie : jurisprudence, p. 321.

Ce premier fil directeur est, nous semble-t-il, à rejeter pour deux raisons : d'abord parce que, selon les termes mêmes de M. le professeur Rodière (27), « l'affirmation que la loi du 7 novembre 1922, parce que déroatoire au droit commun, mérite une interprétation stricte, on la peut en vérité soutenir dans le principe mais point pour distinguer là où la lettre ne le fait pas » ; ensuite parce que ce caractère d'exception de la loi de 1922 n'est qu'une échappatoire et fut déjà malmené sans scrupules pour l'application de la loi dans le temps et quand il a fallu étendre cette loi au cas où l'immeuble n'a été que l'agent de propagation du dommage (l'incendie n'y ayant pas pris naissance). Le caractère déroatoire d'une loi ne sert que si on le veut bien.

197. — Autre argument à rejeter, celui qu'on invoque souvent en ces termes : « il n'y a pas lieu, dit-on par exemple, de distinguer suivant que le feu a pris ou non sur le talus de la voie ferrée (c'est-à-dire chez l'auteur du dommage) » ; ou bien : « si le dommage avait été causé directement par l'explosion, il est incontestable que la loi de 1922 ne s'appliquerait pas, pourquoi ferait-on une différence au cas où l'explosion aurait d'abord causé un incendie... ».

Argumentation essentiellement dangereuse ; si on la pousse jusqu'au bout cela revient à dire : du moment qu'il y a dommage d'incendie *chez le voisin*, cela doit suffire pour l'application de la loi de 1922 ; or, ce serait faux, étant donné les termes mêmes de la loi.

En réalité, si des distinctions fragiles, disons-le inéquitables, existent, c'est à la loi elle-même, qu'il faut s'en prendre : le simple fait que cette loi exclut l'explosion est actuellement injustifiable.

198. — Nouvel élément à utiliser avec prudence : les travaux préparatoires de la loi de 1922 et notamment le rapport de M. Schumann : s'il est clair que l'explosion seule, ou les dommages causés directement par des escarbilles sans incendie initial, sont rejetés, dans l'esprit de la loi, il est plus hasardeux d'en conclure (comme on l'a fait souvent), que, même si le feu a pris naissance dans le terrain du responsable, du moment qu'il y a une étincelle provenant d'un foyer normal à l'origine, la loi de 1922 y est étrangère. Quand le rapport précise : ne sont pas visés les cas où le feu a été communiqué à la propriété voisine, non par l'extension d'un incendie, mais par explosion... » cela veut dire peut-être : « commu-

(27) J.C.P. 1946.2.3928.

niqué *directement* par explosion... » (28). Les travaux préparatoires de la loi de 1922 sont beaucoup trop sommaires pour qu'on en puisse tirer des éléments stables. Tandis que M. Schumann exclut l'explosion du champ d'application de la loi, le rapporteur au Sénat déclara que la loi s'appliquerait « à tous les cas qui peuvent se produire ».

199. — C'est alors du texte seul de la loi qu'il faut partir, ainsi que des principes juridiques généraux.

De la lettre de cette loi, on peut extraire deux expressions : 1° l'incendie doit avoir « *pris naissance* » dans le bien de l'auteur à l'origine ; 2° les dommages à autrui doivent « avoir été *causés* par cet incendie. »

— La première proposition n'offre pas grande difficulté et permet déjà d'éliminer sans discussion du domaine de la loi de 1922 plusieurs hypothèses :

le cas du foyer normal provoquant directement, par projection d'étincelles, le feu chez le voisin (hypothèses n° 9 du tableau) ;

l'explosion projetant directement des bombes enflammées chez autrui, ou causant des destructions sans feu (hypothèse n° 3 du tableau).

On peut résumer ce principe par une nouvelle distinction de vocabulaire : il faut que l'incendie ait été « communiqué » et non simplement « provoqué » chez autrui.

— La deuxième proposition est source de toutes les difficultés.

En effet, l'on peut d'abord tenir le raisonnement suivant :

Il faut distinguer le fait antérieur et le lien de causalité ; « l'origine » de l'incendie et la « manière dont il agit » ; la cause « première » et la cause « directe ». Il faut enfin raccorder cette deuxième proposition à la première.

De plus, *pourrait-on dire* : il résulte, implicitement, des termes de la loi, que le législateur a voulu s'attacher bien plus à l'origine de l'incendie, qu'à la cause directe du dommage. En effet, la loi stipule que l'incendie doit avoir « pris naissance » chez le présumé responsable, il faut donc que cet incendie jaillisse en quelque sorte *ex nihilo*, sans avoir été provoqué par un autre phénomène ; sinon le législateur aurait peut-être simplement dit : « l'incendie qui « s'y est produit » sans autre précision ».

(28) J.O. 1922, Chambre doc. parl., n° 4694, p. 1616.

200. — Ce raisonnement peut conduire à proposer les solutions suivantes, basées essentiellement sur l'existence et les caractères du fait antérieur, analysé dans la section précédente :

— en cas d'incendie suivi d'explosion, peu importe le mode de réalisation du dommage, l'incendie étant la cause première, il faut appliquer la loi de 1922.

— inversement, en cas d'explosion provoquant un incendie, l'on rejette l'application de la loi de 1922 : conséquence logique ; sinon, dans le cas précédent (incendie provoquant explosion) il faudrait appliquer l'article 1384, § 1, ce qui ne se conçoit pas.

201. — 3) Mais ces distinctions, *dans la pratique*, se révèlent très délicates, notamment en cas de déflagration, de court-circuit et de tous autres phénomènes ne présentant pas une autonomie suffisante.

C'est donc principalement pour une raison pratique qu'il nous semble préférable d'en arriver aux *solutions suivantes*.

202. — Du moment qu'il existe, ou a existé un incendie chez l'auteur, on doit appliquer la loi du 7 novembre 1922, peu importe l'origine ou le mode d'action de l'incendie. Sans quoi, allant au fond du raisonnement précédent, l'on n'appliquerait la loi de 1922 qu'au seul cas de combustion spontanée, l'incendie étant *toujours* précédé d'une cause première ; n'est-ce pas d'ailleurs (29) ajouter aux termes de la loi que de prendre en considération la cause « originelle ».

203. — D'autre part, à notre sens, si un foyer normal provoque d'abord un incendie chez le présumé responsable, soit en s'embranchant lui-même, soit par la projection d'une étincelle, puis, « communique » cet incendie chez le voisin : il faut appliquer la loi de 1922.

Cette dernière solution a été le plus souvent rejetée par la jurisprudence dominante (30) d'après laquelle « du moment que la cause initiale est une projection d'étincelle ou un foyer normal, on ne peut appliquer la loi et il n'y aurait aucune différence à faire suivant que les flammèches ont mis directement le feu chez autrui ou d'abord dans le bien même du défendeur ». C'est la jurisprudence qui soustrait à la loi de 1922 l'incendie provoqué par les flammèches d'une locomotive, sur le talus de la voie appartenant à la S.N.C.F. et communiqué, de là, aux propriétés voisines ;

(29) Note Rodière, *op. cit.*, J.C.P. 1946.2.3928.

(30) Req., 1^{er} décembre 1942, Gaz. Pal., 1943.I.48. V. « La partie jurisprudence » de la bibliographie, p. 321. V. cependant : *contra*, C. app. Paris, 5 juin 1962, Gaz. Pal., 28 décembre 1962.

allant plus loin, plusieurs juridictions ont refusé d'appliquer la loi de 1922 à l'incendie issu d'un foyer normal qui avait pris feu. Certains auteurs et des décisions font une distinction suivant que le foyer qui projette les escarbilles s'est lui-même embrasé ou non (dans le premier cas seulement, il y aurait, dit-on, chose incendiée à l'origine).

204. — Quelles critiques peut-on faire de cette jurisprudence ? Les mêmes qu'on a pu adresser à la distinction entre la cause première et la cause directe du dommage. Signalons d'ailleurs qu'un arrêt isolé de la Cour de Paris du 11 octobre 1954 (31), a fait application de la loi de 1922 dans ces hypothèses, déclarant notamment : « que ce texte (loi de 1922) n'a créé aucune distinction relative à la cause de l'incendie ».

La cause première d'un incendie sera très souvent la projection d'une allumette, d'une cendre de cigarette, ou d'une étincelle, sur un corps combustible, dans un foyer domestique par exemple ; et pourtant on appliquera la loi de 1922 (d'autant que la cause du sinistre est bien souvent inconnue). Il semble alors qu'on ait été fréquemment influencé par des situations dans lesquelles la localisation de l'incendie était apparente : il s'agissait en quelque sorte d'incendies en plein air, sur la voie ferrée par exemple, la locomotive ayant déjà quitté les lieux, et n'ayant pas pris feu elle-même. Devrait-on reprendre cette distinction quand il s'agit d'une étincelle échappée d'une chaudière, d'un poêle ou de tout autre installation dans un appartement ? Certainement non ! La loi de 1922 ne recevrait alors plus jamais application ! De plus, si (suivant certaines décisions) l'on propose d'appliquer la loi dès que le foyer normal a pris feu lui-même, à plus fortes raisons ne devrait-on pas faire de distinction — ici — car, au fond, la cause première est toujours le foyer normal (peu importe qu'il soit devenu anormal par la suite) ; où s'arrêterait, sinon, la localisation du foyer normal ? Aux parois de ce foyer ? Devra-t-on envisager globalement, comme un foyer normal, formant un tout, la locomobile et la batteuse ? Ou bien séparer l'une de l'autre ? Appliquant la loi de 1922 si la locomobile a pris feu, et l'article 1384, § 1, si c'est la batteuse qui a été incendiée par projection d'étincelles de sa locomobile ? Toutes distinctions bien arbitraires, et destinées seulement à restreindre autant que possible le domaine de la loi de 1922 jugée peu opportune en général.

205. — En conclusion, du moment qu'un incendie a pris chez l'auteur, la loi de 1922 devrait être applicable à cet auteur.

(31) Gaz. Pal., 1955.I.116.

Peu importe pratiquement sa cause initiale, puisque, par hypothèse, un incendie a toujours une cause : feu normal, étincelle, court-circuit, déflagration, explosion... Peu importe que le fait antérieur à l'incendie soit autonome ou non. Ceci est corroboré par la jurisprudence dans un autre domaine, celui de l'article 854 du Code rural, que la Cour de cassation déclare applicable à l'incendie causé par une explosion. (Et pourtant, là aussi, on essaie de restreindre le champ d'application de la règle spéciale à l'incendie !).

Cette conclusion supprimerait l'iniquité de certaines distinctions, mais en laisserait subsister d'autres, dues à l'imperfection, et peut-être à l'inutilité, de la loi de 1922, comme nous le verrons dans la dernière partie.

« La parole est au législateur, il doit abroger l'œuvre de 1922 ou préciser son domaine. Jusqu'à son intervention, le bon sens invitera les tribunaux à tourner la loi et les nécessités de la motivation judiciaire les condamneront à en donner de mauvaises raisons » (32).

206. — Ainsi, après avoir défini l'incendie à partir du feu, et essayé de l'isoler d'autres phénomènes, on aboutit à une notion juridique plus large presque analogique, pour l'application de la loi de 1922, à la fois l'incendie lui-même, et son point de départ, sa cause initiale, et sa manière d'évoluer.

Il reste maintenant dans une troisième et dernière partie à envisager les conséquences juridiques de l'incendie, et de son autonomie, c'est-à-dire :

I. — La multiplicité de la notion, les nuances qu'elle revêt dans chaque branche du droit ;

II. — L'utilité de cette autonomie et sa critique.

(32) Note Rodière, *op. cit.*, J.C.P. 1946.2.3928.

TITRE III

L'INCIDENCE JURIDIQUE DE LA NOTION D'INCENDIE

207. — Existe-t-il *une* « notion juridique » d'incendie ou *des* conceptions juridiques de l'incendie ?

« Dans une même science, on pourra, pour un même objet, dégager des concepts différents suivant les lois qu'on veut formuler, les justifications pratiques et les explications logiques à obtenir » (1).

On a pu dire (2) que le mot « incendie » ne possédait pas une signification identique dans : la loi de 1922, les articles 1733 et 1734 du Code civil, le statut des baux ruraux et les polices d'assurances.

Cette affirmation ne nous semble exacte qu'en partie : la définition de l'incendie doit être unique, mais elle revêtira, suivant les conséquences juridiques du phénomène, des « nuances » différentes. Il faudra, dans certains domaines, insister sur tel critère plutôt que sur tel autre.

(1) R. BONNARD, Les concepts de la science de l'Etat, Rev. droit public, 1943, p. 230.

(2) F. COCRAL, Thèse, Paris, 1955, La responsabilité des occupants d'un immeuble titulaires d'un contrat de bail vis-à-vis du propriétaire au cas d'incendie.

CHAPITRE PREMIER

ASPECTS MULTIPLES DE LA NOTION

Section 1.

L'INCENDIE SOURCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE.

§ 1. — *Responsabilité délictuelle.*

208. — Il s'agit ici de la notion d'incendie dans l'optique de la loi du 7 novembre 1922, c'est-à-dire du recours des voisins. Pour définir l'incendie il faut partir, non plus de ses traits caractéristiques naturels, mais d'abord de ses conséquences juridiques.

L'incendie, au sens de la loi de 1922, est un feu accidentel et anormal qui cause des « dommages ». Pour que la loi trouve son application, il faut avant tout un *préjudice* causé aux tiers ; c'est donc le critère de dommage qui caractérise ici l'incendie. Mais, puisque ces dégâts doivent être causés aux tiers, il faut en outre qu'ils revêtent une certaine importance, que le feu ait pu se communiquer aux propriétés voisines, ce qui nécessite une *force d'expansion*.

Par ailleurs, le *point de départ* du feu doit être localisé.

Enfin le phénomène de combustion vive différenciera le feu de l'explosion.

Ainsi, la notion d'incendie du point de vue du recours des voisins se révèle, en un sens, plus étroite que dans la langue courante, car l'incendie doit causer un *préjudice*, sinon il ne sera pas pris en considération en vertu de la maxime « pas d'intérêt, pas d'action ».

209. — On est donc en présence d'une première déformation juridique du fait matériel d'incendie. Si, par exemple, un incendie provenant de chez le voisin consume un tas de mauvaises herbes destinées à la fournahe, la victime ne subit aucun préjudice et ne peut se fonder sur l'incendie pour invoquer la loi de 1922 : il n'y a pas chez elle « incendie » au sens de cette loi, car si l'incendie a brûlé des biens, il n'est pas source ici de responsabilité délictuelle. Mais s'il n'y a pas incendie du point de vue civil, il peut y avoir incendie du point de vue pénal. De là à dire (3) que l'incendie est un quasi-délit en soi, il n'y a qu'un pas ; or, cela ne semble pas tout à fait exact. C'est ce qu'on peut constater pour l'incendie, source de responsabilité contractuelle.

§ 2. — *L'incendie source de responsabilité contractuelle.*

C'est essentiellement la responsabilité *locative*.

210. — On a, en effet, essayé de dire que la responsabilité locative et le fondement de l'article 1733 du Code civil étaient délictuels, parce que, l'incendie apparaissant en soi comme un quasi-délit, donnerait à la responsabilité sa nature délictuelle. Certains tribunaux paritaires ont adopté cette thèse, au sujet de la responsabilité du fermier en cas d'incendie.

Un tel raisonnement est cependant à rejeter, car l'incendie, quelque nuance juridique qu'on y attache, reste néanmoins en lui-même « l'événement matériel, le fait qui en soi n'a aucune valeur juridique » (4). Il est la conséquence matérielle de la faute, mais la conséquence juridique en sera l'inexécution de l'obligation de conservation de la chose, et c'est le seul point qui compte. Peu importe que l'incendie soit un délit pénal, cela n'entraîne pas *ipso facto* le jeu de la responsabilité délictuelle : la faute pénale peut aussi bien faire jouer sur le plan civil les règles de la responsabilité contractuelle (ainsi en est-il des délits d'abus de confiance et d'escroquerie).

Il faut donc se garder de donner à la coloration juridique de l'incendie plus d'influence qu'elle n'en a.

211. — Pour la responsabilité locative, la notion juridique de l'incendie est très proche de celle du recours des voisins. Le point de départ de l'incendie est encore plus important, pour la répartition des dommages-intérêts (en vertu de l'article 1734) entre les différents locataires.

(3) V. TOUTAIN, thèse, Paris, 1953, La responsabilité du preneur et du bailleur d'un bien rural en cas d'incendie des bâtiments.

(4) V. TOUTAIN, thèse, Paris, 1953, *op. cit.*

L'incendie doit également être dommageable, et, par hypothèse, prendre une certaine extension, puisqu'il doit causer des dégâts à l'immeuble même, et pas seulement aux meubles du locataire qui s'y trouvent.

Le même phénomène doit donc s'apprécier, schématiquement, de la même manière, qu'il se propage chez les voisins ou chez les colocataires, qu'il cause un préjudice aux tiers ou au bailleur.

Cependant, il pourra en un sens, s'entendre de façon plus large, pour la raison qu'il existe un phénomène qui ne donnera lieu à application de la loi de 1922 que s'il revêt l'importance d'un incendie, et qui pourtant est considéré comme un incendie au sens de l'article 1733 : c'est le feu de cheminée.

212. — Pour la responsabilité locative, c'est la *localisation* de l'incendie qui revêt une importance de premier plan : un exemple illustrera le rôle du point de départ de l'incendie et de sa propagation.

Il s'agit d'un arrêt de la Cour de Poitiers du 18 juin 1912 (5) au sujet de la responsabilité en cas d'incendie, du locataire qui a loué une partie de la maison contiguë à celle qu'il habite et a établi entre les deux une porte de communication. Un incendie prit naissance dans le premier bâtiment, endommageant les deux immeubles. La question devait se poser de savoir si le locataire était automatiquement responsable, en vertu de l'article 1733, de l'incendie des deux bâtiments. La Cour a décidé que, malgré la communication, il y avait deux immeubles ; par conséquent, le locataire ne répondrait pas dans les mêmes termes de l'incendie de l'immeuble voisin.

L'incendie a été, en quelque sorte, partagé fictivement en deux, et l'on constate encore un hiatus entre le droit et la réalité matérielle.

Mais la question eût été encore plus épineuse, si, comme le constate l'annotateur de cet arrêt à la *Revue trimestrielle de droit civil*, le feu s'était transmis par les portes de communication, ou si toute séparation entre les deux immeubles avait été supprimée. Le problème se serait alors rattaché à celui de savoir si le locataire est responsable en cas d'incendie, seulement si le feu a pris naissance chez lui, ou si c'est chez lui qu'il est devenu apparent. Et c'est ici qu'intervient la « notion d'apparence » du feu, sur laquelle il faut insister. Autant de difficultés, continue l'auteur, se résolvant en définitive également dans la question de savoir si l'article 1733 est une présomption de faute (auquel cas,

(5) S. 1914.2.21.

le locataire sera réputé en faute d'avoir laissé le feu naître (mais une fois né, son expansion ne peut lui être imputée à faute), ou, s'il est tenu de restituer l'immeuble qu'il a loué, il faut qu'il prouve que le feu non seulement a pris, mais « s'est développé » sans sa faute. Peu importe le lieu où cette faute s'est produite. Nous retrouverons ces discussions lors de la critique de la responsabilité locative.

Certains jugements ont exigé que le feu prenne dans le lieu loué (Tribunal de la Seine, 9 mars 1941 [6]) : « L'article 1733 ne s'applique pas au cas où l'incendie a pris naissance dans la rue devant la boutique louée, au cours du remplissage du réservoir d'une station-service ». Décision critiquable ;

En effet, on peut dire que le point de départ de l'incendie revêt une importance beaucoup plus grande pour l'application de l'article 1734 que pour celle de l'article 1733 car l'article 1733 est une règle de responsabilité contractuelle entraînant obligation de restituer. Quand il n'y a qu'un seul locataire, l'application de la règle de responsabilité est indépendante du lieu de naissance de l'incendie... L'article 1733 entre en jeu du moment qu'on ne peut restituer, à cause d'un incendie, où qu'il ait pris.

Le point de départ a néanmoins une autre utilité : il pourra constituer une circonstance exonératoire, par la suite le locataire pourra s'exonérer en prouvant que le feu n'a pas pris chez lui, qu'il y a communication d'incendie par exemple.

213. — En conclusion, en matière contractuelle comme délictuelle, l'essentiel est que l'incendie comporte les éléments nécessaires, comme tout autre fait matériel, à en faire une source de responsabilité.

La proposition est inverse pour l'incendie cause d'exonération de responsabilité.

Section 2.

L'INCENDIE CAUSE D'EXONÉRATION DE RESPONSABILITÉ.

214. — En droit maritime, d'après la convention internationale de Bruxelles, l'incendie étant un cas excepté, peut être considéré en soi comme la force majeure : il n'y a pas de difficultés sur ce point. Mais en droit maritime français, il n'en est pas ainsi. Aucun fait matériel n'est en soi un cas fortuit ; ainsi en droit

(6) *Gaz. Pal.*, 1941.I.420.

civil, l'incendie n'est par lui-même ni un cas fortuit, ni comme on l'a précisé un quasi-délit, mais un simple fait matériel.

Aussi les caractères de l'incendie en tant que force majeure sont-ils les mêmes que ceux de tout autre phénomène ; l'incendie né de causes inconnues n'est pas assimilable à une force majeure.

Il faut donc essentiellement distinguer ici « l'incendie fait matériel », de sa cause ; cette cause, seule, peut lui donner les caractères d'un cas fortuit.

En outre, c'est sur le caractère de *danger* et de *possibilité d'expansion* qu'il faut insister ; l'incendie doit donc revêtir plus spécialement les caractères d'irrésistibilité et d'imprévisibilité.

La jurisprudence est nombreuse et sévère sur ce point : l'incendie, comme la guerre..., doit être envisagé et apprécié par rapport à ceux qui pourraient l'invoquer.

En résumé, pour que l'incendie soit considéré comme une cause d'exonération et plus généralement un cas fortuit, il faut que les critères suivants soient réunis : le critère d'accident, le critère de danger, apprécié en fonction de son irrésistibilité et de son imprévisibilité.

215. — En conclusion, sous l'angle de la responsabilité, ce sont les conditions de cette responsabilité, ou les conditions de l'exonération de responsabilité, qui doivent être ajoutées à la définition du fait matériel d'incendie et qui la nuancent suivant les cas, par la prédominance de tel ou tel critère.

Section 3.

L'INCENDIE EN ASSURANCE.

216. — Le point de vue des assureurs sur la notion d'incendie se présente assez différemment et c'est ici qu'une définition du phénomène pourra garder toute son utilité.

On peut adopter dans ce domaine, avec quelques modifications de forme, la définition proposée par M. Deschamps (7) :

« L'incendie est un phénomène de combustion vive se produisant hors d'un foyer normal... et attaquant des matières qui n'étaient pas à ce moment destinées à la combustion... avec un développement de chaleur suffisant pour entraîner la combustion totale de ces matières, sans intervention extérieure. »

(7) J. DESCHAMPS, Rev. gén. ass. terr., 1951, p. 5, op. cit.

Toutefois, la finale du texte ne paraît pas indispensable, car une combustion partielle suffit.

En revanche, il faut insister davantage sur le « dommage » causé. Nous dirons alors « un phénomène de combustion vive se produisant accidentellement hors d'un foyer normal et causant à l'assuré un *dommage* par l'embrasement de matières qui n'étaient pas à ce moment destinées à la combustion ».

En effet, le « dommage » est essentiel pour l'application de la garantie, et l'embrasement distingue l'incendie d'autres risques qui peuvent être assurés par des clauses spéciales.

Dans l'esprit général des textes, malgré leur rédaction, parfois insuffisante, l'assureur garantit la seule combustion « *vive* » (notion « juridique » de feu).

217. — Cependant, une définition de l'incendie en matière d'assurance, quoique nécessaire, est forcément imparfaite ; c'est donc par les *clauses spéciales* des polices que l'assureur a la possibilité d'apporter des précisions : ceci se vérifie pour l'explosion, de laquelle on a donné dans les polices une définition, et qui pourtant doit être, elle aussi, précisée par différentes clauses.

En outre, pour l'assurance de responsabilité, l'on se référera à la conception de l'incendie de la loi de 1922 ou du risque locatif suivant les cas.

Pour l'assurance du risque direct, c'est-à-dire l'assurance de choses, la notion d'incendie implique la description du risque couvert et des dégâts assurés. Cette définition sera donc assez large, car on s'attachera essentiellement aux dommages, sans se préoccuper le plus souvent du fait antérieur.

Il ne s'agit donc plus exactement de la notion d'incendie mais du « *risque incendie* ». C'est au *résultat de l'action du feu* qu'il faut s'attacher.

218. — Toutefois quelques nuances doivent être apportées à ce principe.

D'une part, l'assureur garantit certains dommages causés par l'incendie qui ne sont pas le résultat direct de l'action de feu ; ici l'incendie est donc assuré en tant que *cause* : il ne s'agit pas de combustion vive ; ce sont (article 42 de la loi du 13 juillet 1930) les dommages matériels occasionnés aux objets compris dans l'assurance, par les secours et les mesures de sauvetage (article 43 de la même loi), la perte ou la disparition des objets assurés survenue pendant l'incendie (l'assureur est libéré de son obligation de garantie en prouvant que la disparition est due à un vol).

D'autre part, à l'inverse, l'assureur exclut en général, les dommages d'incendie quand l'incendie lui-même est dû à certaines causes (8) difficilement assurables étant donné leurs caractères : 1° la guerre étrangère ou civile, les émeutes, insurrections ou mouvements populaires ; 2° les risques catastrophiques naturels ; 3° les dommages dus « aux effets directs ou indirects d'explosion de chaleur ou de radiation provenant d'une transmutation du noyau de l'atome et ou de la radio-activité, ainsi que les sinistres dûs aux effets de radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules atomiques » ; 4° les dommages dûs à un vice propre de la chose.

Enfin, il convient de mettre à part certains dommages, autres que l'incendie, qui peuvent être compris dans la police incendie à titre accessoire et comporter éventuellement une tarification spéciale : l'explosion, les dommages électriques autres que d'incendie, la chute de la foudre non suivie d'incendie mais avec fulguration directe.

Peuvent être également comprises dans les garanties, des indemnisations accessoires pour privation de jouissance des locaux incendiés, pertes de loyers, pertes indirectes...

En fait, actuellement, des conventions spéciales peuvent toujours intervenir et le risque « inassurable » est en forte régression, évolution qui avait d'ailleurs été souhaitée par le législateur qui, dans la loi de 1930, réserve la possibilité d'extensions particulières aux garanties classiques. La seule limite à ces extensions contractuelles étant en dernier ressort fixée par l'article 12 de la loi de 1930 ainsi conçu : « L'assureur ne répond pas, nonobstant toute convention contraire, des pertes et dommages provenant d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré. » (Une telle convention serait en effet contraire à l'ordre public et à la notion même de risque.)

219. — La nouvelle formule (édition 1959) de la police type incendie a d'ailleurs apporté quelques modifications et précisions dans le domaine de la garantie qui s'applique principalement à « la combustion *vive* ».

I. — Autrefois, pour le recours des voisins, n'étaient visés que les dommages d'incendie résultant de la communication du feu aux biens des voisins ; maintenant dans une rédaction plus libérale, sont visés pour le recours des voisins *et* des « *tiers* » : les

(8) DESCHAMPS, Les nouvelles conditions générales de la police incendie, Rev. gén. ass. terr., 1959, p. 273.

dommages matériels résultant d'un incendie survenu dans les biens assurés... » (un feu de cheminée provoque un jeu d'étincelles qui, en retombant, vient endommager une auto en stationnement ; la garantie jouera si la responsabilité de l'assuré vient à être engagée (9).

II. — Il a semblé préférable de rétablir (sauf clause spéciale de garantie) l'exclusion formelle des accidents ménagers, que comportait la police type de 1913.

III. — L'exclusion du risque atomique formulée d'une manière différente, n'est pas changée dans le fond (les dommages dus aux effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiation provenant de transmutations de noyau d'atome ou de la radio-activité, ainsi que les sinistres dus aux efforts de radiations, provoqués par l'accélération artificielle de particules).

IV. — Sont exclus de la garantie, avec précision, « les actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées de terrorisme », et en plus d'autres cataclysmes, les inondations, raz-de-marée et tempête.

220. — La catégorie particulière des actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées de terrorisme, est maintenant expressément exclue des polices incendie, étant donné l'importance et la fréquence de ces attentats au cours des années récentes. De nombreux procès furent intentés afin d'abriter les compagnies à rembourser les dommages causés par le terrorisme. On ne citera qu'un des plus célèbres : celui qui fut jugé notamment par la Cour de Montpellier le 20 novembre 1959 (10) (affaire Purfina). Cette juridiction décida que les attentats terroristes du F. L. N. A. (Front de Libération Nationale Algérien) relevaient de la guerre civile, risque exclu de la police incendie. L'arrêt fut confirmé par la Cour de cassation (10 bis). Et, pour éviter, à l'avenir, de trop nombreuses discussions, sabotage et terrorisme furent expressément écartés de la garantie ordinaire par les « Nouvelles Conditions Générales de 1959 ». Le sabotage se présente en effet comme une nouvelle forme de combat, dont la définition juridique est d'ailleurs délicate, mais qui possède toutes les caractéristiques d'un risque anormal : il en existe schématiquement deux formes (selon leur mode de réalisation) également exclues de la garantie : « les actes de sabo-

(9) DESCHAMPS, Rev. gén. ass. terr., 1959, p. 273, *op. cit.*

(10) Argus des Assurances, 29 novembre 1959, J.C.P. 1960.II.403, note Besson ; D. 1960.122, note Schmiat.

(10 bis) Cass. Civ., 6 novembre 1962, Gaz. Pal., 1962, 15 décembre.

tage clandestins, commis par un ou plusieurs individus selon un plan concerté, et les actes collectifs commis par des bandes armées et organisées militairement ». On a pu dire que le sabotage est « l'acte de destruction volontaire dirigé contre les ressources matérielles de l'ennemi pour porter atteinte à sa puissance militaire et économique ». « Si l'on s'attaque aux vies humaines, on dit qu'il y a terrorisme, lequel a pour but d'intimider ou de punir les collaborateurs de l'ennemi. » Le sabotage est une technique maintenant officiellement enseignée dans un grand nombre de pays.

Il peut être commis de façon méthodique par des troupes au cours d'opération (campagne allemande en Russie en 1943), ou bien sur le territoire de l'ennemi, « en dehors de la zone de combat » par des commandos armés (opérations contre l'usine de l'eau lourde en Norvège), ou bien de façon « clandestine », et c'en est la forme la plus moderne, à laquelle on réserve maintenant le terme de « sabotage » : c'est alors un acte clandestin, commis par un très petit nombre d'hommes, qui vise à détruire des biens, dans le cadre d'une action concertée, les moyens employés étant généralement le feu ou l'explosion (11).

On voit donc, par ces développements, qui nous ont paru utiles étant donné l'actualité des faits, combien était nécessaire et justifiée l'exclusion de ces risques « anormaux », qui se rapprochent des risques de guerre (12).

221. — Ainsi se présente la « notion d'incendie », transformée en « risque incendie », et incorporée dans le cadre de l'assurance.

Section 4.

L'INCENDIE EN DROIT PÉNAL.

222. — Dernier aspect de la question, le point de vue pénal est aussi le plus particulier ; on a déjà examiné la difficulté à classer ce crime d'incendie dans le système pénal et les différents critères possibles de sa consommation. Ici deux notions apparaissent.

D'une part, la *notion d'incendie*.

D'autre part, la *notion de mise à feu*.

Evidemment, si l'on considère l'incendie du point de vue de la victime ou des biens consumés, on recoupe la théorie de la

(11) GUILLON, La réparation des dommages de la guerre clandestine, 1954.

(12) V. décret, 5 mars 1962 sur l'indemnisation des dégâts causés par les attentats au plastic.

responsabilité civile et l'on retrouve la notion générale d'embrasement dommageable.

223. — Mais en droit pénal, c'est du point de vue de l'incendiaire qu'il faut d'abord se placer pour lui laisser une *influence prépondérante* et la notion d'incendie pourra paraître fort vaste : (la nécessité de dommage disparaît) il faut prendre en considération, moins le résultat que les *actes* qui ont été accomplis pour y parvenir. C'est ici qu'apparaît la notion de « mise à feu ».

Il peut y avoir crime consommé dès que l'auteur a jeté l'allumette sur les matériaux combustibles, même si l'incendie s'est éteint par une circonstance indépendante de sa volonté.

En revanche, il peut y avoir tentative suivie de désistement tant que l'embrasement ne s'est pas produit et si le feu est éteint immédiatement « par l'agent ».

224. — C'est en fin de compte en droit pénal que la notion d'incendie peut être la plus vaste et la plus fluctuante. A l'extrême, en effet, la menace d'incendie est punie (1) et les actes préparatoires également. L'incendie peut donc n'exister qu'à l'état *fictif* en quelque sorte, dans l'intention incendiaire.

225. — Ainsi, partant de la notion relativement étroite de l'incendie dans la loi de 1922, passant par une conception déjà moins restrictive avec le risque locatif, puis la force majeure, on est arrivé à une notion plus large en matière d'assurance, enfin très vaste et variée en droit pénal.

Suivant les cas, il a fallu insister sur tel ou tel critère dégagé précédemment :

- le dommage pour la responsabilité civile et l'assurance ;
- l'accident pour la force majeure ;
- le danger et la mise à feu en droit pénal.

Mais le fait matériel d'incendie doit rester unique, quelles qu'en soient les conséquences juridiques.

Un seul et même incendie peut d'ailleurs entraîner de multiples conséquences : répression pénale, responsabilité locative, recours des voisins... Et ces règles se révèlent souvent contradictoires, sévères ou indulgentes, suivant la victime ou l'auteur. Cela tient à ce qu'en France et dans certains pays étrangers, on a individualisé l'incendie sur le plan législatif, on l'a soumis à des règles autonomes, de là l'utilité de le définir.

Pourtant, on a déjà vu que cette autonomie de l'incendie pouvait s'atténuer dans la jurisprudence, puisque la tendance actuelle

(1) V. art. 436, c. pén.

est de ne pas isoler l'incendie de l'explosion quand les deux sont combinés, pour l'application de la loi de 1922. On a vu également que cette autonomie s'efface dans la pratique, puisqu'il est souvent très difficile de distinguer du point de vue technique l'incendie d'autres phénomènes, et qu'étant donné les progrès de l'industrie et les découvertes récentes, il sera encore plus difficile, et à notre avis inutile, de garder à l'incendie une telle autonomie sur le plan juridique.

Sa législation pourrait alors se fondre dans le droit commun.

En effet, pourquoi a-t-on bâti des règles spéciales à l'incendie ?

C'est qu'à l'époque du Code civil, l'incendie apparaissait comme le fléau le plus typique, le seul peut-être dont les conséquences aient été illimitées.

Mais depuis 1804, pourquoi (en 1922, puis en 1946), a-t-on persisté dans l'individualisation de ce phénomène ?

C'est d'abord parce qu'on a édicté la loi de 1922 à partir d'un arrêt mal interprété, c'est en outre parce que les explosions n'étaient pas aussi fréquentes qu'actuellement, c'est enfin à cause de l'influence des assureurs.

En 1946, sans se préoccuper du progrès technique, on a songé avant tout à protéger, par une mesure démagogique, une catégorie particulière de personnes : les fermiers et métayers, contre l'événement le plus fréquent et le plus dangereux pour eux à la campagne : l'incendie.

226. — Ainsi, après avoir dégagé la notion d'incendie, il reste à rechercher si l'utilité de cette notion, certaine en droit positif, doit demeurer dans tous les domaines juridiques. C'est par l'appréciation de la législation actuelle sur l'incendie qu'on pourra répondre à cette question.

Faudra-t-il faire rentrer les règles juridiques de l'incendie dans le droit commun de la responsabilité contractuelle et délictuelle, auquel cas l'utilité d'une définition subsistera seulement en droit pénal et en assurance ? Ou bien, au contraire, devra-t-on unifier cette législation (actuellement contradictoire suivant que la victime est un tiers ou un bailleur) autour du phénomène d'incendie (et non pas en considération d'une catégorie de personnes à protéger), auquel cas la notion d'incendie revêtira un surcroît d'intérêt.

CHAPITRE II

L'AVENIR DU PARTICULARISME DE L'INCENDIE EN DROIT

227. — On a vu que la notion d'incendie ne pouvait atteindre une autonomie véritable, que son imprécision restait inévitable, que son aspect changeait suivant les différents domaines juridiques. Et l'on en a conclu que cette notion pouvait être analogique et englober une suite d'événements (1) quand il s'agit de définir la portée des règles qui la concernent.

Mais en ce cas, ne voit-on pas cette notion devenir fuyante, et ne peut-on se demander si, après tout, il est bien utile de « plaquer » sur le mot « incendie » une série de textes spéciaux en droit civil ?

En bref, faut-il maintenir le particularisme de l'incendie dans toutes ses conséquences juridiques ? C'est maintenant par l'appréciation des règles de droit civil attachées à ce phénomène qu'on peut répondre à la question.

228. — Il s'agira là, bien sûr, uniquement d'un examen critique de cette législation qui, de tout temps, a reçu des attaques ; on n'explicitera le droit positif lui-même et ses difficultés d'application, que pour étayer la critique ou préparer la solution proposée.

Il n'est d'ailleurs pas de meilleur champ d'étude, pour l'évolution actuelle de la responsabilité en général, que le domaine

(1) V. chapitre II, l'événement initial.

de l'incendie, à cause de l'ampleur du dommage en proportion de son origine : c'est là en quelque sorte un *cas limite* en responsabilité.

On englobera en outre, dans ce dernier problème, non seulement la responsabilité, mais encore les assurances qui prennent ici une importance toujours croissante, et le droit pénal, car on peut se demander si, avec la pénétration du domaine de la responsabilité civile par l'assurance et la collectivisation de cette responsabilité, l'on ne devrait pas développer la législation pénale.

Section 1.

LA LOI DU 7 NOVEMBRE 1922 ET LA NOTION D'INCENDIE.

229. — La notion d'incendie entraîne à sa suite toutes les gammes de responsabilité : l'article 854 du Code rural exige la preuve de la faute grave du fermier, la loi de 1922, celle de la faute simple, l'article 1733 n'exonère le responsable qu'en cas de force majeure. Mais c'est sans nul doute la loi de 1922, sur le recours des voisins, qui prête le plus à critique. Cette loi, apparue plus d'un siècle après le Code civil, apporte une brèche considérable dans la théorie de la responsabilité du fait des choses élaborée par la jurisprudence. Pourtant, elle reste toujours en vigueur, malgré les attaques subies depuis bientôt quarante ans. Pourquoi a-t-elle résisté à ces attaques ? Pourquoi trouve-t-elle encore des adeptes chez les praticiens ?

Autant de questions auxquelles on peut répondre en examinant l'origine et les raisons de la création de ladite loi, en réfutant les arguments en sa faveur, en mettant en valeur les illogismes qu'elle contient, en examinant enfin les palliatifs qui lui ont été apportés jusqu'alors, et qui tendent déjà à l'effacement de la notion d'incendie dans certains cas, par son assimilation aux principes du droit commun régissant les autres phénomènes.

§ 1. — *Origine de la loi du 7 novembre 1922.*

230. — Il semble qu'on ait voté cette loi, sans avoir vu d'abord son domaine d'application, sans avoir défini l'incendie.

Deux raisons principales ont provoqué ce vote : le caractère illimité des dommages d'incendie, l'aggravation éventuelle et injuste d'un risque : raisons étroitement liées aux questions d'assurances. N'a-t-on pas été jusqu'à dire que les victimes des incendies sont presque universellement garanties par une assurance et

que l'idée de protection de la victime ne s'impose plus : il serait couramment admis que les personnes qui ne s'assurent pas contre l'incendie sont, ou négligentes et elles n'ont qu'à s'en prendre à elles-mêmes, ou insolubles et leur risque n'est pas très grand ! (2) C'était d'abord oublier que l'assurance incendie ne garantit pas les dommages corporels ; et puis n'est-il pas plus normal d'exiger des individus qu'ils assurent leur responsabilité ?

Au premier argument (disproportion entre la plus légère imprudence et le caractère illimité des dégâts), on peut répondre que, grâce aux mesures de prévention et de protection actuelles contre l'incendie, ce caractère illimité tend à s'atténuer, et que de toute façon plus les dommages sont grands, plus la protection de la victime est utile. On a dit que le recours des voisins serait automatique si l'on appliquait l'article 1384-1 parce que la preuve de la force majeure est en ce cas très difficile à apporter, mais, s'il est difficile d'apporter cette preuve, c'est que justement l'incendie, de l'avis unanime des experts et d'après l'interprétation des statistiques, est, la plupart du temps, dû à une imprudence ou un vice de construction.

231. — Les compagnies d'assurances ont en effet redouté l'ampleur des sinistres à régler, ce qui entraînait pour l'assuré une grave augmentation des primes. Prétexte fallacieux, car il est bien évident que « le nombre des sinistres à régler ne se serait pas accru, leur mode de répartition entre les compagnies, seul, aurait pu varier », et... « la pratique de plus en plus fréquente de la réassurance aurait pu en tout cas rétablir l'équilibre entre les diverses compagnies » (3). Sans doute, quelques problèmes spéciaux à l'assurance incendie se posent qui mettent en cause des facteurs humains et des questions de primes et de tarification.

232. — C'est tout d'abord le problème de l'aggravation du risque : en effet, une personne possédant un faible patrimoine, une petite maison, pourra alors être obligée de s'assurer moyennant une prime très élevée, sous prétexte que cette maison est située dans le proche voisinage de bâtiments beaucoup plus importants ou de risques industriels auxquels elle pourrait éventuellement communiquer le feu. Un assuré verra de même sa responsabilité tout à coup considérablement aggravée et ses primes ainsi décuplées, parce qu'un building est venu se construire à côté de ses biens propres ; c'est évidemment là l'obstacle majeur à l'application de l'article 1384 § 1 en cas d'incendie.

(2) BEINEIX, thèse, Paris, 1937, *op. cit.*, n° 93.

(3) A. BESSON, *Revue crit. lég. jur.*, 1927, p. 303.

233. — On peut y opposer trois arguments :

D'abord, les dégâts, la communication du feu par une petite maison à un grand bâtiment voisin, sont moins fréquents que le cas inverse, et le feu peut être maîtrisé plus facilement.

Ensuite, la solution d'après laquelle un simple particulier voit augmenter sa prime d'assurance directe, ou doit supporter seul ses dommages quand la puissante usine contiguë a communiqué le feu à ses biens, est tout aussi choquante que la solution d'après laquelle il doit subir une augmentation de ses primes résultant de ses lourdes charges de responsabilité du fait de ce voisinage.

La loi de 1922 favorise particulièrement ceux qui, exerçant une industrie ou une profession dangereuses, aggravent les risques directs de leurs voisins. Il semble d'ailleurs que le législateur ait eu conscience de cette injustice puisqu'une proposition de loi avait été déposée par le sénateur Las Cazes (4) « celui qui par son fait, en exerçant une industrie ou un commerce dangereux, aggrave les risques d'incendie encourus par ses voisins, est tenu de supporter les surprimes d'assurance qui leur sont imposées de ce chef ?

Enfin, la modification de la loi de 1922 obligerait les compagnies d'assurance à reconsidérer toutes leurs tarifications, mais il n'est pas exclu de penser qu'elles pourraient envisager, tant pour l'assurance des risques directs que pour celle des recours, un tarif moyen, comme elles l'ont fait pour la garantie de l'explosion.

234. — En fait la loi de 1922 introduit un *illogisme* dans la responsabilité du fait des choses, elle est le résultat d'une interprétation hâtive d'une décision jurisprudentielle et fut elle-même votée non moins hâtivement. L'autonomie de l'incendie ne se justifie pas ici. A la vérité, la notion originaire d'incendie équivalait dans l'esprit des législateurs à celle de fléau : de cas limite en responsabilité. Depuis, l'on s'est aperçu (avec l'évolution technique), que l'incendie n'était plus seul à entraîner des conséquences si graves, et l'on a dû en individualiser la notion, puisque la loi n'a trait qu'à l'incendie, et cette individualisation a forcément apporté l'arbitraire.

235. — On ne comprend pas, et surtout on ne comprend plus, pourquoi une situation privilégiée est faite au gardien quand le dommage affecte la forme d'un incendie : dans tous les cas où la chose échappe au contrôle de son gardien, la solution intervenant doit être uniforme. Le résultat de la loi de 1922 est, comme on

(4) J.O. 1925, Sénat Doc. parl., n° 411, p. 1195.

l'a remarqué, que ce sont les choses inoffensives qui seraient constitutives de risques, tandis que les choses dangereuses seraient de tout repos pour leur propriétaire. En déplaçant ainsi le fardeau de la preuve, la loi n'a pas du tout amoindri les risques, elle en a simplement modifié la répartition. On a dit que l'application de l'article 1384 § 1 causerait la ruine des responsables qui ont déjà la lourde charge de leurs propres dommages, mais la loi de 1922, elle, cause la ruine des victimes parfois nombreuses : la gravité de l'incendie justifie la gravité de la responsabilité.

Il semble d'ailleurs que, d'après les travaux préparatoires, on n'ait pas toujours vu les conséquences fâcheuses de cette loi ; ce sont en effet les choses non dangereuses qui sont visées (forêt, immeubles d'habitation).

236. — Quant à l'élaboration de la loi elle-même, il semble qu'elle ait été bien précipitée. Selon l'avis de A. Colin, « outre qu'il est toujours dangereux de bouleverser les textes, il n'était peut-être pas opportun d'y introduire une exception spéciale en cas d'incendie ». « Il en est des lois comme des sciences, ce n'est pas par le nombre des principes particuliers, c'est par la fécondité et l'application des principes généraux qu'on leur donne de l'étendue et de la force. » (5)

En outre, la réforme apportée par la loi de 1922 n'était peut-être pas indispensable. On n'a même pas attendu l'œuvre de la jurisprudence, les décisions de la Cour de cassation sur d'autres espèces, ni l'avis de la Société d'études législatives, pour voter cette loi dans le désordre le plus complet, ce qui explique son imperfection.

237. — La loi résulte de l'interprétation faussée du célèbre arrêt « des résines » de la Cour de cassation du 16 novembre 1920 (6). Un incendie avait pris naissance dans des fûts de brais entreposés dans la gare maritime de Bordeaux ; des bâtiments de cette gare prirent feu ; l'incendie se communiqua à un immeuble de la Compagnie générale des Tramways ; celle-ci obtint réparation sur la base de l'article 1384 § 1.

On vit là une extension de cet article aux immeubles (ce qui paraissait discutable, car les fûts de résine dans lesquels avait pris le feu sont des meubles). Quelques juridictions : la Cour d'appel de Toulouse, celle d'Alger (7) avaient par ailleurs admis, pendant ce

(5) FABREGUETTE, *Logique judiciaire*, p. 32.

(6) D. 1920.I.169, note Savatier, S. 1922.I.97, note Hugueney.

(7) Toulouse, 8 juin 1921, *Gaz. trib.*, 1921.2.599.

temps, le recours des tiers fondé sur l'article 1384, § 1, sans distinguer entre meubles et immeubles. Ces décisions étaient peu nombreuses et l'on ne peut savoir ce qu'aurait décidé la Cour de cassation. Certains estiment qu'elle n'aurait peut-être pas étendu l'article 1384, § 1, aux immeubles en cas d'incendie, mais rien ne permet de le penser : il serait en effet absurde de distinguer l'incendie des meubles et celui des immeubles, car le feu prend, presque toujours, dans les meubles contenus dans un bâtiment.

Cependant, sans écouter l'avis de la Société d'études législatives qui proposait d'ajourner les débats sur cette question, les compagnies d'assurance envoyaient le 28 novembre 1921 à leurs agents une circulaire ainsi conçue : « Aujourd'hui, d'après l'arrêt de la Cour de cassation du 16 novembre 1920, le voisin est présumé responsable et ne peut se dégager que plus difficilement de sa responsabilité, car il lui faudra prouver un cas fortuit ou la faute d'un tiers. Il en résulte que l'exercice des recours de voisinage sera beaucoup plus fréquent à l'avenir, qu'il donnera lieu à des responsabilités beaucoup plus lourdes et que les primes afférentes à ce genre de risque sont devenues insuffisantes. Ces considérations ont obligé les compagnies et les sociétés d'assurance à relever leur tarif dans une mesure modérée et en tout cas proportionnée aux dangers de propagation d'incendie que présentent les objets assurés ».

On voit déjà par là que, moyennant un relèvement « modéré » des tarifs, les compagnies se seraient accommodées de ces nouvelles dispositions. Les assureurs, avec plus ou moins de difficultés, certes, adaptent toujours leurs tarifs aux circonstances.

238. — Cependant, lors de son assemblée générale tenue à Paris les 13, 14 et 15 mars 1922, la Fédération nationale des Syndicats d'agents généraux d'assurances adopta le rapport présenté par son vice-président M. Edouard Arnaud, et fit sien le vœu émis par la Chambre de commerce de Saint-Nazaire, tendant au vote dans le plus bref délai d'une loi modifiant sur ce point l'article 1384, § 1. Il n'est pas inutile de reproduire les *motifs* invoqués par ce texte pour en constater la faiblesse, car ce sont eux pourtant qui ont déclenché, sous la pression des assureurs, et sans doute aussi l'influence locale de chaque agent, le vote de cette loi, donnant ainsi naissance à l'autonomie de la notion d'incendie.

239. — « 1° Le principe de la présomption légale de faute du « gardien de la chose dont il a la garde, admis par la nouvelle jurisprudence dans les recours du voisinage en matière d'incendie, « en vertu de l'arrêt de la Cour de cassation du 16 novembre 1920 « est contraire à la logique et au bon sens en raison de la quasi

« impossibilité, dans presque tous les cas, de faire après les sinistres la preuve du cas fortuit ou de la force majeure, et d'autre part en raison des conséquences excessives de la responsabilité illimitée. »

A cela, on peut répondre que l'interprétation de l'arrêt est un peu hâtive : l'impossibilité de faire la preuve du cas fortuit tient au fait qu'il y a souvent une faute à l'origine, comme on l'a vu ; de plus la preuve du cas fortuit n'est pas seulement difficile en cas d'incendie, elle l'est *en soi*, et pour n'importe quel autre phénomène. Quant à la responsabilité illimitée (en cas de dégâts si graves qu'ils sont presque inestimables), elle est actuellement relativement rare en raison du progrès des mesures de prévention et de protection. D'ailleurs, en matière de risques simples notamment, les compagnies acceptent maintenant de couvrir certains risques *sans limitation de somme*.

240. — « 2° Il n'est pas en effet logique de rendre, sans preuve de faute, un propriétaire ou gardien d'immeubles responsable des dégâts commis par une cause inconnue et pouvant résulter d'un cas fortuit ou de force majeure, d'un court-circuit, de la négligence, de l'imprudence, même de la malveillance d'une personne étrangère à la maison. »

Ce deuxième argument n'est qu'une paraphrase du premier ; dans bon nombre de cas (autres que ceux d'incendie) la cause est aussi inconnue ; le tout est de savoir s'il est préférable de faire supporter l'incendie aux victimes ou au présumé responsable et la question se pose avec une acuité particulière pour les dommages corporels. Quant au court-circuit, cité par le texte, il résulte fréquemment d'une installation défectueuse. Il n'est pas rare que, par mesure d'économie par exemple, des industriels maintiennent encore dans leur usine des installations comportant des fils électriques non protégés, alors qu'un aménagement réglementaire sous tubes aurait évité le sinistre.

241. — « 3° Il est encore plus illogique de rendre responsable un locataire, non seulement des causes d'incendie ci-dessus indiquées, mais aussi d'un vice de construction de l'immeuble qu'il occupe, qu'il n'a pu connaître ni avant ni même après le sinistre. »

Mais le vice de construction, quand il existe, ne semble pas aussi impossible à prouver qu'on le prétend. Dans le cas d'un feu de cheminée par exemple, pour le risque locatif, le locataire est exonéré de responsabilité si le conduit de fumées incendié n'est

pas « réglementaire », c'est-à-dire notamment s'il n'a pas la section prescrite par les règlements de police, ce qui est facile à constater avant et après le sinistre.

242. — « 4° Il est également illogique de rendre responsable « un dépositaire de marchandises en plein air, lesquelles n'auraient été que l'agent de transmission entre l'auteur inconnu et « les objets du voisin, incendiés par communication. »

Dans un tel cas, l'obligation de surveillance du dépositaire semble avoir été en défaut, et il est illogique au contraire de l'exonérer de toute responsabilité en laissant la charge du dommage aux victimes.

243. — « 5° Il n'est pas équitable de faire supporter à la première victime d'un incendie, dans presque tous les cas, sur simple « présomption et sans aucune preuve de faute, la responsabilité « illimitée des dégâts causés aux voisins ».

Argument qui encore une fois n'est qu'une répétition de ce qui précède.

244. — « 6° Il est absolument inique de grever d'une nouvelle « charge considérable ou même écrasante, selon l'importance des « agglomérations, tous les habitants des centres et ce, sans profit « pour l'Etat ni pour la société et d'exposer ainsi un nombre « important des citoyens par impossibilité de garantie de leur « entière responsabilité à une ruine complète en cas d'incendie « même par un incendie allumé par cas fortuit, force majeure ou « par la malveillance d'un inconnu. »

Puisqu'il s'agit d'agglomérations citées en exemple, nous pouvons répondre déjà que les agglomérations sont en général pourvues de services de pompiers qui, dans la majorité des cas, « faisant la part du feu », en limitent l'extension. D'autre part il ne semble pas logique de faire une situation privilégiée à « l'incendie », alors qu'ainsi qu'il en a été encore récemment fait la regrettable preuve (8), le risque d'explosion est non moins fréquent et provoque d'importants ravages *que les pompiers ne peuvent limiter*. C'est ici l'argument central, en faveur de la suppression de la loi et de l'autonomie de la notion.

En ce qui concerne les charges nouvelles imposées aux assurés, il va de soi que, dans l'ensemble, les charges des compagnies n'étant pas augmentées, il s'agirait principalement d'un problème de répartition des primes (diminution des primes applicables au risque

(8) Explosion du garage de la rue d'Oslo à Paris.

direct, compensant l'augmentation des taux applicables aux risques de voisinage).

245. — « 7° Il n'est pas de sage et bonne administration économique et sociale de placer les commerçants et industriels des « grands centres d'agglomération dans des conditions d'infériorité « sérieuses de concurrence avec leurs collègues des petites agglomérations ou des campagnes et d'aggraver en conséquence les « conditions de lutte avec la concurrence étrangère. »

Cet argument, auquel on peut opposer les réponses précédentes, a perdu toute valeur à quarante ans de date, à une époque de décentralisation des entreprises et de prolifération des exploitations à succursales multiples. En tout cas, sous le bénéfice du taux moyen d'assurance dont nous avons parlé plus haut, la garantie augmentée de l'assurance du voisinage ne semblerait pas constituer une aggravation bien sensible des charges individuelles du « petit commerçant » de quartier.

246. — « 8° Il est au contraire de toute justice et de toute équité « de limiter la responsabilité de chacun à sa propre faute et à la « faute des personnes dont on doit répondre *ou des choses que* « *l'on a sous sa garde*, dans les termes des articles 1382, 1383 « et 1384. »

C'est exactement ce que nous pensons, en accord pour une fois avec les termes de ce rapport.

247. — « 9° Cette jurisprudence a existé depuis plus d'un siècle « et depuis de longues années elle ne donne que très rarement « lieu à des contestations. »

Alors, en effet, la loi de 1922 n'avait pas d'objet !

248. — « 10° Il y a lieu d'apporter un remède immédiat à cette « situation et à cet effet de compléter l'article 1384 par un texte « clair, net et précis. »

Il est hélas à remarquer que le texte tant souhaité n'est ni clair, ni net, et manque totalement de précision.

Le même vœu fut cependant émis par le Conseil central des Chambres syndicales lyonnaises dans sa séance du 21 juillet 1922.

Devant cette pression, malgré certaines réticences, le texte de la loi fut préparé hâtivement. M. Schumann en fit presque à regret le rapport : cette loi apparaît donc comme une loi de circonstance et d'expédient. Elle aboutit d'ailleurs à maints résultats illogiques (et sans doute n'avait-elle pas été aussi ardemment souhaitée par « tous » les assureurs). Elle consacre l'individualisation, injustifiée, de l'incendie, dans ce domaine.

§ 2. — *Les contradictions de la loi.*

249. — Isoler la notion d'incendie, légiférer sur un cas particulier en tenant compte seulement de la nature du fait dommageable, c'était appliquer un système d'exception qui pouvait mener loin. Où s'arrêterait-on dans cette voie !...

La loi de 1922, illogique en elle-même, fut l'interprétation difficile. Elle a pour base le fait générateur du dommage, alors que la responsabilité du fait des choses est rattachée à la garde ; si cette loi paraît consacrer la théorie de la responsabilité telle qu'elle fut élaborée par la jurisprudence, elle condamne en même temps le principe sur lequel elle repose, en ne tenant aucun compte des infractions à « l'obligation de garde ». Elle supprime pratiquement toute responsabilité pour les choses qui exigeraient au contraire un devoir particulier de surveillance et favorise par là-même les activités dangereuses.

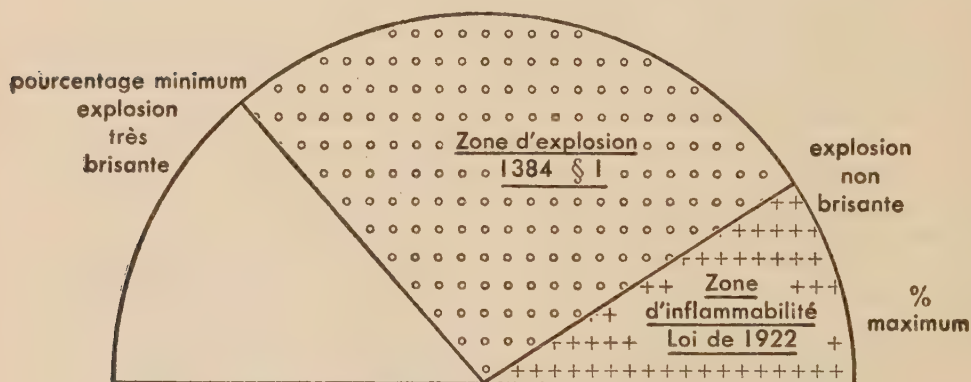
Enfin, les arguments valables lors de la naissance de cette loi ne le sont plus maintenant en raison de l'évolution juridique et technique.

La loi de 1922 aboutit donc à une série de résultats illogiques et ses interprétations ont été contradictoires. La définition du fait auquel elle s'applique est appelée à se compliquer de plus en plus. Le champ d'application de la loi deviendra de plus en plus arbitraire. Nous nous bornerons à citer trois exemples d'incohérence.

250. — 1) Pourquoi faire une différence entre le phénomène d'incendie et celui d'explosion alors que fréquemment on les trouve combinés ? Il semble qu'à l'époque, les rédacteurs de la loi aient considéré l'explosion comme un phénomène assez peu fréquent et provoqué surtout par quelques industries dangereuses. Maintenant, la présence dans tous les foyers domestiques du gaz dit « de ville », du gaz butane, de certaines réserves d'essence voire de mazout, a considérablement augmenté les sources d'explosions. A ce sujet d'ailleurs, et en raison de la recrudescence de sinistres de cette sorte, les compagnies d'assurance ont dû réviser la tarification de cette garantie (en augmentant notamment la prime applicable au recours des voisins en matière d'explosion).

Pour une cause identique, pour des dommages analogues, pour des phénomènes d'une même gravité, dans un cas (incendie) les voisins n'auront qu'un très rare recours, dans l'autre (explosion) ils seront presque automatiquement dédommagés. Solution dangereuse étant donné l'interprétation jurisprudentielle actuelle : l'au-

teur a tout intérêt à ce que les dommages d'explosion deviennent des dommages d'incendie et à favoriser l'incendie à la suite d'explosion. D'abord parce qu'en général les contrats d'assurance incendie ne prévoient en matière d'explosion qu'une garantie limitée (dans beaucoup de cas à 5 % des capitaux assurés), ensuite parce que l'incendie supprime pratiquement la possibilité de recours qu'auraient entrepris avec succès les voisins en cas d'explosion seule. *Distinction fragile en outre, que celle de l'explosion et de l'incendie, qui fait dépendre l'application de l'article 1384, § 1, ou de la loi de 1922 d'une proportion dans un mélange.* Le Droit ne serait-il pas, là encore, en contradiction avec la technique ? En effet, c'est suivant le pourcentage des corps combustibles dans un mélange (dans le mélange comburant/combustible), qu'on obtient soit un incendie, soit une explosion, l'application de la loi dépendra finalement du schéma suivant, et d'une fraction de seconde :



La zone d'inflammabilité varie suivant les corps en présence

La notion d'incendie ne doit pas être distinguée de celle d'explosion encore moins lui être opposée.

251. — 2) Pourquoi faire une distinction suivant que des étincelles issues d'un foyer normal communiquent directement le feu chez le voisin ou que le foyer normal s'est déjà embrasé lui-même ? Le problème des étincelles, flammèches et escarbilles, entraîne des complications infinies et un certain nombre d'incohérences comme

on l'a vu (9). Isoler la définition de l'incendie, de celle de feu, d'étincelles, etc., indispensable pour l'application logique de la loi, ne peut qu'apporter cependant des subtilités injustifiées.

252. — 3) Pourquoi enfin, faire une différence entre l'automobiliste qui écrase une personne avec son véhicule et le même automobiliste qui, causant un incendie, provoque des brûlures à quelqu'un avec ce véhicule ?

Il est à remarquer que depuis la loi de 1959 sur l'assurance obligatoire des risques d'automobiles, le recours des tiers en cas d'incendie provoqué par les véhicules en circulation doit être couvert suivant les cas, soit pour un montant égal à 500.000 NF pour les véhicules en général, soit sans limitation de somme pour les véhicules servant au transport public.

Si l'application fort rare des dispositions de la loi de 1922 en cas de faute est maintenue, l'importance de la garantie obligatoire au titre du recours des tiers en cas d'incendie, apparaît hors de proportion avec le risque couru.

253. — Cette série d'illogismes, met en lumière, la difficulté d'isoler le phénomène d'incendie, ainsi, par voie de conséquence, que la difficulté et, à notre avis, l'inutilité de l'individualiser sur le plan juridique.

§ 3. — *Comment peut s'expliquer dans ces conditions le maintien de la loi du 7 novembre 1922.*

254. — Que reste-t-il à l'actif de cette loi ? Bien peu de choses... Trois intérêts théoriques, dont le premier est parfois contesté.

255. — 1) Par l'exception même qu'elle y apporte, la loi de 1922 consacre indirectement l'interprétation jurisprudentielle de l'article 1384, § 1, bien que certains auteurs le contestent : M. Fréjaville explique en effet : « On a invoqué ce texte nouveau dans les discussions sur le fondement de la responsabilité de l'article 1384, § 1. On a prétendu que ce texte était une consécration *a contrario* de l'article. On a dit : la meilleure preuve que la loi reconnaît l'application de l'article 1384, c'est qu'elle a éprouvé le besoin

(9) Trib. civ. Digne, 14 mai 1947, J.C.P., 1947.3802. C. app. Amiens, 14 novembre 1951, D. 1952.90, note Lalou (en cas de communication à la récolte d'un voisin de l'incendie allumé dans un champ par les flammes sortant du tuyau d'échappement d'un tracteur ; le gardien de ce tracteur est présumé responsable, en vertu de l'article 1384 I ; sans que pour s'exonérer il puisse exciper de ce qu'un lièvre sorti de son champ avait porté le feu chez le voisin ; fait qui n'est que la cause seconde du dommage).

d'édicter une disposition spéciale pour les cas d'incendie... C'est un argument sans valeur. Le législateur a simplement voulu soustraire les compagnies d'assurance à la jurisprudence qui se formait ; cela n'implique pas qu'il ait entendu prendre position sur cette jurisprudence » (10). Cette interprétation paraît peut-être discutable.

256. — 2) La loi exclut définitivement (ce qui était intéressant à l'époque), toute différence entre meubles et immeubles dans le cadre de la responsabilité du fait des choses.

257. — 3) Elle consacre enfin la distinction entre responsabilité délictuelle et responsabilité contractuelle, puisque la dernière phrase du texte rejette de son champ d'application, la responsabilité locative des articles 1733 et 1834.

Cependant, cette même loi, si imparfaite soit-elle, a persisté depuis bientôt quarante ans et il semble qu'on se soit en quelque sorte habitué aux critiques qui lui sont adressées, ainsi qu'aux contradictions et difficultés qu'elle entraîne. Les intérêts en jeu sont pourtant énormes.

258. — Mais il existe plusieurs raisons à cette persistance :

259. — *En premier lieu*, la jurisprudence s'est accommodée de cette loi en la tournant parfois ; son œuvre essentielle résulte des restrictions ou des extensions qu'elle lui fait subir suivant les cas.

Tantôt, estimant injuste une distinction entre explosion et incendie si l'une précède l'autre, elle soumet à la loi de 1922 l'incendie causé par l'explosion ou par un fait antérieur quelconque.

Tantôt, jugeant au contraire utile de restreindre le domaine de cette exception (surtout s'il s'agit de demander la réparation à la S.N.C.F.), elle refuse l'application de la loi à l'incendie causé sur le talus de la voie par les flammèches d'une locomotive (bien que cet incendie ait pris naissance sur le terrain même de la société).

En outre, les atténuations que la jurisprudence apporte à la loi, résultent de la mise en pratique de la « théorie des preuves » et notamment des *présomptions* (11).

Il suffit parfois d'établir que le défendeur détenait dans son atelier des matières susceptibles de combustion spontanée pour le déclarer en faute (12).

Les tribunaux essaient de découvrir une faute aussi souvent que possible à l'origine de l'incendie ou même dans l'aggravation de

(11) M. FRÉJAVILLE, Cours de Droit civil, licence 2^e année, 1959-1960, p. 517.

(11) Req., 19 mars 1928, D.H. 1928.53.

(12) Cass. civ., 16 avril 1935, Gaz. Pal., 1935.I.884.

l'incendie (le fait, par exemple, de ne pas avoir prévenu les pompiers assez tôt (13), la jurisprudence tient compte de la faute ayant favorisé l'*extension* de l'incendie : par exemple, si le feu avait pu « sans doute » être maîtrisé (14).

260. — *En second lieu*, on pourrait être tenté de maintenir la loi de 1922 pour une raison particulière.

La loi du 7 novembre 1922 est invoquée par ceux qui veulent revenir à l'application générale des articles 1382 et 1383, en restreignant l'article 1384 aux cas précis qui sont énumérés par la suite dans les articles 1385 et 1386.

En effet, pourquoi la loi de 1922 nous paraît-elle actuellement une exception injustifiable ? C'est que nous sommes habitués à la protection de la victime : maintenant, par suite du développement de la responsabilité civile et des assurances, on veut être garanti contre tous les risques. Par conséquent, lorsqu'un risque se réalise « on cherche à tout prix un responsable », bien que depuis quelques temps les juges semblent essayer de fonder leurs décisions sur une faute (en évitant d'appliquer automatiquement l'article 1384). Ainsi, pour les partisans de la faute, peut-être faudrait-il étendre le plus possible l'application de la loi de 1922 (ce qui ne voudrait pas dire forcément qu'on maintiendrait l'individualisation du phénomène d'incendie).

L'incendie a toujours représenté un *cas limite* à la responsabilité du fait des choses, car c'est le fait matériel capable d'entraîner les plus lourdes conséquences et c'est pourquoi l'on en peut faire la *frontière de l'article 1384*.

Mais, d'une part la notion d'incendie a perdu de son autonomie et d'autre part il ne semble pas qu'un retour en arrière (quant à l'article 1384) soit possible ni même souhaitable en l'état actuel du droit. La protection même des victimes, si souvent mise au premier plan, devrait croître avec l'importance des dommages subis.

261. — Il nous semble impossible *en conclusion* de laisser subsister la loi de 1922 telle quelle ; il nous semble impossible aussi de laisser subsister en conséquence la notion d'incendie dans toute son autonomie en quelque sorte exacerbée. Mais la critique ne suffit pas, il faut construire. Quelles sont alors les solutions concevables ?

(13) Poitiers, 19 févriers 1930, S. 1930.2.51. Paris, 16 janvier 1954, S. 1954.2.87.

(14) Paris, 7 janvier 1954, Gaz. Pal. 1954.I.150. Civ., 2^e civ., 19 décembre 1957, Bull. cass., 1957.2, n° 804. Cass., 30 janvier et 29 octobre 1958, Bull. cass., 1958.2, n°^s et 66 89.

§ 4. — *Les solutions à envisager.*

262. — D'après nous, il en existe quatre principales et nous ajouterons qu'elles doivent toutes posséder un facteur commun : la fusion de l'explosion avec l'incendie. Car il serait absurde de soumettre à un régime différent ces deux phénomènes :

— *L'autonomie de la notion d'incendie devrait donc disparaître à notre sens pour le recours des voisins.*

263. — La première solution consisterait à étendre la loi de 1922 aux explosions. Evidemment, l'application de la loi de 1922 aux explosions ne présenterait pas gros inconvénient car la cause des explosions est (à l'inverse de l'incendie) déterminée dans la presque totalité des cas, et c'est en général une faute quelconque. Mais ce serait par là même étendre aux explosions les critiques formulées sur cette loi à propos de l'incendie. De plus, où s'arrêter dans cette voie ? D'autres phénomènes requerront un jour ou l'autre semblable exception, étant donné l'ampleur des dommages qu'ils entraînent. Enfin, ce serait aller contre l'évolution générale de la responsabilité : on finirait par revenir à l'application générale de l'article 1382 ; ce serait aussi la suppression complète de l'œuvre jurisprudentielle en matière de responsabilité du fait des choses. Un tel revirement paraît quelque peu utopique. En tous cas, il faudrait alors *préciser* les termes de la loi de 1922... pour éviter toute contestation quant à son champ d'application.

264. — Autre solution possible, préconisée naguère : subordonner la responsabilité pour l'incendie et l'explosion, non plus à la preuve de la faute, mais à celle de l'absence de faute. Cette solution laisserait subsister encore un régime d'exception, dont nous avons vu qu'il ne paraît guère justifiable. Par ailleurs la preuve de l'absence de faute, fait négatif, est susceptible d'une trop grande élasticité et reviendrait ici à la preuve de la faute (nous retrouverons ce problème au sujet de la responsabilité locative). Etant donné l'état actuel de la jurisprudence il n'y aurait pas grande différence entre les deux solutions, car d'une part il est assez facile de prouver l'absence de faute, d'autre part et inversement, la jurisprudence découvre facilement une faute pour l'application de la loi de 1922 quand elle le désire : tout dépend en fin de compte de la plus ou moins grande sévérité d'appréciation des juridictions.

265. — Une troisième solution a été proposée par certains auteurs au début de l'application de la loi. Elle consistait à restreindre l'application de la loi de 1922 en cas d'incendie (et nous

ajouterons en cas d'explosion) aux choses non dangereuses, conservant ainsi le traditionnel article 1384, § 1, pour les choses présentant un certain risque (15).

M. Besson a estimé qu'il vaudrait mieux déclarer les établissements dangereux responsables de plein droit (16). Quelques arrêts avaient admis cette distinction mais elle fut condamnée quand on appliqua la loi de 1922 à l'accident produit par le jet d'essence enflammée provenant d'un réservoir d'auto.

La doctrine de Josserand, préconisant une différence de régime entre les choses dangereuses et les choses non dangereuses, a été depuis longtemps abandonnée. On ne voit d'ailleurs pas les raisons d'une distinction basée sur le caractère dangereux d'une chose car du point de vue de la victime, une chose se révèle toujours dangereuse du moment qu'elle a créé un accident. En outre, telle chose qui n'était pas dangereuse à l'origine peut le devenir par la suite et pour des circonstances parfois indépendantes de sa nature même. Enfin, la distinction est toute relative : quel critère adopter ? Faudrait-il faire une différence entre les maisons d'habitation et les bâtiments industriels ? Cette différenciation s'avèrerait bien difficile à établir si l'on considère que les foyers modernes comportent de plus en plus l'utilisation d'appareils ménagers qui présentent certains dangers ; les sinistres résultant de l'utilisation : des chauffe-bains au gaz, des poêles de secours à vapeur d'essence, des machines à laver au gaz ou à l'électricité, des installations particulières au gaz butane ou au mazout, se multiplient en effet.

Cette troisième solution paraît donc impossible à mettre en pratique. Les trois possibilités qui viennent d'être envisagées ne font disparaître qu'en partie l'isolement de la notion d'incendie, en lui assimilant celle d'explosion. La quatrième solution va supprimer totalement l'autonomie de cette notion.

266. — Il ne reste donc qu'une dernière ressource : abroger complètement l'exception apportée par la loi de 1922 en cas d'incendie, faire rentrer l'incendie dans le droit commun de la responsabilité délictuelle, le soumettre, comme tout autre phénomène, à l'application de l'article 1384, § 1 ; c'est la solution que nous estimons la plus logique (17). Il serait donc moins utile, en ce cas, de définir l'incendie en tant que source de responsabilité civile,

(15) JOSSERAND, La responsabilité du fait des choses inanimées, 1897.

(16) A. BESSON, Rev. crit. lég. jur., 1927, *op. cit.*, n° 231.

(17) Signalons d'ailleurs qu'au Maroc, par exemple, depuis un arrêt de la Cour suprême du Maroc, 1^{er} juillet 1958, il n'y a plus besoin de prouver la faute en cas d'incendie, la responsabilité est de plein droit.

première étape dans l'effacement de la notion d'incendie, si autonome en droit actuel.

Etant donné : 1° le développement des assurances ; 2° la fréquence et l'importance des explosions ; 3° l'efficacité des mesures de prévention et de protection en matière d'incendie ; 4° la nécessité de protéger les victimes, il nous semble que cette solution pourrait être adoptée sans rencontrer trop d'oppositions.

267. — Etant donné, enfin, ses difficultés d'applications, supprimons la loi de 1922, et l'on supprimera par là même « la notion juridique d'incendie » dans ce domaine du recours des *voisins*.

La loi de 1922, nul ne le conteste, fut établie pour satisfaire les assureurs : la responsabilité en cas d'incendie étant étroitement liée aux questions d'assurance, il restera à mettre en harmonie une telle solution avec ses conséquences en matière de garantie.

On pourra dès lors se demander si l'assurance incendie obligatoire en matière de responsabilité ne serait pas souhaitable, à moins que les obstacles rencontrés et les conséquences éventuelles ne s'y opposent formellement.

Nous ne saurions développer cette question sans avoir traité déjà celle des risques locatifs en cas d'incendie. Recours des voisins et risques locatifs constituent en effet les branches principales de l'assurance de responsabilité-incendie.

Section 2.

LA RESPONSABILITÉ DU LOCATAIRE EN CAS D'INCENDIE.

268. — On pénètre ici dans le domaine de la responsabilité contractuelle, et deux questions essentielles se posent sur la notion d'incendie. Les rédacteurs du Code ont-ils voulu isoler dans les articles 1733 et 1734, une notion d'incendie restrictive et bien délimitée ? D'autre part, est-il possible et souhaitable de restreindre l'application de ces articles à une notion limitée de l'incendie ?

Le droit positif actuel de la responsabilité locative comporte une disposition spéciale à l'incendie dans les articles 1733 et 1734 ainsi conçus :

Article 1733 : « il (le locataire) répond de l'incendie à moins qu'il ne prouve :

que l'incendie est arrivé par *cas fortuit* ou force majeure, ou par vice de construction,

ou que le feu a été communiqué par une maison voisine. »

Article 1734 : « s'il y a plusieurs locataires, tous sont responsables de l'incendie proportionnellement à la valeur locative de la partie de l'immeuble qu'ils occupent ; à moins qu'ils ne prouvent que l'incendie a commencé dans l'habitation de l'un d'eux, auquel cas celui-là seul en est tenu. Ou que quelques-uns ne prouvent que l'incendie n'a pu commencer chez eux, auquel cas ceux-là n'en sont pas tenus ».

Or, pour toutes les autres dégradations (explosion, dégât d'eau...) le locataire peut s'exonérer en prouvant, d'après l'article 1732, l'absence de faute de sa part.

L'article 1733 apporte-t-il, dans la théorie, une aggravation de responsabilité en cas d'incendie par rapport à l'article 1732 ? Cette aggravation est-elle consacrée dans la pratique ? Ces deux premières questions tendront à mettre en lumière le particularisme actuel de l'incendie en matière locative. Enfin la différence entre l'incendie et les autres dégradations doit-elle être maintenue en matière de responsabilité locative ? Et sinon, dans quel sens unifier la législation ? C'est le problème de l'effacement de la notion d'incendie.

269. — Tout d'abord, il est à se demander si les rédacteurs du Code en énonçant le principe de l'article 1733 pour l'incendie, en ont implicitement exclu le cas de l'explosion, à laquelle peut-être ils n'avaient pas songé puisqu'ils s'inspiraient de textes romains (qui eux, ne l'envisageaient évidemment pas), et qu'en 1804, les explosions étaient bien rares. Il semble qu'on pourrait s'en tenir à une notion analogique de l'incendie, comprenant l'explosion.

§ 1. — *L'autonomie de la notion d'incendie dans la responsabilité locative.*

270. — On a pu constater, autrefois, la différence entre les articles 1732 et 1733, du point de vue théorique.

En effet, pour certains, l'article 1733 étant énumératif, aurait permis aussi la preuve de l'absence de faute. Il aurait été rédigé simplement pour souligner que l'incendie en soi n'est pas un cas fortuit.

Cette thèse a été condamnée par la Cour de cassation qui, dans un arrêt du 16 août 1882 (18), déclara le locataire responsable si la cause de l'incendie est inconnue, même s'il prouve qu'il a pris toutes les précautions utiles : « Attendu qu'en cas d'incendie, le locataire de meubles ne peut s'exonérer de la responsabilité qui

(18) S. 1884.I.33.

lui incombe qu'à la condition de prouver dans les termes de l'article 1733, que l'incendie est arrivé par cas fortuit, vice de construction ou force majeure, ou qu'il a été communiqué par une maison voisine ; attendu qu'en décidant le contraire et en admettant le locataire à faire la preuve de faits tendant à établir exclusivement que les meubles loués avaient péri dans l'incendie du 2 avril 1875 sans son fait et sans sa faute, l'arrêt dénoncé a fait une fausse application de l'article 1302 et formellement violé les dispositions de l'article 1733 ».

Mais il est inutile d'invoquer une présomption de faute en ce cas. D'après certains auteurs, une partie contractante est en faute du simple fait de l'inexécution de ses obligations et cette faute lui impose de réparer le préjudice, sauf preuve contraire variant selon les caractères de l'obligation violée.

Or la preuve contraire varie en effet suivant qu'il s'agit d'incendie ou de toute autre dégradation. C'est donc que l'obligation qui pèse sur le locataire en cas d'incendie est différente de celle qui pèse sur lui en cas d'explosion dégât d'eau...

Quelles sont les obligations qui pèsent sur le locataire ? Principalement l'obligation de conservation et de restitution de la chose. Dès lors, l'aggravation de responsabilité du locataire en cas d'incendie a pu être expliquée ainsi : en général, l'obligation de conservation est une obligation de prudence et de diligence, par conséquent, en cas de dégradation, le propriétaire devrait prouver la faute du locataire, chose difficile car le propriétaire a perdu tout contact avec l'immeuble qu'il laisse aux mains du locataire, aussi est-ce le preneur qui devra prouver son absence de faute. Mais en cas d'incendie, situation estimée particulièrement grave par les rédacteurs du Code, cette obligation de prudence et diligence devient une obligation déterminée dont le preneur ne pourra se décharger qu'en prouvant la force majeure.

De plus, nouvelle particularité en cas d'incendie, l'article 1733 rend le locataire responsable, non seulement de la partie de l'immeuble qu'il occupe, mais de l'immeuble tout entier. Règle qui peut s'expliquer par le fait que l'immeuble forme un tout et que la partie louée par le locataire dépend étroitement des autres.

Telle est donc l'autonomie juridique de l'incendie en matière de louage, autonomie qui justifie l'intérêt de sa définition.

271. — Cette autonomie théorique existe-t-elle pratiquement ? On a pu le contester (20).

(19) S. 1884.I.33.

(20) A. TUNC, Force majeure et absence de faute en matière contractuelle, Rev. trim. dr. civ., 1945.

En effet, si l'on nie, comme on a pu le faire en matière contractuelle, toute différence entre l'absence de faute et la force majeure, on nie par là même la différence essentielle entre les articles 1732 et 1733.

D'après M. le professeur Tunc, le preneur doit conserver et restituer la chose louée, excepté ce qui a été dégradé par la force majeure : il s'agit d'une obligation déterminée. En effet, il semblerait préférable de fonder en une seule, les obligations de conserver et de restituer, qui reviennent en définitive au même, c'est-à-dire à une obligation de résultat : la restitution de l'immeuble entier en bon état. Alors, renversant le problème, on peut dire que l'article 1732 n'est qu'une exception apparente à l'obligation déterminée. Mais pour cela il faut admettre l'assimilation de l'absence de faute à la force majeure. M. Tunc écrit en effet (21) : « il ne semble pas à vrai dire que les rédacteurs du Code civil aient voulu établir un régime exceptionnel. Il semble plutôt que le texte (1732) s'explique par l'équivalence de l'absence de faute et de la force majeure et qu'il conduise le preneur à établir en réalité le cas de force majeure qu'il invoque et non seulement la diligence de sa conduite ». En effet, la force majeure est un « événement » et l'absence de faute n'est que « la situation qui en résulte ». Si le texte de l'article 1732 parle de l'absence de faute, c'est qu'il envisage la question de responsabilité quant au fond et non quant à la preuve qui est identique. L'obligation de veiller à la conservation d'une chose doit être normalement une obligation de résultat, car elle n'a en soi rien d'aléatoire : dépositaire et locataire promettent non seulement de surveiller la chose, mais aussi de la restituer. En matière contractuelle la preuve générale de la conduite diligente serait normalement insuffisante.

Pratiquement, il n'y aurait donc pas de différence entre le cas de l'incendie et les autres dégradations : toute définition du phénomène serait superflue.

272. — Mais, c'est peut-être faire, comme on a pu le dire, bon marché des caractères d'imprévisibilité et d'irrésistibilité. Il existe tout de même une différence de degré entre l'absence de faute et le cas fortuit (22) : il y a absence de faute dès que le locataire s'est comporté comme un individu avisé ; pour qu'il y ait force majeure, il faut qu'il y ait eu « impossibilité pour un individu avisé de se comporter autrement ».

(21) A. TUNC, Force majeure et absence de faute, *op. cit.*, p. 271.

(22) H. MAZEAUD, Cours 2^e année licence droit civil, 1955-56.

Dans l'hypothèse de l'article 1732, c'est par une série de faits positifs prouvant sa conduite diligente que le locataire pourra s'exonérer, et ce lui sera relativement facile.

En cas d'incendie au contraire, il devra prouver un fait positif : **en fait, la cause de l'incendie, chose très difficile.**

Il existe donc pratiquement aussi une différence de preuve entre le cas de l'incendie et des autres dégradations : il fallait donc définir l'incendie.

273. — Cette différence est-elle justifiée ? Nous ne le croyons pas, pour les raisons mêmes qui nous ont fait rejeter toute autonomie du phénomène d'incendie en matière délictuelle.

1) L'explosion en particulier devient de plus en plus fréquente, comme on l'a vu, dans les maisons d'habitation, et elle est issue bien souvent d'une imprudence, tout comme le dégât des eaux. De plus l'explosion ne peut être, comme l'incendie, enrayée par les pompiers.

2) La différence entre l'incendie et les autres dégâts entraîne une certaine complexité dans l'application des règles de responsabilité locative.

Ainsi, que le dommage soit causé par le preneur, et des règles différentes s'appliquent suivant qu'il s'agit d'un incendie ou de toute autre dégradation ; qu'il soit causé par une personne dont répond le preneur (art. 1735) et les règles seront identiques quelle que soit l'origine des dégâts.

En outre, on retrouve les difficultés de la combinaison de l'incendie avec un autre dommage.

En conclusion, il ne semble pas souhaitable de laisser les choses en l'état ; la notion d'incendie individualisée sur le plan de la responsabilité locative, n'entraîne que d'inutiles complications. Mais s'il faut unifier les règles de responsabilité, dans quel sens le faire ?

§ 2. — *Unification des règles de la responsabilité locative : disparition de la notion autonome d'incendie.*

274. — Si l'on procède à cette unification, il est bien évident que l'incendie, là aussi, perdra son autonomie et c'est encore une étape dans l'effacement de la notion d'incendie.

275. — Sans doute, une première solution est-elle à rejeter : celle qui consisterait à exiger la preuve de la faute du locataire par le bailleur : la chose semble difficile à réaliser, car ce serait exonérer le preneur, à coup sûr, de toutes les dégradations ; il serait

impossible au propriétaire d'apporter cette preuve, étant donné que l'immeuble est aux mains du locataire et que le propriétaire ne peut le surveiller constamment lui-même.

Aussi, ne peut-on hésiter qu'entre deux branches d'alternative : ou bien ramener la responsabilité du locataire aux règles de l'article 1733 sur l'incendie et exiger pour toute dégradation la preuve de la force majeure ; ou bien au contraire (selon le projet de la Commission de réforme) supprimer simplement l'article 1733 et exonérer le preneur dans tous les cas par la preuve de l'absence de faute.

276. — D'après la solution adoptée par la Commission de réforme du Code (23) sur le rapport de M. le professeur H. Mazeaud, il faudrait ramener la responsabilité du preneur en cas d'incendie à la responsabilité édictée par l'article 1732 (exonération par l'absence de faute).

En effet, dit-on, il n'y a maintenant aucune raison de se montrer plus sévère à l'égard du preneur en cas d'incendie, étant donné le développement des mesures de prévention et de protection : actuellement l'incendie ne revêt plus le caractère de fléau qu'il possédait au temps du Code. Dans tous les cas, une obligation de prudence et diligence suffit : il faut que le preneur surveille la maison en bon père de famille.

N'est-il pas bien rigoureux d'exiger du preneur la preuve de la force majeure ? C'est lui imposer une obligation à laquelle il lui sera presque impossible de satisfaire, comme le fit remarquer Dufourmon, lors de la présentation du texte au Conseil d'Etat. N'est-il pas rigoureux que l'absence du locataire ne puisse pour ainsi dire jamais l'exonérer ? Ceci, d'autant plus que les incendies peuvent être dûs aux vices de construction des installations du propriétaire.

Par ailleurs, c'est bien notre législation qui semble la plus sévère pour le locataire, en cas d'incendie ; en Grande-Bretagne, le propriétaire doit prouver la faute du locataire ; en Alsace et en Lorraine, les articles 1733 et 1734 ont été abrogés (loi du 17 mars 1881) ; en Espagne, l'incendie assimilé aux autres destructions est régi par une règle semblable à celle de l'article 1733 ; l'article 1589 du Code italien stipule que « le preneur est responsable de l'incendie quand il ne prouve pas qu'il est arrivé par cas fortuit ou force majeure, ou par un vice de construction, ou malgré la diligence qu'un père de famille soigneux a coutume d'employer ».

(23) Travaux de la Commission de Réforme du Code civil, 1945-46, p. 701.

— Pourquoi ne pas renoncer à cette sévérité en France ?

Avant l'arrêt de la Cour de cassation de 1882 (24), certaines juridictions avaient d'ailleurs décidé qu'il suffisait « que l'hypothèse d'un cas fortuit soit rendue nécessaire par les faits que le preneur alléguait » (25), sous prétexte que l'article 1733 ne précise pas de quelle manière le cas fortuit doit être prouvé ; argumentation qui fut approuvée lors des discussions législatives de la loi de 1883 (modifiant l'article 1734).

277. — Si l'arrêt de 1882 a opéré un revirement dans le sens de la sévérité, il semble que depuis, la Cour de cassation soit revenue à une certaine indulgence. En effet, elle jugea le 11 mai 1954 (26) que la responsabilité d'un locataire ne pouvait être retenue pour un incendie de cause indéterminée, « lorsqu'il était établi qu'au moment du sinistre, ce locataire, par suite des événements de guerre, avait dû, sur ordre hiérarchique, quitter la ville depuis plusieurs mois ». Solution équitable, sans doute, et qui prouve combien l'exigence d'un cas fortuit est parfois trop rigoureuse. Il semble bien qu'une appréciation si large de la force majeure rapproche cette dernière de l'absence de faute, et ramène l'article 1733 à l'article 1732. Comme le signale M. le professeur Carbonnier (27), certes, la preuve d'un cas fortuit était apportée, mais d'un cas fortuit concernant l'éloignement du locataire et non l'origine de l'incendie (et c'est pourtant sous cet angle que l'article 1733 semble envisager les causes d'exonération). Evidemment, si l'on pense que, sans l'éloignement du locataire, l'incendie ne se serait pas produit, on peut arriver à dire que cette force majeure est la cause de l'incendie, mais c'est une cause bien indirecte. La Cour fonde peut-être l'article 1733 sur le devoir de surveillance, auquel cas il serait logique d'exonérer le preneur par l'absence de faute, « ainsi s'ouvriraient des perspectives d'assouplissement plus étendues dans l'interprétation jurisprudentielle de l'article 1733 ».

278. — Mais, cette jurisprudence ne montre-t-elle pas en fin de compte qu'il serait possible de garder la règle de l'article 1733 en atténuant sa rigueur par l'appréciation plus ou moins indulgente de la force majeure ?

279. — La deuxième solution possible est alors la suivante : supprimer la règle de l'article 1732 et la remplacer par la règle de

(24) V. *supra*, n° 270.

(25) Nancy, 21 mai 1873, D. Jur. Gén. Supl., t. X, p. 185, note 1 et Douai, 28 mars 1901, D. 19.01.II.233.

(26) D. 1945.611.

(27) Rev. trim. dr. civ., 1954, p. 667.

l'article 1733, étendue à toutes les destructions. Le locataire dans tous les cas ne pourrait s'exonérer que par la preuve de la cause étrangère. Et cette solution nous semble peut-être préférable pour un certain nombre de raisons, notamment d'ordre pratique.

D'un point de vue *historique*, en effet, l'article 1732 semble inspiré de Pothier (28), qui après avoir signalé que « le locataire est déchargé de l'obligation de rendre la chose si la chose a péri sans sa faute », ajoute : « il doit enseigner et justifier comment elle a péri, autrement elle est présumée avoir péri par sa faute ».

D'un point de vue simplement *logique*, de toutes façons, la solution adoptée, quelle qu'elle soit, procure en fin de compte dans la réalité, une situation privilégiée à l'une ou l'autre des parties. Si l'on se montre moins sévère à l'égard du preneur, c'est à l'égard du propriétaire qu'on le devient. Le problème se ramène à savoir qui des deux l'on doit préférer. Et il nous semble que ce doive être le propriétaire.

En effet, il est démontré dans la pratique que les incendies proviennent le plus souvent (et cela peut être mis en valeur par les statistiques des compagnies d'assurance) d'une imprudence, d'une négligence ou d'une maladresse des locataires. Ce sont eux qui transforment les appartements actuels en véritables usines en réduction, par l'introduction d'appareils variés et souvent dangereux, par la manipulation des installations existantes ; si, dans les industries, en effet, des règlements divers obligent à des mesures de prévention et de protection, rien de semblable n'existe en général pour les foyers domestiques.

En outre, le locataire est mieux placé que le propriétaire pour surveiller l'immeuble avec lequel ce dernier n'a plus grand contact. De plus, ayant passé un contrat, le locataire a pris conscience de ses obligations éventuelles. Enfin, la sévérité dont on parle à son égard est faussée et atténuée par le fait qu'il est, en principe, obligé par le bail lui-même, à s'assurer pour le risque locatif : il s'agira en fin de compte encore une fois d'une question d'assurance. L'utilité de la notion d'incendie se transpose alors dans l'assurance.

Par ailleurs du point de vue juridique ; selon l'expression de M. Latournerie (29) « en vivant dans l'immeuble le locataire a assumé et fait naître un risque (chauffage, cuisine...), le propriétaire n'y est rigoureusement pour rien ». Même si c'est le propriétaire qui fait les installations, c'est le locataire qui les utilise et de toutes façons, si un vice de construction existe, il est relativement

(28) POTHIER, Le contrat de louage, n° 119.

(29) Travaux de la Commission de Réforme du Code civil, 1945-46, p. 701.

facile de le prouver. N'est-il pas plus logique de traiter le locataire comme un dépositaire ordinaire en l'obligeant à prouver la force majeure, que de le traiter comme un dépositaire à titre gratuit ! Le tout est de savoir s'il existe à l'obligation du locataire et à sa responsabilité en cas de destruction, une contrepartie, une obligation équivalente du propriétaire (30). Cette obligation en contrepartie existe ; c'est notamment l'obligation de garantie.

Il semblerait souhaitable, en outre, de fondre les deux obligations de conservation et de restitution en une seule obligation de résultat. Que demande-t-on en définitive au preneur ? de restituer l'immeuble en l'état où il l'a reçu, excepté la force majeure et la vétusté. Selon l'expression de M. Tunc (31) : « un locataire voit la chose louée détruite par un incendie (et nous dirons que ceci est valable pour l'explosion par exemple) ; s'il prouve que la chose louée était bien entretenue, que les réparations locatives y étaient normalement exécutées, qu'il n'y recevait que des personnes convenables... il établit simplement que les risques d'incendie (ou d'explosion) étaient moindres qu'ils n'eussent été autrement, mais il n'établit absolument pas que l'incendie n'est pas dû à une imprudence ou à une négligence temporaire ». Il est évident que la preuve de l'absence de faute, qui se fait ordinairement par la preuve de la conduite diligente, n'est complète que par la preuve de la force majeure.

C'est donc une obligation déterminée qu'il faudrait imposer à notre avis au preneur dans tous les cas.

L'apparente sévérité d'une telle solution serait palliée de deux façons : 1° l'appréciation de la force majeure par les juges peut être plus large du point de vue des caractères d'imprévisibilité et d'irrésistibilité ; on peut décider que l'absence dans certains cas est exonératoire de responsabilité (ainsi que cela fut fait pour la vétusté), il nous semble donc que la jurisprudence pourrait se montrer plus libérale dans son interprétation de l'article 1733 ; 2° l'assurance du risque locatif évite la ruine des locataires.

280. — Enfin, l'adoption de cette solution pourrait conduire à des résultats et des répercussions satisfaisants dans l'ensemble, ainsi qu'à une certaine simplification des règles de responsabilité dans ce domaine.

(30) DESCHAMPS, La responsabilité du locataire et l'assurance du risque locatif, 1945.

(31) A. TUNC, Force majeure et absence de faute en matière contractuelle, *op. cit.*, n° 271.

En effet, il semble illogique, étant donné les règles actuelles de responsabilité délictuelle et contractuelle, que pour une explosion, la responsabilité du preneur soit beaucoup moins lourde à l'égard du propriétaire qu'à l'égard des tiers, alors que pour l'incendie cette responsabilité est très lourde à l'encontre du bailleur et inexistante à l'encontre des voisins !

Si l'on supprime la loi du 7 novembre 1922 d'une part, et si l'on fait rentrer l'article 1732 dans l'article 1733 d'autre part, la responsabilité sera unifiée dans le sens de la sévérité, l'incendie rentrera en quelque sorte dans le rang, avec les autres faits générateurs de responsabilité.

On étendrait, en outre, l'article 1734 à l'explosion, ainsi que la règle contenue dans l'article 1733, d'après laquelle le preneur est responsable de « l'incendie » en soi et non seulement de la partie de l'immeuble qu'il occupe.

281. — Enfin, en matière de *copropriété* la solution semblerait évidente et en harmonie avec les règles adoptées pour la responsabilité délictuelle, avec l'article 1733, et avec l'article 1734 (qui exonère au fond les colocataires en cas de force majeure puisque les alinéas 2 et 3 reviennent finalement à la preuve de la communication d'incendie). En effet : on appliquerait à la copropriété l'article 1384, § 1 ; étant donné la fréquence actuelle de la copropriété, la question est appelée à revêtir de plus en plus d'importance au détriment du risque locatif (32). Quelle que soit la nature du droit de copropriété, l'on peut dire que « de la disposition matérielle des parties de la maison, naît un surcroît de risques de voisinage pour lequel il serait juste et nécessaire d'établir une répartition particulière en vue d'imposer corrélativement à chacune des parties un surcroît de vigilance ». On applique actuellement la loi de 1922, en assimilant les copropriétaires à des tiers, et pourtant, s'il est un domaine où la loi de 1922 semble encore moins justifiée qu'ailleurs, c'est bien celui de la copropriété. On a vu que la loi de 1922 était fondée sur deux raisons principales (discutables d'ailleurs) : 1° le montant du risque est imprévisible ; 2° ce risque peut se trouver accru d'un moment à l'autre considérablement, sans faute de la part du propriétaire, si un immeuble vient tout à coup se bâtir à côté de lui. Or, pour la copropriété, ces deux arguments n'ont plus aucune valeur, la limite maxima du risque étant la valeur de l'immeuble ; de plus, par le mot tiers, la loi semble avoir visé les maisons voisines : la preuve en est qu'on parle le plus

(32) PONCEAU, Rev. crit. jur., 1925, p. 138.

souvent de « recours des voisins ». D'autre part, bien que la loi de 1938 n'ait pas réglé la question, les copropriétaires ne sont pas des tiers pour les parties communes et la maison forme néanmoins un tout. Enfin, dans les rapports entre copropriétaires et locataires, il semble qu'on doive faire application des articles 1733 et 1734, malgré les difficultés qui peuvent en découler.

282. — En définitive, c'est à une simplification de la responsabilité locative, et à une harmonisation avec les règles délictuelles qu'on aboutirait avec ce système, qui nous paraît souhaitable. Là s'efface l'autonomie actuelle de l'incendie, quelque solution qu'on adopte d'ailleurs. Mais cette autonomie ne devrait-elle pas s'effacer enfin dans un dernier domaine : celui de la responsabilité du fermier ?

Section 3.

LA RESPONSABILITÉ DU FERMIER ET DU MÉTAYER EN CAS D'INCENDIE (ART. 854 DU CODE RURAL).

283. — Ici encore, l'on retrouve une règle spéciale à l'incendie, justifiant l'intérêt actuel de sa définition ; ici aussi cette règle a reçu de nombreuses attaques.

Comment est apparue l'autonomie de l'incendie dans ce domaine ? Quelles critiques a-t-on adressées à la loi ? Quels palliatifs lui sont apportés ? Quelle réforme serait souhaitable ? C'est l'étude de « l'origine de la notion d'incendie » en droit rural et de son éventuelle disparition. Nous verrons là que le juge essaie parfois non seulement d'atténuer l'autonomie de l'incendie, mais encore celle du statut du fermage en général.

§ 1. — *Origine de l'autonomie de l'incendie.*

284. — Le Code civil n'avait fait aucune situation spéciale au fermier en cas d'incendie. Quant à la loi de 1889 sur le colonat partiaire, elle manquait de précision et, ce contrat étant d'une nature très spéciale (à la fois louage et société), on avait parfois refusé l'application des articles 1733 et 1734. D'après l'article 4, § 2, de la loi en tout cas, aucune distinction n'était opérée entre l'incendie et les autres dommages : « le métayer répond de l'incendie, des dégradations et pertes arrivées pendant la durée du bail, à moins qu'il ne prouve qu'il a veillé à la garde et à la conservation de la chose en bon père de famille ». La jurisprudence était d'ailleurs divisée sur la qualification de cette obligation.

L'ordonnance du 4 décembre 1944 portant statut juridique du fermage, article 41 originaire du statut, mit seulement le paiement des primes d'assurance incendie à la charge du propriétaire.

285. — En fin de compte, c'est l'article 20 de la loi du 13 avril 1946, votée hâtivement par l'Assemblée constituante avant de se séparer, qui abrogea l'article 41, le remplaçant par la disposition suivante (art. 854 du Code rural) :

« Nonobstant toutes clauses contraires, le paiement des primes d'assurance incendie des bâtiments loués, celui des grosses réparations et de l'impôt foncier sont à la charge du propriétaire. En cas de sinistre, ni le bailleur ni les compagnies d'assurance ne pourront invoquer un recours contre le preneur s'il n'y a faute grave de sa part. »

Ce texte donne-t-il vraiment une nouvelle autonomie à l'incendie ? Isole-t-il la notion d'incendie ? On pourrait en douter à première vue : les termes manquent de clarté : l'article 20 emploie l'expression de « sinistre », qui a un sens très général et désigne en principe tout accident causant un dommage à un bien. Mais le premier alinéa mentionne l'incendie et il y a tout lieu de croire que le second alinéa se rapporte au premier, l'incendie étant d'ailleurs le fléau le plus fréquent à la campagne.

§ 2. — Critiques.

286. — Cette disposition prêta à de nombreuses attaques. On la qualifia d'abord de démagogique : comme toujours, ce n'était pas tant l'incendie qui était pris en considération, qu'une catégorie de personnes qu'on voulait protéger, ou, plus exactement dirons-nous, favoriser. Il était d'ailleurs à se demander si l'explosion serait exclue du cadre de la nouvelle règle, rien ne permettant dans la lettre du texte d'y conclure automatiquement, au contraire peut-être. Mais la question a été résolue par la jurisprudence (33) qui, désirant toujours restreindre le domaine de l'article 854 refuse son application en cas d'explosion.

Les raisons invoquées pour cette loi ne sont pas très convaincantes ; le paragraphe 2 de l'article a d'ailleurs été voté sans débat par l'Assemblée (comme pour la loi de 1922) et le texte n'a pas été proposé par la Commission de l'Agriculture. Son auteur, M.-G. Daniel, s'est borné à déclarer : « mon amendement garantit la tranquillité des fermiers et métayers. » Sans doute s'inspirait-il

(33) *Case. soc.*, 4 juin 1959, *Gaz. Pal.*, 1959.2.63.

d'une règle du droit allemand qui ne permet la subrogation de l'assureur qu'en cas de faute grave du locataire (loi du 30 mai 1908).

Cet amendement était en fait fondé sur la soi-disant ignorance juridique des fermiers, ce qui semble, comme on l'a remarqué (34), en contradiction avec l'importance des prérogatives judiciaires et législatives qui leur sont accordées par le même statut. Le nouvel article était donc destiné à protéger les fermiers contre les manœuvres que tentent les assureurs en vue d'éviter le paiement des sinistres. Mais, comme l'a souligné M. le professeur Besson (35) « ce ne sont pas seulement les assureurs qui exercent des recours contre les fermiers et métayers, ce sont d'abord et surtout les propriétaires titulaires de l'action en responsabilité en vertu du contrat de bail ou de métayage et, du fait de la destruction de la chose confiée au fermier, ou au métayer, les assureurs n'agissent jamais que comme subrogés à leurs assurés ». En outre, du fait que le preneur peut assurer sa responsabilité locative, il sera défendu également par un assureur.

A cela s'ajoutera que s'il fallait suivre M. Daniel dans ce raisonnement, il faudrait prendre des mesures identiques pour assurer la tranquillité de tous ceux que leur profession ne prépare pas à discuter ! Jusqu'où irait-on dans cette voie ! (36)

Cette disposition en elle-même édicte « une sorte de présomption d'irresponsabilité », difficile à expliquer juridiquement (37) et qui n'est pas un principe de responsabilité délictuelle (d'abord parce qu'il existe un contrat, ensuite parce que toute faute, même légère, entraînerait responsabilité), ni une application de la règle *res perit domino* (le propriétaire ne supporterait les risques qu'en cas de cause inconnue) ; on a pu dire (38) qu'il y avait là une sorte de « théorie du risque » agricole, semblable à la responsabilité qui pèse sur l'employeur, sauf faute inexcusable ; mais tout ceci n'explique pas grand chose. En fait, l'article 20 traitait d'une question d'assurance ; on a voulu, en ajoutant le paragraphe 2, en faire une question de responsabilité.

En définitive, c'est à une augmentation de prime dans l'assurance du bailleur qu'on a abouti, étant donné l'impossibilité pratique de tout recours.

(34) TOUTAIN, thèse, Paris, 1953, La responsabilité du bailleur et du preneur d'un bien rural en cas d'incendie des bâtiments.

(35) Rev. gén. ass. terr., 1949, p. 218 (et note sous arrêt J.C.P. 50.2.5840).

(36) P. ESMEIN, Commentaire sur la loi du 13 avril 1946, D. 1946.I.288.

(37) Thèse TOUTAIN, *op. cit.*, n° 286.

(38) A. BESSON, *op. cit.*, n° 231 et 265.

Certains ont vu avec affolement l'apparition de la nouvelle règle (39). « C'est un cortège de sinistres que l'on appelle avec la ruine de l'exploitation... admettre que le fermier est dispensé de toute preuve, c'est aboutir en fait à le dispenser de restituer dans tous les cas... c'est lui et non le bailleur qui peut connaître les circonstances exactes de l'incendie des locaux qu'il occupe. » Sans aller aussi loin, on peut néanmoins constater que la règle est tout à fait anormale et apporte une entorse « importante » selon M. Besson, « injuste » selon M. Esmein, aux principes de la responsabilité contractuelle, en créant notamment une nouvelle catégorie de faute.

§ 3. — *Palliatifs.*

287. — Cependant, tout comme la loi de 1922, cette règle exceptionnelle persiste. Pourquoi ? Sans doute encore parce que les juges, en l'interprétant, ont pu en atténuer les inconvénients.

D'abord, ils ont précisé la notion de faute grave, intermédiaire entre la faute lourde et la faute dolosive (40). En fin de compte, on arrive presque à assimiler la faute grave à tout manquement caractérisé à l'obligation du fermier de veiller sur la chose.

Ensuite, les auteurs et la majorité de la jurisprudence ont estimé que la responsabilité du fermier était engagée par une faute grave des personnes de sa maison (41), du fait que l'article 854 n'a pas rejeté expressément l'article 1735 du Code civil.

Et puis, la faute grave peut être conçue comme la somme de plusieurs fautes légères. La notion de faute grave comporte une certaine élasticité, et le juge se laisse guider, non seulement par la gravité de la faute, mais par celle du dommage.

(39) BIRAUD, La responsabilité du preneur et l'incendie des bâtiments ruraux, Répertoire Commaille, 1950.7.

(40) Définition de la faute grave : tr. paritaire Rouen, 20 mai 1949, D. 1950, som. 35... « elle doit s'entendre d'un fait positif, volontairement commis » (il y a là une erreur de rédaction, car de l'avis unanime, la faute grave n'est pas forcément intentionnelle) « par le preneur, qui, par incurie, négligence, inattention ou inobservation des usages ruraux et des plus élémentaires règles de prudence et de sécurité, manque aux obligations de garder le fonds rural... ».

— Exemple de faute grave, Cass. soc., 16 juin 1960, Gaz. Pal. 1960.II.252 : « ...alors qu'en ne s'assurant pas qu'il opérât loin de toute flamme, ou de toute parcelle en ignition, le fermier créait un danger dont il avait conscience et commettait une faute grave... ».

(41) Cass. soc., 15 juin 1951, J.C.P., 1951.2.6383 et 2 août 1951, D. 1951.561. En ce sens que l'expression « personnes de la maison » englobe même des personnes introduites temporairement dans les lieux, par exemple un vagabond toléré, Cass. soc., 11 février 1954, Bull. Cass., 1954.IV, n° 887, Paris, 19 novembre 1959. Argus des assurances du 3 janvier 1960.

De plus, l'enquête de gendarmerie qui a obligatoirement lieu (l'incendie étant une infraction pénale), permet facilement de découvrir une faute.

Enfin, l'article 854 du Code rural étant exorbitant du droit commun doit être interprété restrictivement et ceci est bien dans la tendance générale des tribunaux pour le statut du fermage. Ainsi, un arrêt de la Cour de cassation du 29 décembre 1953 (42) décide que l'article 854 ne vise que l'incendie des bâtiments ; en conséquence, « la limitation de la responsabilité du métayer au cas de faute grave ne s'applique pas à l'incendie des récoltes appartenant au propriétaire ». De même, la Cour de cassation (43) refuse d'étendre à l'explosion les dispositions du texte. Ce qui nous confirme une fois de plus l'autonomie de l'incendie en droit actuel.

288. — Mais, ces palliatifs, s'ils expliquent le maintien de l'article 854 du Code rural par la restriction de son domaine, sont insuffisants. L'exonération du fermier est injustifiée en cas d'incendie, d'autant plus que les dégâts sont importants et qu'une faute existe presque toujours à l'origine. Le fermier doit encourir la même responsabilité que le preneur ordinaire (c'est-à-dire, à notre avis, celle de l'article 1733 étendu aux autres dommages). Là encore, la règle spéciale édictée pour l'incendie devrait disparaître, nouvelle étape vers l'effacement de l'autonomie du phénomène.

289. — Ainsi, actuellement, si les dispositions spéciales à l'incendie rendent sa définition nécessaire, elles en montrent en même temps l'imprécision. La *difficulté* à délimiter cette notion et le *domaine* de sa législation, ainsi que l'*incohérence* de cette législation en général, portent à *conclure à l'effacement de la notion « juridique » d'incendie, par la suppression du particularisme de ses règles légales*. On aboutirait fatalement à une certaine sévérité ; mais le problème de la responsabilité est toujours axé sur des questions d'assurance : si le responsable est assuré, la rigueur de la responsabilité n'a d'influence que sur les primes et le problème se pose de savoir : 1° s'il ne serait pas souhaitable de rendre l'assurance incendie obligatoire ; 2° si la chose est réalisable.

(42) Bull. Cass., 1953.IV, n° 826.

(43) Cass. soc., 4 janvier 1959, Gaz. Pal., 1959.2.63.

Section 4.

LE PROBLÈME DE L'ASSURANCE INCENDIE OBLIGATOIRE.

I. — *L'assurance obligatoire en général.*

290. — L'assurance envahit le domaine de la responsabilité civile qu'elle tend presque à effacer. *A l'époque actuelle, toute question de responsabilité civile se transforme en question d'assurance.* L'incendie, loin d'échapper à cette règle, en est au contraire un exemple typique. Et c'est finalement en assurance et en droit pénal que la notion d'incendie devrait garder le plus d'utilité, sinon d'autonomie.

L'assurance de responsabilité, qui n'était pas obligatoire en principe, l'est devenue peu à peu pour des risques déterminés.

La loi du 30 octobre 1946 a rendu obligatoire la garantie de la responsabilité de l'employeur, en ce qui concerne les accidents survenant à son personnel au cours du travail, et au cours du trajet pour se rendre au travail et en revenir. (Ce texte n'est pas applicable au personnel des entreprises agricoles et forestières. Cependant une récente loi rend obligatoire aussi l'assurance maladie pour les exploitants agricoles à effet du 1^{er} avril 1961.)

La loi du 21 novembre 1955 exige, pour la délivrance du permis de chasse, la justification que le chasseur a contracté une assurance de responsabilité contre les accidents de chasse.

Le décret du 18 octobre 1955 oblige les organisateurs d'épreuves sportives à contracter une assurance couvrant les accidents qui peuvent survenir au cours de ces épreuves.

Plus récemment, la loi du 27 février 1958 a institué l'assurance obligatoire de la responsabilité des propriétaires et des utilisateurs de véhicules à moteur. Le décret du 7 janvier 1959, portant règlement d'administration publique, dispose notamment que : « l'obligation d'assurance s'applique à la réparation de dommages corporels ou matériels résultant à l'occasion de la circulation, des accidents, *incendies ou explosions* causés par le véhicule, les accessoires, les produits servant à son utilisation, les objets et substances qu'il transporte... »

Dans bien d'autres domaines encore, l'obligation d'assurance existe.

291. — Déjà, la loi du 31 décembre 1951 avait institué *un fonds de garantie*, alimenté par de faibles taxes, prélevées sur les primes d'assurances automobiles. Il avait pour objet de réparer les dommages corporels dont les responsables étaient inconnus, insolubles, ou insuffisamment assurés.

Les assureurs pensaient que cette institution éviterait l'assurance obligatoire qu'ils redoutaient. Ils estimaient en effet qu'elle constituerait un acheminement inévitable vers la main-mise de l'Etat sur les assurances et une limitation du champ d'application de l'activité des compagnies. Le précédent de la garantie des accidents du travail, confiée depuis 1946 à la Sécurité sociale et retirée de leur exploitation, pouvait justifier cette crainte.

L'accroissement du nombre des voitures en circulation, du nombre des accidents, de leur gravité, la non assurance de la plupart des véhicules à moteur à deux roues, et le fait que le fonds de garantie ne pouvait plus répondre suffisamment aux besoins, ont puissamment milité en faveur de l'assurance automobile obligatoire réalisée par les décrets de 1959.

Il semble que les compagnies privées ou nationalisées se soient accommodées de cette mesure qui, finalement, sans justifier leurs craintes, s'est même révélée profitable pour elles.

II. — *L'assurance incendie obligatoire.*

292. — La disparition des dispositions particulières à l'incendie (que nous avons traitée d'autre part) — et notamment la suppression éventuelle de la loi de 1922 — mettant les « auteurs » en face de leurs responsabilités, le problème se poserait alors de savoir s'il ne conviendrait pas de créer un *fonds de garantie incendie et explosions* (là encore on ne pourrait maintenir l'isolement de l'incendie) qui prendrait en charge les dommages corporels et matériels résultant d'incendies ou d'explosions dont les responsables ou leurs assureurs seraient insolvables.

L'incendie et l'explosion, moins fréquents sans doute que les accidents de la route, entraînent dans certains cas des dommages beaucoup plus graves, tant par l'étendue du sinistre que par le nombre des victimes.

Or, si les polices d'assurance incendie prévoient la garantie des responsabilités de leurs souscripteurs en ce qui concerne les dommages matériels résultant d'incendie ou d'explosion, elles ne couvrent pas les dommages corporels résultant des mêmes causes. C'est par le seul moyen de l'assurance obligatoire qu'une indemnisation totale des victimes serait possible : quand l'incendie atteint des proportions graves, en l'état actuel de notre législation, étant donné la loi de 1922, il engendre fatalement la ruine des victimes. Il nous semble donc utile d'abord de supprimer la loi de 1922 et « en conséquence » d'obliger les responsables à s'assurer.

Si l'assurance des risques d'incendie reste facultative, la seule institution d'un fonds de garantie incendie et explosion ne sera pas viable.

En effet, la carence du fonds de garantie automobile avant l'assurance obligatoire se trouverait aggravée en ce qui concerne l'incendie et l'explosion : le nombre des assurés facultatifs étant, par rapport aux risques, moins importants en ces matières qu'en automobile (le sinistre incendie semblant moins inéluctable que le sinistre automobile). Le volume des cotisations prélevées sur les primes constituerait pour la caisse un aliment insuffisant. Et puis, il n'apparaît pas moral que les assurés prévoyants soient appelés à réparer seuls la négligence non pénalisée des autres.

La protection des victimes d'incendies ou d'explosions ne devrait pas être le seul privilège des victimes de dommages de cette sorte provoqués par des véhicules à moteur en circulation !

En bref, on l'a souvent proclamé : « toutes les fois qu'on est en présence d'une source importante de responsabilité civile, toutes les fois que la situation d'un individu crée un danger social, l'assurance obligatoire peut être envisagée, afin que l'intérêt des tiers soit sauvegardé » (44).

Sans doute, l'assurance obligatoire a-t-elle trouvé des adeptes en France déjà sous le règne de Louis-Philippe ; on l'imaginait réalisée sous la forme d'un impôt. La question fut même discutée devant le Parlement ; l'assurance étant un privilège réservé à quelques-uns, il fallait qu'elle devint un bienfait pour tous.

Cependant, depuis cette époque lointaine, aucun projet précis n'a vu le jour au sujet de l'incendie.

293. — L'assurance incendie obligatoire, qui n'a jusqu'alors pas été envisagée, présente au premier abord des *difficultés théoriques et pratiques* nombreuses.

294. — I. — Du point de vue *théorique*, c'est une atteinte à la liberté, et l'on ne doit pas obliger les plus pauvres à payer des primes. L'argument est de poids mais on peut y faire plusieurs réponses :

1° cet argument était aussi valable pour l'assurance automobile, qui fut pourtant rendue obligatoire (le moindre propriétaire de vélo-solex, instrument de travail indispensable, doit payer une prime) ;

(44) Thèse DENAVE, Lyon, 1935, Rapports de la responsabilité civile et de l'assurance.

2° Les personnes n'ayant qu'un faible revenu sont de toutes façons obligées, dès qu'elles doivent se loger, de payer impôts et nombreux autres frais ;

3° L'assurance du risque locatif est déjà dans la pratique obligatoire pour tous ;

4° Les primes, si l'assurance incendie était obligatoire, seraient moins élevées, et l'on pourrait établir un équilibre dans leur répartition.

295. — II. — Du point de vue *technique*, un tel projet serait assez délicat à mettre en œuvre encore que sa réalisation ne semble pas insurmontable.

296. — *La garantie*. — Bien entendu, serait écartée d'un tel projet, l'obligation pour chacun d'assurer ses biens : libre à lui de faire garantir ou non sa chose propre, qu'il s'agisse d'automobile ou d'immeuble, de matériel ou de marchandises, mais chacun serait contraint de faire couvrir obligatoirement une responsabilité dont *a priori* il ne peut mesurer les conséquences et l'étendue.

Nous avons vu que la responsabilité des dommages corporels occasionnés par l'incendie ou l'explosion de véhicules automobiles doit être assurée ; rien ne peut s'opposer à ce qu'il en soit de même pour les dommages *corporels* occasionnés à des tiers par l'incendie ou l'explosion de tous autres biens.

C'est donc principalement les dommages matériels ou corporels subis par les voisins, dont il faudrait rendre l'assurance obligatoire, les risques locatifs étant toujours plus ou moins bien couverts en raison des obligations impératives contenues dans les baux et les règlements de copropriété.

Il serait nécessaire d'ailleurs de reconsidérer le double emploi existant dans l'assurance incendie actuelle : malgré les arguments qu'on a pu invoquer (45), un même immeuble est souvent garanti plusieurs fois ; par le propriétaire des bâtiments d'abord, et ensuite par les assurances de responsabilité des locataires (quelquefois à la même compagnie, qui, dans ce cas, consent un taux réduit de 50 % aux locataires).

297. — *Répartition des risques*. — Les assurances collectives, la coassurance, la réassurance, entraîneraient une « pulvérisation » des couvertures qui, en cas de sinistre, répartirait la charge des règlements entre un grand nombre de compagnies.

(45) DESCHAMPS, La responsabilité du locataire et l'assurance du risque locatif, 1945.

298. — *Primes.* — Le volume des primes, augmenté par l'accroissement du nombre des assujettis, permettrait peut-être un abaissement du taux moyen et la fixation d'un large plafond des garanties.

299. — *Fonds de garantie - Alimentation.* — Le fonds de garantie, destiné à pallier notamment les conséquences des infractions à l'obligation d'assurance, trouverait ses ressources dans l'institution d'une taxe sur les primes d'assurances incendie et explosion, taxe qui, logiquement, devrait être compensée par une diminution des impôts écrasants actuellement prélevés par l'Etat sur ces primes, et qu'il ne justifie que par les besoins croissants de son budget.

Ces impôts sont pour le moment de 30 % du montant des primes incendie et explosion, en général réduit à 18 % en ce qui concerne les risques « agricoles ».

300. — *Contrôle.* — Le contrôle de l'obligation d'assurance pourrait entraîner la nécessité, pour chaque assuré, de joindre par exemple à sa déclaration d'impôts une quittance d'assurance, ou toute autre pièce justificative.

D'ailleurs, comme en assurance automobile obligatoire, la non assurance, en cas de sinistre, serait frappée d'une pénalisation sévère dont le bénéfice serait profitable au fonds de garantie.

301. — III. — L'assurance obligatoire des dommages corporels et matériels résultant de la responsabilité en incendie et en explosion doit-elle conduire à une *ingérence complète de l'Etat dans ces domaines* ? Cette conséquence n'est peut-être pas souhaitable.

Les résultats obtenus par l'assurance obligatoire, déjà réalisée auprès des compagnies privées ou nationalisées d'assurances, sont-ils un encouragement à persévérer dans cette voie ? Il nous semble qu'une étude de ces problèmes est à envisager.

Seules, les compagnies sont à même de pratiquer une publicité efficace pour recueillir l'adhésion des assurés, a-t-on pu dire. La concurrence, souvent acharnée, qui s'exerce entre elles, peut permettre un abaissement des primes profitable aux assurés et une amélioration incessante des conditions de garantie : garanties sans limitation de somme, dérogation à la règle proportionnelle, garanties « basées sur la surface », garanties indexées, etc...

302. — Mais si l'assurance obligatoire devait conduire à une étatisation, si l'on ne pouvait s'arrêter en cours de route, alors

les graves dangers de la collectivisation générale de la responsabilité apparaîtraient.

Si l'on considère schématiquement comme le font certains auteurs, tel M. R. Savatier, qu'il existe trois réparateurs possibles aux préjudices subis par les individus : le responsable, l'assureur et l'Etat, on peut situer notre stade d'évolution actuelle entre l'assurance et l'étatisation ; le responsable s'assure ou doit être assuré, la victime bénéficie souvent de la Sécurité sociale, l'assurance est en partie nationalisée ; l'Etat devra-t-il bientôt intervenir comme assureur des risques atomiques dans un cadre dépassant probablement l'échelon national (46) ? L'histoire démontre qu'on va vers une collectivisation croissante et sans doute dangereuse de la responsabilité, favorisée, entre autres, par l'assurance obligatoire entraînant l'effacement de cette responsabilité individuelle, et par là même un abaissement des valeurs morales, comme on l'a souvent fait remarquer, et un développement des fautes. C'est l'obstacle majeur d'une généralisation de l'assurance obligatoire. En définitive, « le corps social apparaît comme le débiteur général de ces réparations individuelles ». On a pu même y voir un « envahissement du droit privé par le droit public », mais c'est aller trop loin.

Cette réparation collective n'est pas toujours un progrès, mais bien plus un retour en arrière, à l'époque primitive où les réparations s'effectuaient entre groupes, où chaque société était responsable de chacun de ses membres. Reviendra-t-on, par un curieux retour des choses, à l'époque où responsabilité civile et pénale étaient confondues ?

La responsabilité individuelle serait inexistante, la société globale anonyme réparerait les dommages. Le dommage se présentant comme une rupture d'équilibre, la société rétablirait sans cesse l'équilibre rompu entre les individus et les patrimoines (mathématiquement en quelque sorte), de même qu'elle tend à opérer une égalisation entre les revenus du point fiscal. Seules, la faute pénale et la faute disciplinaire subsisteraient, qu'on serait obligé, nous semble-t-il, de réprimer plus minutieusement et sévèrement.

303. — Evolution juridique qui n'est certes pas souhaitable mais qui peut paraître possible, si l'on envisage l'évolution sociale parallèle : collectivisation croissante et « dépersonnalisation » ; les individus se fondent en groupements, les personnes morales prennent le pas sur les personnes physiques dans de nombreux cas ;

(46) Les Compagnies ont constitué déjà un Pool national pour ces garanties.

du point de vue technique, les dégâts causés par certaines interventions récentes peuvent atteindre un très grand nombre de personnes — c'est, là aussi, une collectivisation, celle du préjudice : l'accident automobile fait une ou quelques victimes ; l'incendie et l'explosion en font un grand nombre ; la radio-activité peut en faire un nombre indéfini (dans l'espace et le temps).

Il se produit, à l'inverse, une individualisation assez nette dans le domaine du droit pénal, mais aussi une atténuation de la responsabilité (ce qui devrait être le contraire). Seulement, la Société est un être anonyme ; il est bien facile de s'abriter derrière elle pour fuir ses responsabilités, à tel point qu'on la voit parfois accusée des crimes les plus graves du point de vue pénal : c'est elle qu'on rend responsable des crimes « asociaux » (en l'accusant de n'avoir pas adapté le coupable). Quand le Président dit « Accusé, levez-vous », ce n'est pas le délinquant, mais la Société qu'on s'attend à voir debout !

D'après M. Savatier (47), il y aurait une compétition entre assurance et responsabilité : « responsabilité purement individuelle de l'individu en faute — puis, responsabilité de celui qui déclenche un risque — puis, responsabilité individuelle librement assurée — puis, assurance obligatoire du responsable — puis, assurance réservée à l'Etat — enfin, impôt général substitué à l'assurance du responsable »... « tel est le parcours ascendant que paraît suivre, du droit privé au droit public, l'évolution générale de la responsabilité et de l'assurance ».

Si la généralisation de l'assurance obligatoire devait entraîner le principe de l'« Etat seul assureur », dernier terme de l'évolution, cela provoquerait une reconversion totale de notre système de responsabilité.

304. — IV. — Il faudrait donc trouver des remèdes aux inconvénients de l'assurance incendie obligatoire.

On pourrait alors renforcer la responsabilité pénale pour maintenir le fondement moral du droit ; accroître la sévérité des articles 434, 320, R-38 du Code pénal, créer des délits nouveaux, relever le maximum des peines, afin d'éviter le développement des abus, des imprudences et des fautes intentionnelles. La notion d'incendie garderait donc son individualité en droit pénal où l'incendie, en tant qu'infraction, possède des caractères très spéciaux, nécessitant son individualisation par rapport aux autres infractions, surtout en tant que crime (étant donné déjà le particularisme des

(47) SAVATIER, Du droit civil au droit public, *op. cit.*, n° 302.

incendiaires eux-mêmes). D'ailleurs, le juge civil se laisse parfois influencer, non seulement par la gravité du préjudice, mais aussi par celle de la faute. (N'y a-t-il pas là un semblant de confusion entre responsabilité civile et pénale ?)

Seulement, une limite existe à cette extension du droit pénal : toute faute civile n'est pas un acte antisocial. D'autre part, peut-être est-ce faire « un contresens historique et social » que d'étendre le droit pénal à des domaines qu'il a abandonnés. (Enfin, tout ceci impliquerait probablement une ingérence policière exagérée (48).

On pourrait aussi établir une réglementation plus stricte des activités et installations présentant quelques dangers.

On pourrait enfin, dans les rapports entre assureur et assuré, laisser une part de réparation à l'assuré ; faire jouer des mesures propres à l'assurance : la franchise proportionnelle (laissant à la charge de l'assuré un certain pourcentage du montant du dommage) — la franchise fixe ou franchise d'avarie (le responsable doit supporter les dommages dont le montant est inférieur à telle somme). Plus efficacement à notre avis, il faudrait faire varier le taux de la prime avec la conduite de l'assuré, comme on le fait parfois. (En tout cas il ne faudrait évidemment pas que les victimes aient à supporter indirectement ces sanctions.)

305. — A ces seules conditions l'on peut entrevoir la possibilité d'un système d'assurance incendie et explosion obligatoire. La notion d'incendie garderait son utilité, tout en perdant une partie de son autonomie, puisqu'on y incluerait l'explosion. Si, au contraire, l'assurance reste facultative, alors le « refus d'extension analogique (de l'incendie à l'explosion), est très plausible : plusieurs variantes d'une convention ayant été offertes au public, on ne concevrait pas qu'un contractant, pût passer par analogie du modèle qu'il a signé à celui qu'il a dédaigné » (49).

306. — En *conclusion*, l'on a pu voir que toutes les gammes d'obligations, de fautes, de causes d'exonération ont existé, existent ou ont été souhaitées en matière d'incendie.

L'article 854 du Code rural exige la preuve de la *faute grave* du fermier, la loi de 1922 celle d'une *faute simple* ; avant l'ordonnance de 1946, le métayer devait prouver sa *conduite diligente*, selon le projet de la Commission de Réforme du Code civil le

(48) M. ESMEIN, La faute et sa place dans la responsabilité civile, Rev. trim. dr. civ., 1949, p. 481.

(49) Rev. trim. dr. civ., 1959, p. 752. Commentaire de M. CARBONNIER sur Cass. soc., 4 juin 1959.

locataire peut se libérer par l'absence de faute, mais d'après l'article 1733 actuel il doit prouver la *force majeure*...

On ne constate nulle part pour un seul et même phénomène une telle variété dans la responsabilité et, disons-le, parfois une telle incohérence.

Suivant qu'on est fermier, locataire, colocataire, bailleur, voisin, on est totalement responsable ou pratiquement exonéré, on se trouve dédommagé ou non.

Les règles juridiques de l'incendie ont été établies non tant en fonction du phénomène, mais en faveur de certaines catégories de personnes à protéger, soit en tant que victimes, ce qui paraît normal (art. 1733 pour les propriétaires d'immeubles, essentiellement en 1804), soit en tant que responsables (art. 854 du Code rural et loi de 1922) et ceci ne nous paraît pas justifié.

Un allègement de responsabilité aboutit pratiquement à une suppression de responsabilité en cas d'incendie (la faute est impossible à prouver ; l'absence de faute est trop facile à établir). L'incendie étant grave de conséquences, la responsabilité doit être grave également, avec le palliatif de l'assurance (au besoin rendue obligatoire). L'autonomie de l'incendie doit donc s'effacer et ce phénomène doit être traité comme les autres (accidents, explosions, dégâts des eaux...).

307. — Voici schématiquement les solutions auxquelles nous envisagerions d'aboutir (v. tableau, page suivante) :

1° Disparition de l'autonomie du phénomène d'incendie ;

2° Autonomie de la notion subsistant pour partie en assurance et en droit pénal ; définition se ramenant surtout à une détermination du point de départ de l'incendie en droit civil (1) ;

3° Fusion des règles spéciales à l'incendie et des règles de droit commun applicables aux autres phénomènes (les uns réagissant sur les autres) ;

4° Dans la majorité des cas, responsabilité automatique avec exonération par force majeure.

(1) V. la définition de l'incendie proposée p. 102, *in fine*.

REGLES ACTUELLES SUR L'INCENDIE

INCENDIE, PHÉNOMÈNE INDIVIDUALISÉ.

Responsabilité délictuelle.

- preuve de la faute (loi de 1922) ;
- copropriété : loi de 1922.

Responsabilité contractuelle.

- un locataire :
exonération par la cause étrangère ;
- colocataires :
1734 ;
- fermier et métayer :
preuve de la faute grave ;
- contrats divers :
preuve variant suivant la nature des obligations.

REGLES ENVISAGEES

INCENDIE ET AUTRES PHÉNOMÈNES.

Responsabilité délictuelle.

- exonération par cause étrangère (1384) ;
- copropriété : 1384, § I.

Responsabilité contractuelle.

- un locataire :
exonération par la cause étrangère ;
- colocataires :
1734 ;
- fermier et métayer :
exonération par la cause étrangère ;
- contrats divers :
preuve variant suivant la nature des obligations.

CONCLUSION :

Notion d'incendie et « information » juridique

308. — La notion d'incendie que nous avons essayé de définir nous a obligé à un travail de précision de vocabulaire, c'est-à-dire à un travail de base, travail qui aurait pu être fait, pensons-nous, en un trait de temps, si l'on avait en droit une possibilité de documentation plus étendue en même temps surtout que plus rapide.

Ceci nous entraîne au terme de cet ouvrage à reconsidérer la méthode juridique d'« information » classique, que nous avons dû employer pour rechercher la notion d'incendie, et qui nous semble, en l'état actuel des choses, pouvoir être simplifiée.

309. — Nous avons essayé de dégager une *notion juridique d'incendie* forcément subjective, parfois difficile à isoler et qu'il était utile de déterminer, pour cerner le champ d'application de la législation actuelle spéciale au « phénomène d'incendie » en droit français.

Puis, nous avons critiqué l'autonomie et le fond même de cette législation, et ramené en fin de compte l'utilité et l'individualisation de la notion d'incendie à ce que nous voudrions qu'elle fût.

Pour ce faire, il a fallu mettre en parallèle la technique et le droit, utilisant ainsi la méthode juridique traditionnelle, mettant en valeur ses points de contact avec le raisonnement scientifique. Le terrain d'une telle comparaison était propice, puisqu'il s'agissait, adaptant le droit à la réalité matérielle, de *définir juridiquement un phénomène physique*.

C'est donc une sorte de « fiche » sur la notion d'incendie que nous avons tenté de dresser, à l'aide d'« informations » telles :

la jurisprudence (dont il fallait trier et classer les décisions), les rapports d'experts (filtrés pour en extraire l'essentiel), enfin les règles de droit. A partir de ces « informations » variées, il fallait dégager des critères apparents pour définir l'incendie, puis à partir des règles juridiques, tirer les nuances qu'on doit donner à la notion dans les différentes branches du droit privé.

Le *problème de méthode* qu'on voudrait poser maintenant à propos de la notion d'incendie, qui s'y prête particulièrement bien, est le suivant :

est-il possible :

1° de simplifier le travail juridique de base ;

2° de réaliser, par là même, une meilleure adaptation sémantique du droit à la réalité (en éliminant notamment les facteurs subjectifs *dans les seuls cas où ils se révèlent plus gênants qu'utilés*), de préciser le vocabulaire ? Est-il possible de simplifier la méthode « *d'information juridique* » ?

311. — De quels moyens pourrait-on disposer actuellement pour résoudre cette question ? De la mécanisation qui envahit tous les domaines de l'activité humaine, et à laquelle le droit résistera de plus en plus difficilement.

Les termes de « fiches » et « d'information » (employés plus haut), font tout de suite penser à l'électronique. (Nous ne pouvons ici qu'effleurer le problème, qui est d'actualité.)

Ces opérations successives que nous avons entreprises ont amené une « notion » finale, certes imparfaite, car il aurait fallu pouvoir envisager « simultanément et globalement » toute la jurisprudence, toutes les règles de droit, toutes les situations susceptibles de se présenter, en même temps que tous les intérêts en conflit, choses impossibles au cerveau humain qui introduit dans ce travail des variables subjectives inutiles pour la définition *de base* d'un phénomène matériel, dont les éléments auraient gagné à être enregistrés, sélectionnés, analysés, objectivement, en un seul trait de temps (seuls les mécanismes électroniques étant capables de réaliser un tel travail de base).

310. — Alors, on arrive à cette conclusion que la méthode juridique aurait peut-être avantage, pour tout ce qui est travail de base (récapitulation, enregistrement des cas multiples, classifications des jurisprudences...) et uniquement pour cela, à être soutenue par une technique scientifique, réalisant une économie de pensée et de mémoire ; une technique permettant, par exemple, d'obtenir sur des phénomènes matériels, tels l'incendie, auxquels le droit attache des conséquences juridiques, une vue exempte d'élé-

ments subjectifs gênants, et englobant « simultanément » toutes les possibilités offertes en droit à un tel phénomène.

312. — I. — Deux activités doivent être distinguées, en droit comme en toute discipline : « l'acquisition » de l'information et sa « transformation ». Or, comme on l'a vu, notre prise de conscience simultanée ne peut porter que sur un petit nombre de faits, et, d'autre part, selon l'expression de Descartes, nous éprouvons les plus grandes difficultés à faire des revues si générales qu'on soit assuré de ne rien omettre (pour se rendre compte de ces limites, on a proposé d'essayer de prendre simultanément conscience des vingt-six lettres de l'alphabet). On a vu ainsi qu'il était impossible d'envisager, dans un espace infime de temps, *tous les éléments de la jurisprudence sur l'incendie* ; et c'est ce qui aurait pu être réalisé par l'électronique, en fournissant aux machines, au fur et à mesure, tous les éléments d'information qu'on possède sur l'incendie (expertises, textes, jugements...). Ceci nécessiterait évidemment tout un travail de programmation initial, travail que nous venons en somme partiellement d'accomplir pour la notion d'incendie, et qui fit que justement nous en sommes arrivés à nous poser ce problème de méthodologie.

Certes, le fichier supplée la mémoire du détail, mais il connaît sous sa forme ordinaire des limites d'utilisation qui seront vite dépassées (1), d'autant que le droit tend à se diversifier de plus en plus, et qu'il faut toujours analyser des notions nouvelles, comme celles d'incendie par exemple, qu'on n'aurait peut-être pas eu l'idée de définir à l'époque du Code. On ne possède que des moyens plus ou moins complexes de repérage et de sélection des données (2). Ainsi, pour l'incendie, on procède par système de fiches contenant les éléments dont on dispose. Mais, ces systèmes ne se recourent pas, et créent des rigidités d'emploi, rendant en fin de compte le fichier inexploitable à un stade un peu avancé.

On arrive ainsi à la notion que, le plus efficace, ce n'est pas l'enregistrement des documents, mais de tous les « *concepts utiles* » que contiennent tous ces documents, de sorte qu'on puisse sélectionner ces documents à partir de n'importe quel concept (3). Mais sans doute faudrait-il construire une codification symbolique. Les machines pourraient alors opérer une sorte d'inventaire des notions « essentielles » contenues dans un document d'expertise (jugement,

(1) Congrès international de Cybernétique, Actes, International Congress of Cybernetic. Proceedings, Paris, Gauthier Villars, 58 J., Namur, 1956.

(2) V. par exemple le « fichier » de la Cour de cassation.

(3) BRICO, Intérêt des machines sémantiques pour la documentation dans les sciences (congrès de Namur).

texte...) et conduiraient à découvrir des questions en observant des corrélations et les mettant en évidence.

Telle est la mécanisation possible du travail juridique de base (*telle est la méthode qui aurait pu conduire à découvrir objectivement les critères de l'incendie*, et qui permettrait, sans doute, de les appliquer « automatiquement » à chaque situation concrète).

313. — Seulement, une constatation s'impose (4) : « la machine, même automatique, mais parce qu'elle est machine, ne peut traiter que des phénomènes physiques nettement définis et précis...

Or, les informations destinées aux échanges entre les sociétés humaines, sans être totalement immatérielles, ne sont pas représentées, elles, par la précision des phénomènes physiques, optiques ou sonores, qui les traduisent, mais simplement par une apparence analogique, analyse spectrale ou intégrale, qui les rend intelligibles aux hommes.

Aussi, pour que la machine puisse travailler, est-il nécessaire de traduire au langage machine, c'est-à-dire en une succession de phénomènes physiques, parfaitement définis, l'information livrée brute pour l'individu ».

314. — En résumé, l'utilité principale des machines, en droit, serait la *recherche du précédent et la préparation du jugement*. On obtiendrait par ce traitement de l'information pour chaque question particulière une documentation immédiate, de textes et jurisprudences. Les solutions et opinions différentes apparaîtraient. Les contradictions de décisions seraient mises en valeur.

« Les machines électroniques pourront multiplier dans tous les domaines de la connaissance la puissance de l'homme, en mettant à sa disposition une documentation quasi exhaustive et surtout en l'ordonnant selon des normes bien déterminées » (5). On a déjà essayé dès le début de montrer les points communs entre les méthodes juridique et scientifique, pour en arriver à la présente conclusion.

315. — Quels *essais* ont été *tentés* en pratique à l'appui de ces théories ?

Dans le domaine administratif, la mécanisation a déjà pénétré largement, ainsi que dans l'économie. Mais, une certaine prudence paraît nécessaire, car, si tout acte de gestion peut être mécanisé,

(4) Extrait d'une conférence faite par M. DUPIN de SAINT-CYR le 3 novembre 1960 au Centre de perfectionnement technique. « Quelques applications des machines automatiques dans l'administration des grandes entreprises ».

(5) URI ZALBSTEIN, *Machine prolongement ou extrapolation de l'homme* (Congrès, *op. cit.*).

il est sans doute contestable de vouloir suivre toujours la « loi du maximum d'automatisation » prônée parfois.

316. — Le seul avantage d'un traitement mécanique de l'information, est, comme on a pu le dire parfois, tout en permettant une notation condensée, d'exiger une plus grande rigueur dans la *définition* des données, de permettre un raisonnement plus sûr, plus puissant, et ainsi de mettre en lumière les risques de contradiction (par exemple entre les critères de l'incendie) « ou tout au moins de non-cohérence des solutions applicables à des cas similaires ».

317. — Il existe des *limites* à une telle mécanisation actuellement, et l'on ne doit pas se laisser entraîner par une utopie trop facile.

Première limite : la nature des pensées utilisées comme information par les machines.

Les machines, composées uniquement d'éléments matériels, ne peuvent combiner que des propriétés d'êtres physiques, c'est-à-dire des supports possibles d'information (c'est ce pourquoi les phénomènes matériels s'y prêtent si facilement) ; par conséquent, des pensées (s'il en existe) qui ne pourraient pas être adjointes à un support — par exemple qui ne pourraient pas s'exprimer en un langage — ne se prêteraient pas à la mécanisation.

Deuxième limite : l'élément humain.

Les facteurs humains ne se prêtent guère à l'analyse mathématique. Les faits humains se laisseraient encore moins gouverner par une machine.

a) Dès qu'on s'écarte de ces problèmes de base, la multiplicité et la complexité des facteurs humains devient telle que leur inventaire exigerait, préalablement au travail de la machine, une masse énorme de travaux, et pendant ce temps, la matière inventoriée se serait déjà trop modifiée pour que les conclusions de la machine puissent se révéler exactes.

b) La variabilité de ces facteurs humains est en opposition avec la permanence des phénomènes physiques.

c) « La dérive de l'humain n'est pas due, en effet, rien qu'à une transformation plus ou moins continue du milieu général des actions humaines. Elle est due également à l'entrée en scène d'un facteur « prise de conscience » et de réactions individuelles ou

collectives de l'être humain, qu'informe cette prise de conscience » (6).

Aussi, nous bornerons-nous à envisager ici le seul traitement de l'*information juridique*, de la recherche du précédent pour les jugements. Cette mécanisation s'est d'ailleurs déjà introduite dans les compagnies d'assurance américaines sur une grande échelle, et même dans certaines compagnies françaises et des essais se sont fait jour dans certaines universités des U. S. où l'on en est encore au stade élémentaire de programmation.

318. — Cependant, *on peut objecter* l'utilité et le coût de ces méthodes.

Sur le coût, on dira simplement qu'un travail de dix minutes par jour sur une machine prêtée ou louée par un organisme quelconque (une grande banque par exemple) suffirait pour le traitement de l'information juridique.

Sur l'inutilité, on répondra que, si maintenant encore, ces méthodes semblent prématurées, l'on doit prévoir que, dans un avenir plus ou moins proche, la complexité croissante du droit, l'accumulation des textes et des espèces, la création de nouvelles branches d'étude, entraîneront l'hypertrophie des bibliothèques, des fichiers, et la lenteur des recherches, que la mécanisation permet d'effectuer en un instant.

On vit au *xx^e* siècle dans une atmosphère toute nouvelle, créée par ce qu'on a pu appeler « l'accumulation des risques et des énergies » (7) ; la civilisation moderne permet en effet d'accumuler les énergies et d'exploiter toute forme de décharge rapide, créant en même temps parfois des accidents divers (comme on l'a vu), incendie, explosion, radio-activité dangereuse, quand ces décharges sont dérégées... *Le droit doit alors sans cesse s'adapter lui aussi au progrès technique* sur lequel il marque en général un certain retard. Il n'est pas impossible non plus que le droit se serve lui-même de la technique, à des fins méthodologiques, par exemple pour le travail d'analyse et de base.

319. — Ce ne serait pas « jeter par dessus bord le côté psychologique du droit » selon l'expression de Saleilles : on ne peut mathématiser entièrement la science juridique. « Le droit est soumise à l'opinion et rien n'est plus fugace, rien n'est moins facile

(6) Ces 3 derniers arguments sont tirés des études du père Dularbe, citées dans : R. CASSER, la cybernétique.

(7) PHILONENKO, Faute et risque créés par les énergies accumulées, Rev. Trim. Dr. Civ., 50, p. 305.

à saisir. Le droit ne saurait donc être l'objet d'une science. » (8) D'ailleurs, « toutes les fois que les méthodes scientifiques les plus propres à faire apparaître la vérité risqueraient d'entrer en conflit avec les buts que le droit se propose, le juriste aime mieux renoncer à connaître toute la vérité, que de porter atteinte à ces buts », et « le caractère scientifique que doit prendre le droit ne saurait progresser aux dépens de son caractère moral » (9).

Il ne s'agirait nullement de déshumaniser le droit, ni de le traduire en courbes, ou en équations. C'est pourquoi, c'est avant tout l'analyse de phénomènes matériels, tels que celui qui fit l'objet de cette étude : l'incendie, qui se prête le mieux à ce genre de méthode.

La mécanisation doit seulement servir à élever le travail du juriste, rehausser le rôle du juge, éviter les travaux de recherches élémentaires ; et, comme on l'a dit parfois : l'apport le plus précieux de l'automatisation n'est pas l'énorme progrès matériel qu'elle réalise, c'est le fait qu'elle nous force à reconnaître la vraie grandeur de l'homme.

Vu,

Le Président de la thèse :

H. MAZEAUD.

Vu,

*Le Doyen de la Faculté de Droit
et des Sciences Economiques :*

LE BRAS.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris,

J. SARRAILH.

(8) H. LÉVY-BRUHL, *Aspects sociologiques du droit*, p. 36.

(9) SAVATIER, *Métamorphoses économiques et sociales du droit privé d'aujourd'hui*, t. 2, 1959, p. 55.

Bibliographie

OUVRAGES GENERAUX

- AUBRY et RAU : Cours de droit civil français, t. V.
BAUDRY LACANTINERIE : Traité théorique et pratique de droit civil.
BOURJON : Le droit commun de la France, Livre IV.
COLIN et CAPITANT, JULLIOT de la MORANDIÈRE : Traité de droit civil, t. II.
DEMOGUE : Traité des obligations en général, t. IV.
FENET : Recueil complet des Travaux préparatoires du Code civil, t. II.
FABREGUETTES : La logique judiciaire et l'art de juger.
GÉNY : Science et technique.
GUILLOUARD : Traité du contrat de louage, t. I et II, 1885.
LOCRE : Procès-verbaux de Conseil d'Etat contenant la discussion du Code civil.
OURLIAC et de JUGLART : Droit rural spécial, t. II.
PLANIOL et RIPERT : Traité pratique de droit civil, t. VI et VII, 2^e éd., 1952.
POTHIER : Traité du contrat de louage et traité des cheptels, 1806.
DE PACE : Traité élémentaire de droit civil belge, 2^e éd., 1948-1950.
RIPERT : La règle morale dans les obligations civiles, 4^e éd., 1949.
— Droit maritime II, 4^e éd., 1950-3.
SAVATIER : Manuel des baux ruraux, 1952.
— Les métamorphoses économiques et sociales du droit privé d'aujourd'hui, t. I, II, III, 1959.
— Du droit civil au droit public, 1950.
— Travaux de la Commission de Réforme du Code civil, 1945-1946.

TRAITES DE RESPONSABILITE

- GARDENAT et RICCI : De la responsabilité civile (délictuelle et quasi délictuelle, 1927).
JOSSEMERAND : La responsabilité du fait des choses inanimées, 1897.
LALOU : Traité pratique de la responsabilité civile, Paris, 5^e éd.
H. et L. MAZEAUD et TUNC : Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle, 5^e éd.
RODIÈRE : La responsabilité civile, Paris, 1952.

RICHARD et MAUCORPS : *Traité de la responsabilité civile en matière d'incendie*, 1883.

SAVATIER : *Traité de la responsabilité civile en droit français*, 2^e éd., 1951.

COURS POLYCOPIES

FRÉJAVILLE : *Droit civil, Licence, 2^e année*, 1950-60.

H. MAZEAUD : *Droit civil, 2^e année licence*, 1955-56.

RODIÈRE : *Droit civil comparé (responsabilité civile)*, doctorat, 1956-57.

DROIT DES ASSURANCES

GODART et PERRAUD CHARMANTIER : *Code des assurances*, 1947, 3^e éd.

HÉMARD : *Théorie et pratique des assurances terrestres*, 1924-5.

De LALANDE et COUTURIER : *Traité théorique et pratique du contrat d'assurance incendie*, 1886.

PICARD et BESSON : *Traité général des assurances terrestres*, t. I, II, III, IV, 1938-45.

— *Les assurances terrestres en Droit français*, 1950.

SUMIEN : *Traité théorique et pratique des assurances terrestres et des opérations de capitalisation et d'épargne*, 6^e éd.

DROIT PENAL

BOUZAT : *Traité théorique et pratique de droit pénal*, 1951.

CHAUVEAU et HÉLIE : *Théorie du Code pénal*.

GARÇON : *Code pénal annoté*, 1959.

GARRAUD : *Traité théorique et pratique de droit pénal français*, 5 vol., 1888-9.

PATIN et GOYET : *Précis droit pénal spécial*, 7^e éd., 1958.

LE POITTEVIN : *Dictionnaire formulaire des Parquets et de la P.J.*, 1938-52.

VOUIN : *Précis de droit pénal spécial*, 1953.

THESES

Responsabilité délictuelle :

DELAUNAY : *De la responsabilité quasi délictuelle en matière d'incendie*, Paris, 1909.

ESCAVY : *Le recours des voisins en cas d'incendie*, Paris, 1923.

GABOLDE : *Les effets juridiques de la communication d'incendie*.

GIROT : *L'incendie par communication*, Paris, 1910.

MARANGET : *Le recours des voisins en cas d'incendie*, Paris, 1933.

MOUQUOT : *De la propagation d'incendie, source de responsabilité pour le gardien d'un immeuble*, Poitiers, 1923.

SAUVAGE : *Des conditions d'admission du recours du voisin*, Caen, 1922.

Responsabilité contractuelle :

BLACHEZ : *La responsabilité du locataire d'immeuble en cas d'incendie*, Paris, 1891.

COCRAL : *La responsabilité des occupants d'un immeuble, titulaires d'un contrat de bail vis-à-vis du propriétaire en cas d'incendie*, Paris, 1955.

- DOBRI** : Responsabilité du locataire d'immeuble en cas d'incendie, Paris, 1907.
GUILLLOT : De la responsabilité de l'occupant ou du détenteur autre que le contractant en cas d'incendie, Paris, 1923.
TOUTAIN : La responsabilité du preneur et du bailleur d'un bien rural en cas d'incendie des bâtiments, Paris, 1953.

Assurance :

- GROUSSIN** : L'assurance contre l'incendie, Paris, 1930.
LONGUESSERRE : L'assurance incendie obligatoire, 1911.
DESCHAMPS : L'aggravation du risque en cours d'assurance, Paris, 1932.
BEINEIX : La responsabilité civile en matière d'accidents et de dommages provoqués par le courant électrique, Paris, 1937.

Droit pénal :

- DUCHÉ** : Le crime d'incendie, Paris, 1913.
GAUTIER : Etude sur le crime d'incendie, Genève, 1884.
GRENIER : De l'incendie au point de vue pénal, Paris, 1901.
PICHAUD : Etude sur les incendiaires, Paris, 1957.

Thèses diverses :

- CHAUVERON** : Du pouvoir de contrôle de la Cour de cassation sur la qualification criminelle, Paris, 1908.
P. DAVID : Le fait de la chose, Lille, 1934.
DENAVE : Rapports de la responsabilité civile et l'assurance, Lyon, 1935.
DELAROUÉ : Esquisse de la méthode du droit, Paris, 1901.
HUBERT : La socialisation du risque, Paris, 1947.
GOVERNEL : Le fait actif de la chose, Paris, 1943.
G. MARTY : La distinction du fait et du droit, Paris, 1929.
RADOUANT : Du cas fortuit et de la force majeure, Paris, 1920.
STEFANI : De l'assurance des fautes, Paris, 1923.

OUVRAGES ET ARTICLES SPECIAUX

- BESSON** : L'assurance automobile obligatoire.
BIENVENU et **SICOT** : L'assurance automobile obligatoire, 1959
DESCHAMPS : La responsabilité du locataire et l'assurance du risque locatif, 1945.
FRAZER : Mythes sur l'origine du feu.
FREYCENON : Guide de l'assureur incendie, 1947.
GAUTIER : L'assurance contre l'incendie.
SAINTELETTE : Responsabilité et garantie.
BESSON : Le recours des voisins et la loi de 1922, rev. crit. lég. et jur., 1927.
 — R.G.A.T. 1949, « commentaire de la nouvelle police type », p. 376.
DESCHAMPS : Les nouvelles conditions des polices incendie.
 — La garantie de l'assureur incendie, R.G.A.T., 1951.
 — Le feu de cheminée, Actualité juridique, 12 juin 1956.
TUNC : Force majeure et absence de faute en matière délictuelle, rev. trim. droit civil, 1946, en matière contractuelle, 1945.

- MALTER : Le recours des voisins en cas d'incendie, Rev. gén. belge, ass. et resp. janvier 1931.
- PONCEAU : La question des risques en cas d'incendie dans les maisons divisées par étages, Revue critique, 1925, p. 146.
- Responsabilité en cas d'incendie dans les transports de marchandises par mer, Revue, Dor., t. 40, p. 19.
- Rapport M. ARNAUD, *Journal La prime*, 1^{er} avril, 1921, p. 1351.

OUVRAGES DE TECHNIQUE

- A. ODILLON : Dictionnaire du feu, 2^e éd., 1954.
- A. CHEVALIER : Les principes causes d'incendie et leurs remèdes, 1944.
- MARUELLE : Manuel de la sécurité contre l'incendie.
- MICHOTTE : La science du feu.
— Etude théorique et pratique de l'incendie, 1905.
- D.-J. RASBAH : L'incendie des poussières en suspension dans l'air.
- HODGE : Le risque d'explosion dans l'industrie.
- M.-A. BOOTH : La combustion spontanée.
- SAULIER : L'électricité et les risques d'incendie, Sem Nat de la Sécurité, travaux, 1947.
- ALLIBONE : Energie atomique et assurance.
- BLANDIN : Les éléments des risques d'explosion et d'incendie.
- MAC KINNEY : L'assurance du risque atomique.
- F. LOT : Les isotopes radio-actifs.
- P. PAILHIEZ : L'assurance incendie et les explosions atomiques aux U.S.A.
- BELSER : L'assurance des risques nucléaires (rapport présenté au sous-comité des assurances de l'O.E.C.E.).
- FISCHER : L'énergie atomique et les U.S.A., 1957.

OUVRAGES SCIENTIFIQUES

- ELLUL : La technique ou l'enjeu du siècle.
- BACHELARD : Le nouvel esprit scientifique.
- ULLMO : La pensée scientifique moderne, 1958.
- H. POINCARÉ : La valeur de la Science.
— Science et méthode.
- ROSTANT (J.) : Science fausse et fausses sciences, Les essais (LXXXIX), 1958.
- BRILLOUIN : Vie matière et observation, 1959.
- DUHEM : La théorie physique.
- LIARD : Des définitions.
- Max MULLER : La science du langage.
- J. RUFF : Des Sciences physiques aux sciences morales.
- LATIL (de P.) : La pensée artificielle, 1953.
- COSSA (P.) : La cybernétique, 1957.
- COUFFIGNAL (L.) : Les machines à penser, 1952.
- WIENER (N.) : Cybernétique et société, 1952.
- RUYSER (R.) : La cybernétique et l'origine de l'information, 1954.

NOTES - RAPPORTS - COMMENTAIRES

- A. BESSON : Note, Dijon, 3 février 1931, Sem. jur. 1931.II.879.
 COURREGELONGUE : Note, Pau, 1^{er} décembre 1952, Sem. jur. 1953.II.7868.
 CELICE : Rapport, Req., 14 février 1928, D. 1928.I.129.
 HUGUENAY : Note, Civ., 16 novembre 1920, S. 1922.I.97.
 JOSSERAND : Note, Req., 14 février 1928, D. 1928.II.129. Civ., 23 mars 1926, D. 1926.I.129.
 LALOU : Note, Paris, 8 janvier 1932, D. 1932.2.69. Amiens, 14 novembre 1951, D. 1952.90.
 LEBALLE : Note, Aix, 10 novembre 1942, D.C. 1943.137.
 H. et L. MAZEAUD : Obs. Rev. trim. dr. civ., 1960, p. 306.
 RECH : Note, Sem. jur., 1947.II.3802.
 RIPERT : Note, Civ., 16 novembre 1920, D. 1922.I.25.
 RODIÈRE : Note, Bordeaux, 25 juin 1946, Sem. jur. 1946.II.3298.
 A. ROUX : Pau, 11 octobre 1954, S. 1956.I.7.
 SAVATIER : Note, Civ., 16 novembre 1920, D. 1920.I.169.

JURISPRUDENCE CONCERNANT LE FAIT ANTERIEUR
ET LE LIEN DE CAUSALITE

INCENDIE ET EXPLOSION :

- Paris, 19 mars 1923, Gaz. Pal. 1923.I.555.
 Rouen, 12 novembre 1924, Gaz. Pal. 1925.I.186.
 Trib. Com. Seine, 14 novembre 1924, D.H. 1925.176.
 Civ., 23 mars 1926, D. 1926.I.129.
 Civ., 5 mai 1926, Rev. trim. dr. civ., 1926, p. 755.
 Seine, 14 novembre 1927, Gaz. Pal. 1928.I.132.
 Req., 14 février 1928, S. 1928.I.132.
 Req., 14 février 1928, D. 1928.I.129.
 Chambéry, 30 décembre 1930, rec. pér. ass., 1931, p. 231.
 Colmar, 21 janvier 1931, rev. Alsace Lorraine, 1931, p. 471.
 Dijon, 3 février 1931, Sem. jur. 1931.II.879.
 Req., 1^{er} février 1944, S. 1944.I.126 (sinistre de Miramas).
 Civ., 12 juillet 1955, D. 1955.685.
 Douai, 5 juin 1956, Gaz. Pal. 1956.I., Som. 29.
 Confirmant Lille, 17 mai 1954, Gaz. Pal. 1954.2.92.
 Civ., 20 décembre 1957, Bull. Cass., 1957, 2, n° 524.
 Seine, 4 juin 1959, Gaz. Pal. 1960.I.35. Rev. trim. dr. civ., 1960, p. 306.

ETINCELLES, FLAMMÈCHES, ESCARBILLES ISSUES D'UN FOYER NORMAL :

- Saint-Nazaire, 25 mai 1924, Gaz. trib., 1924.2.209.
 Nîmes, 25 mars 1925, Rec. ass., 1925, p. 189.
 Bordeaux, 13 janvier 1926, S. 1927.2.61.
 Bordeaux, 28 février 1927, Gaz. Pal. 1927.I.621.
 Melun, 17 juin 1930, Gaz. Pal. 1930.2.189.

- Fréjus, 2 juillet 1930, Gaz. Pal. 1930.2.391.
Issoudun, 25 novembre 1930, Rev. gén. ass. terr., 1931, p. 326.
Paris, 8 janvier 1932, D. 1932.2.69.
Rennes, 11 mars 1932, La loi, 14 juin 1932.
Paris, 9 janvier 1933, Gaz. Pal. 1933.1.698.
Com. Roanne, 9 mai 1934, Gaz. Pal. 1934.2.190.
Verdun, 11 mars 1936, Gaz. Pal. 1936.2.39.
Orange, 21 février 1939, S. 1939.2.140.
Grenoble, 15 mars 1939, D.H. 1939.316.
Req., 1^{er} décembre 1942, S. 1943.1.19.
Cass. soc., 4 janvier 1945, Gaz. Pal. 1945.1.61. Rev. trim. dr. civ., 1945, p. 114.
Bordeaux, 25 juin 1946, Gaz. Pal. 1946.2.99.
Digne, 14 mai 1947, Sem. jur. 1947.II.3802.
Civ., 20 janvier 1948, D. 1948.201.
Amiens, 14 novembre 1951, Rev. trim. dr. civ., 1952, p. 224.
Bessèges, 29 mars 1952, Gaz. Pal. 1952.2.235.
Pau, 1^{er} décembre 1952, Sem. jur. 1953.2.7868.
Comm. Seine, 4 mars 1957, Gaz. Pal. 1957, Som. 7.
Cass., 2^e sect civ, 21 juin 1962, Gaz. Pal. 6 novembre 1962.
Paris, 5 juin 1962, Gaz. Pal. 28 décembre 1962.

Table des Matières

	Pages	N ^{os}
INTRODUCTION	1	1
PRÉLIMINAIRES	3	
§ 1. Particularisme de la question	3	2 à 6
§ 2. Evolution	4	7 à 13
§ 3. Intérêts de la définition	12	14 à 19
§ 4. Complexité	15	20 à 24
§ 5. Problèmes préliminaires	18	24
— l'incendie fait de la chose	24	
— l'infraction pénale	25	
— contrôle de la notion par la Cour de cassation	26	
— l'incendie force majeure	27	
§ 6. Eléments de base	27	28 à 34
§ 7. Méthodologie	30	35 à 41
TITRE PREMIER : LE FEU	35	
CHAPITRE PREMIER — <i>Définition technique</i>	37	
<i>Section 1.</i> — Notions générales	37	43 à 47
<i>Section 2.</i> — Le feu est une combustion	41	48 à 52
<i>Section 3.</i> — C'est une combustion vive	44	53 à 61
<i>Section 4.</i> — L'explosion	47	62 à 75
<i>Section 5.</i> — Le risque atomique	52	76 à 88
CHAPITRE II. — <i>Notion juridique</i>	59	89 à 90
<i>Section 1.</i> — Analyse de la notion juridique de feu	59	91 à 92
§ 1. Dommages électriques	61	93 à 96
§ 2. Les accidents de ménage	63	97 à 103
§ 3. Le feu de cheminée	67	104 à 107
<i>Section 2.</i> — Etude sur le point de départ du feu	70	111
§ 1. La combustion spontanée	70	112 à 115
§ 2. L'inflammation spontanée des poussières	71	116
§ 3. La déflagration	72	117

	Pages	N ^{os}
TITRE II : L'INCENDIE	77	
CHAPITRE PREMIER. — Les critères de l'incendie	79	123
<i>Section 1. — Le critère de grandeur</i>	79	125 à 126
§ 1. Analyse du critère	80	127 à 130
§ 2. Appréciation	82	131, 132
<i>Section 2. — Le critère de danger</i>	83	133
§ 1. Droit pénal	83	134 à 141
§ 2. Droit civil	89	142, 143
<i>Section 3. — Le critère de destruction</i>	90	144
§ 1. Droit pénal	91	145 à 147
§ 2. Droit civil	92	148 à 151
<i>Section 4. — Le critère d'anormalité</i>	94	
§ 1. Notions générales	94	152 à 157
§ 2. Analyse du critère	99	158 à 163
§ 3. Appréciation	102	164, 165
CHAPITRE II. — L'événement initial	104	167
<i>Section 1. — La question en assurance</i>	105	168
1° Incendie et explosion		169
2° Incendie et accident		170 à 173
<i>Section 2. — Le fait antérieur dans le risque locatif</i>	109	174 à 179
<i>Section 3. — Pour l'application de la loi du 7 novembre 1922</i>	110	180
§ 1. Les caractères du fait antérieur	111	
— l'autonomie du phénomène		181 à 183
— le commencement d'incendie		184, 185
§ 2. Le problème de la causalité	115	186
— combinaison de l'incendie avec l'explosion		187 à 189
— foyer normal à l'origine		190
Tableau récapitulatif des différentes situations et solutions sur ces questions	120	192
A. — interprétation de la jurisprudence		193, 194
B. — éléments de solution		195 à 200
C. — solutions proposées		201 à 205
TITRE III : INCIDENCES JURIDIQUES DE LA NOTION D'INCENDIE ..	129	206
CHAPITRE PREMIER — Aspects multiples de la notion	131	207
<i>Section 1. — L'incendie source de responsabilité</i>	131	
§ 1. Responsabilité délictuelle	131	208, 209
§ 2. Responsabilité contractuelle	132	210 à 213
<i>Section 2. — L'incendie cause d'exonération de responsabilité</i>	134	214, 215
<i>Section 3. — L'incendie en assurance</i>	135	216 à 221
<i>Section 4. — L'incendie en droit pénal</i>	139	222 à 224

	Pages	N ^{os}
CHAPITRE II. — <i>L'avenir du particularisme de l'incendie en droit</i>	142	227, 228
Section 1. — La loi du 7 novembre 1922 et la notion d'incendie	143	229
§ 1. Origine	143	230 à 248
§ 2. Les contradictions de la loi	151	249 à 253
§ 3. Comment expliquer son maintien	153	254 à 261
§ 4. Solutions envisageables	156	262 à 266
Section 2. — La responsabilité du locataire en cas d'incendie	158	268, 269
§ 1. L'autonomie de la notion d'incendie	159	270 à 273
§ 2. Unification des règles de responsabilité locative : disparition de la notion autonome d'incendie	162	274 à 282
Section 3. — La responsabilité du fermier et du métayer en cas d'incendie (art. 854 du Code rural)	168	283
§ 1. Origine de l'autonomie de l'incendie	168	284, 285
§ 2. Critique	169	285
§ 3. Palliatifs	171	287 à 289
Section 4. — Le problème de l'assurance incendie obligatoire	173	
I. — L'assurance obligatoire en général	173	290, 291
II. — L'assurance incendie obligatoire	174	292 à 300
III. — L'étatisation	177	301 à 303
IV. — Remèdes aux inconvénients de l'assurance obligatoire	179	304, 305
V. — Conclusion	180	306
CONCLUSION : <i>Notion d'incendie et « information » juridique</i>	183	307
Conclusion sur la méthode d'analyse de la notion d'incendie et le traitement de l'information juridique		308 à 319
BIBLIOGRAPHIE	191	

**LIBRAIRIE GÉNÉRALE
DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE**

PARIS -- 887

Dépôt légal : 2^e Trimestre 1963

Printed in France

IMPRIMERIE R. VANÇON

77, rue du Cardinal-Lemoine

PARIS (5^e)

N° 64

19-4-63

